

# LA GRANDE REVOLTE DES CORSES CONTRE GENES 1729-1769

CHRONOLOGIE RECUEILLIE PAR :  
**ANTOINE DOMINIQUE MONTI**  
ADECEC. 1979

Lorsque, en 1077, le pape Grégoire VII inféoda la Corse à la République de Pise, les Génois en conçurent du dépit. C'est que la prospère cité ligurienne avait besoin, au même titre que la cité toscane, de contrôler les îles de la Tyrrhénienne pour protéger ses navires, étendre son commerce et se procurer les céréales qu'elle ne produisait pas. Depuis, elle mit tout en œuvre auprès des papes, des cours étrangères, des seigneurs et communautés corses, pour se créer des droits sur l'île. Son action fut progressive, tenace. Elle s'assura la possession de l'île par des siècles de volonté :

- En 1133, Innocent II élève l'évêque de Gènes à la dignité archiépiscopale et lui donne comme suffragants les évêques de Mariana, Nebbiu et Accia.
- En 1195, les Génois s'installent définitivement à Bonifaziu.
- En 1278, Calvi se confédère avec Gênes. Sa fidélité sera constante.
- En 1284, par une victoire navale devant l'île de la Meloria, les Génois mettent fin au rôle maritime et politique des Pisans. Les uns après les autres, les seigneurs corses rendent foi et hommage à la République de Gênes mais, en 1297, Boniface VIII met un terme à cet assujettissement en accordant l'investiture de l'île au roi d'Aragon.
- En 1347, ayant obtenu le consentement des seigneurs et des populations, les Génois décident l'occupation entière de l'île. De fait, sinon de droit, la Corse est désormais génoise.
- En 1359, le territoire compris entre Brandu et Aleria, Corti et la mer, qui s'est libéré du joug féodal, s'allie à la commune de Gênes.
- En 1453, les Corses, à la quasi unanimité, demandent au gouvernement génois que l'île soit gérée par l'Office de Saint Georges, institution financière privée autorisée à encaisser le revenu public de la République moyennant une redevance. Pour la première fois l'administration de l'île est codifiée. L'Office ayant obtenu l'assentiment du pape, la domination génoise se présente dès lors comme fondée en droit.
- En 1460, devant la Cortès catalane, Jean d'Aragon jure l'union perpétuelle de la Sicile et de la Sardaigne à la couronne. Il n'est plus question de la Corse. C'est la reconnaissance tacite de la souveraineté génoise, et la promesse, en 1461 et 1463, d'aider Giocante da Leca, en révolte contre Gênes, sera la dernière manifestation des droits que l'Aragon pouvait prétendre sur la Corse.

Après quatre siècles d'une gestion généralement mauvaise ; Gênes perdit la Corse. Les Corses mirent autant d'obstination à se défaire de la domination génoise que les Génois en avaient mis à acquérir l'île. A la base de la révolte, il y a une incompatibilité d'humeur : un peuple continental de marchands avait asservi une nation insulaire de pasteurs à l'humeur belliqueuse et n'avait rien tenté pour adoucir les mœurs. Gênes, que les hommes n'intéressaient pas, maintint les insulaires dans une condition subalterne, leur refusant les charges et les honneurs publics. Quelques rares individus qui avaient accédé à la culture grâce à l'Eglise et aux universités de Toscane et de Rome comprirent que la République n'était pas capable de mission civilisatrice et se firent les porte-drapeau de la révolution.

Au cours du XVIIe siècle, les Corses n'avaient pas causé de grands soucis à leurs maîtres. L'agriculture

ayant été développée, la protection contre les incursions barbaresques plus ou moins assurée, la paix avait régné dans l'île. A la fin du siècle et au début du XVIII<sup>e</sup> la situation se détériora. Gênes aurait pu s'en inquiéter, d'autant plus que le bassin méditerranéen était un des points chauds de la politique internationale ; mais, ayant traversé sans dommages la guerre de la Succession d'Espagne pendant laquelle les Baléares, la Sicile et la Sardaigne avaient vu leur destin se modifier, la République continua à croire en sa bonne fortune, ou, peut-être, plus simplement, en sa fortune.

C'est surtout dans le domaine de la fiscalité et dans l'application de la justice que l'administration génoise s'était dégradée. Le droit de vendetta se substituant au droit légal, on enregistra chaque année des centaines d'homicides. Les fonctionnaires génois, instruits dans la vénalité, n'avaient aucun intérêt à remédier à cet état de choses : le fruit de la chicane et la vente des patentes de port d'armes remplissaient les caisses de l'Etat et leur escarcelle.

Après bien des démarches, les Corses obtinrent, en 1715, l'interdiction des armes. Celles-ci furent déposées. Elles devaient être remboursées à leur juste valeur. Le sénat de Gênes accepta de prendre cette mesure moyennant une imposition supplémentaire de deux seini (13 sous, 4 deniers) par feu, ce qui correspondait à une patente de port d'armes. L'immoralité d'un tel échange acheva - s'il en était besoin - de discréditer les Génois.

D'ailleurs rien ne changea. Par faveur, ou au prix fort, certaines personnes obtinrent l'autorisation de s'armer ; les autres se procurèrent des armes clandestinement, un trafic, provenant généralement de Gênes, s'étant établi dans les ports du Capicorsu.

Dès 1725, l'année de la naissance de Pasquale Paoli, on constatait une psychose de révolte dans quelques pieve de l'En-Deçà des monts. Le gouverneur élu en 1726, Alessandro Saluzzo, sut calmer les esprits. Son successeur, Felice Pinelli (élu le 1<sup>er</sup> avril 1728, débarqué à Bastia le 27 mai), les surexcitât par sa maladresse et sa rigueur.

Cette année-là, la récolte des céréales fut presque nulle (dans la plaine orientale on ne retira que le quart de la semence) ; celle de 1729 fut également déficitaire. La faim est une mauvaise conseillère mais une révolte armée ne peut s'organiser en période de disette ; aussi, lorsque en automne les Corses bénéficièrent d'une récolte de châtaignes exceptionnelle, la révolte éclata. Elle durera quarante ans.

1729

## I. PREMIER SOULEVEMENT.

29 AVR. Sur la demande du noble Luigi Giafferi de Talasani, le Magistrato chargé des affaires de Corse auprès du Sénat de Gênes ordonne au gouverneur Felice Pinelli de convoquer les Nobles-Douze (conseil de 18 membres, 12, de l'En-deçà-des-Monts, 6 de l'Au-delà, élus par les délégués des pieve pour assister le gouverneur : un de ses membres, appelé oratore, résidait à Gênes : il présentait au Sénat les vœux de ses compatriotes).

20 MAI. Le Magistratu informe le gouverneur des doléances des pieve de Venacu, Boziu, (Sermanu), etc... contre les habitants de Nuceta, véritables bandits qui vivent de rapines. Il lui demande d'agir en conséquence.

20 MAI. Des hommes armés attaquent la tour de Mortella ( golfe de San Fiorenzu) et s'emparent de 8 fusils, de poudre et de balles.

30 MAI. Lettre de Pinelli au Magistrato : ne disposant pas de forces suffisantes pour soumettre la communauté de Nuceta, il conseille d'armer les protestataires pour qu'ils se fassent justice eux-mêmes.

( ? ) Mgr Camillo de'Mari, évêque d'Aleria, offre sa médiation aux habitants de Nuceta. Moyennant le départ des bannis et la remise des armes, il pense pouvoir obtenir l'absolution pour les autres habitants. Aucune suite ne sera donnée à cette proposition.

10 JUIN. Réunion des Nobles-Douze. Une requête en douze points est adressée au Magistrato. En plus des vœux habituels, le Conseil demande un plus grand ravitaillement en céréales et, surtout, l'abolition de la loi interdisant les armes à feu : les individus et les communautés avaient besoin de ces armes pour assurer leur sécurité mais c'était aussi une façon détournée de demander l'abolition de la taxe des deux seini.

13 AOUT. La récolte des céréales ayant été mauvaise, le Magistrato demande au gouverneur d'importer du blé de consommation courante et de semence.

19 AOUT. Pinelli demande à être dispensé de l'achat du blé, cela étant du ressort de l'Ufficio d'Abbondanza.

27 SEPT. Pinelli informe le Magistrato qu'il a distribué des armes aux partisans de Ghjuvanni Gavini de Loretu di Casinca à l'occasion du retour clandestin de Fabiu Vinciguerra, leur ennemi, banni à perpétuité.

30 SEPT. 150 soldats supplémentaires sont promis au gouverneur pour mettre fin à la guerre que se font, depuis deux ans, les communautés de Merusaglia et Castineta au sujet de pacages. Le Magistrato demande à Pinelli de se rendre personnellement dans le Rustinu (Merusaglia).

19 OCT. Pinelli informe le Magistrato qu'il n'est pas d'usage que le gouverneur se déplace pour de tels objets. D'ailleurs, les délégués des pieve convoqués à Bastia, ont promis de rétablir la paix.

9 et 11 NOV. Pinelli accuse réception de 912 mine de blé envoyé par le Magistrato : ce blé, de mauvaise qualité, ne peut être vendu 32 sous le bacinu, celui de qualité supérieure coûtant 26 sous, 8 deniers.

7 DEC. Le Magistrato écrit à Pinelli d'utiliser le blé pour l'armée (qui en consommait 150 mine par an).

27 DEC. Le lieutenant (représentant du pouvoir exécutif à la tête d'une province) de Corti se transporte dans le Boziu dont les habitants refusent de payer la taxe des deux seini, arguant que le contrat passé entre le Sénat de Gênes et les Corses avait été établi pour dix ans et n'avait pas été renouvelé (le Boziu agissait en accord avec le Rustinu qui avait désarmé les sbires venus pour imposer le versement de la taxe. Des troubles étaient également signalés dans le Niolu (Calacuccia) qui s'était opposé à la publication de décisions de justice).

28 DEC. Le lieutenant fait publier l'ordre d'avoir à acquitter les impôts le lendemain, dans leur totalité.

29 DEC. Les habitants de la pieve de Boziu refusent de donner les deux seini. Ils veulent bien régler les autres impôts mais le lieutenant ne les accepte pas car la République exige un seul versement.

( ? ). Un opuscule, attribué à Felice Pinelli, avec pour titre : Raguagli dei tumulti succeduti in Corsica, est édité à Gênes.

1730

( ? ). Le gouverneur envoie des soldats, sous les ordres du capitaine Bartolomeo Pensa, dans les pieve en rébellion. Le Boziu et le Rustinu refusent de revenir sur leur décision.

8 JANV. Le lieutenant d'Aleria informe le gouverneur que les pieve de sa juridiction refusent le paiement des deux seini.

( ? ). Pinelli demande à Mgr de'Mari d'user de son influence pour apaiser les troubles naissants.

24 JANV. Le noble Dumenicu Carbuccia, collecteur des tailles, demande le bras de justice pour obtenir le paiement des impôts dans les pieve de Tavagna (Peru Casevechje) et Moriani (Santu Niculaiu).

25 JANV. Francesco Maria Balbi, doge de Gênes en remplacement de Luca Grimaldi.

27 JANV. Les soldats envoyés par le gouverneur arrivent à Poghju di Tavagna. Ils sont répartis chez

l'habitant pour y passer la nuit. Pendant leur sommeil, ils sont désarmés et chassés.

1er FEVR. Réunion des Nobles-Douze. Le gouverneur leur demande de calmer les esprits et de faire confiance au Magistrato di Corsica pour régler au mieux la question de la taxe sur les armes. Les Nobles-Douze font remarquer que le Magistrato n'a pas encore donné de réponse à leur requête du 10 juin et qu'ainsi leur crédit auprès des populations se trouve diminué. Pendant la réunion, Pinelli est informé des événements de Tavagna. Il demande à Luigi Giafferi, de Tavagna, Gaffori, de Corti, Petru Pizzini, de Balagna, Francescu Maria Morati et au piuvanu Carlu Luigi Donati de se rendre sur place. De son côté, Mgr de'Mari envoie le chanoine Erasimu Ortoni, de Santa Riparata di Balagna, inciter les habitants à l'obéissance.

( ? ). Des habitants de Tavagna, et quelques autres, avec à leur tête Anghjulu Maria Orecchione, originaire de Vallecalle, parcourent les pieve du Capicorsu afin de s'emparer des dépôts d'armes établis pour la défense contre les Turcs. Le gouverneur fait regrouper ces armes dans la tour de Ruglianu.

4 FEVR. Pinelli envoie un express au lieutenant de Ruglianu pour le mettre en garde.

7 FEVR. Le lieutenant de Ruglianu informe le gouverneur que la tour est bien gardée, nuit et jour, par lui-même et douze hommes. Le même jour la tour est prise par les Corses qui s'emparent de 175 fusils et 72 livres de poudre.

11 et 16 FEVR. Echange de lettres entre Giafferi et Pinelli. Celui-ci ne prend aucun engagement. Il se borne à conseiller aux populations de présenter leurs réclamations aux assemblées génoises (Sénat et Collège des Procureurs, chargés du pouvoir législatif).

12 FEVR. Pinelli demande au commissaire de Bonifaziu de lui envoyer 40 soldats en renfort.

16 FEVR. Pinelli écrit à Giafferi pour lui conseiller d'inciter les populations à présenter leurs demandes par écrit. Il donne le même conseil à Morati (qui a davantage sa confiance).

17 FEVR. Morati communique à Pinelli les demandes des pieve. Elles portent toujours sur les armes et la taxe des deux seini.

18 FEVR. Le gouverneur accuse réception des " prétentions " des Corses : les délégués des communautés devraient se présenter à lui pour en débattre et assurer le Prince de leur fidélité.

18 FEVR. Faisant droit à une demande du gouverneur, les assemblées génoises suspendent la perception des tailles jusqu'en juillet.

18 FEVR. Les Corse en armes s'avancent jusqu'au Rivincu décidés à investir Bastia. Les nobles Morati, Giafferi, Dr Vittini, Ghjiseppu Antone Casalta en informent le gouverneur. A la demande de Pinelli, Mgr Agostino Saluzzo, évêque de Mariana, accompagné du piuvanu Casalta et du capitaine Santo Fedeli, se porte à leurs devants. Le prélat revient avec une députation chargée d'exprimer, à nouveau, au gouverneur, des demandes qui se font péremptoires. Les Corse exigent la restitution de 10 à 12 000 armes confisquées, la réduction de la taille à 24 sous, suivant l'ancien usage, et la réduction du prix du sel à 8 sous le bacinu. Si leurs demandes ne sont pas satisfaites, ils sont décidés à assaillir Bastia. Pinelli fait valoir qu'il n'est pas en son pouvoir de modifier le montant des impositions et le prix du sel. Quant aux armes, elles ont été envoyées à Gênes, mais il accepterait de céder 300 fusils. Il demande aux populations de surseoir à toute action jusqu'au lendemain et profite de ce répit pour vérifier la défense de la citadelle et faire embarquer sa femme, sa fille, et les femmes des officiers.

19 FEVR. Mgr Saluzzo s'embarque pour Gênes afin d'exposer au Sénat les revendications des insulaires.

19 FEVR. Une délégation conduite par Giafferi, Morati et Vittini vient prendre la réponse du gouverneur. Pinelli confirme qu'il veut bien céder 300 fusils si les responsables lui garantissent la tranquillité du pays. Après avoir consigné Giafferi, Morati et Vittini dans la maison des Nobles-Douze, il envoie le piuvanu Casalta et les autres députés communiquer sa décision aux insurgés. - 4000 patriotes, dont un tiers armés de fusils, font mouvement vers la ville. Descendant des hauteurs de Monserratu et du couvent des Capucins, ils pénètrent dans Terravechja puis s'emparent du fortin de la citadelle et font le siège de

Terranova. A midi, des fenêtres des maisons qui entourent la citadelle ils ouvrent le feu pendant que Pinelli fait donner du canon. - Dans la soirée, Mgr de'Mari, accouru de Cervioni, arrive à Bastia, s'installe au couvent Sant'Angulu et, avec le P. Isaià Grimaldi de Campulori, tente de persuader les Corses d'arrêter le combat.

20 FEVR. Mgr de'Mari pénètre dans le palais des gouverneurs et demande à Pinelli de consentir à un armistice. La citadelle commençant à faiblir et à manquer de poudre, Pinelli accepte facilement et promet même quelques armes aux insurgés. Au milieu du jour les Corses lèvent le siège.

21 FEVR. Pinelli apprend que Feringule, Patrimoniu, San Fiurenziu et Algaiola sont assiégés et que Corti et Ruglianu sont tombés aux mains des Corses. Il écrit à Mgr Gaetano Aproso, évêque du Nebbiu, pour lui demander d'intervenir auprès des assiégeants de San Fiurezu auxquels il adresse également le P. Orsu Paulu Casabianca. En même temps il envoie en Balagna Petru Pizzini, un des Nobles-Douze, et le lieutenant Domenico Maria Mariani. Les députés obtiennent des Corses l'acceptation de l'armistice.

22 au 26 FEVR. Le gouverneur demande au Rd Casabianca, au Dr Li mperani, d'Orezza, au noble Ghjacintu Paoli, de Rustinu, à Ghjuvan Felice de Ficaghja, de ramener à la paix les pieve d'Orezza (Pedicroce), Ampugnani (A Porta), Casacconi (Campile) et Rustinu.

26 FEVR. Pinelli est informé, par une lettre du 20, que les assemblées de Gênes ont décidé de lui envoyer 200 soldats et autorisé le commissaire de Bonifaziu à lui donner 40 hommes. (La garnison de Bastia ne compte que 237 hommes en armes). Sur les demandes réitérées du gouverneur, les assemblées génoises ont donc décidé de faire un effort de guerre. Pour faire face aux dépenses nouvelles, la République établit de nouveaux impôts dans ses états du continent ce qui provoquera des troubles à Finale, San Remo et Pieve.

26 et 27 FEVR. Quelques barques avec des troupes quittent Gênes pour la Corse.

28 FEVR. Les assemblées génoises nomment Girolamo Veneroso commissario generale e soprintendente sopra tutto il Regno di Corsica.

28 FEVR. Campredon, ministre de France à Gênes, informe M. de Maurepas sur les troubles de Corse et sur la position inconfortable de la République à cause de la faiblesse de son gouvernement.

29 FEVR. Les assemblées autorisent le gouverneur à offrir le pardon aux pieve qui acceptent de se soumettre.

1er MARS. 40 Allemands, envoyés de Bonifaziu, arrivent à Bastia.

3 MARS. Pinelli demande 500 hommes à la République et non 200 comme prévu.

4 MARS. Pinelli apprend que les gens du Niolu ont occupé Vicu et se sont emparés de 200 fusils dans la maison du lieutenant.

8 MARS. 198 soldats et officiers, envoyé de Gênes, ainsi que des munitions, arrivent à Bastia. Une dépêche informe Pinelli que la République envoie en Corse un Commissaire extraordinaire.

( ? ). Les populations de la Cinarca (Sari d'Orcinu) encerclent Aiacciu mais se retirent rapidement. (Toute l'année des actions militaires sans coordination sont entreprises par les Corses : Algaiola est assiégée pendant quelques jours ; les populations d'Auddè et Zirubia cherchent querelle à Bonifaziu ; celles de Vicu dévastent les terres des Grecs de Paomia ; Aiacciu est harcelé par les habitants de l'Ornanu, (Santa Maria Sichè), du Tavalu (Zicavu), de la Rocca (Sartinesu), d'Istria (Ulmetu), du Celavu (Bucugnanu) et de la Cinarca. Les Génois ne peuvent se permettre la riposte par les armes, si ce n'est de brèves actions comme celles qui aboutissent aux incendies de Vicu et de Furiani.

( ? ). Pinelli notifie aux pieve qu'elles doivent faire leur soumission avant le 25 mars.

( ? ). Le gouverneur concède 100 fusils aux gens de Lota qui ont pris parti pour la République. Il arme de la même façon le Nebbiu, principalement Feringule et Patrimoniu sous la garantie des nobles Stefanini et Calvelli, puis Barbaghju, Santu Petru, Vallecalle et Nonza.

21 MARS. Les habitants de Petracurbara et Cagnanu attaquent les Corses de l'intérieur qui parcourent la

région et font 27 tués.

( ? ). Orezza, la Balagne, le Nebbiu, le Capicorsu, Corti, Venacu, le Campulori (Cervioni), Verde, l'Alisgiani et une partie du Moriani font successivement leur soumission.

31 MARS. Lettre de Pinelli au gouvernement génois : seule la force pourra rétablir l'autorité de la République.

8 AVR. 200 soldats débarquent à Bastia.

9 AVR. Pâques.

10 AVR. Girolamo Veneroso, commissaire extraordinaire, quitte Gênes avec trois galères, 300 soldats et 20 000 lire destinées à suborner quelques chefs de la révolte. (Veneroso avait été gouverneur de la Corse et, dit-on, s'était fait aimer des populations).

12 AVR. Veneroso arrive dans le golfe de San Fiorenzu puis se rend par mer à Bastia où il publie aussitôt une amnistie générale. Il demande aux communautés de déléguer des procureurs pour présenter leurs revendications.

18 AVR. au 22 MAI. Pinelli visite Porti Vechju, Bonifaziu, Aiacciu, Calvi et San Fiorenzu. (Le gouverneur était tenu, la première année de son mandat, de faire la visite des provinces proches de Bastia et, la deuxième année, la visite des autres provinces. Les 15 mars et 24 avril 1729, Pinelli avait demandé à son gouvernement de mettre une galère à sa disposition pour faire le tour de l'île ; il lui fut répondu de différer cette tournée générale, les galères étant occupées à la course contre les Barbaresques).

30 AVR. Rapport de Veneroso aux assemblées génoises. Le commissaire expose loyalement les causes de la révolte : augmentation constante des impositions au gré des officiers et fonctionnaires génois successifs : confiscation des armes que l'on mettait aussitôt en circulation moyennant rétribution.

8 MAI. Le gouvernement de Gênes interdit au commissaire de traiter directement avec les rebelles : les Nobles-Douze sont seuls habilités à présenter les doléances des populations.

MAI. Beaucoup de communautés ont exposé leurs griefs et rédigé leurs revendications. Veneroso réunit les Nobles-Douze à Bastia. Après avoir assuré la République de la fidélité de leurs compatriotes, les Douze remettent au commissaire un mémoire détaillé de leurs revendications.

MAI. Les assemblées génoises autorisent Veneroso à donner satisfaction aux Corses sur certaines de leurs demandes, mais, au bas de chaque décret, doit figurer une mention qui autorise le commissaire à le modifier.

27 MAI. Décret de Veneroso convoquant les Nobles-Douze pour élire l'Orateur.

29 MAI. La femme de Pinelli (qui était revenue en Corse ?) rentre à Gênes.

31 MAI. Les sbires chargés de publier les décrets dans la pieve de Rogna (Pedicorti, Nuceta, Vivaviu) sont insultés.

5 JUIN. Décret de Veneroso sur le recouvrement des tailles. Faculté est donnée aux paroisses et pieve d'élire, en juillet, un percepteur chargé de ce recouvrement. Les tailles non payées seront exigées en décembre par un commissaire. Il sera accompagné d'un secrétaire et, au plus, de quatre sbires.

5 JUIN. Décret de Veneroso pour l'élection du Podestat chargé des jugements inférieurs à 12 lire.

11 JUIN. Pinelli, qui a terminé les deux années de son gouvernement, quitte Bastia pour Gênes avec l'assentiment du Sindacato (magistrature temporaire, composée de Génois et de Corses, chargée de juger l'administration des fonctionnaires, y compris le gouverneur), du Commissaire et du nouveau gouverneur Giovanni Francesco Gropallo arrivé quelques jours avant. En même temps que Gropallo est arrivé Camillo Doria en qualité de commissaire auquel la République a donné les pleins pouvoirs militaires. Le marquis Doria était jusqu'alors ministre de la République à Vienne où il avait entamé des pourparlers afin d'obtenir l'appui de Charles VI, empereur d'Allemagne, dans la guerre de Corse.

12 JUIN. Le Sénat de Gênes délibère au sujet d'un manifeste dont le titre est : Raggioni che vengono allegate da'popoli di Corsica per la loro sollevazione. Ce manifeste avait été publié par les Corses pour

faire connaître aux cours européennes les raisons de leur soulèvement, après que Gênes eût demandé à ces mêmes cours de ne pas aider les rebelles.

12 JUILL. Clément XII pape (consacré le 16).

Nuit du 28 au 29 JUILL. Le président de la municipalité de Bastia avait promis à Pompiliani, de Poghju di Tavagna, un des principaux chefs militaires corses, de lui livrer la ville où il pourrait s'introduire avec 400 hommes. Pompiliani étant indisponible, son lieutenant Fabiu Filinghieri le remplace, tombe dans un piège et meurt supplicié.

Nuit du 30 JUILL. En représailles, Pompiliani fait escalader les murs de Bastia par 50 Corses qui mettent le feu à la maison du président et à quelques autres endroits.

1er AOÛT. Les gens de Vicu assiègent Paomia et sont repoussés. (En 1676, sept cents Maïnotes fuyant la domination turque avaient obtenu de la République de Gênes de s'établir à Paomia. Ils demeureront fidèles à leurs bienfaiteurs).

10 AOÛT. Veneroso prend 41 mesures importantes tendant à supprimer les excès qui s'étaient ajoutés aux règlements et statuts.

15 AOÛT. Nouveaux incidents entre ceux de Vicu et les Grecs.

AOÛT. Gênes s'affaire à recruter des soldats pour la Corse.

11 SEPT. Une proclamation datée de Monte d'Olmù et signée : I capi della Nazione Corsa, appelle les insulaires à la révolte, exprime le désir du gouvernement de la Corse par les Corses et annonce une prochaine consulte à San Pancraziu di Biguglia.

28 SEPT. Campredon reçoit des ordres de M. de Chauvelin de prévenir, si possible, que la Corse ne tombe dans les mains d'une grande puissance (Espagne, Angleterre).

6 OCT. Nouvelle proclamation des chefs corses ayant pour but de stimuler le patriotisme de leurs compatriotes engagés dans la révolte et de freiner la trahison. Des menaces sont proférées à l'encontre de ceux qui feraient confiance aux Génois.

( ? ). Réunion dite : delle 10 pievi, à San Pancraziu. Le gouverneur est informé que les Corses désirent rester fidèles à la République et se déclarent satisfaits des concessions de Veneroso mais en attendent d'autres, en particulier : la libération des prisonniers, la distribution du sel à l'ancien prix, la liberté de circulation et de commerce entre Bastia et la province, une justice honnête et la liberté du port d'armes.

OCT. La République demande à Veneroso de revenir.

NOV. Les assemblées génoises décident d'envoyer de nouvelles troupes en Corse et de ne délivrer le sel que par petites quantités : 5 livres par famille, soit un peu plus de 1620g.

28 NOV. Veneroso est de retour à Gênes. Mécontent de n'avoir pu agir à sa guise dans la mission qu'on lui a confiée, il se retirera sur une de ses terres, refusant, sous prétexte de ses infirmités, d'assister aux Conseils.

( ? ). Gropallo et Doria (qui a installé son Q.G. à Aiacciu) annoncent que la distribution normale de sel ne se fera que si les Corses déposent les armes, rejoignent leurs maisons, se soumettent aux ordres qui leur seront donnés par l'intermédiaire des Nobles-Douze et dénoncent les chefs de la révolte.

DEC. Gropallo et Doria décident de renforcer la défense de Corti. Un détachement de 150 hommes, partis d'Aiacciu, est intercepté par les populations de Venacu, Rogna et Talcini (Corti, Omessa) ; les soldats sont désarmés et renvoyés à leur point de départ. Un petit détachement parti de Bastia réussit à s'introduire dans la citadelle qui sera assiégée par les habitants du Boziu, de Ghjuvellina (partie de l'ancien canton d'Omessa à gauche du Golu), du Talcini et de Venacu.

11 DEC. Le Sénat de Gênes étudie les moyens propres à soumettre les Corses.

16 DEC. Ultimatum à Domenico Doria, lieutenant de Corti.

17 DEC. D. Doria se rend et remet les armes aux Corses qui l'accompagnent jusqu'à Bastia.

( ? ). La révolte est générale. Des milliers de Corses en armes convergent vers San Pancraziu di Biguglia

où une consulte a été convoquée.

22 DEC. Consulte sous la présidence du Rd Carlu Francescu Raffalli, d'Orezza. Luigi Giafferi, de Talasani, et Andria Ceccaldi, du Viscuvatu, sont élus généraux de la Nation. L'assemblée procède à l'organisation militaire du pays et décide de marcher sur Bastia pour demander au gouverneur, les armes à la main, l'acceptation de ses justes revendications.

23 DEC. Les Corses se dirigent vers Bastia en deux colonnes, l'une sur les hauteurs, l'autre dans la plaine. Camillo Doria rentre précipitamment à Bastia (par mer jusqu'à San Fiorenziu). Dans l'après-midi, après quatre heures de combat, la compagnie du capitaine Anghjulu Francescu Taddei (tué pendant l'engagement), de Tavagna, enlève le fort de Monserratu. La colonne inférieure investit Terravechja.

24 DEC. Gropallo et Doria demandent à Mgr de'Mari et au P. Isaià, puis aux deux Nobles-Douze de service auprès du gouverneur, à Ghjacintu Paoli et enfin à Mgr Saluzzo d'ouvrir des négociations avec les assiégeants.

25 DEC. Conclusion d'une trêve de 4 mois avec les conditions suivantes : libre circulation des Corses armés, excepté dans la Bastia ; distribution de sel ; libre accès des ports de l'île aux bateaux des Nationaux ou commerçant pour leur compte ; interdiction à la République d'accroître ses fortifications ; libération des prisonniers.

1731

JANV. Le Sénat de Gênes étudie divers projets pour un nouveau gouvernement de l'île de Corse. Ces projets sont généralement sans pitié pour les insulaires. Certains envisagent la dévastation des cultures et la destruction totale de certaines communautés (Nuceta, Ruspigliani). Cependant, aucune décision n'est prise sinon celle de charger une junte de 9 membres des affaires de Corse et d'envoyer deux commissaires pour juger la situation sur place. - Le marquis Gian Luca Pallavicini, ministre de Gênes à la cour impériale, poursuit des pourparlers pour obtenir des secours. - Les généraux de la Nation travaillent à l'unification du mouvement insurrectionnel. - Les Corses de l'extérieur applaudissent à la révolte.

23 JANV. C. Doria informe les Collèges que prêtres et moines prêchent la rébellion.

25 JANV. Giafferi et Ceccaldi ordonnent à la Balagna de s'unir au mouvement général et de participer à la prochaine consulte. Cette province acceptera la discipline nationale, à l'exception de la pieve d'Olmia (Calinzana) demeurée fidèle aux Génois.

31 JANV. Circulaire d'Andria Ceccaldi au clergé séculier et régulier pour demander que des offices soient célébrés pour le bonheur de la patrie.

1er FEVR. Même injonction à la pieve de Vicu qu'à la Balagna. Le 19, les habitants informent les Généraux qu'après la première révolte ils avaient accepté les propositions du commissaire Veneroso et en attendaient l'exécution.

4 FEVR. Ouverture de la consulte générale à Corti : gouvernement sous la direction des chefs militaires ; organisation définitive de l'armée de libération ; code de lois civiles et criminelles ; impôt de guerre de 20 sous par famille.

FEVR (avant le 13). Giambattista Grimaldi et Carlo Fornari sont nommés commissaires chargés de terminer la guerre de Corse dans les meilleures conditions possibles.

FEVR. Le gouverneur charge Mgr Saluzzo et Francescu Maria Gentile (des seigneurs de Brandu, Siscu et Petracurbara), major de la place de Bastia, d'entrer en pourparler avec les Corses. Les Généraux ont une entrevue, à San Pelegrinu, avec le premier (18 FEVR.), et une, au Campulori, avec le second. Ces consultations n'auront aucun résultat car les commissaires, conformément aux instructions reçues, acceptent d'ouvrir une conférence avec les représentants civils de la population (podestà et padri di u



cumunu) mais refusent tout contact avec les chefs militaires. Un mémoire sur les causes de la révolte et un projet de gouvernement en 29 points seront néanmoins transmis aux commissaires.

Vers le 22 FEVR. Mgr Saluzzo arrive à Gênes.

28 FEVR. Les Généraux intimement au Capicorsu d'adhérer à la révolte. Les Capicursini s'inclinent et leurs bateaux rendront d'immenses services à la Nation.

Début MARS. Pier'Simone Ginestra, d'Oletta, chancelier de l'évêque de Sagone, est à Rome où il essaie de faire imprimer une relation des événements qui, depuis 1715, ont conduit à la révolte contre Gênes. Les agents de la République lui font refuser l'autorisation.

4 MARS et jours suivants. A l'instigation du chanoine Erasimu Orticoni et à la demande des Généraux, 20 des meilleurs théologiens de l'île se réunissent au couvent d'Orezza pour se prononcer sur la légitimité de la guerre contre Gênes. Ils concluent que tout doit être mis en œuvre pour aboutir à un règlement pacifique mais que les peuples ont le droit de résister à l'oppression les armes à la main.

12 MARS. Ghjanfrancescu Lusinchi, général pour le Delà-des-Monts, agissant en accord avec Giafferi et Ceccaldi, assiège Sartè avec 2000 hommes du Talavu.

13 MARS. Lusinchi demande à la municipalité de venir à composition. (La ville de Sartè, sous la responsabilité du lieutenant génois Giuseppe Maria Centurione, était resté fidèle à la République comme Bastia, Aiacciu, Bonifaziu, Calvi, Algaiola et San Fiurenu).

15 MARS. Ultimatum à la ville de Sartè d'avoir à rendre les armes avant la tombée du jour.

18 MARS. Les secours qu'elle espérait d'Aiacciu et Bonifaziu n'étant pas arrivés, Sartè capitule.

19 MARS. Carlo Fornari et Gianbattista Grimaldi quittent Gênes pour la Corse. Ils sont chargés de chercher un accommodement avec les Corses mais il leur est défendu de recevoir des demandes de gens en armes et, encore moins, des Généraux, sauf s'ils se livrent à la république et implorent son pardon. (?). Gênes demande de nouveau aux puissances maritimes d'interdire tout commerce avec les rebelles et informe la Cour de Rome de la participation du clergé corse à la révolte.

29 MARS. Les habitants du Nebbiu, sous les ordres de Poletti, d'Olmata, mettent le siège devant San Fiurenu. (Les Génois s'étant plaints de la violation de l'armistice, les Généraux enverront Antone Buttafoco, Marcu Taddei, Pichjolu, de Ficaghja, et Ghjuvan Vitu Battaglini, de Velone di Tavagna, prier les agresseurs de ne pas inquiéter la forteresse. Ceux-ci répondront qu'ils ne sont pas liés par la convention d'armistice, n'ayant pas pris part au premier soulèvement.

5 AVR. Les gens de la Balagne, mécontents des tentatives de corruption du lieutenant d'Algaiola, font le siège de la place. Les habitants se réfugient à Calvi et à Gênes sans attendre l'assaut. - La tour de l'Isula Rossa est prise par les Corses.

8 AVR. Une consulte au Viscuvatu confirme le projet de gouvernement en 29 points.

9 AVR. Lusinchi, de retour de Deçà-des-Monts où il a eu une conférence avec Giafferi et Ceccaldi, est à Zicavu. Il prend le titre de commissaire pour le Delà et convoque une consulte pour le 15 avril.

12 AVR. Giafferi et Ceccaldi envoient une ambassade à Paomia pour demander aux Grecs de se déclarer contre Gênes, de payer l'impôt de 20 sous, de former un régiment sous les ordres des Généraux et de faire un don de cent fusils. L'ambassade est composée de seize officiers du Niolu. Les Grecs se réunissent dans la maison du " regente " génois Giacomo Centurione en présence du P. T.-M- Giustiniani, prêtre des latins de Paomia. Le lendemain la réponse est négative. Le P. Giustiniani est envoyé à Bastia demander une protection et des navires pour évacuer femmes et enfants.

15 AVR. Consulte, à Zigliara, des pieve du Delà. On y procède à l'organisation du territoire. Fabianu Paganelli, piuvanu d'Apietu, prend la responsabilité de la Cinarca, du Celavu et du Cavru (Bastelica). La province de Vicu assiste à la consulte et se donne pour chef le chanoine Ilario (dit chanoine Guagnu) du chapitre de Vicu. Les seigneurs de la Rocca sont absents.

17 AVR. Poletti accorde une suspension d'armes de 8 jours au commandant de San Fiurenu. Si aucun

secours ne lui est parvenu d'ici là, il devra remettre le fort et la ville aux Nationaux et les assiégés pourront se retirer avec les honneurs de la guerre.

22 AVR. Grimaldi et Fornari informent les Collèges qu'ils ont engagé des pourparlers pour gagner du temps, conformément aux instructions reçues.

20 AVR. Le Petit Conseil décide de demander, à l'Empereur, l'aide d'un corps de troupes auxiliaires.

24 AVR. Lusinchi ordonne aux seigneurs de la Rocca, suspectés d'être de connivence avec les commissaires d'Aiacciu et Bonifaziu, de comparaître devant lui. Ils obéiront par crainte de représailles.

25 AVR. La République demande à Ghjambattista Sorba (d'Aiacciu), son ministre auprès de la Cour de France, d'informer le gouvernement français que les navires doivent aborder aux seuls ports de Bastia, Calvi, Bonifaziu et San Fiorenzu. Elle prie le roi de France d'interdire à ses sujets de porter des armes et des munitions de guerre aux rebelles. Elle active l'armement en course pour croiser le long des côtes de Corse.

25 AVR. M. de Campredon (ministre de France à Gênes depuis le 27 juillet 1727) informe M. de Maurepas qu'il a eu connaissance de tractations avec l'empereur d'Allemagne. Maurepas fera comprendre à Sorba qu'il est au courant.

25 AVR. Fornari et Grimaldi ayant demandé une révision du projet de convention pour un meilleur gouvernement de l'île proposé par les insurgés, Giafferi et Ceccaldi font savoir à Mgr Saluzzo et à Gentile qu'il ne leur est pas possible d'accepter une telle révision qui ne peut être décidée qu'en assemblée générale. Afin de convoquer une consulte à ce sujet, il conviendrait de prolonger l'armistice jusqu'à la fin juin.

27 AVR. Reddition de San Fiorenzu. Les Corses récupèrent 8 pièces de canon. (La tour de Mortella, avec 4 canons, avait été prise par Angulu Matteu Stefanini)

27 AVR. 2500 Corses sous les ordres de Francescu Battini, d'Evisa, attaquent la tour où se sont fortifié 127 Grecs de Paomia après avoir envoyé leurs familles à Aiacciu. Au bout d'une résistance de 3 jours, les Grecs se dégagent et rejoignent leurs familles. Dès leur arrivée, ils organisent trois compagnies au service de la République.

Début MAI. P.S. Ginestra est de retour en Corse. Il a réussi à faire imprimer son manuscrit à Livourne sous le pseudonyme d'Orazio Buttafoco. Son ouvrage : *Ragguagli degli ultimi tumulti seguiti in Corsica*, fait pendant aux *Ragguagli* de Pinelli publiés fin 1729.

8 MAI. Maurepas écrit à Campredon de manifester son mécontentement sur la préférence donnée à l'Empereur.

10 MAI. A Vienne, l'ambassadeur de Gênes est reçu par l'Empereur. Il lui présente une demande de secours.

10 MAI. Edit du comte Giuseppe Bartolomeo Richelmi, commandant le comté de Nice et la principauté d'Oneglia pour le compte de Charles-Emmanuel III, duc de Savoie, roi de Sardaigne, interdisant de vendre aux Corses ou d'introduire dans l'île des armes, munitions ou provisions de guerre.

12 au 15 MAI. Consulte au couvent du Boziu. Y participent les délégués des pieve et les notables, souvent accompagnés de leurs clients : en tout 4000 personnes. L'assemblée est déçue de ne pas avoir reçu de réponse au projet de gouvernement communiqué aux commissaires par l'intermédiaire de Mgr Saluzzo. Elle décide néanmoins d'utiliser les voies pacifiques pour arriver à une conciliation et, surtout, de demander la médiation du pape.

16 MAI. Lettre des Généraux à Gentile et à Mgr Saluzzo : ils se plaignent des manigances des commissaires pour semer la discorde entre les patriotes ; la consulte a confirmé la suspension des hostilités jusqu'à fin mai ; ils souhaitent la prolonger jusqu'à fin août et proposent d'envoyer deux députés à Bastia. (Le piuvanu Aitelli, de Rustinu, et le chanoine Ilario seront reçus par les commissaires. Aucune promesse ne leur sera faite quant aux demandes des Corses, les commissaires exigeant la soumission sans

conditions des Généraux, et la prolongation de l'armistice sera refusée).

MAI. Luigi Giafferi fait un rapide voyage à Livourne et se procure de l'artillerie pour la défense de San Fiorenzu. Le blocus de Bastia est confié à P.S. Ginestra qui sera remplacé peu après par G. Paoli.

18 MAI. Erasimu Ortoni s'embarque à San Fiorenzu chargé par les Généraux de mission auprès de Clément XII.

18 MAI. Le Conseil des Procureurs de Gênes examine les demandes des Corses et les jugent impertinentes.

20 MAI. Les Corses demandent à Mgr. Giustiniani, évêque de Sagone réfugié à Calvi, de revenir dans son diocèse. (La même demande a certainement été faite à Mgr de'Mari, évêque d'Aleria réfugié à Bastia).

28 MAI. Décret du gouvernement de Gênes interdisant aux navires, quelle que soit leur nationalité, de toucher les côtes de Corse en dehors des ports de Bastia, Aiacciu, Calvi et Bonifaziu.

28 MAI. Edit du marquis de Cortanze, vice-roi de Sardaigne, interdisant la vente des armes aux Corses et leur introduction dans l'île.

30 MAI. Ceccaldi informe le major Gentile que les Corses dénoncent la trêve puisque les conversations sont rompues.

Début JUIN. Après l'échec de la mission d'Aitelli et Ilario, les Généraux commandent la guerre totale contre les présides. La Rocca, le Talavu, Istria et l'Ornanu, sous les ordres de Lusinchi, marchent contre Bonifaziu ; le Cavru, le Celavu, la Cinarca et Vicu, conduits par le piuvanu Paganelli, encerclent Aiacciu ; la Balagne assiège Calvi ; le 3 juin, Giafferi et Ceccaldi, avec les habitants de la Terra di u Cumunu, bloquent Bastia et occupent les couvents San Francescu, Sant'Anghjulu et San Ghjiseppu.

JUIN. Erasimu Ortoni, chanoine pénitencier d'Aleria, délégué par la consulte du Boziu auprès de Clément XII, obtient le Bref : caritate tenemur... par lequel le pape implore la clémence de la République envers les Corses et propose sa médiation. A la cour de Rome s'agitent Giuseppe Spinola et Barnarbò, délégué de la République, ainsi que les cardinaux génois Imperiale et Spinola.

Fin JUIN ou début JUILL. Ippolito de'Mari, ambassadeur extraordinaire de la République, est à Milan auprès de l'Empereur qui a accepté d'accorder des secours. Il obtient que le colonel Vela, Génois au service de l'Empereur, soit détaché pour commander les troupes génoises.

4 JUILL. Edit de Georges II, roi d'Angleterre, interdisant à ses sujets d'aider les insurgés corses (cet édit est obtenu par le diplomate génois Giambattista Gastaldi après qu'un navire anglais ait débarqué dans l'île 54 quintaux de poudre).

6 JUILL. Giafferi, venu à Livourne, tente de passer des armes en Corse sur un bateau français. Il en résultera un incident diplomatique.

11 JUILL. Le Doge de Gênes répond au Bref du pape : que les Corses fassent d'abord leur soumission et il leur sera accordé quelques satisfactions. La réponse est transmise par le P. Gritta, jésuite, que la République avait chargé d'espionner Ortoni et de le discréditer auprès de la Cour de Rome et des ambassadeurs des grandes puissances (Ortoni était reçu avec intérêt par les ministres de France et d'Espagne).

15 JUILL. Consulte d'Ornanu : l'abbé Balisoni, d'Olmetu, curé de Canale, prêche la guerre sainte.

21 JUILL. Le cardinal Banchieri, secrétaire d'Etat à Rome, informe les Généraux que la République de Gênes accepte la médiation du pape et que le souverain pontife veut bien s'entremettre pour rétablir la paix aux conditions suivantes : - les Corses doivent lever le siège devant les présides et dissoudre leur armée ; - ils doivent cesser les manquements au respect dû à l'Eglise.

24 JUILL. Dans une lettre à la Sacrée Congrégation, Mgr Giustiniani accuse les Corses, et en particulier le clergé (le chanoine Guagnu est nommé désigné), de violer les immunités ecclésiastiques.

## II. INTERVENTION DE L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE.

19 JUILL. Convention, signée à Milan, entre le comte Daun, pour Charles VI, empereur d'Allemagne, et Ippolito de'Mari, pour la République : l'Empereur fournit à la République un corps de 3600 hommes (pouvant être doublé en cas de besoin) pour la somme de 26 401 florins par mois, plus cent écus par homme disparu, tué ou déserteur.

JUILL. Une galère française, la " Sainte-Marthe " quitte Livourne pour la Corse avec le consentement du consul de France. Elle conduit 70 Corses, des armes et des munitions pour le service de la Nation. Arraisonnée par les galères génoises, elle est conduite à La Spezia.

26 JUILL. Après d'énergiques protestations du ministre de France, le Sénat décide de mettre à la disposition du roi la " Sainte-Marthe " et tout son contenu.

Début AOUT. Ghjuvan Lucca Poggi, du Moriani, remplace Ghjacintu Paoli à la tête des troupes qui bloquent Bastia. Celles-ci sont réduites à 300 hommes.

6 AOUT. Les troupes allemandes commandées par le baron de Wachtendonck s'embarquent à Gênes pour la Corse.

9 AOUT au soir. Les bateaux transportant les troupes allemandes paraissent devant Bastia.

Wachtendonck débarque aussitôt et, avec lui, Camille Doria, nouveau commissaire général. Ils tiennent conférence avec le commissaire Grimaldi.

10 AOUT. Débarquement des troupes. Doria publie un édit du doge et des assemblées, daté du 4 AOUT, qui accorde le pardon général ( ! ) aux Corses à condition qu'ils rejoignent leurs foyers, qu'ils remettent les armes avant 15 jours et qu'ils restituent le fort de San Fiorenzu et la tour de Mortella. Sont exclus du pardon : 1. Andria Ceccaldi, Luigi Giafferi, Ghjanfrancescu Lusinchi, Carlu Francescu Alessandrini, de Canari, Pier'Simone Ginestra, Ghjuvan Tumasgiu Giuliani, de Muru, et Simone Fabiani, de Santa Riparata di Balagna ; il est offert une prime de 2000 écus d'argent pour le meurtre de l'un d'eux, ou 2500 pour sa capture. 2. Les communautés suivantes : Olmeta di Tuda et Oletta, Loretu et U Viscuvatu, Talasani, A Porta et Ficaghja, Carchetu et Pedicroce, Castinetu et Merusaglia, Nuceta, Ruspigliani et I Gatti di Vivariu, Bustanicu, Corscia et Calacuccia, Palasca et Spiluncatu, Muru, Santa Riparata di Balagna, Zicavu, Bastelica, Centuri et Mursiglia.

12 AOÛT. Le colonel Vela, à la tête de 800 hommes (Génois et habitants de Bastia et Lota), soutenu par les troupes allemandes, attaque le Q.G. des patriotes, à Cardu, et le fort de Recipellu. Les Corses décrochent rapidement ; il ont quelques tués et blessés ; parmi les prisonniers : le P. Bernardinu, de Casaconi, un des théologiens de la conférence d'Orezza.

13 AOÛT. A l'appel des Généraux, les Corses s'assemblent à San Pancraziu di Furiani.

14 AOÛT. Les troupes allemandes sortent de Bastia. Les Corses les attaquent imprudemment et sont dispersés. Furiani est incendié.

18 AOÛT. Louis XV interdit aux bateaux battant pavillon français de transporter des armes vers la Corse et de toucher les ports tenus par les Nationaux ; ces bateaux peuvent faire escale dans les ports tenus par la République mais le Roi défend aux Génois de les visiter (cette ordonnance fait suite à l'arraisonnement de la " Saint-Marthe " et à plusieurs outrages subis par le pavillon français).

22 AOÛT. Ghjannatale Natali, d'Olmeta, qui commandait San Fiorenzu, remet le fort aux troupes allemandes.

( ? ). Les Corses bloquent Aiacciu pendant onze jours.

( ? ). Soumission du Nebbiu et des Costere. Doria parcourt le Capicorsu et y sème la terreur.

2 SEPT. Consulte des chefs militaires du Delà, au couvent de Mezana, convoquée par F. Paganelli et P.S. Ginestra, envoyé de Giafferi et Ceccaldi.

6 SEPT. Un détachement de gens de Bastia et Lota au service de Gênes, commandé par les Morati, se

fortifiée au Borgu di Marana.

8 SEPT. Les troupes installées au Borgu sont délogées

12 SEPT. Francescu Maria Zicavo, sergent-major des troupes allemandes, prend contact, au Viscuvatu, avec Giafferi et Ceccaldi qui lui remettent une lettre pour Wachtendonck.

23 SEPT. Après 2 mois passés dans les prisons génoises, les Corses de la " Sainte-Marthe " sont de retour à Livourne. Ils écrivent au cardinal de Polignac pour remercier le gouvernement français et lui demander d'obliger la République à les dédommager.

24 SEPT. De nouvelles troupes allemandes commandées par le colonel de Vins, arrivent en Corse.

28 SEPT. En réponse à la lettre du 12, Wachtendonck fait savoir aux Généraux, par le major Zicavo, que les Corses doivent déposer les armes et se soumettre à la République ; son rôle est de réduire les rebelles. Les Généraux écrivent de nouveau à Wachtendonck : les Corses sont désireux de respecter la bannière impériale, mais ils voudraient qu'on prenne en considération leurs justes revendications ; ils espèrent la médiation de l'Empereur. Ils écrivent dans ce sens une lettre pour Charles VI.

4 OCT. Giafferi arrive à Livourne. Il en repart le 8 après avoir pris contact avec le consul de France.

16 OCT. Wachtendonck demande aux Corses de faire leur soumission, de remettre les armes, de donner des otages et de se retirer dans leurs foyers. Ces conditions étant remplies, il assure, avec l'accord de la République, le pardon général, un bon gouvernement et l'oubli du passé. Dans le cas contraire, les Corses subiront toute la rigueur de S.M. Impériale.

18 OCT. Après en avoir avisé les Généraux, Wachtendonck sort de Bastia avec 4000 hommes et s'avance jusqu'au Rivincu.

18 OCT. Du Viscuvatu, les Généraux informent Wachtendonck qu'ils sont prêts à se soumettre à la République et qu'ils ont envoyé des députés auprès des communautés pour les persuader d'accepter la soumission. Ils demandent l'arrêt des opérations militaires pour que l'unanimité puisse se faire au sein des populations.

19 OCT. Les Allemands s'avancent jusqu'au Golu.

( ? ). F.M. Zivaco, auquel on a associé le sergent-major Imbert, continue à servir d'intermédiaire entre les Allemands et les Corses. Wachtendonck qui juge insuffisantes les forces mises à sa disposition - il aurait voulu 12 000 hommes. - tente d'obtenir la soumission des Corses par des voies pacifiques.

21 OCT. Camillo Doria et le marquis Francesco de'Mari se rendent aux raisons de Wachtendonck qui désire obtenir la soumission conformément à la lettre de 16 octobre, et donnent leurs signatures. Le lendemain, Doria en informe les assemblées génoises.

22 OCT. Mémoire de Giafferi, Raffaelli et Luigi Ciavaldini à Wachtendonck : les Corses sont prêts à déposer les armes si la République veut accepter des conventions nouvelles pour le gouvernement de la Corse, établies grâce à la médiation de l'Empereur et garanties par lui.

24 OCT. Les Allemands passent le Golu et s'avancent jusqu'à San Pelegrinu, harcelés par les Corses. Ils s'emparent de la tour sans coup férir.

25 OCT. Les Corses, en nombre, prennent position sur les hauteurs et menacent San Pelegrinu. Coupé de ses arrières, ne pouvant espérer un approvisionnement par mer à cause de la tempête, Wachtendonck envoie Ghjuvanni Straforelli, vicaire de Peru, proposer une entrevue aux Généraux.

26 OCT. Ghj. Paoli et Giafferi concluent l'accord suivant avec Wachtendonck : -a) les Corses abandonnent leurs positions le long du chemin qui va de San Pelegrinu à Bastia ; -b) les Allemands rentrent à Bastia en respectant les personnes et les propriétés ; ils conservent la tour de San Pelegrinu en vertu du droit de conquête ; -c) une trêve est établie entre les deux parties en attendant l'avis de l'Empereur à qui les Corses enverront deux députés.

28 OCT. Les Allemands prennent le chemin de Bastia.

28 OCT. Retour, de Vienne, d'un officier que Wachtendonck avait envoyé pour faire part des conférences

qu'il avait avec les Corses : l'empereur offre à ces derniers de terminer, par sa médiation, leurs différends avec les Génois, à condition que les chefs et leurs familles quittent l'île sans espoir de retour. La réponse est contraire aux espérances des Corses.

30 OCT. Les assemblées génoises désapprouvent C. Doria. Elles estiment que le fait de signer un accord avec les Corses justifie leur rébellion ; seul un pardon peut être accordé par un gouvernement à des sujets en révolte. Elles conseillent à Doria de ne donner aucune publicité au contrat signé par lui.

NOV. Les pieve du Delà acceptent la trêve de San Pelegrinu.

2 DEC. Proclamation de Carlo Grillo Cattaneo, nouveau commissaire d'Aiacciu, qui vient de recevoir des instructions de Gênes : la Sérénissime République n'a jamais eu l'intention d'adhérer à la trêve ; elle entend poursuivre les hostilités contre les rebelles.

21 DEC. Wachtendonck sort de Bastia avec 2000 hommes pour se rendre en Balagna.

1732

JANV. Le colonel de Vins, avec 600 soldats d'élite, débarque à Calvi venant de Bastia.

6 au 8 JANV. Consulte à Caccia : on décide de chercher un arrangement avec la République, sous la garantie de l'Empereur. Une supplique, datée du 8, est adressée à ce dernier.

9 JANV. Ceccaldi communique à Gentile les décisions de la consulte et propose d'envoyer des députés à Bastia.

9 JANV. Ceccaldi et Giafferi adressent une nouvelle supplique à l'Empereur par l'intermédiaire du prince Eugène de Savoie, conseiller de Charles VI, désireux que la République applique, à l'égard de la Corse, une politique de douceur, comme il l'avait suggéré à Daun, gouverneur de Milan, l'année précédente.

14 JANV. De Vins tente d'occuper Calinzana et subit une lourde défaite.

17 JANV. Gentile informe Ceccaldi que sa proposition d'envoyer des députés est agréée. Il conseille aux Corses d'accepter le pardon qui leur est offert ;

29 JANV. Domenico Maria Spinola, doge de Gênes

1er FEVR. Du Viscuvatu, émouvant appel des Corses de Corse aux Corses de l'extérieur.

10 FEVR. Ceccaldi à Gentile : les Corses veulent un traité garanti par l'Empereur et non un simple pardon.

Mi-FEVR. A l'appel de Lusinchi et Lucca Ornano, Giafferi passe dans le Delà-des-Monts pour soumettre les communautés qui avaient pris parti pour la République, en particulier Olmetu et Sartè.

18 FEVR. Du couvent de l'Ornanu, Giafferi intime aux communautés d'Olmetu et de la Rocca de rejoindre la cause de la patrie avant le dimanche 24. Olmetu sera réduit par la force.

MARS. Accord entre Vienne et Gênes pour l'envoi de nouvelles troupes en Corse. Les forces allemandes dans l'île, en tout 11 000 hommes, seront placées sous le commandement du prince de Wurtemberg, assisté du prince de Kulmbach, général de bataille, et du comte de Schmettau, général d'artillerie.

2 MARS. Giafferi demande à la municipalité de Sartè de se rallier à la cause de la Nation. Refus

7 MARS. Gênes offre un pardon général et promet, pour l'avenir, de réprimer les abus. Le pardon doit être demandé avant un mois par les municipalités, faute de quoi les Corses sont menacés d'une " extermination totale ".

9 MARS. Blocus de Sartè.

12 MARS. Les Nationaux attaquent Sartè. Ils sont repoussés avec pertes.

22 MARS. La Cour de Vienne fait savoir à la République qu'il conviendrait d'écouter avec bienveillance les doléances des Corses et d'accorder la garantie de l'Empereur aux concessions qui leur seraient faites.

26 MARS. Le gouverneur de Milan insiste à son tour auprès de Gênes pour qu'il soit conclu un accord avec les Corses sous la garantie de l'Empereur.

26 MARS. Paolo Battista Rivarola est nommé commissaire général.

4 AVR. Début d'embarquement des nouvelles troupes allemandes.

7 AVR. Le prince de Wurtemberg arrive à Calvi.

13 AVR. Pâques.

15 AVR. Rédaction d'une Lettera di un Corso a un amico nazionale abitante in terra ferma. Cette lettre, attribuée au chanoine Ghjuliu Matteu Natali, d'Oletta, imprimée et distribuée sur le continent italien, est destinée à réfuter les contrevérités publiées par les Génois. La guerre de plume est engagée. Il lui sera répondu la même année par une Lettera attribuée à l'évêque de Sagone.

16 AVR. Edit du prince de Wurtemberg accordant cinq jours aux Corses pour rentrer dans l'obéissance de la République : " S.M. nous a ordonné de déclarer formellement qu'elle veut garantir aux populations du Royaume de Corse, non seulement le pardon général que leur accorde la Sérénissime République, mais encore toutes les mesures de justice et d'équité - Sa Majesté le promet - que la République prendra pour l'avantage et le soulagement du Royaume et des populations de la Corse ". Cet édit est publié le 17 avril à Calvi, le 19 à San Fiorenzu, puis dans les pieve de l'intérieur, au fur et à mesure de l'avance des troupes allemandes, jusqu'au 1er mai. La seconde rédaction ne comporte plus la limite de temps.

23 AVR. N'ayant pas de réponse à l'édit du 16 avril, Wurtemberg ordonne la marche en avant des troupes de Calvi. Kulmbach occupe la Balagna où se trouvait Ceccaldi. Successivement, les troupes cantonnées dans les places maritimes s'avanceront vers l'intérieur. Schmettau quitte San Fiorenzu ; il occupe le Nebbiu où était Giafferi, puis les Costere jusqu'à Tenda, et Lentu. Le lieutenant-général Waldstein marche sur le Viscuvatu. Les troupes de la République partent de Bastia sur des embarcations et tentent, sans succès, un débarquement à la Padulella. L'occupation du territoire par les Impériaux se fait généralement sans résistance ; d'ailleurs, au moindre obstacle les maisons sont brûlées, les habitants massacrés, les cultures détruites. Toutes les communautés, les habitants doivent donner des otages.

1er MAI. Une délégation, envoyée par Giafferi et porteuse d'un mémoire, arrive auprès du prince de Wurtemberg.

2 MAI. Le colonel Vela, à la tête de troupes génoises, de hussards, de Grecs et d'Ajacciens, en tout mille hommes, occupe Apietu et incendie Calcatoghju. Les Corses accourent et l'obligent à se replier sur Campu di Loru.

2 MAI. Les généraux corses envoient des députés au général Schmettau, à Rustinu, pour demander une suspension d'armes et la liberté de venir traiter eux-mêmes sur parole du général. Ghjacintu Paoli, le piuvanu Aitelli, le P. Carlu Francescu Raffalli se présentent devant Schmettau qui les prie de ne plus s'éloigner.

3 MAI. Nouvel édit de Wurtemberg, daté de Caccia. Les communautés devront présenter leurs députés au fur et à mesure de l'avance des armées de l'Empereur. Les armes et des otages devront être remis au préalable.

5 MAI. L'édit de Wurtemberg est remis aux Généraux.

6 MAI. Le prince de Wurtemberg arrive à Corti.

6 MAI. Giafferi, Ceccaldi et d'autres chefs se présentent, sous escorte, au général Schemttau, lequel les envoie à Corti où se trouve Wurtemberg.

8 MAI. La République fait imprimer un manifeste destiné aux Corses du continent italien (en réponse à l'appel du 1er février) pour leur demander de ne pas participer à la rébellion.

9 MAI. Giafferi, Ceccaldi, Aitelli et Carlu Francescu Raffalli sont présentés à Wurtemberg. Consignés dans la maison municipale de Corti et placés sous bonne garde, ils sont désormais les prisonniers du prince.

10 MAI. Tous les responsables allemands et génois sont à Corti. Le prince de Wurtemberg ouvre une conférence qui dure jusqu'à 4h. du matin, et à laquelle assiste Mgr de'Mari, évêque d'Aleria. Il y est établi

que les Corses doivent déposer les armes, se soumettre à la République et donner des otages qui seront retenus dans les présides. La République offre l'amnistie générale et promet un règlement faisant droit aux revendications des Corses. L'Empereur accorde sa garantie.

( ? ). Wurtemberg livre Giafferi, Ceccaldi, Aitelli, et Raffalli au commissaire Rivarola qui les envoie à Bastia ou ils sont jetés en prison.

( ? ). Marcu Auleriu Raffaelli, de la Penta di Casinca, grand-chancelier du gouvernement corse, et le P. Poletti, servite, qui avaient refusé de se soumettre et pris le maquis, s'embarquent à la plage de Verde pour Livourne. Les Génois se montrent fâchés de ce départ car, disent-ils, ils perdent ainsi la preuve des intrigues de la Cour d'Espagne au sujet des affaires de Corse. Ils justifieront par cette fuite l'arrestation des quatre chefs.

14 JUIN. Les quatre chefs sont embarqués pour Gênes.

18 JUIN ( ? ) Les deux Collèges sérénissimes et le Petit Conseil envisagent des mesures tendant à vider la Corse de sa population : coupe des châtaigniers des 8 pieve de la Castagniccia et des oliviers de la Balagna, interdiction de l'état ecclésiastique aux insulaires, massacre des notables, division du Royaume en 8 marquisats, confiés à des Génois chargés d'en renouveler la population. Ces mesures ne seront pas entérinées par le Sénat.

24 JUIN. Des troupes allemandes commencent à quitter l'île.

15 JUILL. Six des otages, en résidence surveillée à Bastia, parmi lesquels G. Paoli et S. Fabiani, conseillés par Ghjanferrandu Consalvi (celui-ci avait été piuvanù de Tavagna en récompense de sa désertion à la cause nationale après avoir participé aux premiers mouvements de révolte), Wachtendonck et le colonel comte Colmenero, tous dévoués à Gênes, rédigent un mémoire destiné aux assemblées génoises, ou, après avoir remercié la République pour le pardon accordé, ils exposent certaines demandes au nom de la Nation. Ils sont désavoués par les autres otages qui leur refusent le droit de parler au nom de la Nation, celle-ci devant s'exprimer par la voix des municipalités élues. Les six se rétractent. Un deuxième mémoire est rédigé et envoyé, cette fois, à Wurtemberg pour le faire parvenir à la Cour de Vienne. Ce second mémoire demande que soient publiées, par l'Empereur, les concessions accordées aux Corses.

16 JUILL. Wurtemberg part pour Gênes. Il sera reçu triomphalement. Wachtendonck reste à la tête des troupes allemandes.

16 JUILL. Les otages sont jetés en prison. Avec eux, Antone Marengo, de Bastia, consul du grand-duc de Toscane, accusé d'avoir rédigé le second mémoire.

22 JUILL. Emeute populaire à Aiacciu. Wachtendonck, qui dirigeait les travaux de fortification à Corti, se dirige immédiatement vers cette ville.

26 JUILL. Wachtendonck reçoit une lettre par laquelle on l'informe que si, dans un mois, les 4 chefs ne sont pas libérés, les Corses sauront venger leur patrie de la non-observance, par Gênes, de la parole donnée.

31 JUILL. Par l'intermédiaire de Daun, l'Empereur fait savoir à la République que les Corses doivent être interrogés sur leurs aspirations, qu'elle doit essayer de satisfaire ces aspirations et communiquer sa décision à S.M.I. avant de la rendre publique. L'Empereur demande la preuve de la culpabilité des quatre chefs et proteste contre le traitement infligé aux otages.

AOUT. Francescu Maria Gentile, devenu suspect, est rappelé à Gênes.

31 AOUT. Arrivée à Gênes d'un courrier envoyé par Gian Luca Pallavicini pour annoncer que l'Empereur exige l'élargissement des prisonniers avant tout arrangement avec les Corses.

23 SEPT. Le Doge et les assemblées génoises invitent les populations de Bastia, Capicorsu, Aleria et Corti à leur adresser des doléances. Au reçu de celles-ci la même demande sera faite aux autres provinces.



29 SEPT. Bastianu Costa, avocat à Gênes, quitte la ville définitivement. Sous prétexte de conduire un de ses fils à Rome, où il est étudiant, il veut s'arrêter à Livourne et à Florence pour y rencontrer le chanoine Orticoni et le ministre plénipotentiaire d'Espagne. Les Gentile résidant à Gênes, menacés d'arrestation, l'ont chargé de préparer leur fuite. Trois d'entre eux seront en effet arrêtés, dont Francescu Maria.

4 OCT. Rivarola publie l'édit du 23 sept. Les doléances doivent être rédigées et lui parvenir avant 10 jours (cinq pieve seulement répondront à cette invitation : Moriani, Tavagna Ampugnani, Talcini et Orezza).

7 OCT. Antone Marengo et les otages retenus à Bastia sont libérés.

Nuit du 10 au 11 OCT. Les quatre chefs corses sont transférés de la tour de Gênes à la forteresse de Savona. Ce transfert est un adoucissement de leur sort. (Cette mesure de clémence, et leur libération après une année de détention, seront attribuées à l'intervention d'Orticoni : - de la Cour de Vienne, évidemment, et surtout du prince Eugène et de François de Lorraine, futur gendre de l'Empereur ; - du Grand-Duc de Toscane et de l'archevêque de Florence, toujours grâce aux missions d'Orticoni ; - de la Cour de France ; - d'un personnage mystérieux, alors agent secret à Gênes d'une Cour étrangère (Vienne ? Paris ?), le baron Théodore de Neuhoff, futur roi de Corse.

31 OCT. Note de Charles VI à Gian Luca Pallavicini, envoyé extraordinaire de la République à Vienne : l'Empereur y exprime sa volonté de voir délivrer les chefs corses et promulguer une nouvelle constitution sous sa garantie.

10 NOV. Mémoire de la République, destiné à l'Empereur. Il traite : - de l'édit pour consulter les Corses ; - des otages ; - des quatre chefs emprisonnés ; - de la communication à S.M. des concessions que la République veut faire aux Corses. Ce mémoire insiste surtout sur le 3ème point : le transfert des prisonniers à Savona est présenté comme une grande faveur.

3 DEC. Francescu Maria Gentile, accusé de félonie, est transféré dans la tour de Gênes avec 4 autres officiers corses. Il sera libéré en 1739.

8 DEC. Mémoire en 18 points des Corses à Rivarola.

Vers NOËL. Orticoni est à Milan pour obtenir l'intervention du gouvernement autrichien pour l'élargissement des quatre chefs.

31 DEC. L'Empereur demande à nouveau l'élargissement des quatre chefs.

1733

JANV. Pour avoir bien servi les Génois, Consalvi, piuvanu de Tavagna, est nommé chapelain du gouvernement et Cacchione, piuvanu de Sartè, est nommé théologue du commissaire d'Aiacciu.

23 JANV. Gênes imprime les " concessions gracieuses " accordées à ses sujets de l'île de Corse. Elles comportent, entre autres articles, un pardon général, l'engagement de ne pas faire supporter aux Corses les dépenses de la dernière guerre, une remise d'impôts jusqu'à la fin de 1732. Pour mériter le pardon, les Corses devront se montrer " obéissants et fidèles ". Il ne reste plus qu'à attendre l'accord de l'Empereur.

28 JANV. Nouveaux arrêts et décrets de la Sér. Rép. de Gênes qui seront observés dans le royaume de Corse pour le maintien du bon ordre. Le principal mérite de ce règlement est de limiter, dans certains cas, la trop grande autorité qu'avaient, auparavant, le gouverneur et les fonctionnaires génois.

5 MARS. Giambattista Curli, de Savona, est nommé évêque du Nebbiu en remplacement de Mgr. Apro시오, décédé. Il prendra possession de son poste en avril. (Les " concessions gracieuses " stipulaient que dorénavant les évêques pouvaient être de nationalité corse).

15 MARS. Election des Nobles-Douze.

16 MARS. Décret de Charles VI qui confirme l'amnistie accordée par la République.

24 MARS. Orticoni est reçu à la Cour de Vienne.

4 AVR. Pâques.

8 AVR. Arrivée à Gênes d'un courrier de Vienne porteur des décisions de l'Empereur au sujet du règlement et des prisonniers.

22 AVR. On annonce aux quatre prisonniers qu'ils sont libres. Aitelli se rend à Gênes. Giafferi accepte le grade de capitaine-commandant à Savona, avec 1200 livres d'appointements, à condition qu'il ne retournera pas en Corse. Les deux autres restent provisoirement à Savona.

8 MAI. ( ? ) Les quatre chefs quittent le territoire de la République. Raffalli se rend à Rome où le pape le nomme auditeur au tribunal de Monte Citorio; Giafferi se réfugie à Venise chez son frère, lieutenant-colonel, avant de se rendre à Livourne ; Ceccaldi se fixe à Pise; Aitelli se retire à Livourne.

MAI. Le Dr Francesco Rivarola (physicien, fils de Dumenicu) et le capitaine Luigi Ciavaldini arrivent en Espagne demander des secours pour le compte des Nationaux.

30 MAI. Les navires qui doivent évacuer les Allemands quittent Gênes pour la Corse emportant des troupes de la République pour assurer la relève.

1er JUIN. En présence des Nobles-Douze et de la population bastiaise, Rivarola et Wachtendonck rendent publics les Concessions et le Règlement.

6 JUIN. Wachtendonck et les dernières troupes allemandes arrivent à Gênes.

### III. DEUXIEME SOULEVEMENT.

JUILL. Les assemblées génoises nomment Paolo Geronimo Pallavicini commissaire général en remplacement de Rivarola. Pallavicini, réputé homme cruel, est choisi pour mener une politique sévère. Il reste connu pour avoir conçu le dessein de vider la Corse de ses habitants et de les remplacer par des sujets plus dociles.

( ? ). Gnaziu Arrighi, de Corti, qui avait servi le roi de Sardaigne et la République de Venise, débarque en Corse. Il est jeté en prison.

13 AOÛT. Décret des commissaires Pallavicini et Cattaneo contre ceux qui quittent la Corse sans autorisation. Les barques et autres navires devront se regrouper dans les ports de Bastia, Calvi, Aiacciu, et Bonifaziu.

AOÛT. Pallavicini convoque individuellement les notables des pieve pour leur donner des instructions au sujet du ramassage des armes, de la levée des impôts et de l'extinction des inimitiés. Certains, flairant un piège, se dérobent, en particulier ceux du Rustinu : Ghjacintu Paoli, Ghjuvan Ghjacumu Ambrosi, de Castineta, et Paulu Francesco Giovannoni, du Salgetu, dit Salicetu. (Simon Ghjuvanni, du Campulori, qui avait répondu à la convocation, avait été pendu malgré la parole donnée du lieutenant d'Aleria).

AOÛT. Gênes se plaint, auprès des souverains d'Allemagne, de France, d'Espagne, d'Angleterre et de Savoie, de la bienveillance avec laquelle les réfugiés corses sont reçus en Toscane.

27 AOÛT. Giafferi fait un rapide voyage en Corse et apporte des armes.

SEPT. Avant l'heure, Pallavicini exige le paiement des tailles ordinaires. Le Rustinu refuse.

15 NOV. Pippo, capitaine à Corti, quitte son cantonnement pour le Rustinu avec 50 soldats. De même, le cap. Gio : Maorizio Gagliardi quitte Bastia. Ils ont ordre de combiner leurs mouvements. Gagliardi s'arrête à la Venzulasca pour y passer la nuit.

16 NOV. Gagliardi va au couvent de la Casabianca. Pippo pénètre dans le Rustinu. Au Salgetu, il est désarmé.

17 NOV. Au soir. Gagliardi, qui s'est attardé à la Casabianca, apprend que Pippo a été désarmé. Peu après, Ghjacintu Paoli assiège le couvent.

18 NOV. Les Corses envahissent le couvent. Gagliardi se rend.

( ? ). Pallavicini ordonne aux troupes génoises stationnées à la Venzulasca et au Viscuvatu de se retirer à

la tour de San Pelegrinu.

( ? ). Petru Casale, du Nebbiu, récemment inscrit sur le livre de la noblesse génoise, parent de P.F. Giovannoni, est député dans le Rustinu par le commissaire général pour parlementer avec les notables du lieu ; ceux-ci se montrent intraitables.

( ? ). Pallavicini propose aux pieve de Casinca, Tavagna, et Moriani de les armer contre les insurgés. Refus.

( ? ). Gnaziu Arrighi, qui vient de sortir de prison, et G.G. Ambrosi bloquent la citadelle de Corti pendant quelques jours.

( ? ). Les assemblées génoises, informées des troubles du Rustinu, publient un édit qui demande aux habitants de remettre les armes avant 15 jours et promet des sauf-conduits aux procureurs des communautés ou aux individus qui voudront exposer leurs doléances aux autorités.

( ? ). Battaglini et quelques autres arrivent en Corse avec des armes et des munitions. (Les Corses installés en Toscane, protégés par le grand-duc Giovan Gastone de'Medici, sont stimulés par l'engagement de la France et de l'Espagne dans la guerre de la Succession de Pologne. Les succès du maréchal de Berwick, sur le Rhin, et du maréchal de Villars, en Lombardie, sur les troupes de Charles VI, les rendent plus hardis).

22 DEC. Une grida des populations du Rustinu remet en vigueur les anciens Règlements de la Nation concernant l'union sacrée et la tranquillité publique.

24 DEC. Nouvelle grida interdisant tout commerce avec les pieve de l'intérieur et les présides.

26 DEC. Le Rustinu interdit aux habitants de Tavagna, qui, gagnés à la nouvelle révolte, pouvaient se livrer à des excès, de s'approprier les biens du Rd Consalvi.

1734

1er JANV. Le Rustinu convoque les élus des communautés et les notables à une consulte.

Début JANV. Des armes et des munitions, en grande quantité, sont débarquées entre la Padulella et San Pelegrinu. Elles sont distribuées aux pieve de Rustinu, Orezza, et Tavagna, les plus engagées dans la nouvelle révolte.

JANV. Le gouverneur d'Aiacciu fait assassiner Ghjanfrancescu Lusinchi.

11 et 12 JANV. Consulte au couvent d'Orezza. On décide de poursuivre la lutte contre Gênes. Ghjacintu Paoli, assisté d'Ambrosi et Giovannoni, est placé à la tête de la nation. Paoli est chargé de s'emparer de Corti ; Ambrosi doit soulever le Capicorsu ; Giovannoni doit occuper la rive droite du Golu afin d'interdire aux troupes génoises l'accès aux pieve en révolte.

31 JANV. Grida de Pallavicini menaçant de représailles quiconque n'aura pas déposé les armes dans les 24 heures.

3 FEVR. Stefano Durazzo, doge de Gênes.

12 FEVR. Le commissaire écrit aux assemblées son impuissance à rétablir la paix et demande à être relevé de ses fonctions.

13 MARS. Rapport de Mgr Saluzzo au pape sur l'état du diocèse de Mariana. Il dénonce un relâchement de discipline parmi le clergé et une régression de la piété populaire depuis la révolte de 1729.

MARS. Pourparlers de paix entre Ghj. Paoli et Pallavicini par l'intermédiaire du Rd Carlu Luigi Donati. Ils sont interrompus par la marche en avant des troupes génoises.

MARS. Mouvements concertés des troupes génoises pour débloquer Corti : - le major Marchelli est chargé de passer de San Pelegrinu en Casinca pour faire diversion ; Paoli l'attaque à la Venzulasca et l'oblige à se replier ; - une petite troupe chargée de rejoindre Corti, en passant par Aleria, est contrainte de se réfugier à San Pellegrinu ; - d'Aiacciu, Cattaneo envoie 200 hommes par Bucugnanu et Vivariu ;

attaqués, ils font demi-tour par Bastelica ; - Ghjacumu Santu Petriconi, à la tête de 300 hommes (des Grecs pour la plupart), s'embarque à Aiacciu pour Sagone ; il doit se rendre à Corti par le Niolu ; dans la nuit du 29 au 30 mars, Castineta l'attaque à Camputile (Niolu) et l'oblige à se replier sur Vicu.

5 AVR. Le capitaine Cleter, commandant la citadelle de Corti, demande à capituler avec les honneurs de la guerre. Castineta lui accorde 8 jours.

12 AVR. Reddition de Corti.

22 AVR. Ghj. Paoli convoque une consulte à Sant'Antone di a Casabianca.

25 AVR. Pâques.

26 et 27 AVR. Consulte. Organisation civile et militaire de la Nation. Création d'un Magistrato Supremo del Regno qui contrôlera tous les pouvoirs. Ghj. Paoli reste général. Teseu Brocca est nommé chancelier.

AVR. Giafferi, Aitelli et Anghjulu Santu Contri, de Poghju di Moriani, débarquent au Campulori avec des armes et un ouvrier sachant travailler les canons des fusils.

( ? ). La Balagna divisée, les uns tenant pour la révolte, les autres pour les Génois, décide de s'ériger en province confédérée à la République.

12 MAI. Consulte à Corti. L. Giafferi est associé à Ghj. Paoli à la tête de la Nation. On décide d'offrir la Corse à Philippe V, roi d'Espagne (Orticoni est envoyé à Madrid à cet effet, mais le roi, qui prépare la conquête du royaume de Naples, refuse d'entamer des négociations à ce sujet). Bartulumeu Seta, dit Bartolò, de Bastelica, est autorisé à lever un régiment corse pour le compte du roi d'Espagne.

( ? ). Paoli, Castineta, Felice Cervoni, de Suveria, et son fils Ghjuvan Battista, dit Schizzettu, organisent une expédition en Balagna. Une partie de la province accepte de faire la guerre aux Génois.

( ? ). Arrighi pénètre dans la Campulori pour s'emparer de Mgr de'Mari qui, avec la complicité des Cottoni et de Don Filippu Grimaldi, de Poghju di Moriani, voulait conserver la pieve à la dévotion de la République. L'évêque réussit à s'enfuir vers Bonifaziu où il s'embarque pour Gênes.

20 JUILL. Avertissement, signé Paoli, Giafferi, Antone Vittini, Arrighi, Anghjulu Paulu Ottaviani et Anghjulu Luigi Luccioni d'Orezza, adressé aux religieux pour les mettre en garde contre l'intrusion du commissaire de la République dans les élections internes de l'Ordre.

Début SEPT. Ugo Fieschi et Pier Maria Giustiniani, sénateurs, nommés commissaires généraux, viennent en Corse remplacer Pallavicini. Ils s'annoncent comme messagers de paix.

6 SEPT. Convocation d'une consulte à Corti.

8 SEPT. Proclamation des commissaires invitant les élus des communautés, et tout individu, à se présenter à eux avant 20 jours, la liberté de retour leur étant assurée.

( ? ). Les généraux de la Nation interdisent, sous peine de mort, de se présenter devant les commissaires.

10 SEPT. Lucca Ornano, responsable du Delà-des-Monts après l'assassinat de Lusinchi, convoque une consulte au couvent d'Ornanu pour préparer l'assemblée de Corti.

13 et 14 SEPT. Consulte au couvent d'Ornanu. Le Delà adhère à la révolte.

19 au 21 SEPT. Consulte générale à Corti. On décide que l'on cherchera à connaître les intentions de la République. Aitelli est nommé auditeur général.

10 OCT. Nouvelle circulaire signée Paoli, Giafferi, Vittini et Carlu Felice Giuseppi concernant les libres élections à l'intérieur des ordres religieux.

( ? ). Mgr. Saluzzo s'entremet pour trouver un arrangement entre les commissaires génois et les généraux corses.

19 OCT. Les généraux Paoli et Giafferi donnent mandat au Dr Ghjuvan Petru Gaffori, de Corti, pour contacter les commissaires. Avant tout arrangement ils doivent exiger la liberté pour les Corses d'avoir un fusil par famille, la libération des prisonniers politiques et l'assurance de l'observation des traités. Sa mission est limitée au 23 oct. Les commissaires n'acceptent pas les préliminaires.

( ? ). Proclamation des commissaires à la suite de l'échec de la mission Gaffori ; - ils acceptent d'armer

les fidèles sujets de la République qui veulent combattre les rebelles ; - le montant des impôts n'excèdera pas les dépenses faites en Corse par la République ; - il sera accordé un pardon général.

( ? ). La République informe Vienne, Turin, Londres et Paris que les Corses rebelles trouvent assistance en Toscane, ainsi qu'auprès des consuls et officiers de la Cour d'Espagne. (Ceccaldi est passé au service de l'Espagne avec le grade de colonel ; il a une correspondance suivie avec les insurgés). Elle demande à la France d'intervenir auprès de S.M. espagnole.

28 NOV. Edit des commissaires adressé aux populations pour les mettre en garde contre les illusions entretenues par leurs chefs au sujet de l'appui des Cours étrangères.

( ? ). Les commissaires offrent des patentes d'officier aux notables qui acceptent de rallier le camp de la République. Ils entretiennent des sicaires chargés d'assassiner les généraux corses.

DEC. Les généraux envoient 500 hommes dévaster les propriétés de Petru Casale qui s'active en faveur des Génois.

22 DEC. L'avocat Costa et Don Antone Giabiconi, capitaine au service de l'Espagne, quittent Livourne avec des armes.

30 DEC. Costa et Giabiconi, que la tempête a obligés à passer plusieurs jours à l'île d'Elbe, débarquent au Campulori. Costa prendra désormais une part prépondérante dans la révolte, mais ses actions, quoique empreintes d'un grand patriotisme, ne seront pas toujours approuvées. Dès le début de l'année la zizanie s'introduit entre les chefs de la Nation.

31 DEC. Costa rencontre Giafferi en Tavagna.

1735

#### IV. POURRISSEMENT DE LA REVOLTE.

1er JANV. Paoli rejoint Giafferi et Costa et passe 3 jours avec eux.

6 au 8 JANV. Consulte générale à Orezza. Proclamation d'indépendance. Costa rédige des statuts acceptés par l'assemblée : - Giafferi, Paoli et Ceccaldi primats du royaume ; - junte de 12 personnes qui aura l'autorité suprême en toutes matières et spécialement en matière politique ; etc ...

JANV. Nouvelle expédition contre la Balagna qui n'a pas envoyé de députés à la consulte. Castineta, aidé par Simone Fabiani, Paulu Maria Paoli et Francescu Maria Vescovali, désarme la pieve d'Aregnu qui avait reçu 800 fusils du commissaire de Calvi.

JANV. Giafferi, Costa et Giabiconi ordonnent une marche à travers les pieve de Campulori, Moriani et Tavagna où on redoute des défections.

JANV. Petru Ortali, de l'Ornetu di Tavagna, est chargé de la défense du littoral et, surtout, de s'opposer aux sorties des Génois campés à San Pelegrinu.

JANV. Entrevue entre l'avocat Costa et Saveriu Matra dans la maison des Cottoni de Campulori. Matra se laisse convaincre de la nécessité de continuer la guerre.

JANV. La Cour de France est persuadée que l'Espagne a des visées sur la Corse mais ne suspecte pas Livourne et Naples d'intelligence avec les Corses. Elle fait une offre de troupes à la République de Gênes.

( ? ). Divergences de vues entre Paoli et Giafferi, Paoli et Costa, Costa et Aitelli. De nombreux Corses se laissent corrompre.

10 FEVR. Lettre de Campredon : " Les affaires de Corse sont à présent dans une grande crise... il semble que ce serait le temps d'en profiter ; si la chose convenait au service du Roi ".

8 MARS. Rapport de Campredon sur la Corse. Il insiste sur les intrigues espagnoles. " Il faudrait proposer à Gênes de céder la Corse à la France ".

28 MARS. Consulte générale au Viscuvatu. La journées se termine pas la détermination de poursuivre la

guerre et la décision d'une réunion des principaux chefs au couvent de Sant'Antone di a Casabianca.

30 MARS. Consulte restreinte à la Casabianca. Les généraux Paoli et Giafferi sont confirmés dans leurs fonctions. Election d'un nouvel office de la guerre de 6 membres : Ghjuvan Ghjacumu Castineta, Gnaziu Arrighi, Simone Fabiani, Antone Buttafoco, Anghjulu Luigi Luccioni, Tumasgiu Santucci. Aitelli est confirmé dans ses fonctions d'Auditeur général. Costa est élu Conseiller d'Etat.

2 AVR. Le noble Petru Paulu Morati, du Borgu di Marana, qui vient de faire assassiner Orsuvechju, frère du P. Poletti, un des chefs de guerre de la Nation, se rend à Gênes. Il obtiendra, avec le grade de major, l'autorisation d'organiser 5 compagnies destinées à combattre les rebelles.

3 AVR. L'Office de la Guerre se réunit au couvent du Boziu. Ses membres prêtent serment sur le crucifix.

10 AVR. Pâques.

( ? ). Les Génois barrent la route aux Nationaux qui veulent investir le Capicorsu. Ils occupent Olmeta, Barbaghju, Ortale, et Lucciana, mais subissent une lourde défaite à Furiani.

( ? ). Création d'une junte de guerre. Les membres se partagent la surveillance des pieve : Castineta et Arrighi, le Moriani et le Campulori ; Fabiani et Tumasgiu Santucci (d'Alisgiani), la Tavagna ; Buttafoco, la Casinca ; Anghjulu Luccioni est chargé du littoral.

26 AVR. Dépêche de Germain-Louis de Chauvelin, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de France, à Campredon : il faut amener les Corses à se mettre sous la protection de la France et convaincre la République de nous vendre ses droits sur l'île.

Fin AVR, début MAI. Conférence des chefs corses au couvent du Viscuvatu. Sont présents : Paoli, Giafferi, Costa, Castineta, Ghjuvan Pasquinu Seravalle (du Petricaghju d'Alisgiani), le cap. Lisandru Vinciguerra (de Loretu di Casinca), Quilicu Casabianca (de la Casabianca), A.S.Contri et Ghj.P. Gaffori. Elles se poursuivra au couvent de Tavagna après que des assaillants aient été repoussés jusqu'à San Pelegrinu.

2 MAI. Gênes envoie de nouvelles troupes et un commissaire général pour le Delà-des-Monts. : Ottavio Grimaldi.

5 MAI. A Gênes, le fils de Campredon a une entrevue avec une dame qui s'engage à favoriser le développement d'un parti français dans l'île. S'agit-il de Bianca Colonna da Bozi, sœur d'Antone Francescu, épouse du cap. Francescu Saveriu Rossi, laquelle va bientôt paraître - et pour longtemps - sur la scène politique corse.

( ? ). Dérobade de Luccioni. A Verde, Campulori, Moriani et Tavagna, des notables font leur soumission à Gênes.

Vers le 24 MAI. La dame qui, le 5 mai, avait rencontré le fils de Campredon, quitte Gênes pour la Corse.

( ? ). Felice Pinelli revient en Corse comme commissaire général du Deçà. Avec lui Mgr de'Mari, l'évêque d'Aleria. L'abbé français Michel Robert, de la Rochelle, précepteur des enfants de Pinelli, correspondra régulièrement avec Campredon pour l'informer des affaires de Corse.

10 JUIN. Costa et Giabiconi passent dans le Delà gagné à la République par l'intelligente politique du commissaire Grimaldi.

MI-JUIN. Consulte dans la pieve d'Ampugnani. Les Nationaux envoient deux députés auprès du nouveau commissaire : Viterbi, curé de Silvarecciu, et Ghjuvan Felice de Ficaghja, pour tenter de reprendre les négociations commencées avec les sénateurs, puis interrompues. Pinelli rejette leurs avances et donne 8 jours aux Corses pour se reconnaître " sujets naturels " de la République.

Vers le 20 JUIN. Francescu Rivarola, lieutenant-colonel du régiment corse au service de l'Espagne et fils de Dumenicu, consul d'Espagne à Bastia, débarque à la plaine de Verde avec des fusils et des munitions de guerre.

Fin JUIN. Pinelli active les préparatifs de guerre. Des troupes réglées sont envoyées en Balagna et dans

le Nebbiu. Des Corses se voient confier la formation de compagnies au service de la République : 4 en Balagna et 3 dans le Nebbiu. L'organisation de ces dernières est confiée à Ghjuvan Lorenzu Petriconi, Anghjulu Matteu Farinole et Ghjiseppu Maria Limarola.

3 JUILL. Malgré l'intervention de Rivarola, qui fait valoir la protection du roi d'Espagne, plusieurs pieve décident de se soumettre si l'on accorde une amnistie générale. Les procureurs du Viscuvatu, premiers arrivés à Bastia, sont mal reçus par le nouveau commissaire qui juge leurs prétentions trop grandes.

7 JUILL. Les procureurs du Casacconi sont reçus par Pinelli qui demande la modification de leurs procurations.

9 JUILL. 600 soldats commandés par le major Morati et le cap. Pierre Cleter quittent Bastia pour la Casinca. 200 hommes de San Pelegrinu doivent se joindre à eux et, de concert, mettre le feu aux céréales.

10 JUILL. La Casinca envoie des procureurs à Bastia. Leur mémoire, qui reprend les éternelles revendications des Corses, est jugé impertinent.

JUILL. Costa poursuit sa tournée de propagande. Arrivée de l'ingénieur militaire Dufour dont Costa s'assure les services.

19 JUILL. Poussé par Mgr de'Mari, qui désire rentrer dans son diocèse et faire de Cervioni un préside génois, Pinelli envoie un corps de mille hommes dans le Campulori. Le commandement est confié au colonel Varenne assisté de Costantino Pinelli, fils du commissaire, comme ispettor di battaglia.

21 JUILL. Paoli et Giafferi ayant rassemblé des troupes pour investir le Campulori, Varenne ordonne la retraite. Mgr de'Mari évêque d'Aleria quitte à nouveau Cervioni et s'embarque à San Pelegrinu pour Bastia.

26 JUILL. Les nationaux pénètrent dans le Campulori sans être inquiétés, puis vont à Moriani et Tavagna punir ceux qui avaient fait leur soumission.

( ? ). Le commissaire d'Aiacciu convoque le Rd Dr. Michelanghulu Lusinchi, di Zicavu, recteur du séminaire, et Bianca Colonna, de Zigliara, nièce de Bastianu Costa, pour leur demander de trouver le moyen d'éloigner l'avocat Costa.

10 AOUT. Costa réunit une consulte à Zicavu. Lucca Ornano, quoique absent, est élu général. Pendant que se tient la consulte, une vingtaine de notables, L. Ornano en premier, adressent une supplique au roi de France pour qu'il conserve, au besoin par les armes, la Corse à la Rép. de Gênes. Il semble bien que la dame qui s'était engagée auprès de Campredon tienne ses promesses.

15 AOUT. Pinelli fait emprisonner de nombreux Corses de Bastia suspectés d'informer les insurgés.

Vers le 20 AOUT. Consulte au couvent d'Ornanu. Lucca est confirmé dans ses fonctions de général. Peu enthousiaste, il fera différer toutes les actions guerrières décidées par Costa.

21 AOUT. Mille soldats génois débarquent au Campulori. Apprenant que les Nationaux sont en embuscade, ils rembarquent sans livrer le combat.

28 AOUT. Consulte des populations de la Rocca au couvent de Tallà. Elles jurent fidélités à la République et demandent des armes au commissaire Grimaldi. Les chefs de la province sont : Michele Durazzo, de Fozà, dit Michele Fozzano, Ghjacumantone Susini et Vincente Susini.

Début SEPT. Toujours poussé par Mgr. de'Mari, Pinelli envoie son fils occuper le Campulori et s'y fortifier. Les Généraux accourent et bloquent les troupes génoises.

7 SEPT. La république met à prix la tête de l'avocat Costa.

18 SEPT. A la demande de C. Pinelli, un armistice est conclu au Campulori. Une suspension d'armes est décidée jusqu'au 11 NOV. ; pendant ce temps les Nationaux enverront des députés à Bastia pour négocier une paix durable.

28 SEPT. Paoli et Giafferi convoquent une consulte au couvent d'Alisgiani pour étudier l'établissement d'une paix définitive.

17 et 18 OCT. Consulte : rédaction de propositions de paix ; élection de procureurs chargés de se rendre

à Bastia. On apprendra bientôt que Pinelli est désavoué par Gênes et aucune suite ne sera donnée aux décisions de cette assemblée.

28 OCT. Le Sénat de Gênes se réunit pour juger le gouvernement de F. Pinelli. Il décide de rappeler son commissaire et de le remplacer par Lorenzo Imperiali et Paoli Battista Rivarola.

30 OCT. Nouvelle consulte des populations de la Rocca : mêmes décisions qu'à la précédente.

17 NOV. Lettre de Campredon à Maurepas : " Les conditions auxquelles les Corses offrent de s'accommoder sont assez équivalentes à la formation d'un gouvernement indépendant " .

NOV. Costa, en désaccord avec Lucca Ornano, revient dans le Deçà.

26 DEC. Aiacciu jure fidélité à la République.

1736

Fin JANV. Arrivée du commissaire général Rivarola (Imperiali n'avait pas accepté pour raisons de santé).

7 FEVR. Nicolò Cattaneo, doge de Gênes.

FEVR. Les patriotes s'emparent de la tour de la Padulella.

17 FEVR. Plus de 4000 Nationaux attaquent Poghju di Moriani. Don Filippu Grimaldi capitule.

18 et 19 FEVR. Le Campulori, qui était de nouveau rallié à la République, est désarmé.

4 MARS. Deux bateaux accostent à l'Isula Rossa et débarquent des munitions de bouche et de guerre. Ils repartent sans rien demander et sans qu'on sache d'où ils venaient.

16 ou 17 MARS. Quoique bien préparée, une attaque de la tour de San Pelegrinu tourne court.

## V. LE ROI THEODORE.

20 MARS. Un bateau jette l'ancre devant Aleria. A son bord se trouve Théodore, baron de Neuhoff.

21 MARS. Les chefs du Rustinu décident une consulte au couvent de la Casabianca pour les 9, 10 et 11 avril. Il s'agit d'élire 3 députés chargés de prendre contact avec le commissaire génois. Sans attendre les conclusions de la consulte, les Généraux envoient Ghjacumu Francescu Pietri, de Tagliu, auprès de Rivarola.

( ? ). Le bruit se répand de l'arrivée d'un personnage important.

22 MARS. Ghjacintu Paoli et Ghjacumu Castineta rejoignent Giafferi, Costa et Giabiconi à Pedipartinu d'Orezza. Paoli montre une lettre qu'il vient de recevoir du baron. Théodore informe les chefs insulaires de son arrivée. Il s'engage, comme il l'a déjà fait auprès des Corses de Livourne, à libérer la Corse de l'esclavage génois. Il demande qu'on le choisisse pour roi et qu'on accorde la liberté de conscience à tous ceux qui voudront habiter la Corse. Dans la nuit -scortati dallo splendor della luna ce pareva facesse invidia al giorno, dit Costa (la pleine lune sera le 27) - les 5 hommes se mettent en route pour Aleria.

23 MARS. Les 5 chefs, qui ont passé la nuit à Matra, descendent à Aleria. Saveriu Matra est déjà là ainsi que Luccioni. D'autres chefs se rallieront sans hésitation. Théodore venait de recréer l'unité nationale gravement menacée.

28 MARS. Théodore quitte Aleria pour le Campulori.

29 MARS, midi. Théodore fait son entrée à Cervioni. Il s'installe au palais épiscopal laissé vacant par la fuite de Mgr de'Mari.

1er AVR. Pâques.

2 AVR. Théodore, accompagné de Gaffori et Giabiconi, se rend à Matra, laissant aux généraux le soin d'organiser l'armée.

7 AVR. De Matra, convocation d'une consulte au couvent d'Alisgiani.

8 AVR. Théodore revient à Cervioni.



10 AVR. Théodore et les Généraux se rendent à Alisgiani.

12 AVR. La municipalité de Sartè demande des renforts au commissaire d'Aiacciu.

13 AVR. Consulte. Théodore est accepté comme roi. On rédige le contrat qui doit lier les Corses et le monarque, les lois et conventions qui régiront le royaume. La " constitution " - qui sera datée du 15, jour du sacre - prévoit une monarchie héréditaire ; elle impose au roi la religion catholique et la résidence dans l'île ; les pouvoirs du roi sont limités par la création d'une Diète de 24 membres sans l'accord de laquelle il ne peut rien décider en matière de paix et de guerre et de création d'impôts nouveaux ; l'impôt ne peut excéder 3 livres par feu ; les charges et dignités seront attribuées aux seuls Corses ; il sera crée une Université qui jouira des mêmes privilèges que les autres Universités européennes.

13 AVR. La population de Sartè, assemblée en l'église Ste Anne, prend position pour Théodore. Michele Fozzano est élu général ; il prend les pouvoirs normalement dévolus à G.M. Centurione (lieutenant de la province depuis 6 ans) qui se réfugie à Campumoru.

14 AVR. M. Fozzano donne l'ordre à la province de la Rocca de se rallier à la Nation (Carbini et Scopamena sont réticentes).

15 AVR. 25 000 ( ? ) personnes sont assemblées au couvent d'Alisgiani. Théodore est proclamé roi à l'unanimité. Le roi et son peuple prètent serment d'observer la nouvelle " constitution " .

16 AVR. Théodore forme son gouvernement : Ghj. Paoli, général, premier ministre et grand-trésorier ; L. Giafferi, général et premier ministre ; Costa grand-chancelier, secrétaire d'Etat et garde des Sceaux ; S. Matra , grand-maréchal de Cour ; Ghj.P. Gaffori, secrétaire d'Etat à la guerre et au cabinet ; A. Giabiconi, capitaine de la garde royale ; Fabiani, Castineta, Luccioni, colonels gouverneurs des provinces.

18 AVR. Lucca Ornano arrive à Alisgiani. Il est confirmé lieutenant-général commandant le Delà.

18 AVR. Théodore revient à Cervioni.

19 AVR. Proclamation de Théodore accordant une amnistie générale. Les Corses au service de la République ont 6 jours pour faire leur soumission.

20 et 21 AVR. Edits concernant l'administration de la justice. Ces édits sont publiés les mêmes jours par M. Fozzano et L. Ornano pour être appliqués dans le Delà.

23 AVR. Antone Colonna, de Zigliara, assisté du cap. Ghjuvan Tumasgiu Franzini, occupe Porti Vechju au nom de la Nation.

( ? ). Luccioni est envoyé se concerter avec Colonna pour étudier l'attaque de Bonifaziu (à son retour à l'Ornetu di Tavagna, il sera accusé d'avoir voulu livrer Porti Vechju aux Génois et fusillé par ordre du roi.

27 AVR. Le roi quitte Cervioni pour la Venzulasca où il arrive le 29. Il se met à la tête de l'armée.

1er MAI. Le roi décide les sièges de Bastia et San Pelegrinu. Ghj. Paoli est chargé du premier, Antone Buttafoco du second. En même temps il donne l'ordre à Lucca Ornano d'organiser celui d'Aiacciu.

3 MAI. Paoli, qui attaque Bastia depuis deux jours, donne jusqu'au 14 mai à Rivarola pour évacuer la place. Les Corses manquant d'artillerie, Bastia restera aux Génois. - A. Buttafoco attaque San Pelegrinu. Ayant échoué, il sera remplacé par Petru Ortali.

( ? ). Ghjuvan Petru Gaffori est nommé président de l'Hôtel des Monnaies établi à l'Ornetu di Tavagna dans la maison Borghetti. Les premières pièces émises par la Zecca seront des monnaies de cuivre de 5 sous, et 2 sous et demi.

9 MAI. Un édit du Sénat de Gênes déclare que le baron de Neuhoff et ses adhérents sont perturbateurs du repos public, coupables de haute trahison et de lèse-majesté au premier chef et, comme tels, dignes de toutes les punitions prescrites par la loi.

14 MAI. Edit de Rivarola pour être publié à Bastia, San Fiurenzu, San Pelegrinu, Algaiola et Calvi : le commissaire commande aux pieve restées fidèles à la République de donner avant 6 jours un inventaire des forces armées dont elles disposent ; il leur promet le secours des troupes génoises à condition de

donner des otages ; il menace les pieve rebelles de tous les châtiments.

( ? ). Poggi de'Citerini, du Talavu, abandonne le service du royaume de Naples pour se mettre aux côtés de Théodore. De même, Anton Nobile Battisti, beau-frère de Giabiconi, quitte le service de Venise. L'abbé Don Gregoriu Salvini, de Nesce, débarque en Corse avec des armes et se met au service de la Nation.

( ? ). Théodore confisque les biens des rebelles à la patrie au profit du Trésor Royal et interdit le détournement des dîmes.

19 MAI. Gênes demande aux Cours étrangères de priver la Corse de tout commerce.

MAI. Apparition en Toscane d'un personnage louche : le comte Humbert de Beaujeu de la Salle. Beaujeu avait servi, en qualité d'officier, dans les troupes que l'empereur avait envoyées en Corse. Très au courant des affaires de l'île, il était utilisé par le comte de Zizendorf qui venait de succéder au prince Eugène comme conseiller de Charles VI. Est-ce lui l'ingénieur français qui débarque à la Padulella dans la 2ème quinzaine d'août et que Théodore nomme colonel d'artillerie ?

MAI. Théodore occupe le Nebbiu.

MAI. Francesco Brignole est envoyé à Londres pour protester contre l'arrivée de Théodore sur un bateau anglais.

30 MAI. Attaques simultanées de Bastia et San Fiorenzu.

1er JUIN. Manifeste de Théodore en réponse au factum de la République. Les génois sont déclarés bannis à tout jamais de la Corse. Un second manifeste est daté de Patrimoni le 2 JUIN.

6 JUIN. Théodore passe en Balagna accompagné par Paoli et Giafferi. Le camp de Bastia est confié à Castineta et Arrighi ; celui de San Fiorenzu à Natali et Cervoni. Le roi fera attaquer, sans grand succès, Calinzana et Algaiola.

15 JUIN. Costa, que Théodore avait laissé à l'Ornetu di Tavagna avec la charge de vice-roi, informe son maître que la situation se détériore et lui demande de revenir.

27 JUIN. Paoli, chargé de lever de nouvelles recrues, informe le roi des difficultés rencontrées en période des moissons.

30 JUIN. Le gouvernement et la zecca sont transférés au couvent de Tavagna.

Fin JUIN. Théodore se rend à Corti où il est reçu par Gaffori. Gnaziu Arrighi, soupçonné par Costa d'intelligence avec l'ennemi pour avoir quitté le camp devant Bastia, veut s'opposer à son entrée dans la ville. Sa maison et celles de ses clients sont incendiées et lui-même doit se réfugier à Vicu et Rennu.

1er JUILL. L'abbé Salvini, de retour de Livourne, apporte des armes et des munitions à Théodore qui continue, sans succès, d'assiéger Calinzana.

2 JUILL. Frappe des premières monnaies d'argent.

5 JUILL 15 SEPT ET 22 OCT. Les Etats Généraux de Hollande interdisent d'assister les Corses mécontents.

9 JUILL. Le major Marchelli s'empare de Furiani qui sera rasé, églises comprises, quelque temps après.

13 JUILL. Sur les instances de Gênes, Dumenicu Rivarola, d'Oletta, consul d'Espagne à Bastia (en exil à Livourne), est démis de ses fonctions.

JUILL. Les commissaires génois font assassiner Antone Morazzani, du Talavu, et Simone Fabiani (le 15, à Orezza). Attentat manqué contre Saveriu Matra.

28 JUILL. La reine régente de Grande-Bretagne défend à ses sujets de fournir provisions et assistance aux mécontents de Corse.

( ? ). Le roi revient en Tavagna.

Début AOUT. Sévère défaite de Marchelli à l'Isula Rossa.

6 AOUT. Giafferi, Ghj.Ghj. Ambrosi, P.M. Paoli et Ghjuvan Tumasgiu Giuliani donnent pouvoir à Don G. Salvini, qui retourne à Livourne, pour une mission restée secrète.

( ? ). Théodore consulte Paoli et Giafferi sur la désignation des membres de la Diète générale prévue dans la " constitution " .

MI-AOUT. Théodore quitte la Tavagna pour le couvent de Verde où il s'installe pour plusieurs jours.

( ? ). Théodore quitte Verde pour Matra où il reçoit une lettre signée de quelques chefs de la révolte, dont Ghj. Paoli, qui avaient réuni une consulte au couvent de la Casabianca. Inquiets du sort d'un roi itinérant, ils lui demandent de fixer sa résidence dans une pieve de son choix, laissant aux généraux le soin des opérations militaires.

21 AOUT. A la suite de la requête génoise du 19 mai, Charles-Emmanuel III charge le marquis Rivarola, vice-roi de Sardaigne, de renouveler l'édit de son prédécesseur (28 mai 1731) et d'y ajouter l'interdiction de fréter les navires battant pavillon sarde pour le service des rebelles corses.

28 AOUT. Théodore, décidé à passer dans le Delà, se dirige vers le Fiumorbu.

1er SEPT. Théodore arrive à Porti Vechju. Il y passe 3 jours.

8 SEPT. Théodore fait son entrée à Sartè.

16 SEPT. Edit de Théodore 1er portant création d'un ordre de noblesse et de chevalerie dit " de la Délivrance " .

28 OCT. Sur proposition de M. Durazzo, et pour mettre un terme à certaines menées, la population de Sartè est réunie dans l'église pour y prêter serment de fidélité à Théodore.

29 OCT. M. Durazzo organise une consulte au couvent de Tallà afin d'amener les populations de la province à payer la taxe de 3 livres et la dîme (depuis son arrivée à Sartè, Théodore est totalement désargenté).

3 NOV. Théodore quitte Sartè sous prétexte qu'il est appelé dans le Deçà. En réalité, sur les conseils de Costa, il a décidé de quitter la Corse pour se procurer des secours. Un manifeste et des diplômes pour ceux qui doivent assumer la charge de gouverner la Nation pendant l'absence du roi sont déjà prêts. Ils seront remis au moment de l'embarquement. Les plus importants parmi les chefs de la Nation : Paoli, Giafferi, et Ornano, constitueront le Conseil de Régence.

10 NOV. Théodore s'embarque à Sulinzara sur une tartane française avec l'avocat Costa, Ghjiseppinu et Ghjuvan Paulu, fils et neveu de l'avocat, M. Fozzano, Simone Poggi, et d'autres.

14 NOV. Théodore est à Livourne. De là il passera à Florence, Rome, Naples et, enfin, Amsterdam.

21 NOV. Sartorio, secrétaire d'Etat de la République, demande à Campredon la punition du patron français qui a transporté Théodore à Livourne. Il sera satisfait à sa demande.

1er DEC. Dans une lettre circulaire, les Génois annoncent le départ de Théodore qu'ils attribuent à la défiance des Corses.

4 DEC. Après avoir rencontré Théodore, le chanoine Orticoni s'embarque à Livourne pour la Corse. Orticoni s'était rendu à Madrid à deux reprises, avait fait un séjour à la Cour du roi des Deux-Sicules et, à Livourne, avait eu des contacts suivis avec le P. Ascanio, ministre d'Espagne.

10 DEC. En réponse à la circulaire génoise, les trois Régents signent un manifeste par lequel ils proclament leur attachement à Théodore.

DEC. Castineta organise une expédition punitive contre ceux qui recherchent la protection génoise. Il se rend au Borgu, passe dans la banlieue de Bastia et, de là, revient à Aleria pour saccager et brûler les propriétés des Panzani.

22 DEC. La République met à prix la tête de Théodore (de même que celles des Costa, père et fils, et de M. Fozzano) pour 2000 écus d'argent. L'annonce en sera faite publiquement à Gênes le 5 JANV.

23 DEC. François de Lorraine, qui vient d'épouser Marie-Thérèse d'Autriche et d'avoir la promesse, d'héritage du grand-duché de Toscane, convoque l'aventurier Humbert de Beaujeu. Il lui demande d'aller en Corse pour lui obtenir la couronne royale ; en revanche il le ferait vice-roi. Beaujeu refuse pour ne pas trahir, dit-il, l'Empereur. Le gendre de Charles VI le fera jeter en prison, à Vienne, où il restera au secret

pendant quatre ans.

1736. Première édition du célèbre *Disinganno intorno alla guerra di Corsica*, scoperto da Curzio Tulliano. Cet ouvrage, attribué au chanoine Ghjuliu Natali, est un féroce réquisitoire contre le gouvernement génois dans l'île.

## VI. INTERVENTION DU ROI DE FRANCE.

1737

2 JANV. Théodore est à Turin.

JANV. Un bruit court les ambassades : Gênes songerait à se défaire de la Corse. La Cour de Versailles s'en inquiète. Le cardinal de Fleury et Amelot, ministre des Affaires étrangères, font savoir, à plusieurs reprises, à Sorba, que la France est prête à fournir des troupes à la République pour lui conserver la Corse et, qu'en aucun cas, elle n'accepterait que l'île soit livrée à une autre puissance.

JANV. Conjuraton contre la Nation ; Vincente Vincenti de Santa Lucia di Talcini, les Panzani, Petru Simone Pietri, de Carpinetu, Francescu Maria Moracchini, de Vallerustie, Gnaziu Capone, de Merusaglia, et Prufiziu Grazietti, di Vezzani, se réunissent dans la maison de Vincenti pour étudier les moyens propres à soumettre la Corse à la République. Attaqués par Ghj. B. Cervoni et Ghj. Natale Natali, ils prennent la fuite.

21 JANV. Consulte à Corti. Les Corses jurent fidélité à Théodore et prennent des mesures pour continuer la lutte.

JANV. Un navire, battant pavillon hollandais, apporte une lettre dans laquelle Théodore rappelle sa promesse de libérer la Corse du joug génois. Les Régents la font publier.

JANV. Andria Ceccaldi, venant d'Espagne, arrive en Corse.

Fin JANV. Théodore passe deux jours à Paris. Les Génois reprocheront à la Cour de France de n'avoir rien fait pour l'arrêter où tout au moins connaître le but de son voyage.

FEVR. Paoli et Castineta parcourent le Deçà pour châtier les traîtres à la Nation. Carlu Filippu Panzani, chef de la conjuration du Talcini, est promené à travers les pieve comme roi de Carnaval, puis emprisonné à Corti avec d'autres.

5 FEVR. Ghjambattista Sinibaldi débarque avec des munitions.

FEVR. Consulte à Santa Maria d'Ornanu : création d'équipes volantes pour harceler les troupes génoises.

FEVR. Le cardinal de Fleury fait savoir à Sorba le mécontentement de la Cour de France devant l'incapacité de la République de réduire les rebelles. Il propose un contrat d'assistance sans donner de précisions.

5 MARS. Alarmé par l'aide que les Cours de Madrid et de Naples semblent apporter aux révoltés corses et par les prétentions du duc de Lorraine, Amelot écrit à Campredon que, dans le cas où la République serait décidée à vendre la Corse, " il ne conviendrait pas aux intérêts de la France qu'aucune puissance en fit l'acquisition ". Il lui conseille de le faire sentir aux diplomates étrangers.

( ? ). Rivarola fait fortifier la tour de Sulinzara.

Début MARS. Théodore est à Amsterdam.

MARS. Fleury réitère à Sorba ses inquiétudes sur le sort de la Corse et précise ses idées sur un contrat d'assistance : l'Empereur n'ayant pas de troupes suffisantes en Italie à cause des préparatifs de guerre contre la Turquie, seule la France peut apporter assistance à la République si celle-ci est décidée à en faire les frais. Ces propositions, dit le cardinal, sont faites dans le seul but d'aider la République car la France peut, par ses propres moyens, empêcher que l'île ne passe sous une autre domination.

MARS. Buttafoco harcèle Bastia. Ghj.N. Natali attaque le Nebbiu, dévoué à P. Casale et à Gênes, et y trouve la mort.

8 AVR. Nicolò Frediani débarque avec des munitions.

14 AVR. L'abbé Carlu Rostini arrive en Corse, venant de Livourne ; il apporte un exemplaire du Disinganno et des documents chiffrés que lui a remis Don Gr. Salvini.

AVR. Conférence secrète des chefs de la Nation, à Caccia, pour étudier les documents apportés par Rostini. Ces documents portent sur l'action du roi de Naples auprès du roi de France pour une intervention en Corse. S.M.T. C. aurait promis d'envoyer dans l'île le maréchal de Noailles.

17 AVR. Théodore est arrêté à Amsterdam pour dettes.

19 AVR. Théodore écrit au marquis de Saint-Gill, ambassadeur d'Espagne à La Haye, pour lui demander de le cautionner. Il offre de céder ses droits sur la Corse au roi des Deux-Siciles.

21 AVR. Pâques.

AVR. Apprenant l'arrestation de Théodore, Rivarola fait lire, du haut des remparts, une proclamation promettant le pardon général ; les Corse qui assiègent Bastia répondent par " vive Théodore " et une fusillade nourrie qui dure 3 heures.

30 AVR. Rome: tentative d'assassinat sur Ghj.M. Natali.

7 MAI. Théodore, commandité par des marchands hollandais, sort de prison.

MAI. Don Filippu Grimaldi, qui a organisé une compagnie de Corses au service de Gênes, patrouille journallement entre San Pelegrinu et la Padulella.

18 MAI. Le commissaire d'Aiacciu met à prix la tête de Lucca Ornano et de ses compagnons.

22 MAI. La garnison de Calvi fait une sortie victorieuse et capture 250 têtes de bétail.

MAI. Cinq femmes et deux enfants du Campulori, qui prenaient de l'eau de mer pour faire du sel, sont sauvagement assassinés par un détachement génois (la nouvelle est donnée le 24 par l'informateur de Campredon).

8 JUIN. Corti : Le Conseil de Régence évoque le massacre du Campulori et décide de rendre œil pour œil, dent pour dent.

Vers le 12 JUIN. La proposition française d'envoyer des troupes en Corse est discutée au petit Collège de Gênes et provoque une vive altercation.

14 JUIN. La Cour de Turin demande au chevalier Ossorio, son représentant à Londres, d'alerter la Cour d'Angleterre au sujet de l'intention de la France d'intervenir en Corse et des conséquences qui découleraient de cette intervention pour les voisins de la République et les nations qui commercent en Méditerranée.

15 JUIN. Charles-Emmanuel III fait faire des représentations à la Cour de France. Plus encore que l'occupation de la Corse, la Cour de Turin, qui a des contestations territoriales avec Gênes, craint l'aide que la France peut apporter à la République sur le continent.

30 JUIN. Théodore quitte la Hollande sur un petit bâtiment chargé d'armes et de munitions.

Début JUILL. Plus de mille Génois sortent d'Aiacciu pour attaquer les Corses qui font la moisson à Campu di Loru et incendier les blés dont la récolte est particulièrement abondante. Lucca Ornano les met en fuite. La révolte est générale dans le Delà.

9 JUILL. Mort de Giovan Gaston, grand-duc de Toscane. François de Lorraine succède au dernier des Médicis.

Vers le 10 JUILL. Le comte Guicciardy, ministre de Vienne à Gênes, fait savoir à Campredon que l'Empereur a donné son accord au roi de France pour l'envoi de troupes en Corse.

10 JUILL. La République donne pouvoir à Ghjambattista Sorba pour traiter avec le représentant du roi de France et avec Schmerling, plénipotentiaire de l'Empereur à Paris, pour l'envoi de troupes en Corse.

12 JUILL. A Versailles, Schmerling, pour l'Empereur, et Amelot, pour le roi de France, signent une

convention par laquelle leurs Majestés s'engagent à ne pas souffrir que la Corse sorte de la domination génoise sous quelque prétexte que ce soit.

13 JUILL. Théodore est devant Lisbonne. Il repart le 27.

JUILL. Corti : assassinat de Ghj.B. Cervoni. V. Vincenti, accusé d'être l'instigateur du meurtre, est passé par les armes.

Vers le 17 JUILL. Guicciardy donne connaissance à Campredon de l'accord établi entre l'Empereur et le roi de France pour la conservation de la Corse à la République de Gênes.

21 JUILL. Michele Durazzo est à Naples. Il obtient une patente de lieutenant au Royal Italien.

26 JUILL. Durazzo obtient un passeport du roi de Naples. Il s'est engagé à lever un régiment en Corse.

2 AOÛT. Nouvelle note de la Cour de Turin à Ossorio : faire réfléchir l'Angleterre sur les propos de Fleury qui a dit que lorsque la France " n'aurait pu parvenir à réduire les Corses sous l'obéissance des Génois, elle en aurait fait son profit elle-même ".

5 AOÛT. La France propose à Gênes d'envoyer 3000 hommes pour ramener les Corses à l'obéissance pendant l'hiver. En cas d'insuccès, le corps expéditionnaire serait complété jusqu'à 10 000 hommes au printemps. Les frais que la République devra supporter sont évalués forfaitairement à 2 millions de livres, dont 700 000 pour les premiers secours. Le Roi exige que la Rép. s'en rapporte à la justice de S.M. et de l'Empereur pour fixer les conditions dont on conviendra avec les Corses.

6 AOÛT. Le bateau de Théodore est arraisonné par les Espagnols et conduit à Oran.

( ? ). La République, effrayée par les frais et les conséquences politiques d'une intervention française, ne pouvant espérer les troupes de l'Empereur occupées à combattre les Turcs en Hongrie, envisage un arrangement avec les Corses. Des conversations entre Canevaro, inquisiteur d'Etat, et le P. Antone Viale, observantin de Bastia qui se trouve à Gênes, n'aboutissent à rien.

19 AOÛT. Théodore quitte Oran. Le gouvernement espagnol avait donné ordre de le mettre en liberté, de lui rendre son bâtiment et de lui rembourser les dépenses occasionnées par son arrestation.

27 AOÛT. La République, qui n'approuve pas totalement le projet du 5 août négocié par Sorba, décide d'envoyer Francesco Brignole à Paris en mission extraordinaire.

2 SEPT. Arrivé en vue des côtes de Sardaigne, Théodore quitte son bâtiment et monte sur un navire suédois qui le ramène en Hollande.

9 SEPT. Orezza : à l'intention du roi de Naples, Ghjacintu Paoli décerne à Michele Durazzo un brevet de vaillance et de patriotisme . A son arrivée en Corse, Durazzo avait envisagé d'attaquer Bonifaziu et Porti Vechju mais n'avait pu mettre son projet à exécution.

13 SEPT. Le bateau frété par Théodore en Hollande arrive à Livourne. Les armes n'ont pas été débarquées en Corse.

15 SEPT. Versailles : mise au point du traité d'intervention française. Par un article séparé et secret, le Roi s'engage à faire rentrer la Corse sous la domination de la République " d'une façon stable et permanente ". M. Peloux, commissaire ordonnateur des guerres, est chargé de se rendre en Corse pour y préparer la venue des troupes.

27 SEPT. Peloux arrive à Gênes (Campredon décide l'abbé Michel Robert à l'accompagner en Corse).

28 SEPT. Le Sénat désigne Giovan Battista Mari, parlant français, pour collaborer avec Peloux.

28 SEPT. Les Corses demandent au roi de France l'autorisation de lui envoyer deux députés et lui adressent un mémoire justificatif de la guerre qu'ils font à la République. Ces documents seront transmis le 9 novembre à la Cour de France par Ghjuvantumasgiu Boerio, agent des Corse à Venise.

29 SEPT. Mari, Peloux et Campredon règlent le logement et la subsistance des troupes.

30 SEPT. La Junte de Corse étudie les décisions prises la veille. Le lendemain elle fait son rapport au Sénat.

OCT. Situation militaire en Balagna : Calvi, Lumiu, Calinzana et Algaiola sont aux mains des Génois ;

les Nationaux sont à Montemaggiore, Lunghignani, Cassanu, Ziglia, Curbara, Munticellu, Santa Riparata.  
9 OCT. Peloux part pour la Corse. La galère génoise qui le conduit est obligée de se réfugier à la Spezia.  
12 OCT. Mort, à Livourne, de Bastianu Costa.  
17 OCT. Consulte à Alisgiani. On décide d'un accommodement avec la République aux conditions suivantes : application du règlement garanti par l'Empereur ; autorisation du port d'armes ; liberté du commerce ; retour au premier système d'impôts ; nouveau règlement pour l'administration de la justice ; établissement d'un ordre de noblesse ; création d'une Université. Stefani, piuvanu de Verde, Ottavi, piuvanu de Castellu (Ghisoni, Vezzani), le Dr Mariani, de Corti, chargés de présenter ces propositions, ne seront pas reçus par Rivarola.  
21 OCT. Ayant appris que le roi de France aurait accepté d'intervenir en Corse, Théodore écrit à ses ministres et à ses sujets pour les assurer qu'il est toujours prêt à défendre leur indépendance ; il leur promet des forces suffisante pour s'opposer à qui que ce soit.  
21 OCT. Peloux quitte la Spezia pour Bastia.  
22 OCT. Le marquis Joseph Jaochim de Monte Allegro, sous-secrétaire d'Etat de Naples, envoie une patente en blanc pour la levée d'un régiment au marquis de Silva, à Livourne, pour la donner au chanoine Orticoni qui la transmettra à Paoli et Giafferi. Ceux-ci auront le choix du colonel. Naples penche pour Durazzo. Orticoni voudrait quelqu'un de la Balagna.  
26 OCT. Brignole quitte Gênes pour Marseille. Par la suite du mauvais temps, la galère qui le conduit est obligée de se réfugier à Savone.  
8 NOV. Peloux revient à Gênes et repart aussitôt pour Antibes.  
10 NOV. Fontainebleau : signature d'une convention entre la France et Gênes pour l'envoi de troupes en Corse, conformément aux propositions françaises du 5 AOUT.  
13 NOV. Amelot charge Pignon, de Fréjus, consul de France à Tunis, de contacter l'abbé Salvini, représentant des Corses à Livourne. (A la suite d'une lettre de Salvini à Fleury, le gouvernement a estimé devoir rechercher les " voies de conciliation " qu'elle préfère aux " voies de rigueur " ; Pignon est chargé de cette mission que les Génois doivent ignorer).  
NOV. Théodore est à Dresde.  
NOV. Michele Durazzo et son frère Ghjampaulu décident la Rocca Suttana et une partie de la Suprana à rejoindre le camp des patriotes. Carbini et Scopamena restent fidèles à Gênes.  
DEC. Le marquis Giovan Battista de'Mari, chargé d'affaires à Turin, nommé commissaire général en remplacement de Rivarola, se rend à Livourne pour y rencontrer le baron de Wachtendonck et Pignon (celui-ci avait été rattaché officiellement au département de la Marine ce qui le rendait indépendant de M. d'Angervilliers, ministre de la guerre responsable de l'expédition). Ces conférences se déroulent parallèlement aux entretiens Pignon-Salvini. Le plénipotentiaire corse, tout à fait d'accord pour un arrangement à l'amiable, reste en relation suivies avec Orticoni pour l'informer des intentions du roi de France.  
26 et 17 DEC. Corti : consulte présidée par les 3 Régents. L'assemblée confirme la royauté de Théodore et jure de ne jamais reconnaître d'autre souverain.  
Fin DEC. 5 bataillons d'infanterie, en tout 3000 hommes, et la flotte chargée de les transporter en Corse sont rassemblés à Antibes.  
1737. En réponse au Disinganno, Gênes fait imprimer L'Anticurzio, œuvre anonyme attribuée à Mgr. Giustiniani, évêque de Sagone.

1738

2 JANV. Louis de Frétat, comte de Boissieux, maréchal de camp, chef du corps expéditionnaire français,

arrive à Antibes.

6 JANV. Corti : une lettre-circulaire, destinée à une large diffusion, énumère les bienfaits de Théodore et vante la sagesse de son gouvernement.

12 ( ? ) JANV. Le commissaire Mari arrive à Bastia.

25 JANV. En représailles, 40 Génois sont pendus devant Bastia : le capitaine d'une felouque, capturée le 10 JANV., venait d'être pendu à la vue des troupes corses qui assiégeaient la ville, après le refus du nouveau gouverneur de l'échanger contre des prisonniers génois.

1er FEVR. Les troupes françaises quittent Golfe-Juan pour la Corse.

4 FEVR. Après 3 jours de calme, la flotte française arrive en vue de San Fiorenzu. On pense la voir rentrer dans le golfe avant la fin du jour mais une tempête subite disperse les navires.

6 FEVR. Les bateaux français arrivent en Corse ; ils accostent à San Fiorenzu, Bastia, Canari et ailleurs. Certains, avariés, se sont réfugiés dans les ports toscans. Le gros des troupes, avec M. de Boissieux, est débarqué à San Fiorenzu. A Bastia, arrive Louis-Armand Jaussin, apothicaire-major, à qui nous devons des mémoires publiés en 1748

8 FEVR. De Livourne, Salvini écrit à Orticoni d'exhorter les Corses à se soumettre à la France. Ce n'est pas la première fois qu'il écrit dans ce sens.

9 FEVR. Boissieux se rend de San Fiorenzu à Bastia par voie de terre.

11 FEVR. Conférence Boissieux-Mari sur la meilleure façon de réduire les Corses à l'obéissance : le Français, suivant les ordres reçus, est pour la négociation ; le Génois le presse d'ouvrir les hostilités, d'inspirer la terreur et de publier ensuite un édit accordant la clémence du Roi et de la République à ceux qui livreraient leurs armes et leurs chefs. Refus de Boissieux.

11 FEVR. Costantino Baldi, doge de Gênes.

11 FEVR. Amelot donne ordre à Pignon de se rendre en Corse. Après le succès de sa mission à Livourne, il pense que les négociations se poursuivront avec plus de facilité à Bastia.

12 FEVR. Au cours d'un conseil de notables, tenu à Sant'Antone di a Casabianca, Paoli et Giafferi écrivent à Anton Francescu d'Angelo, vice-consul de France à Bastia, pour le prier de transmettre les compliments de la Nation au commandant des troupes françaises dont ils ne connaissent ni le nom, ni le grade. Rappelant les sentiments de sympathie que les Corses ont toujours eu pour la France, ils supplient le commandant de s'abstenir de tout acte d'hostilité et de leur communiquer les intentions de S.M. (Interceptée par les Génois, cette lettre ne parviendra pas à destination).

12 FEVR. Antone Colonna, accompagné par 14 officiers allemands, débarque dans le golfe du Valincu. De là il passe à Corti où il se met à la tête de 800 Nationaux pour faire la guerre aux Génois suivant les ordres de Théodore.

16 FEVR. Boissieux écrit à Pignon d'informer Salvini qu'il recevrait volontiers une députation représentative de toute la Nation corse.

17 FEVR. Boissieux demande à M. d'Angervilliers de faire croiser la frégate La Flore et une barque armée autour de l'île pour empêcher l'arrivée de secours aux mécontents.

18 FEVR. Le colonel A. Colonna, assisté par le lieutenant-colonel Drevitz, attaque l'Isula Rossa récemment occupée par les Génois. La garnison se rend après 9 heures de combat.

19 FEVR., à Eybach. Théodore annonce l'arrivée de Nicolò Frediani avec ses instructions. Dumenico Rivarola est chargé de faire passer de l'artillerie dans l'île.

19 FEVR. Lettre d'Orticoni à Salvini (en réponse à la lettre du 8, reçue le 14 et communiquée à Giafferi, Paoli et Castineta). Orticoni y exprime sa consternation d'apprendre que les troupes françaises ont pour mission de remettre la Corse entre les mains des Génois, alors que les Corses espéraient que la France les aurait pris sous sa domination. Néanmoins, désespérant de Théodore, persuadé de l'indifférence de l'Espagne et de la puissance des armes françaises, il exhortera l'assemblée qui doit se tenir prochainement



- en Casinca à faire confiance au roi de France... Il est désormais inutile que Paulu Tomasini fasse parvenir en Corse le bâtiment qui devait emmener les députés de la Nation à la Cour de France.
- 24 FEVR. Le Rd P. Singlande, franciscain, aumônier des troupes françaises, débarque à Calvi. Il faisait partie du convoi du 1er FEVR., mais son navire s'était échoué en Toscane. Le P. Singlande est l'auteur de Mémoires publiés en 1765.
- 24 FEVR. De Boissieux est nommé lieutenant-général.
- 25 FEVR. Et jours suivants. Consulte au couvent de Casinca. Les délibérations sont gênées par l'absence de délégués retardés par d'abondantes chutes de neige.
- 26 FEVR. Paoli et Giafferi écrivent à M. de Boissieux le plaisir qu'auraient les Corse à devenir sujets du roi de France et leur volonté de se soustraire à la domination génoise.
- 28 FEVR. Réponse de Boissieux : les armes françaises ont pour mission de donner la paix aux Corses, mais, avant toute chose, ceux-ci doivent se soumettre à leur légitime souverain et abandonner leur sort entre les mains du roi de France. Il demande qu'une députation, régulièrement mandatée par les communauté, lui soit adressée.
- 3 MARS. Les Généraux informent Boissieux que le Deçà-des-Monts a choisi, comme députés, le chanoine Orticoni et le Dr Ghjuvan Petru Gaffori. Des gens d'autorité sont chargés de parcourir les paroisses pour leur obtenir des procurations en bonne et due forme.
- 4 MARS. Les Français envoient un détachement à Biguglia pour assurer la libre circulation du tambour-major du régiment d'Auvergne qui fait la navette entre les Généraux et M. de Boissieux.
- 6 MARS. Boissieux délivre un laissez-passer en blanc destiné aux députés.
- 7 MARS. Circulaire de Paoli et Giafferi pour informer les populations du choix des députés et demander leurs lettres de créance. Francescu Natali est chargé de parcourir les pieve pour informer, recueillir les procurations et percevoir un impôt pour l'entretien des députés.
- 7 MARS. Le Delà désigne son député : Filippu Maria Cuttoli, du Celavu, curé d'Ocana.
- 8 MARS. Pignon débarque à Bastia. Créature du card. De Fleury, il est également chargé de rendre compte des moindres faits et gestes de M. de Boissieux. Cet espionnage déplaît au commandant français qui l'accusera d'être trop lié avec les Génois.
- ( ? ). Au grand plaisir des Génois, Gnaziu Arrighi manœuvre pour que les procurations ne soient pas exécutées ou ne le soient pas dans la forme prescrite.
- ( ? ). Un détachement génois enlève des bestiaux et des enfants dans la plaine de Biguglia. Le 11 MARS les Généraux s'en plaignent à d'Angelo, de même qu'ils protestent contre l'interdiction du confessionnal et de la chaire que l'archevêque de Gênes s'est permis de proférer à l'encontre de prêtres corses.
- 15 MARS. Les Généraux écrivent à Boissieux que les procurations sont retardées uniquement par le mauvais temps : les Corses ont confié leur destin au roi de France, ils s'inclineront devant son choix, même s'il faut retourner sous la domination génoise, quitte à suivre l'exemple des habitants de Sagonte.
- 19 MARS. Paoli et Giafferi complimente Boissieux pour sa promotion.
- 29 MARS. Orticoni et Gaffori se rendent à Bastia ; Boissieux envoie un détachement de 100 grenadiers pour les escorter jusqu'au couvent de la Mission où leurs logements ont été préparés.
- 29 MARS. Projet de décret de Charles VI garantissant à la République ses possessions de Corse et du continent, à condition que la France prenne le même engagement. Celle-ci refusera.
- 29 MARS. Salvini essaye une fois encore de persuader Boissieux de l'intérêt qu'aurait la France à s'approprier la souveraineté de la Corse, où tout au moins à en disposer en faveur du Saint-Siège par un échange avec Avignon, ou encore à faire passer le Royaume entre les mains d'un prince dépendant de la France.
- 30 MARS. Première entrevue des députés avec M. de Boissieux.
- 4 AVR. Fin de non-recevoir de Boissieux aux propositions contenues dans la lettre de Salvini du 29.

6 AVR. Pâques.

7 AVR. Les procurations tardant à arriver, Boissieux s'impatiente. Il demande aux Généraux la liste des pieve récalcitrantes.

8 AVR. Arrivée de N. Frediani avec des munitions et une lettre de Théodore.

9 AVR. Dix pieve ont donné leurs procurations. Les Généraux demandent à Boissieux de les dispenser d'envoyer la liste des pieve qui ne se sont pas encore exécutées : celles-ci sauront vaincre la répugnance qu'elles ont à envisager une soumission à Gênes.

( ? ). Manœuvres du Commissaire pour obtenir des procurations en faveur des Génois.

18 AVR. Les députés quittent Bastia pour aller convaincre les communautés qui ne leur ont pas encore délégué leurs pouvoirs.

23 AVR. Orticoni et Gaffori dénoncent les intrigues génoises pour engager les populations à se ranger directement de leur côté.

25 AVR. Lucca Ornano aux Généraux : les hostilités entreprises par le général Soprani, commandant à Aiacciu pour les Génois, obligent les Corses à défendre leurs biens particuliers, délaissant les affaires publiques ; ils n'ont pas assisté à une assemblée que j'avais convoquée, ce qui retarde l'envoi des procurations et du député.

Fin AVR. Des Corses, assemblés à Sant'Antone di a Casabianca, dressent une liste de leurs griefs contre les Génois et rédigent une proposition de règlement entre Gênes et la Corse.

30 AVR. Mathieu Drost, qui se dit baron et cousin de Théodore, débarque à Aleria. De là il se rend en Casinca porter des lettres aux chefs Corses qui lui conseillent de retourner sur le continent.

1er MAI. M. de Boissieux expédie à la Cour de France le mémoire et les demandes rédigées à Sant'Antone.

7 MAI. Orticoni et Gaffori sont de retour à Bastia.

8 MAI. Boissieux envoie à Fleury une lettre des députés corses en demandant qu'on prenne en considération leur désir de faire de la Corse une province française. De toute façon , dit-il l'île échappera aux Génois et se donnera à la première puissance qui voudra la recevoir.

10 MAI. Les députés écrivent à Fleury pour lui faire part des insuffisances du mémoire du 1er mai.

13 MAI. Amelot rappelle Pignon dont les désaccords avec Boissieux allaient s'accentuant.

18 MAI. Nouveau mémoire des Corses à Louis XV pour compléter le précédent, hâtivement rédigé.

2ème quinzaine de MAI. Trois bateaux : l'Agathe (16 canons), le Jacob et Christine (12 canons) et L'Africain (40 canons) sont chargés à Amsterdam d'un armement considérable et de marchandises que les commanditaires de Théodore pensent pouvoir échanger en Corse. Ils se rassemblent à l'île de Texel où les rejoint le Preterod (60 canons) ; bâtiment de la marine hollandaise chargé de les convoyer.

Fin MAI. Pignon quitte la Corse.

1er JUIN. La flottille de Théodore quitte le Texel pour la Corse, via Malaga, Alicante et Alger.

1er JUIN. Quatre galères françaises arrivent à Bastia. Elles sont destinées à patrouiller autour des côtes de l'île.

( ? ). Les gens de Vallerustie (San Lurenzu) s'emparent de bétail en représailles à l'enlèvement du leur par les Génois. La majeure partie de ce bétail appartenait au consul de France. Orticoni se rend auprès des Généraux pour demander le châtimement des ravisseurs.

6 JUIN. Lettre de Fleury aux députés : le Roi est décidé à remettre les Corses dans l'obéissance à leur légitime souverain, mais S.M. n'hésite pas à leur assurer que la République est prête à leur rendre justice sur les réclamations fondées qu'ils lui présenteront.

10 JUIN. Michele Durazzo envoie les procurations de la Rocca.

18 JUIN. Paoli n'ayant pu rassembler suffisamment de monde pour une marche punitive contre Vallerustie, Gaffori l'informe que M. de Boissieux a décidé d'y envoyer ses troupes et de se mettre

lui-même à leur tête.

18 JUIN. Orticoni persuade les gens de Vallerustie de remettre le bétail volé. Le lendemain ils reviennent en partie sur leur décision et n'acceptent de remettre que celui appartenant à M. d'Angelo.

JUIN. Instructions du card. De Fleury et de M. d'Angervilliers à de Boissieux : annoncer que la République va donner l'ordre à ses troupes de cesser le feu ; demander des otages. Assurance est donnée aux Corses qu'aucun de ces otages ne sera remis aux Génois ; ils seront envoyés à Toulon, bien traités et libres de circuler en ville.

24 JUIN. Boissieux donne 12 jours pour fournir les otages.

24 JUIN. Filippu Maria Cuttoli, député du Delà, arrive à Biguglia porteur des procurations. Il sollicite un sauf-conduit pour entrer en ville.

28 JUIN, à Gênes. Proclamation de la République pour faire cesser tout acte d'hostilité en Corse.

30 JUIN. Réponses, réflexions et objections des Corses au sujet des instructions françaises. Ils réclament : l'occupation, par les Français, d'une des trois forteresses : Aiacciu, Calvi ou Bonifaziu, tant qu'il y a lieu de suspecter la bonne foi des Génois ; un commissaire français en Corse ; un agent de la Nation corse auprès de la Cour de France ; l'envoi de deux députés à la Cour, à portée de répondre de vive voix aux objections que pourraient faire les Génois ; etc.

4 JUILL. Assemblée des populations de Balagna qui acceptent de donner des otages.

6,7 et 8 JUILL. Consulte à Corti. Gaffori y assiste et persuade les Corses de donner des otages. Sont désignés : Antone Buttafoco, Aleriu Francescu Matra, Filippu Maria Costa, du Moriani, pour la Terre du Commun ; Ghjuvan Tumasgiu Giuliani pour la Balagna.

14 JUILL. Antone Buttafoco se rend à Bastia. Il rencontre chez Boissieux les députés Orticoni et Cuttoli (Ghjuvan Petru Gaffori arrivera quelques jours après). Dans les 10 jours arrivent les autres otages du Deçà. Ceux du Delà arrivent plus tard.

27 JUILL. Lettre de Vialis, commandant des ingénieurs français à Fleury. L'ingénieur envoie le plan de Bastia levé sans l'autorisation de Mari. Les 4 otages de Deçà sont arrivés. On attend ceux du Delà pour les conduire tous à Toulon.

3 AOÛT. Les otages du Deçà sont embarqués. Ils arrivent le 9 à Toulon.

10 AOÛT. Orticoni et Gaffori répondent à la lettre de Fleury du 6 juin. Les Corses acceptent de se soumettre à la volonté du Roi mais demandent à être entendus.

10 AOÛT. La flottille de Théodore arrive à Cagliari.

20 AOÛT. Elle appareille pour la Corse. Le vice-roi de Sardaigne, les consuls de Gênes et de France à Cagliari (Giov, Girolamo Mongiardino et Paget) s'empresent d'alerter Boissieux.

20 AOÛT. Anton Francescu Colonna et Antone Galloni, d'Olmetu, otages du Delà, arrivent à Toulon.

14 SEPT. Les trois vaisseaux de Théodore jettent l'ancre devant Suraccu, près de Porti Vechju (le navire d'accompagnement était reparti vers Port-Mahon). Sans mettre pied à terre, le Roi envoie des lettres aux chefs insulaire et, en premier, à Saveriu Matra ; il demande à Napulione Balese, curé de Porti Vechju, d'être mis en possession du port pour débarquer le matériel dont il donne une liste complète (ces deux derniers documents sont interceptés et transmis au commissaire de Bonifaziu qui les adresse immédiatement à de'Mari).

15 SEPT. Les responsables de la Rocca rendent visite à Théodore.

16 SEPT. Ceux du Talavu arrivent à leur tour.

18 SEPT. Théodore passe l'après-midi à terre au milieu d'un grand nombre de ses fidèles venus lui rendre hommage.

19 SEPT. Arrivée, auprès de Théodore, de Lucca Ornano.

( ? ). Paoli et Castineta se rendent à Corti, y convoquent une petite assemblée et tentent de s'opposer à un soulèvement en faveur de Théodore. Les populations refusent leurs arguments.

22 SEPT. Proclamation de Boissieux menaçant de l'indignation du roi de France les Corses qui se rangeraient derrière Théodore. Les municipalités doivent prendre position et l'en informer.

23 SEPT. Les navires de Théodore mettent à la voile pour se rendre à Porti Vechju. L'arrivée des galères génoises et les vents contraires les obligent à poursuivre en direction de Bonifaziu , Aiacciu et Naples.

24 SEPT. Frédéric de Neuhoff, neveu du Roi, sur une pinque, avec 4 barques siciliennes, se dirige vers Aiacciu et Sagone pour tenter de soulever la Corse occidentale.

1er OCT. Théodore touche Porto Longone avant de poursuivre sa route.

10 OCT. Les embarcations de Frédéric sont arraisonnées dans le golfe de Sagone et conduites à Calvi et Bastia. Leurs occupants avaient débarqué ; ils étaient à Vicu et Guagnu où ils avaient reçu le meilleur accueil.

18 OCT. Ratification, à Fontainebleau, d'un Règlement de gouvernement de la Corse. Ce règlement est en progrès sur celui du 28 JANV. 1733, mais l'ambiguïté et l'imprécision de certains termes sont dangereuses s'il n'est pas appliqué avec bienveillance. Signent : Amelot, pour la France, et Francesco Brignole Sale, pour Gênes ; l'Empereur apporte sa garantie par l'intermédiaire du prince de Liechtenstein.

21 OCT. Théodore débarque à Naples après avoir reçu la visite d'agents corses. Il se place sous la protection de Joseph Valembergh, consul de Hollande, et du marquis de Montallegro, ministre du roi des Deux-Siciles. Les interventions de Louis-Philoxène Brulart, marquis de Puyzieulx, ambassadeur de France, pour faire saisir la cargaison n'ont aucun succès.

29 OCT. M. de Boissieux reçoit le Règlement de Fontainebleau que lui a adressé, le 20, M. d'Angervilliers, avec ses instructions. Le ministre insiste particulièrement sur l'article XII qui prévoit la remises des armes.

31 OCT. Proclamation de Boissieux : il commande, aux Corses, de lui livrer Théodore avant 8 jours, s'il débarque à nouveau dans l'île ; passé ce délai, il sera délié de la promesse de suspension des hostilités, le Règlement sera aboli et le Roi usera de moyens militaires pour faire subir aux Corses les conditions qu'il jugera à propos de leur imposer.

16 et 23 NOV. Circulaires de L. Ornano pour demander aux populations du Delà de se tenir prêtes à une marche dans la partie orientale.

18 NOV. Boissieux donne copie du Règlement pour être communiqué à la Nation. Celle-ci doit donner son acception avant 15 jours à partir du 20 NOV. Passé ce délai, son silence sera considéré comme un refus de s'y soumettre.

19 NOV. Lecture publique et solennelle du Règlement, place St Nicolas, en présence du général français, du commissaire génois et d'Ortoni. Gaffori et Cutili refusent d'y assister. (L'art. 1er prévoyait un pardon général des faits antérieurs au 30 OCT. Et les populations n'en prenaient connaissance que le 19 NOV.).

27 NOV. Campredon recommande, à M. de Maurepas, Giorgiu d'Angelo, pour succéder à son père qui vient de mourir. Les Génois préféreraient la nomination de Felice Cardi qui leur est dévoué.

30 NOV. Acceptation du Règlement en Balagna.

2 DEC. La Balagna demande à Mari de conserver ses armes pour se défendre contre les gens de la montagne. Le commissaire, ayant connaissance de rapport entre la Balagna et les chefs Corses, comprend qu'il s'agit d'une manœuvre. (Le Nebbiu fera la même demande).

2 DEC. Amelot demande à Puyzieulx de faire des représentation à Montallegro ; lui-même se propose d'exiger, de l'ambassadeur de Hollande à Paris, des explications sur le comportement de Valembergh.

Nuit du 2 au 3 DEC. Théodore est arrêté, conduit à Chiaino, puis à Gaeta.

Début DEC. U Borgu et Lucciana, A Vulpaiola et Lentu font leur soumission. Les autres pieve de l'intérieur et celles du Delà, sont décidées à ne pas accepter le Règlement, e perisca il mondo !

5 DEC. Le terme pour l'acceptation du Règlement étant échu, le commissaire Mari donne 15 jours au

Deçà et 3 semaines au Delà pour déposer les armes. Celles-ci devront être apportées à Bastia, Calvi, Aiacciu ou Bonifaziu.

7 DEC. Amelot prescrit à Fénelon, ambassadeur à La Haye, de faire les plus vives remontrances aux Etats Généraux au sujet de l'aide apportée à Théodore. (Il obtiendra la révocation de leur consul à Naples).

7 DEC. En contradiction avec l'édit du commissaire génois, Boissieux choisit U Borgu pour recevoir les armes. Dès la pointe du jour il se dirige vers le village à la tête des grenadiers de l'armée, y installe un détachement de 400 hommes et revient avec le reste des troupes à Bastia.

( ? ). Consulte au couvent d'Orezza pour étudier la situation nouvelle créée par la publication du Règlement. Pendant les délibérations, l'assemblée a connaissance de l'occupation du Borgu : elle décide d'attaquer.

12 DEC. Une heure avant la tombée de la nuit, les Français du Borgu aperçoivent des feux sur la montagne et entendent l'appel des conques marines : les Corses, en nombre, se rassemblent sur les hauteurs. Le chef du détachement envoie, à Boissieux, un messenger qui s'égare et n'arrive à Bastia que le lendemain à midi.

13 DEC. A 13 h. Boissieux quitte Bastia avec 2000 hommes et de l'artillerie. Le soir il campe dans la plaine du Borgu.

14 DEC. A la pointe du jour les Français se dirigent vers le Borgu. Ils sont violemment attaqués. Le détachement installé dans le village réussit à se dégager. La retraite commence. A 11 h du soir les Français pénètrent dans Bastia après avoir été constamment harcelés et subi des pertes.

Nuit du 16 au 17 DEC. Théodore est extrait du château de Gaeta et conduit à la frontière de l'Etat ecclésiastique.

17 DEC. Edit de Paoli et Giafferi aux gens de Lucciana accusés d'avoir déposé les armes et fait appel aux Français : il leur interdit de communiquer avec les présides ; avant 15 jours chaque habitant devra avoir acheté son fusil.

( ? ). Création d'une commission chargée de parcourir les pieve pour sévir contre les traîtres à la Nation. En font partie : F. Cervoni, Ghj. Ghj. Castineta, Cosimu Bernardi, du Casacconi, Carlinu Ciavaldini, d'Orezza, Sampieru Ristori, des Piazzole, Tiborziu Vinciguerra, de Loretu, Tumasgiu Santucci, d'Alisgiani, et Guerinu Blasi de Tavagna.

( ? ). Boissieux envoie le colonel marquis de Contades à la Cour de France pour l'informer de la situation.

25 DEC. L. Ornano envoie un avertissement aux gens de Vicu et Cinarca qui veulent rendre les armes.

29 DEC. Le curé de Guagnu ordonne aux populations de la province de Vicu de se rendre, en armes au couvent de Mezana (Sarrula Carcupinu). Les absents seront déclarés rebelles à la Nation et au Roi (Théodore).

( ? ). Boissieux est informé que le gouvernement français envoie des renforts. Le marquis de Villemur se rend à Calvi pour préparer le campement.

( ? ). Orticoni, Gaffori et Cuttoli sont mis aux arrêts dans leur chambre, une sentinelle devant la porte.

31 DEC. Boissieux est à l'agonie.

31 DEC. Lettre de Fleury à Boissieux : l'honneur veut que l'action des Corses au Borgu ne reste pas impunie.

1739

1er JANV. Lettre de Campredon à Maurepas : il conseille de se rendre maître de la Corse par les moyens qui seront utilisés par Choiseul en 1768.

1er JANV. Conclusions de la consulte de la Mezana, présidée par L. Ornano : interdiction de déposer les

armes et d'avoir des rapports avec les présides ; Théodore est toujours reconnu roi de Corse ; peines sévères contre les traîtres ; mesures draconiennes pour empêcher les homicides.

1er JANV. Un long manifeste, signé Paoli et Giafferi, fait l'historique des événements depuis l'arrivée des Français, justifiant le comportement des Corses face aux armes d'une nation qu'ils croyaient amie ; il analyse le règlement du 18 OCT. et ne dénonce la spéciosité. Ce document est destiné à émouvoir les Cours européennes et en particulier celle de France. C'est aussi une mise en garde contre les réactions d'un peuple réduit au désespoir. Les Généraux concluent comme les Maccabées : melius est mori in bello quam videre maia gentis nostrae.

6 JANV. 23 bâtiments, escortés par une frégate, chargé de 4 bataillons, quittent Golfe-Juan pour la Corse. Le lendemain le convoi est dispersé par la tempête.

8 ( ? ) JANV. Consulte à Santa Maria d'Ornanu. Les populations de la Rocca, du Talavu, Istria, Ornanu, Cavru, Celavu, Vicu et Cinarca, jurent fidélité à Théodore et déclarent avoir été trompées par les Français qui veulent remettre sous la tyrannie génoise une nation qui préfère se donner aux Turcs.

8 JANV. Prises à nouveau dans la tempête, les 6 compagnies du régiment de Cambrais font naufrage à Punta di a Civula, à 11 h. du soir. Les occupants de deux tartanes sont faits prisonniers à l'embouchure de l'Ostriconi. Le colonel de Villemur, commandant pour la Balagna, obtiendra leur libération. Les rescapés de 4 bâtiments débarqueront à San Fiurenzu.

10 JANV. Toulon : arrestation des otages. Le lendemain ils sont envoyés à Marseille où ils arrivent le 12 au fort St Nicolas.

13 JANV. Suivant les ordres qu'il vient de recevoir de la Cour de France, Boissieux donne 24 heures aux députés pour quitter la Corse. Le général français, gravement malade, a dû les convoquer dans sa chambre. (Conduits au port, les députés s'embarquent pour Livourne ; Cuttoli reste dans cette ville ; Gaffori passe à Paris puis à Florence et à Rome ; Orticoni se rend à Naples).

13 JANV. Le lieutenant-général Jean-Baptiste-François des Marets, marquis de Maillebois, se rend à la Cour où on lui donne les instructions nécessaires pour aller commander l'armée du Roi en Corse. (Boissieux avait demandé son remplacement).

16 JANV. A Tavagna : manifeste signé Paoli et Giafferi affirmant la fidélité de la nation corse à Théodore.

( ? ). Mémoire de la République de Gênes en réponse à celui du 1er JANV.

JANV. Giorgiu d'Angelo succède à son père ;

28 JANV. Arthur Villettes, ministre du roi d'Angleterre auprès de la Cour de Turin, informe le duc de Newcastle, secrétaire d'Etat, de la situation en Corse et la présente comme peu favorable aux Français. Il prédit des revers pour les troupes de M. de Maillebois.

30 JANV. M. d'Angervilliers annonce à Campredon un nouvel envoi de troupes au mois d'avril et déclare qu'il n'est point question, pour la France, de s'appropriier la Corse.

Nuit du 1er au 2 FEVR. Mort du comte de Boissieux. En l'absence de M. de Contades, le commandement passe au lieutenant-colonel de Sasselange, le plus ancien officier.

7 FEVR. Un rapport de Villettes fait état de désaccords, surgis à Versailles, sur l'expédition de Corse.

FEVR. Un mémoire du card. de Fleury, remis à l'envoyé extraordinaire de la République, fait peser la menace du retrait des troupes françaises si la République ne cède à la France Calvi et Aiacciu avec quelques forts contigus pour y mettre 6 bataillons.

( ? ). Pignon informe le commissaire génois que M. de Maillebois partira pour Bastia dans la 2ème quinzaine de Carême, qu'un premier renfort de six bataillons sera envoyé vers le 15 ou le 20 avril, et qu'un deuxième suivra.

12 MARS. Villettes à Newcastle : désaccord entre le gouverneur Mari et le commandant français ; des felouques napolitaines ravitaillent les Corses en denrées et en munitions.

21 MARS. M. de Maillebois débarque à Calvi.

22 MARS. Assemblée des notables de Balagna, sous la présidence de Paoli et Castineta, pour étudier la situation résultant de l'arrivée du nouveau commandant français.

29 MARS. Pâques.

Fin MARS. Maillebois se porte à Calinzana, lieu ami, et ordonne de couper les oliviers des rebelles afin de forcer ceux-ci à venir combattre à découvert. Les Corses mettent les Français en fuite et brûlent les maisons que les Calinzaninchi possèdent à Montemaggiore.

AVR. Maillebois organise, en Balagna, des compagnies de volontaires corses au service de la France. Ces compagnies, constituent les premiers noyaux d'un régiment qui sera créé bientôt : le Royal-Corse.

7 AVR. La Cour de France donne congé à M. de Campredon. Sa désapprobation de la politique génoise et la sympathie qu'il a manifesté pour les Corses en sont peut-être les causes. La France reste provisoirement représentée à Gênes par son consul : M. Coutlet. Celui-ci approuve le rêve génois qui est de vider la Corse de ses habitants et de les remplacer par des sujets fidèles.

11 AVR. Edit de Paoli et Giafferi contre les traîtres à la Nation.

13 AVR. Maillebois se rend, par mer, de Calvi à San Fiorenzu.

15 AVR. Maillebois passe à Bastia.

19 AVR. Frédéric de Neuhoff, chargé de préparer le retour de son oncle, débarque à Alistru. Des lettres de Théodore contiennent des instructions pour Francescu Zanobi, de Zicavu, Paulu Francescu, d'Ornanu, et le prêtre Ghjuvan Maria Balisone (le Roi n'a plus confiance en Ghj. Paoli) : avant tout il faut occuper Porti Vechju et Campumoru dans le golfe du Valincu.

19 AVR. Horace Mann, ministre du roi d'Angleterre à Florence, informe le duc de Newcastle que le Grand-Duc de Toscane à l'intention d'acquérir la Corse pour empêcher les Espagnols de s'y installer ; les Génois paraissent consentir à ce marché. (Depuis la mi-FEVR, un bruit courait les ambassades : Philippe V d'Espagne aurait voulu la Corse pour son fils puîné Don Philippe.

20 AVR. Rapport aux assemblées européennes : il ressort que l'Angleterre est la plus intéressée à ce que Gênes conserve la Corse.

21 AVR. Lord Waldegrave, ambassadeur d'Angleterre à Paris, au duc de Newcastle : le cardinal de Fleury pourrait bien conseiller aux Génois d'accepter les propositions espagnoles mais n'agira certainement pas d'autorité. (Le prochain mariage de l'infant Don Philippe avec la fille de Louis XV expliquerait les conseils du cardinal).

25 AVR. Giuliani, Buttafoco, Costa et Matra, otages détenus dans la citadelle de Marseille, adressent une lettre aux chefs et aux populations corses pour leur demander de se soumettre sans réserve aux volontés du roi de France. (Cette lettre fut inspirée par le marquis de Contades qui, devant revenir en Corse avec des troupes, leur rendit visite).

MAI. Les pieve de Casinca, Ampugnani, et Capulori, ainsi que Corti et le Nebbiu, fournissent, à Maillebois, des compagnies de volontaires corses.

3 MAI. Six bataillons d'infanterie, des hussards et de l'artillerie débarquent à Bastia. Il y a alors, en Corse, 16 bataillons à 510 hommes chacun, deux escadrons de hussards à 100 hommes et 60 miquelets ; avec les troupes génoises, les effectifs s'élèvent à dix ou onze mille soldats.

5 MAI. Edit du commissaire génois : les habitants de Bastia devront remettre toutes les armes qui sont en leur possession : le couvre-feu est décrété à partir de la 3ème heure de la nuit.

6 MAI. La Cour de France nomme François Chaillon de Jonville pour succéder à Campredon.

6 et 7 MAI. A la Venzulasca, assemblée des responsables de la révolution : les chefs sont très divisés : Frédéric assiste à la réunion et réussit à imposer son point de vue : résistance aux troupes franco-ligures et fidélité à Théodore.

8 MAI. Perquisitions, à Bastia, pour retrouver les armes cachées.

12 MAI. A Marseille, les otages obtiennent la liberté de circuler à l'intérieur de la citadelle.

16 MAI. Corti : une consulte générale décide la poursuite de la guerre.

17 MAI. Maillebois fait relever les troupes de San Pelegrinu et, en même temps, dévaster les champs de céréales de la Casinca.

18 MAI. Les Corses attaquent, sans succès, A Pieve et Algaiola.

18 MAI. Proclamation de Maillebois accordant 15 jours aux communautés pour se soumettre " à l'équité et à la clémence de S.M. " et menaçant de toutes les rigueurs de la guerre ceux qui, passé ce temps, persisteront dans la révolte.

22 MAI. Réponse de Paoli et Giafferi à la lettre des otages : ils justifient la défense désespérée des insulaires par l'attitude des Génois et se déclarent prêts à s'humilier devant l'étendard du roi de France si S.M. veut bien prêter une oreille attentive aux doléances des Corses. Ils conseillent de communiquer cette lettre à la Cour de France.

31 MAI 1739 au 16 AVR. 1741. Séjour en Corse de M. Goury de Champ-grand, commissaire des guerres, à qui on attribue une Histoire de la Corse publiée à Nancy en 1749.

2 JUIN. Marche en avant des troupes françaises : - le maréchal de camp Du Rousset de Girenton, sorti de Bastia dans la nuit, fait attaquer la Bocca San Ghjacumu et les hauteurs de Tenda et Lentu ; - M. du Châtel, maréchal de camp, progresse en Balagna où Paulu Maria Paoli fait sa soumission ; le 5 il est à Belgudè ; - M. de Larnage, colonel, sort de San Pelegrinu et parcourt les pieve de Casinca, Tavagna, Moriani, et Campulori ; - à midi, Maillebois sort de Bastia et va s'installer dans les Costere (Campitellu) où, après Tenda et Bigornu, Lentu, tenu par Ghj. Paoli, capitule (3 JUIN). Paoli déclare accepter la protection du Roi mais refuse de se rendre auprès de Maillebois.

3 JUIN. Maillebois fait arranger les chemins pour communiquer avec la Balagna entièrement soumise.

4 JUIN. Maillebois fait fortifier un camp à Santu Niculaiu et installe son Q.G. à Petralba.

6 JUIN. Maillebois expédie un courrier à Paris pour annoncer le succès de ses troupes et solliciter le maréchalat.

11 JUIN. Les troupes françaises de Balagna font leur jonction avec celles du Nebbiu et des Costere.

13 JUIN. Maillebois publie un dernier avertissement aux rebelles. (Dans le Deçà, 4 pieve seulement n'ont pas encore fait leur soumission)

16 JUIN. Le commandant français installe son Q.G. à Pastureccia. M. du Rousset, après avoir désarmé le Rustinu, va prendre garnison à la Venzulasca.

20 JUIN. Maillebois détache M. du Châtel pour occuper Omessa et soutenir le colonel de Lussan qu'il fait avancer vers Corti.

21 JUIN. La première colonne française pénètre dans Corti qui capitule. Maillebois transporte son camp à Merusaglia ; il a une entrevue avec Ghj. Paoli qui lui renouvelle sa soumission et arrange avec lui l'embarquement des principaux chefs du Deçà qui acceptent de s'exiler.

22 JUIN. Maillebois va camper à Omessa. Le lendemain il écrit au baron de Murat de Saurin, à Aiacciu, de conseiller à L. Ornano et aux autres chefs de venir le trouver à Corti avant qu'il n'en reparte, ou alors ils n'auraient plus de pardon à espérer.

24 JUIN. Maillebois pénètre dans Corti. Venacu, Nuceta et le Niolu, viennent assurer le général de leur obéissance.

24 JUIN. Des instructions sont données à Jonville (qui n'arrivera pourtant à Gênes qu'en janvier 1740).

26 JUIN. Edit de Maillebois pour demander, une dernière fois, la soumission des communautés : l'intervention du roi de France a pour unique objet la tranquillité et le bonheur des Corses auxquels il affirme apporter sa garantie.

27 JUIN. Saurin communique la lettre de Maillebois à L. Ornano et aux autres chefs du Delà.

( ? ). Maillebois fait passer, par mer, à Aiacciu, M. de Comeiras, major du régiment de Bassigny, pour y



publier l'avertissement du Roi et demander des otages à toutes les pieve.

JUILL. Tractations entre la France et Gênes pour un règlement définitif des affaires de Corse.

10 JUILL. Ghjacintu Paoli et son fils Pasquale, âgé de 14 ans, Ghjuvan Ghjacumu Ambrosi, Luigi Giafferi, Don Antone Giabiconi, Francescu Maria Natali, etc..., en tout 29 personnes, prennent la route de l'exil. Un bateau français les transporte de la Padulella à Porto Longone. La plupart se rendront à Naples où ils seront employés dans l'armée de S.M. sicilienne. Maillebois n'avertit Mari de ce départ qu'après que les chefs soient arrivés à Porto Longone.

( ? ). Alors que M. de Comeiras avait obtenu la soumission de la plus grande partie du Delà, des hommes du Talavu, Ornanu et Istria se réunissent à Bastelica et refusent de se rendre à Corti. Pendant la réunion se répand la nouvelle de se rendre à Corti. Pendant la réunion se répand la nouvelle de la mort misérable de Bastianu Costa à Livourne - empoisonné, disait-on, ce qui les fortifie dans leur résolution.

18 JUILL. Les gens du Talavu se réunissent à Zicavu, choisissent comme chef, avec le titre de général, Francescu Zanobi, interdisent à qui que ce soit de se séparer de ses armes et d'avoir des rapports avec les présides et votent un règlement contre les homicides.

19 JUILL. Lucca Ornano vient à Corti assurer Maillebois de son obéissance ; il apporte des armes restituées dans les pieve d'Ornanu, Cavru, Cinarca, Mezana et Istria.

22 JUILL. Maillebois envoie le curé de Lentu au curé de Zicavu, grand partisan de Théodore, qui résiste encore.

23 JUILL. Rapport de Maillebois à Fleury : quelques pieve du Delà résistent encore.

26 JUILL. Maillebois laisse Corti sous le commandement de Contades pour aller pacifier le Delà en compagnie de L. Ornano. Le jour même il est à Vivariu où il établit un poste.

27 JUILL. Maillebois arrive à Bucugnanu déjà désarmé depuis le 21.

28 JUILL. Avant de se diriger vers Aiacciu, le commandant français envoie M. d'Ossonville occuper Bastelica afin de contenir la pieve du Talavu où le curé de Zicavu a fait jurer aux habitants, devant le Saint-Sacrement, de se défendre jusqu'au dernier soupir.

29 JUILL. Maillebois entre à Aiacciu. Il va loger chez Bianca Colonna Rossi.

1er AOÛT. Villettes informe le duc de Newcastle des succès de Maillebois et, à son tour, dénonce les Français de vouloir donner la Corse à Don Philippe.

2 AOÛT. Lussan occupe le couvent de Sta Maria d'Ornanu.

4 AOÛT. M. de Vaux, capitaine du régiment d'Auvergne, occupe Ghisoni.

6 AOÛT. Antone Buttafoco et Anton Francescu Colonna acceptent la proposition de M. de Contades de former chacun une compagnie de Royal-Corse.

10 AOÛT. Ordonnance de Louis XV prescrivant la création du Royal-Corse.

11 AOÛT. Les Corses attaquent Ghisoni ; M. de Vaux, qui a été blessé, réussit à tenir jusqu'au lendemain dans le couvent où il s'est retranché ; il est dégagé par des renforts venus de Bastelica.

15 AOÛT. Du Châtel se rend en Ornanu avec une brigade.

15 AOÛT. Commission de colonel du Royal-Corse à Claude-Alexandre de Villeneuve, comte de Vence, et de lieutenant-colonel à Delpuech de Comeiras.

20 AOÛT. Maillebois envoie le colonel d'Avarry, avec un bataillon, débarquer dans la pieve d'Istria. Le lendemain les Français entrent à Olmetu et s'y maintiennent malgré une attaque des Talavesi. Ainsi se trouve complété le dispositif, prévu par Maillebois, pour attaquer le Talavu, Scopamena et Carbini où se trouvent les derniers résistants sous les ordres du curé de Zicavu et de Frédéric de Neuhoff.

21 AOÛT. Mémoire de Maillebois à la Cour sur la situation en Corse.

26 AOÛT. Maillebois se rend à Sta Maria d'Ornanu avec le gros des troupes.

31 AOÛT. Instructions de Louis XV à Maillebois pour mettre sur pied le Royal-Corse.

AOÛT, SEPT. La presse anglaise se fait l'écho de rumeurs selon lesquelles Maillebois aurait notifié aux

Génois de quitter la Corse.

2 SEPT. Du Châtel occupe Sartè.

3 SEPT. De Corti, Contades informe Buttafoco et Colonna de leur nomination à une compagnie du Royal-Corse.

5 SEPT. 1400 Corses assiègent Sartè ; après 4 jours ils doivent se retirer.

14 SEPT. Amelot signale à Jonville que les Génois trahissent la cause nationale en complotant avec les Anglais.

16 SEPT. Maillebois sort de Santa Maria, occupe les hauteurs de Frassetu et fait fusion avec M. de Larnage, parti de Bastelica. Ils établissent leur camp au-dessous de Guitera, face à Zicavu, pour attendre le comte de Valence qui, sorti de Ghisoni, doit passer le col de Verde et occuper Costa.

18 SEPT. Traité de Belgrade entre la Russie, l'Autriche et la Turquie. Charles VI, occupé à faire la guerre aux Turcs, n'avait pu remplir les engagements pris le 12 JUILL. 1737 conjointement avec le roi de France. La paix va lui permettre de s'occuper à nouveau de la Corse.

19 SEPT. Les Français prennent le couvent de Tallà à 500 Corses qui s'y étaient réfugiés

20 SEPT. Les troupes françaises pénètrent dans Zicavu vide de ses habitants qui s'étaient réfugiés dans la montagne du Cuscione.

22 SEPT. Une partie des insurgés de Zicavu viennent faire leur soumission.

25 SEPT. Maillebois quitte Zicavu pour Sta Maria laissant de Larnage occuper le village.

28 SEPT. Maillebois est de retour à Aiacciu.

Début OCT. L'Alta Rocca (Scopamena et Carbini) fait sa soumission.

10 OCT. Les Français évacuent Zicavu où s'installeront le neveu de Théodore et les derniers rebelles.

14 OCT. Des ordres parviennent à Marseille pour rendre leur entière liberté aux otages. Ils sont datés du 21 SEPT.

18 OCT. Buttafoco, Costa et Matra embarquent à Marseille pour la Corse.

21 OCT. Le curé de Zicavu fait sa soumission. Maillebois lui accorde le pardon à condition qu'il quitte définitivement la Corse.

26 OCT. Mann écrit à Newcastle que le ministre de France lui a confessé être à l'origine, il y a deux ans déjà, d'une proposition approuvée par Versailles pour donner la Corse à Don Philippe, Gênes devant recevoir, en échange, la Lunigiana.

( ? ). Maillebois rejoint Corti où il présente leur lieutenant-colonel aux compagnies du Royal-Corse de Murati, Arrighi, Tavera, Carbuccia, Orticoni, Grimaldi et Saliceti.

3 NOV. Maillebois est de retour à Bastia.

Début NOV. Les troupes françaises prennent leurs quartiers d'hiver.

21 NOV. Lorenzi, ministre de France à Florence, signale à Amelot les rapports fréquents entre les réfugiés corses et le consul d'Angleterre.

Fin NOV. Tous les otages sont revenus en Corse.

2 DEC. Mémoire de la République au commissaire Mari sur les moyens les plus efficaces pour conserver à la Corse la tranquillité retrouvée.

DEC. Du Rousset et du Châtel quittent la Corse avec une partie des troupes.

DEC. Ghjantumasgiu Boerio révèle au prince de Campo Fiorido, ambassadeur d'Espagne à Venise, que Niel Brown, consul d'Angleterre, lui avait demandé de participer à une conspiration dans le but de donner la Corse à Théodore et, par son intermédiaire, à Charles VI.

1740

JANV. Commissions de maréchaux de camp à MM. de Villemur et de Contades.

JANV. Théodore est à Venise. Il a reçu de l'argent d'un banquier anglais et a des rapports avec Neil Brown (d'après le comte de Froullay, ambassadeur de France).

( ? ). Plan du commissaire génois (sévèrement critiqué par Maillebois) : récupération, au moins en partie, des dépenses de guerre et des impôts non perçus depuis 10 ans ; établissement d'un corps de troupes et de fonctionnaires de justice aux frais des Corses ; indemnisation des Corses fidèles à la République qui ont souffert de la guerre ; expulsion des familles des responsables de la révolte et confiscation de leurs biens ; expulsions de prêtres et de moines ; importation de colonies étrangères ; destruction des villages de Nuceta et Loreto, des châtaigniers de l'Alisgiani et de la plupart des couvents.

12 JANV. Mémoire de la Cour de France sur la Corse adressé à Jonville et destiné au Sénat de Gênes. Posant comme principes l'aversion des Corses pour la domination de la République et la détermination française de ne pas laisser passer l'île en d'autres mains, on propose : les Génois retirent leurs troupes ; les Français se chargent de l'administration de la justice et de la perception des impôts ; la France s'engage à restituer la Corse après un certain nombre d'années ; l'Empereur, garant, conjointement avec la France, du traité de 1737, sera informé. La France ayant posé comme première condition que son mémoire sera discuté avec un petit nombre de commissaires sachant garder le secret, Giambattista Grimaldi et Carlo Emmanuele Durazzo sont nommés à cet effet.

18 JANV. Gastaldi, chargé d'affaires de la République à Londres, informe son gouvernement que les ministres anglais s'inquiètent d'une prétendue cession de la Corse au roi de Naples et lui ont manifesté leur mécontentement de voir les soldats français rester dans l'île.

20 JANV. Mémoire de la Cour de France à la République sur les moyens de conserver la soumission des Corses.

28 JANV. Mari dénonce, aux assemblées génoises, l'attitude de la Cour de Rome au sujet des affaires de Corse : sans compter que Rome est un refuge où les rebelles rencontrent la plus grande bienveillance, le pape et ses parents pourraient profiter de la moindre occasion pour faire valoir les prétendus droits du Saint-Siège sur la Corse. Mari dénonce également la responsabilité du clergé, trop nombreux, pendant le soulèvement.

28 et 29 JANV. Jonville essaye en vain de rencontrer Grimaldi et Durazzo pour discuter du mémoire du 12 janvier.

30 JANV. Jonville détaille le mémoire français à Grimaldi et Durazzo.

2 FEVR. Voulant capturer Frédéric de Neuhoff et sa suite, installés à Zicavu, M. de Larnage donne rendez-vous pour ce jour-là, devant le village, à des troupes parties d'Aiacciu, Sartè, Ghisoni et Fiumorbu ; une mauvaise coordination des mouvements permet aux insurgés de gagner la montagne.

3 FEVR. Jonville obtient une nouvelle entrevue avec Grimaldi et Durazzo qui ne prennent aucun engagement, les Collèges ne s'étant pas prononcés. Il donne 8 jours pour avoir une réponse.

6 FEVR. Interrogatoire du baron de Drost, qui est en prison à Aiacciu, par Goury de Champgrand. (Drost avait épousé une fille de Salvatore Colonna, de l'Ornanu ; sur intervention de Lucca Ornano, il sera libéré à condition de sortir de l'île).

6 FEVR. Mort de Clément XII. Le pape étudiait l'envoi en Corse d'un visiteur apostolique. Génois, Français et Corses désiraient également le visiteur mais étaient en désaccord sur son choix.

7 FEVR. Avant que les 8 jours ne soient écoulés, Jonville rencontre Grimaldi et Durazzo. Inutilement.

11 FEVR. Grimaldi et Durazzo disent à Jonville que leur gouvernement a besoin d'éclaircissements avant de présenter le projet aux Collèges et qu'il envoyait un courrier au gouvernement français.

FEVR. Théodore est à Cologne chez son cousin le baron de Drost, seigneur de Morsbrock, grand-commandeur de l'Ordre Teutonique. Il y reste trois semaines et repart le 29 pour Copenhague.

16 FEVR. Nicolò Spinola doge de Gênes.

18 FEVR. Agostino Lomellini, qui a remplacé Francesco Brignole Sale auprès de la Cour de France, est

reçu par Fleury. Il expose que son gouvernement est dans l'impossibilité de faire accepter par le Grand Conseil l'arrangement proposé. Fleury dit que le Roi se refuse à changer de résolution. Les négociations sur ce sujet sont suspendues.

MARS. Le duc de Newcastle dit à Gastaldi que l'Angleterre n'entend pas que la Corse sorte de la domination génoise.

27 MARS. Dépêche d'André de Lezze, ambassadeur vénitien en France : l'Angleterre aurait montré à Charles VI le dommage qui résulterait, pour toutes les nations, de l'établissement définitif des Français en Corse.

14 AVR. Maillebois informe le marquis de Mirepoix qu'à Livourne Wachtendonck a, depuis deux mois, des conférences nocturnes et secrètes avec le consul d'Angleterre et les chefs corses chassés de l'île. ( ? ). L'Empereur ayant proposé à la République l'envoi de troupes en Corse, elle lui fait savoir qu'elle est dans l'impossibilité de les entretenir.

17 AVR. Pâques.

23 AVR. Les assemblées génoises donnent mission à Gastaldi d'entreprendre des démarches auprès de la Cour de Londres pour qu'elle garantisse solennellement la souveraineté de Gênes sur la Corse.

Début MAI. Arrivée en Corse du P. Laroche, visiteur général des Capucins.

MAI. Gastaldi essaye, vainement, d'obtenir une audience du duc de Newcastle qui se dit très occupé au moment où son roi va partir pour Hanovre ; il parle alors de sa mission à milord Islay et à Horace Walpole et reçoit la même réponse : si Gênes n'obtient pas la garantie de l'Empereur, celle de l'Angleterre serait sans effet.

MAI à AOUT. Devant les dangers d'une guerre entre l'Angleterre et l'Espagne, qui se battaient déjà sur mer, Paris et Vienne négocient l'occupation de la Corse par leurs troupes.

MAI. Wachthendonck, commandant des troupes de l'Empereur à Livourne, et le gouverneur de Milan ont ordre de se tenir prêts à envoyer des troupes en Corse.

Vers le 10 JUIN. Le marquis Domenico Maria Spinola, d'une famille très connue en Europe, ancien Doge, est nommé commissaire général en remplacement de Giovan Battista de'Mari.

21 JUIN. Amelot informe Jonville que l'Empereur va envoyer 4800 soldats en Corse.

30 JUIN. Mort de Neil Brown. Froullay cherche à avoir quelques uns de ses papiers sur la Corse.

1er JUILL. D.M. Spinola, surnommé Corsetto parce qu'il était né en Corse où il avait beaucoup de biens, arrive à Bastia. (Il sera accusé d'avoir promis l'extermination de la noblesse insulaire).

11 JUILL. Gastaldi informe son gouvernement qu'il a enfin obtenu une brève audience de Newcastle : Londres est bien disposée en faveur de la République mais ne peut rien sans le concours de l'Autriche.

JUILL. Sur ordre de M. de Breteuil (qui a succédé à M. d'Angervilliers, décédé), Maillebois prépare un mémoire sur l'emplacement à réserver aux troupes de l'Empereur.

18 JUILL. Amelot confirme à Jonville que l'Empereur se dispose à faire passer des troupes en Corse. Elles seront commandées par un officier de même grade que Maillebois.

27 JUILL. Les assemblées génoises donnent mission à Brignole, leur envoyé à Vienne, d'intervenir pour que le ministère impérial ordonne au baron Wasner, ministre à Londres, d'appuyer la requête génoise.

4 AOUT. De Hanovre, où il est avec le Roi, le ministre anglais lord Harrington informe son envoyé à Vienne du refus de S.M. de garantir la souveraineté de Gênes sur la Corse. (En réalité, le roi d'Angleterre, qui était en conflit armé avec l'Espagne, voulait ménager la France et, peut-être aussi, ne désespérait-il pas de conquérir la Corse).

10 AOUT. Un courrier de Paris apporte à Maillebois un plan d'occupation de la Corse par les troupes autrichiennes et françaises (Les premières devaient s'installer sur la côte orientale et dans les pieve de Niolu, Ghjuvellina et Boziu, les secondes sur la côte occidentale et à Corti. Maillebois fera venir Villemur et Contades à Bastia pour étudier le projet ; ils donneront un avis défavorable que la Cour de

France prendra en considération).

13 AOÛT. Le duc de Newcastle informe Gastaldi de la décision du Roi.

17 AOÛT. Benoît XIV pape (Consacré le 25).

19 AOÛT. Spinola se plaint des abus de pouvoir de M.de Larnage, commandant les troupes françaises à Aiacciu, stimulé par Bianca Colonna.

24 AOÛT. Le Sénat adresse à Lomellini, pour en informer la Cour de France, les réclamations de Spinola contre M. de Larnage et y ajoute des plaintes du même genre contre Maillebois, les commandants de Corti et A Venzulasca et les officiers français en général.

26 AOÛT. Les assemblées génoises commandent à Brignole de renouveler leur demande auprès de la Cour de Vienne.

29 AOÛT. Lomellini aux assemblées génoises : Amelot l'a convoqué pour lui dire qu'il considère que les négociations génoises à Londres sont injurieuses pour le Roi.

Fin AOÛT. Ghjuvan Petru Gaffori, venant de Rome, débarque à Bastia.

SEPT. Une trentaine des fidèles de Frédéric de Neuhoff (la moitié) se soumettent.

1er OCT. A Olmetu, F. de Neuhoff se soumet à son tour. (On lui avait promis qu'il serait embarqué pour la terre ferme avec tout son monde ; on lui accorde six fusils).

3 OCT. Gastaldi aux assemblées génoises : le roi d'Angleterre, toujours à Hanovre, a été de nouveau consulté ; nouveau refus.

3 OCT. Frédéric et sa suite s'embarquent pour Livourne. Sur le bateau, les Français mettent un sergent et quelque fusiliers pour être assurés de leur débarquement. A son arrivée à Livourne, Frédéric sera bien accueilli par Wachtendonck.

20 OCT. Mort de Charles VI. Sa fille Marie-Thérèse lui succède. (Cette succession donnera lieu à huit années de guerre).

Vers le 20 OCT. Les armes récupérées par Maillebois, et remises à Spinola, arrivent à Gênes sur deux galères.

NOV. Danger croissant d'une guerre généralisée en Méditerranée : Fleury promet à la République de laisser six bataillons en Corse, à conditions qu'ils soient installés dans une place sûre, Calvi ou Aiacciu par exemple.

24 NOV. Dépêche de Lomelloni au Sénat de Gênes : il a fait part de l'intention génoise d'excepter de l'amnistie les chefs corses sans pouvoir convaincre M. de Fleury ; " regagner le cœur de ce peuple, éloigner de soi tout esprit de vengeance, rendre le joug léger telles sont les expressions toujours répétées du cardinal et du ministère ".

( ? ). Marie-Thérèse donne la liberté à H. de Beaujeu qui se mêlera encore des affaire de Corse.

23 DEC. Réponse du cardinal de Tencin à une lettre de Maillebois qui lui demandait d'intervenir pour qu'un Corse succède à l'évêque d'Aleria, moribond. Le cardinal est de cet avis. Il en a parlé au pape (celui-ci avait décidé de ne rien innover quant à la politique du Saint-Siège relativement à la Corse).

1741

4 JANV. Mort de Mgr de' Mari, évêque d'Aleria. (Des difficultés surgissent au sein du chapitre pour désigner le vicaire capitulaire ; après huit jours, les votes se partagent encore par moitiés ; M. de Lacombe, lieutenant-colonel du régiment de Nivernais en garnison à Cervioni, intervient pour annoncer que, selon les canons de l'Eglise, la nomination appartient désormais au Métropolitain ; l'archevêque de Pise choisira Ghjuvan Paulu Gaffori qui affichait des sentiment pro-français).

5 JANV. Maillebois annonce la mort de Mgr de' Mari à Fleury, l'informe de sa correspondance avec le

cardinal de Tencin et insiste pour que le successeur soit corse.

23 JANV. Dépêche de Lomellini au Sénat : il use de toute sa diplomatie pour que la France n'enlève pas ses troupes de Corse.

24 JANV. Fleury écrit au cardinal de Tencin pour la nomination d'un évêque corse.

1er FEVR. Pasquale Paoli entre comme cadet au Royal-Corse de Naples.

5 FEVR. Don Luigi Giafferi (né à Talasani vers 1668), son fils Autisnu et Ghjacintu Paoli s'engagent dans le régiment corse de Naples.

7 FEVR. Mémoire de la Cour de France remis au marquis Lomellini : le Roi consent à laisser six bataillons en Corse à condition d'occuper Aiacciu, Calvi, les tours de Girolata, Sagone, Portu et le village de Piana.

11 FEVR. Maillebois reçoit le bâton de maréchal.

11 FEVR. Dépêche de Lomellini au Sénat : Amelot et Fleury lui ont confirmé que toutes les troupes françaises de Corse seraient retirées si Gênes s'opposait aux conditions exigées pour le maintien de six bataillons. - Malgré les remarques de Lomellino, qui fait état d'un possible soulèvement général après le départ des Français, ou de bruits selon lesquels les Espagnols envisageraient de passer en Corse, ou encore d'intentions attribuées à Walpole selon lesquelles l'Angleterre pourrait se saisir de la Corse pour s'en servir de monnaie d'échange, Gênes n'accepte pas de confier des places fortes aux Français.

22 FEVR. Spinola dénonce aux assemblées génoises la fraternisation des Français et des Corses.

2 AVR. Pâques.

17 FEVR. Mgr. P.M. Giustiniani, évêque de Sagone, grand défenseur de la République, est transféré à Ventimiglia.

8 MAI. Spinola rend visite à Maillebois. Celui-ci l'informe qu'il a ordre de faire partir quatre bataillons, de préparer le départ de quatre autres et que lui-même quittera l'île à la fin du mois.

14 MAI. Bastia reçoit la nouvelle que Romualdu Massei, de Bastia, est nommé à l'évêché du Nebbiu et Paulu Maria Mariotti, de la Vulpaiola, à celui de Sagone. La nomination d'évêques corses est un événement sensationnel, inconnu depuis des siècles. A Bastia et autres lieux les réjouissances durent trois jours et on crie : " vive la France ".

24 MAI. Maillebois quitte la Corse avec quatre bataillons. Le commandement passe à M. de Villemur.

29 MAI. Gian Girolamo Curlu, Génois, est nommé à l'évêché d'Aleria.

Vers le 20 JUIN. Les troupes génoises relèvent les Français dans les postes de Casinca, Campulori et Rustinu. Trois nouveaux bataillons quittent la Corse.

Fin JUIN. Lomellino a une entrevue avec Maillebois. Le maréchal lui dit que les Corses attendent le départ du dernier Français pour se soulever et que Gênes, par son intransigeance à ne pas confier des places aux Français, est en train de perdre la Corse et l'amitié de la France.

Fin JUIN. Publication du dénombrement de la population commandé par Maillebois : la Corse compte 339 paroisses, 427 villages, 26 854 feux, 120 389 habitants.

( ? ). Venant de Rome, les deux évêques corses nommés en Corse arrivent à Gênes. Il sont reçus par le Doge et les Collèges.

3 JUIL. Villemur rentre à Bastia d'une tournée dans le centre.

5 JUILL. Echange des ratifications d'un traité d'alliance défensive (traité de Beslau du 5 JUIN) entre Louis XV et Frédéric II, de Prusse qui veut arracher la Silésie à Marie-Thérèse d'Autriche.

JUILL. Trois bataillons, les hussards et une partie des canonnières quittent la Corse. Les troupes françaises sont réduites à 1400 hommes environ. Les Génois relèvent les Français à Rustinu, Viscuvatu et Orezza.

12 JUILL. Les deux évêques corses quittent Gênes pour Bastia sur une galère génoise.

23 JUILL. Spinola écrit aux assemblées que Villemur, après Maillebois, lui a dit que la France était

mécontente des Génois.

31 JUILL. Le roi de France accorde son appui à Charles-Albert, Electeur de Bavière, qui disputait à Marie-Thérèse la succession de Charles VI. On se doute dès lors qu'il ne restera pas de Français en Corse.

1er AOUT. Le Sénat de Gênes, qui n'a pas encore mis au point un projet de gouvernement accepté par la France, propose de larges concessions que les Corses rejettent.

20 AOUT. La République propose le pardon à tous les condamnés politiques et aux exilés. Les Corses font la sourde oreille.

22 AOUT. Le commissaire d'Aiacciu informe les Assemblées que les Français cèdent, à bas prix, des armes aux insulaires.

24 AOUT. Spinola aux Assemblées : le comportement de Villemur, ses propos, ses relations, préparent un nouveau soulèvement.

( ? ). Apprenant le prochain départ des troupes françaises, Lucca Ornano et les chefs du Delà, le chanoine Orto, Bianca Colonna, le chanoine Zicavo, prennent des précautions pour ne pas risquer une arrestation commandée par le commissaire d'Aiacciu.

( ? ). Dans le Deçà, le Dr. Rostini et le Dr Ghjuvan Petru Gaffori sont suspectés de préparer la révolte.

AOUT-SEPT. Epidémie en Tavagna et Moriani.

Début SEPT. Mgr. Curli arrive à Gênes venant de Rome.

6 SEPT. Les dernières troupes françaises quittent Calvi pour Antibes.

( ? ). L'abbé Carlu Rostini quitte la Corse pour Livourne.

## VII. DANS LES PREMIERS REMOUS DE LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

SEPT. Mgr. Mariotti commence la visite de son diocèse. Les notables de la Balagna lui demandent de transmettre au commissaire général une liste de leurs revendications.

SEPT. Intrigues pour assujettir la Corse aux Bourbons de Naples.

11 SEPT. Spinola publie un pardon général depuis 1733 jusqu'à la fin d'octobre. Deux mois supplémentaires sont accordés aux Corses qui sont à l'extérieur.

SEPT. Le baron de Drost est de retour en Corse.

27 SEPT. M. Dupont, qui a remplacé Jonville, informe Amelot que des exilés, profitant du pardon publié par la République, rentrent journellement en Corse avec des armes. La guerre pourrait recommencer après la bonne récolte du raisin, des châtaignes et des olives. Soprani, commissaire d'Aiacciu, est remplacé.

27 SEPT. La République envoie ses sentiments de reconnaissance au roi de France.

Fin SEPT ou début OCT. Mgr. Curli se rend en Corse.

2 OCT. Fleury informe Lomellini que l'évacuation de la Corse par les troupes françaises est terminée.

Début OCT. L'abbé Carlu Rostini qui, parti de Calvi, avait débarqué à Pozzuoli, se rend à Baia et à Naples, rencontre Castineta, Paoli, Giafferri, Orticoni, et Salvini qui le présente au premier ministre. (Les Corses ayant décidé de reprendre la lutte au départ des Français, (Les Corses ayant décidé de reprendre la lutte au départ des Français, Ghjuvan Petru Gaffori lui avait demandé de s'occuper des affaires communes).

OCT. Le roi de France accorde au chanoine Orto une pension de 800 livres sur l'abbaye de S. Martin de Pontoise.

23 OCT. Dépêche de Lomellini au Sénat : il a obtenu une audience solennelle du Roi ; il a été également reçu par les ministres français qui ont conseillé une politique modérée et prudente en Corse, ont fait

valoir que la France n'avait jamais eu l'intention de se rendre maîtresse de l'île, et ont insisté sur l'intérêt de la République à ne pas laisser d'autres puissances étrangères s'installer en Corse.

4 NOV. Bernadino Centurione, Génois né à Paomia, est nommé évêque d'Aiacciu en remplacement de Carlo Maria Lomellini transféré à Gérapolis.

6 NOV. Antonio Genovesi occupe la chaire de métaphysique et d'éthique à l'Université de Naples. Pasquale Paoli aurait été son élève.

19 NOV. Découverte d'un complot, au moment où il allait être exécuté, pour investir la citadelle de Bastia et s'emparer du gouverneur.

6 DEC. Stefano Veneroso, commissaire d'Aiacciu, arrive à Bastia pour conférer avec Spinola ; il est porteur d'un projet de Règlement.

10 DEC. Veneroso quitte Bastia pour Aiacciu.

( ? ). L. Ornano et Ghj.P. Gaffori sont convoqués à Bastia par le commissaire général. Ils refusent de se rendre à son invitation.

15 DEC. L'archiprêtre Orto reçoit, à Aiacciu, avis de la pension qui lui a été accordée.

20 DEC. Spinola commande aux communautés d'élire les procureurs qui devront procéder, le 1er FEVR., à l'élection des Douze-Nobles qui n'avaient pas été renouvelés depuis 1733.

30 DEC. De Rome, Rostini écrit au cardinal Fleury pour que la France assure la paix en Corse.

1742

Fin JANV. Mgr Mariotti rend visite au commissaire général, à Bastia. Celui-ci lui demande d'user de son influence auprès des notables de la Balagna pour les inciter à lui écrire leur volonté d'obéissance, auprès des habitants de la Terre du Commun pour qu'ils appliquent la circulaire du 20 DEC., auprès des Corses en général pour qu'ils remettent les armes à feu.

10 FEVR. Mgr. Mariotti quitte Bastia pour une tournée à travers les pieve. Il obtient des populations qu'elles donnent suite aux demandes du gouverneur.

12 FEVR. A Francfort-sur-le-Main, Charles-Albert est couronné empereur du Saint Empire romain germanique. Pendant les préliminaires on aperçoit H. de beaujeu qui se dit plénipotentiaire des Corses et essaie de s'informer sur les intentions des grandes puissances au sujet de l'île. De là, il passe à Hanovre où il étudie la façon de placer la Corse dans l'orbite de l'Angleterre, et même de la donner au prince de Cumberland. Dans ce but, il passe à Londres conférer avec John Carteret et le ministre Walpole. La France apprend le fait et fait savoir à l'Angleterre qu'elle s'y opposerait par les armes.

20 FEVR. Domenico Maria Canevaro, doge de Gênes.

MARS. Election des Nobles-Douze (4 pour la région Aleria Corti, 4 pour la Balagna et le Nebbiu et 4 pour le terziero du centre). La République peut enfin discuter d'un règlement de gouvernement avec des représentants " qualifiés ".

25 MARS. Pâques.

15 AVR au 6 JUIN. L'évêque d'Aleria visite son diocèse pacifié. Il refuse cependant de se rendre en Balagna pour ne pas traverser Caccia où se trouvent 30 rebelles en armes. Au cours de sa visite pastorale, le prélat distribue les imprimés de la Confrérie de la Miséricorde qui organise la lutte contre les corsaires barbaresques.

26 AVR. Lettre d'Ozero, consul de France à Calvi, aux échevins de la Chambre de Commerce de Marseille : " Les affaires du Royaume sont plus défavorables que jamais à la République et l'on craint un soulèvement général ".

21 MAI. Les Douze sont de retour à Bastia après avoir présenté le projet de Règlement à leurs mandants. Ceux-ci ne l'ayant pas accepté dans son intégralité, le commissaire ne consent à recevoir les députés



qu'après qu'ils aient apporté quelques changements aux réponses des communautés. Ces changements mécontenteront les Corses.

AOUT. Spinola reçoit un renfort de 600 hommes qu'il a demandé pour faire face à une agitation naissante.

AOUT. Les notables de la Balagna s'assemblent à Marcassu, puis à Aregnu. A la deuxième réunion assiste Mgr Mariotti auquel on demande d'intervenir auprès du commissaire pour des modifications au Règlement. Le bruit ayant couru que Spinola allait envoyer des troupes dans la province, l'évêque est chargé de le prier de n'en rien faire.

Fin SEPT. Malgré une promesse faite à Mgr Mariotti, 300 soldats arrivent à Calvi.

( ? ). Les gens de la Balagna se réunissent à Spiluncatu et Tuani et décident de s'opposer à l'oppression. Nicolò Poletti est chargé d'une tournée pour soulever les populations.

8 OCT. Proclamation du commissaire de Calvi : les troupes ne sont pas destinées à des hostilités contre les populations mais sont chargées de les protéger contre les voleurs et les bandits ; elles ont aussi pour mission d'assurer le libre passage entre les postes de Calvi, Algaiola et l'Isula Rossa et de surveiller les côtes pour garantir la liberté du commerce.

10 OCT. La Balagna demande des secours au Niolu et envoie une circulaire aux Corses de l'intérieur.

OCT. Machinations génoises, contre Mgr Mariotti, auprès de la Cour de Rome, par l'intermédiaire de Mgr Saporiti, archevêque de Gênes ; on prend comme prétexte l'habitude qu'a l'évêque de porter en voyage deux pistolets d'arçon et un fusil de chasse.

28 OCT. Les populations d'Orezza, Ampugnani, Alisgiani, Tavagna et Verde tiennent une consulte à Orezza pour examiner l'appel de la Balagna. Elles décident d'adresser une protestation au commissaire Spinola et affirment le droit à la riposte si les troupes génoises ouvrent les hostilités.

4 NOV. Spinola publie enfin le nouveau Règlement octroyé par la République. Ce Règlement, daté du 30 AOUT, confirme celui de 1738, étend le pardon jusqu'au 20 AOUT 1741 et comporte une remise d'impôts jusqu'en DEC. de la même année ; les impôts de 1742 seront perçus au mois de DEC. de l'année suivant le système utilisé en 1727 ; il promet des patentes de port d'armes avec abolition de la taxe de deux seini lorsque les troubles seront apaisés.

NOV. Sans donner le temps aux podestà de percevoir l'impôt, le commissaire envoie le major Franceschi et des soldats pour ramasser l'argent. Des incidents ont lieu à Alisgiani et Orezza.

10 et 12 DEC. Le piuvanu Giocanti et les chanoines Sicurani et Ghjuvan Marcellu Chiarelli, chargés de mission par les populations, ont des entrevues avec Spinola pour le convaincre de la bonne volonté des Corses à payer leurs contributions et lui présenter quelques demandes concernant notamment les impôts et le port d'armes.

24 DEC. Nouvelle consulte à Orezza. En plus des pieve qui assistaient à la précédente, sont venues celles de Vallerustie, Serra (Moita), Rogna, Boziu, Casacconi et Costere ; elles informent le commissaire qu'elles acceptent volontiers de payer l'impôt (comme les y exhorte l'évêque d'Aleria, présent), mais seulement après avoir reçu satisfaction sur les demandes présentées par les trois ecclésiastiques.

28 DEC. Réponse du commissaire qui se borne à critiquer les mensonges et les dissimulations qui sont germes de guerre.

DEC. Carlo Goldoni, consul de Gênes à Venise, fait état d'un bruit selon lequel Théodore est en ville, sans pouvoir le certifier.

DEC. Un officier corse au service de Venise passe secrètement dans l'île et obtient des lettres de créance au nom de H. Beaujeu pour négocier l'appui de la Porte Ottomane.

1743

Début JANV. Mgr Mariotti, non rebuté par les échecs subis lors de sa première médiation, prie le Dr Ghjuvantumasgiu Giuliani, de Muru, personnage influent dans toute la Balagna, d'assurer la paix dans la province. Giuliani s'engage à ne pas permettre de rassemblements armés et à demander aux Corses de l'intérieur de différer toute intervention ; en contrepartie, il exige que le commissaire de Calvi retienne ses troupes dans les présides.

7 JANV. Venant de Londres, via Lisbonne et Villefranche, Théodore arrive à Livourne sur le Revenger, navire de S.M. britannique. Il reçoit à bord le général Breitwitz, commandant des troupes autrichiennes en Toscane, Richecourt, vice-président du conseil de régence, et Goldworthy, consul d'Angleterre. Un manifeste que le Roi doit lancer à son arrivée en Corse, est préparé au cours de cette conférence.

16 JANV. Spinola dénonce aux assemblées génoises les " présomptueuses ambitions " du Dr Giuliani et les " erreurs " de Mgr Mariotti.

Nuit du 18 JANV. Le vaisseau anglais : le Vinces, part pour la Corse avec Vinufs, secrétaire de Théodore, chargé de préparer le retour du Roi.

19 JANV. au soir. Le Vinces arrive devant l'Isula Rossa.

20 JANV. Vinufs convoque les chefs de la Balagna à bord du bateau.

JANV. Spinola utilise Brandimarte Mari et Ghjacumu Francescu Pietri, tous deux de Tavagna, pour obtenir des pieve d'Ampugnani et Orezza la promesse de ne pas participer à la rébellion qui se précise depuis que les Corses ont appris le retour de Théodore. Les deux pieve en profitent pour obtenir un pardon général, des patentes de port d'armes, le dégrèvement de la taxe de deux seini, etc... leurs demandes sont transmises au commissaire par le Dr Limperani, podestà de Bastia, et le piuvanu Consalvi.

19 JANV. Mort du cardinal de Fleury. Louis XV décide de gouverner par lui-même.

Nuit du 29 au 30 JANV. Le Revenger met à la voile, escorté par une dizaine de bateaux de guerre anglais. Théodore revient dans son royaume sous le couvert du pavillon britannique.

30 JANV 11 h du soir. Le Corse Gavi, consul de Gênes à Livourne, envoie une felouque informer le Sénat du départ de Théodore.

1er FEVR. La flotte portant Théodore paraît devant l'Isula Rossa. Les chefs corses sont reçus à bord. Le Roi leur communique l'édit (faussement daté du 30 JANV à Sta Riparata di Balagna) rédigé à Livourne. Cet édit comporte un pardon général ; sauf pour les assassins de Simone Fabiani et les parjures : Ghj. Paoli, Orticoni et Salvini ; il exige le retour des militaires corses qui sont au service des princes étrangers, exceptés ceux qui sont attachés au grand-duc de Toscane. - Dès le départ des chefs corses, Théodore quitte le Revenger pour la Folkestone et la flotte met à la voile ; le Roi veut faire le tour de l'île pour s'assurer des dispositions de son peuple.

FEVR. Dans le golfe du Valincu, Théodore débarque le curé de Zicavu et d'autres Corses qui s'en vont soulever leurs villages respectifs ; ils sont généralement bien accueillis mais Olmetu s'arme contre eux. Le Dr Balisone vient à bord pour une entrevue avec le Roi.

FEVR. Théodore passe vers la côte orientale. A la hauteur de Capraia, il met deux chaloupes à la mer pour demander aux habitants de chasser les Génois mais n'obtient pas de réponse.

9 FEVR. Etonnantes instructions des assemblées génoises à Curli, ambassadeur de la République à Turin au sujet de la venue de Théodore dans les eaux corses : affirmer que Londres n'est pour rien dans cette aventure.

10 FEVR. Le Folkestone est de retour devant l'Isula Rossa. Le reste de la flotte, dont Théodore accusera les officiers, n'a pas suivi.

13 FEVR. Lettre d'Horace Walpole à son ami Horace Mann, ministre anglais à Florence qui lui avait envoyé un exemplaire du manifeste de Théodore : " je lui souhaite succès de tout mon cœur ".

14 FEVR. Le Folkestone, qui, s'étant trouvé seul, avait quitté les eaux corses, paraît devant Livourne.

FEVR. Théodore demande des secours à Breitwitz et revient vers la Corse.

FEVR. Protestation officielle, du commissaire de Gênes auprès du roi d'Angleterre.

22 FEVR. Mort, à Bastia, du commissaire Spinola. Gian Benedetto Speroni prend la suppléance.

28 FEVR. Théodore est dans le golfe d'Aiacciu avec cinq navires anglais. L'escadre attaque un navire espagnol placé sous la protection des canons génois. Il s'agit du San Isidoro, superbe bateau de 120 canons. Le gouverneur génois refuse l'asile à ceux des matelots qui ont rejoint la terre à la nage.

1er MARS. Théodore donne rendez-vous à Lucca Ornano à la marine de Frassu ; il l'informe qu'il compte s'emparer d'Aiacciu et lui commande de rassembler le plus possible de gens en armes pour bloquer la ville.

3 MARS. L. Ornano, qui est devant Aiacciu, convoque Ghjiseppu Maria Peraldi et les capitaines Petru Cuneo et Nicolò Bacciocchi lesquels prennent contact avec le commissaire génois. Celui-ci les autorise à sortir de la ville. Partis à minuit, ils reviennent trois heures plus tard informer le commissaire des intentions de Théodore et des Anglais.

4 MARS. Le blocus d'Aiacciu se renforce. La population est autorisées à quitter la ville.

5 MARS au soir. La flotte anglaise arrive dans le golfe d'Aiacciu et en repart avec les navires d'accompagnement de Théodore.

6 MARS au matin. Le bateau de Théodore quitte le golfe à son tour. Déconvenue de L. Ornano et des Corses qui bloquaient Aiacciu.

MARS. Alors que Gênes demandait à ses diplomates d'affirmer que l'Angleterre n'était pour rien dans l'expédition de Théodore, Gastaldi (qui vient de recevoir de nouvelles lettres de créance comme ministre de la République auprès de la Cour de Londres) est chargé de faire des représentations officielles. Il sera mal reçu.

Nuit du 16 au 17 MARS. Le Folkestone dépose Théodore à l'embouchure de l'Arno où Richecourt vient conférer avec lui. Le Roi a quitté la Corse pour toujours.

17 MARS. En réponse à la protestation de la République, Newcastle informa Gastaldi que la flotte a agi contre les intentions du Roi. Le ministre promet une enquête.

17 et 18 MARS. Consulte générale au Boziu. Après le vote d'une législation criminelle, on édit un gouvernement, dit de Régence, avec, à la tête, Ghj.T. Giuliani et Brandone.

18 MARS. A Florence, Théodore a une entrevue avec Horace Mann. (Mann dira ne pas avoir été mis au courant de l'aide apportée par son pays au roi de Corse).

21 MARS. Francesco Maria Doria - qui a remplacé Lomellini comme ministre de Gênes à Paris - envoie à son gouvernement le résumé d'un soi-disant traité entre Théodore et l'Angleterre.

22 MARS. Gastaldi informe son gouvernement que Carteret - qui a succédé à Walpole - est bien l'instigateur des nouveaux désordres de Corse.

14 AVR. Pâques.

18 AVR. Théodore quitte Florence. Il continuera à vivre quelque années en Toscane, changeant de résidence pour éviter les assassins que la République met à ses trousses.

27 AVR. Les notables corses tiennent une réunion à Corti dont ils viennent de s'emparer. Ils décident de rechercher tous les moyens pour établir une paix qui satisfasse les deux parties.

4 MAI. Les assemblées génoises donnent pouvoir au Doge et au Sénat de disposer de la Corse comme ils l'estimeraient convenable. (Les milieux diplomatiques, informés de la chose, en déduiront que la République à l'intention de vendre l'île à l'Espagne).

25 MAI. Une lettre d'un membre du gouvernement de Gênes, non officielle mais écrite pour être divulguée, dément les rumeurs selon lesquelles il y aurait un accord entre la République et l'Espagne pour la cession de la Corse.

5 JUIN. A Constantinople, Beaujeu discute les articles d'un traité d'alliance et d'amitié entre la

Sublime-Porte et la Corse érigée en République : les Turcs prendraient possession de Bonifaziu. D'autres traités sont prévus entre les régences d'Alger, Tunis et Tripoli.

12 JUIN. Le duc de Newcastle convoque Gastaldi pour l'informer que l'Angleterre ne permettra jamais à la République de céder la Corse, surtout aux Bourbons. (Depuis quelque temps les Génois tentaient d'obtenir la garantie anglaise pour la Corse. Le duc en fait la promesse et Lord Bath fait espérer des subsides pour les aider à mater la rébellion.

JUIN. Pier Maria Giustiniani (V. SEPT. 1734) arrive en Corse comme commissaire général. Speroni remplace Veneroso à Aiacciu mais reste subordonné au commissaire de Bastia.

24 JUIN. Limperani, député par les Corses, demande au nouveau commissaire une réponse aux réclamations présentées à son prédécesseur.

26 JUIN. La République adresse à son commissaire une acceptation, en huit points, des revendications insulaires : amnistie, patentes de port d'armes, abolition de la taxe de deux seini lorsque sera payée la taille de 1742, engagement de ne pas augmenter l'impôt sans l'accord des communautés...

Début JUILL. Nouvelle mise en garde de Newcastle à Gastaldi contre la cession de la Corse à l'Espagne.

12 JUILL. Giustiniani communique les huit articles aux Corses.

JUILL. Consulte à Ghjucatoĝhu pour étudier les propositions génoises ; la plupart des mille personnes présentes sont d'accord pour les accepter mais certaines font des objections. Finalement, les Régents font valoir qu'on peut y ajouter des précisions et que le commissaire est autorisé non seulement à écouter les demandes mais à y apporter une solution. On décide d'envoyer dix députés à Bastia pour discuter les points litigieux.

20 JUILL. A Corti, les Régents et les notables, autorisés par la consulte de Ghjucatoĝhu, rédigent une réponse aux propositions génoises. Ils ne rejettent pas ces propositions mais font valoir l'insuffisance des huit articles alors que les rapports entre les Corses et la République doivent être prévus dans les moindres détails (qu'ils énumèrent). Il proposent une trêve d'un an pour mettre au point le nouveau règlement.

Alors la Nation tout entière, y compris les Corses de l'extérieur, rassemblera ses députés pour donner son acceptation. (Les demandes des Corses, ainsi qu'une liste des abus à réprimer, sont transmis à Giustiniani. Elles forment la matière d'un gros volume qui sera envoyé à Gênes pour étude).

12 AOÛT. F. Doria conseille au Sénat d'envoyer un ambassadeur au camp anglais en Allemagne où se trouvent le roi et le gouvernement. Des bruits font état d'un possible accord entre Turin et Vienne ou Turin et Madrid, et, dans les deux cas, Gênes pourrait être privée de la Corse et même d'une partie de son territoire continental. Le salut ne peut venir que d'une garantie anglaise.

AOÛT. Les assemblées génoises délibèrent sur une cession possible de la Corse. Elles envisagent de la donner, soit au roi de Sardaigne en échange du Monferrato, des Langhe et des provinces de Tortona et Novara, soit à la reine de Hongrie en échange d'une partie de la Toscane (dont le port de Livourne) et un morceau du Milanais.

6 SEPT. Gian Francesco Pallavicini, envoyé par Gênes auprès du camp anglais, arrive à Worms.

12 SEPT. Pallavicini obtient une audience de Carteret. Le ministre anglais se montre violent. Il ne veut plus parler de la Corse qui n'intéresse pas l'Angleterre et il est injurieux pour le gouvernement britannique de supposer qu'il a partie liée avec Théodore. Il refuse toute garantie et ne craint pas une cession de la Corse car personne n'oserait l'acheter sachant que l'Angleterre s'y oppose.

13 SEPT. Traité de Worms entre l'Angleterre, la maison d'Autriche et le royaume de Sardaigne. L'article dix est dirigé contre Gênes puisque Marie-Thérèse cède à Charles-Emmanuel les droits qu'elle peut avoir sur la marquisat de Finale, possession de la République.

15 NOV. A Tunis, Beaujeu convient d'un traité entre la Régence et la République de Corse.

8 DEC. Pasquale Paoli est promu sous-lieutenant.

1744

27 JANV. Un moine bénédictin, envoyé par Beaujeu auprès des chefs corses pour les mettre au courant de ses négociations, se trouve à Cagliari. Au lieu de passer en Corse, il se rendra à la Cour de Turin pour dévoiler sa mission.

27 FEVR. Lorenzo Mari, Doge de Gênes.

7 MARS. Charles-Emmanuel III charge Ossorio d'obtenir l'assentiment de l'Angleterre pour une levée de troupes en Corse. M. de Salis, père du ministre d'Angleterre chez les Grisons, ami de Théodore, a été chargé de présenter un plan de recrutement en accord avec l'ancien roi de Corse.

Début AVR. Newcastle donne l'accord de l'Angleterre pour la levée de troupes en Corse.

5 AVR. Pâques.

AVR. Théodore est dans les environs de Sienne, muni d'argent, protégé par le Grand-Duc. Il est en relations avec la Cour de Turin dont il sollicite l'appui pour son retour en Corse. Il se flatte d'avoir 6 à 7000 hommes à sa disposition et espère obtenir, pour les passer en Corse, les navires anglais stationnés à Villefranche si le roi de Sardaigne veut bien intervenir auprès de l'amiral Matthews, commandant des forces britanniques en Méditerranée.

12 MAI, " a 2 ore di notte ". Le Père Léonard, de Port-Maurice, des Mineurs réformés, arrive à Bastia. Il débarque le lendemain et se rend au couvent Sant'Angelo avant de rendre visite au gouverneur. Une nouvelle entrevue avec ce dernier aura lieu le 19. La mission du P. Léonard n'est pas seulement évangélisatrice mais, aussi, politique ; elle a été obtenue par le gouvernement génois qui compte sur le succès du célèbre prédicateur pour ramener les Corses à l'obéissance.

21 MAI. La mission du Père Léonard débute au couvent de Marana. Le 31 : Casinca. Le 14 JUIN : Casacconi. Le 29 : Orezza. Le 12 JUILL : Tavagna. Le 25 Rustinu. Le 8 AOUT Caccia. Le 23 Niolu. Le 4 SEPT : Corti. Le 20 : Vezzani. Le 4 OCT : l'Isulacciu di Fiumorbu. Le 8, à l'Isulacciu, il fait une chute qui interrompt sa mission. Le 18 OCT : Cervioni. Le 20 : il s'embarque aux Prunete di Campulori pour Bastia.

24 MAI. Croyant le moment venu de passer en Corse, Théodore écrit directement au marquis d'Ormea, ministre de Charles-Emmanuel, pour lui proposer un plan de débarquement. (Jusque là il avait communiqué avec Turin par l'intermédiaire de Mann et Villettes).

1er JUIN. Théodore demande à Ormea l'autorisation de lui envoyer Marcantone Giabiconi, colonel au service de Venise. Il sollicite pour celui-ci le grade de général-major à la tête d'un régiment corse au service du roi de Sardaigne.

JUIN. Entrée en scène du comte Dumenicu Rivarola, l'ancien consul d'Espagne à Bastia, qui jusque là habitait Livourne où il recrutait des Corses pour l'armée espagnole. Recommandé par le général Breitwitz et par Mann, il obtient l'appui du marquis de Gorzegno, collaborateur d'Ormea, pour former un régiment corse au service de Charles-Emmanuel. Il prend ainsi la place de Théodore dans les vues de la Cours de Turin.

8 JUIN. Rivarola, accompagné de Carlu Ristori, quitte la Toscane pour le Piémont.

24 JUIN. Consulte générale à Corti : les populations réaffirment leur fidélité à Théodore.

11 JUILL. A Turin, signature d'un contrat entre Lorenzo Bogino, premier secrétaire à la guerre du gouvernement de Turin, et D. Rivarola pour la levée d'un régiment de trois bataillons de 700 hommes.

1er AOUT. Charles-Emmanuel confère le grade de colonel avec le traitement annuel de 3720 livres piémontaises, plus une pension annuelle de 1280 livres à partir du jour de la formation des deux premiers bataillons.

3 AOUT. Le Sénat de Gênes fait imprimer les Concessions négociées par P.M. Giustiniani ; elles accordent les plus larges satisfactions aux revendications insulaires, mais il est trop tard : le sort de la

Corse est lié à la politique européenne.

3 AOUT. De Rustinu, le P. Léonard envoie un messenger au gouverneur pour l'informer de l'imminence de la révolte et lui dire qu'il est urgent de faire connaître les Concessions. Le gouverneur lui annonce la prochaine distribution des " Capitoli ".

16 AOUT. A Caccia, le P. Léonard reçoit le texte des Concessions que lui adresse le gouverneur. Il le commente longuement aux populations assemblées de Caccia et de Rustinu.

AOUT. Rivarola communique à Mann et à Villettes un projet de convention pour une aide de l'Angleterre aux Corses en échange d'un ou deux ports dans l'île (San Fiurenzu et Porti Vechju).

6 SEPT. A Corti, le P. Léonard commente les Concessions et déclare en état de péché mortel ceux qui le refuseraient. Il avait fait de même le 21 AOUT à Omessa.

SEPT. Beaujeu, venant de Tunis sur un vaisseau hollandais, arrive à Livourne. Sur la demande de la Cour de Turin, il est mis en prison où il restera jusqu'à sa mort en 1746.

18 NOV. Le P. Léonard quitte la Corse. Il avait provoqué de grands mouvements de ferveur religieuse, atténué les inimitiés et répandu les Concessions (dites " de Giustiniani ") sans réussir à gagner le cœur des Corses à la République.

Fin NOV. Le P. Léonard fait connaître au Doge et au Sénat génois les résultats de sa mission et leur expose les besoins de l'île " di truppe e di giustizia ".

1745

5 JANV. Michele Durazzo accepte du commissaire génois une patente de colonel.

AVR. Incidents graves entre Grecs et Corses. Les pieve d'Ornanu, Talavu, Cavru et Celavu interdisent la sortie d'Aiacciu aux 200 soldats grecs au service de la République.

18 AVR. Pâques.

1er MAI. Au traité d'Aranjuez (dirigé contre l'Angleterre), l'Espagne, la France et les Deux-Siciles garantissent l'intégrité de son territoire à la République de Gênes qui s'engage dans la guerre.

24 MAI. Mort du marquis d'Ormea. Le marquis Caretto di Gorzegno lui succède aux affaires étrangères et continue ses intrigues sur la Corse.

4 JUIN. Théodore met en garde la Cour de Turin contre le peu de crédit que D. Rivarola a auprès des Corses auxquels il a déjà promis l'aide de la France, de l'Espagne, de Massa, de Modena, du feu prince Ottaviani de'Medici et même de François Rakoczy, prince de Transylvanie. Il demande à être investi de la confiance de S.M. et propose de se rendre à Turin.

5 JUILL. Paulu Francescu Sari, de Bastia, capitaine au régiment corse au service du Piémont, et le Dr Angelo de'Bonis, Livournais originaire de Corse, viennent à Turin demander que Charles-Emmanuel accorde officiellement sa protection à la Corse. Les ministres leur conseillent de présenter un mémoire.

Nuit du 5 au 6 JUILL. Sari et Bonis sont reçus par Charles-Emmanuel. Ils lui présentent un projet d'expédition en Corse apte à soustraire l'île au joug génois et à la placer sous la protection de S.M. Ils conseillent de confier l'expédition à D. Rivarola et fournissent une liste des chefs les plus portés envers S.M. parmi lesquels : Gaffori, Giuliani, les frères Matra et Alessandrini. (le mémoire sera confié au comte de Saint-Laurent pour étude).

11 JUILL. Sari et Bonis sont informés que le Roi a décidé de prendre leur projet en considération et qu'il allait solliciter l'accord de ses alliés. Ils sont priés de se porter à Livourne pour prendre contact avec les chefs corses.

27 JUILL. D. Rivarola rédige un projet (peu différent de celui de Sari et Bonis) pour mettre la Corse sous la domination de Charles-Emmanuel.

27 JUILL. Mann met en garde Gorzegno contre les menées de Théodore et recommande à nouveau le

comte Rivarola.

Début AOÛT. La vendetta ayant repris ses droits devant l'impuissance de la justice génoise et l'absence d'un gouvernement corse, des notables décident la formation d'une junte chargée de rétablir la paix dans la Terre du Commun. Trois sujets sont désignés pour diriger une association d'hommes de bonne volonté, ou paceri : l'abbé Gnaziu Venturini, président, Ghjuvan Petru Gaffori et Aleriu Francescu Matra, assesseurs, avec le titre de Protecteurs de la Patrie.

8 AOÛT. Le commissaire Giustiniani informe les assemblées génoises de la naissance d'une nouvelle révolte sous couvert d'une organisation de justice.

18 AOÛT. Le mémoire de Rivarola est présenté à Charles-Emmanuel (qui se trouve à Alexandrie de la Paille à la tête d'un corps d'armée) par Lorenzo Clerico, secrétaire aux affaires extérieures et grand ami du comte. Le roi promet d'en référer au Cours de Londres et de Vienne avant de donner son accord pour lequel il est décidé.

20 AOÛT. Les paceri, qui oeuvrent pour la paix en Casinca, convoquent une consulte à Orezza pour y prendre toutes décisions propres à éteindre les inimitiés. Les meurtres, insultes, et autres délits commis avant la consulte seront également punis avec la plus grande sévérité.

29 et 30 AOÛT. Consulte au couvent d'Orezza, tenue malgré l'interdiction du commissaire. Elle décide d'une tournée des paceri, assistés d'hommes en armes, pour obtenir ou imposer l'extinction des inimitiés. Cette tournée aura un plein succès.

5 SEPT. Les pieve d'Ampugnani et Casacconi, pourtant présentes à l'assemblée d'Orezza, se désolidarisent des autres pieve. Elles désignent leurs propres paceri et se déclarent opposées à ceux qui voudraient susciter des troubles contre la République.

SEPT. Gaffori, qui vient de terminer sa tournée, pénètre dans Corti avec 400 hommes en armes avant leur dislocation. Ils sont reçus à coups de fusil par le commandant de la citadelle qui se croit attaqué. Avec l'intervention du podestà, l'incident n'aura pas de suites.

20 SEPT. Une frégate anglaise quitte Livourne pour transporter en Corse cinq officiers du régiment Rivarola chargés de préparer les Corses à un débarquement.

21 SEPT. Conférence, à Turin, entre le comte Saint-Laurent, pour Charles-Emmanuel, et M. de Villettes, pour Georges III, sur l'intérêt d'une expédition en Corse. L'opération est jugée aisée et utile mais ils rejettent l'idée d'une annexion : il faut aider la Corse à recouvrer sa liberté, obtenir pour les alliés des franchises dans les ports de l'île, puis encourager les Corses à se soumettre de plein gré au roi de Sardaigne. (Cette conférence a été certainement suivie d'une réunion à trois avec le comte de Richécourt, pour Marie-Thérèse).

26 et 27 SEPT. Une consulte au couvent de Caccia confirme la mission des paceri et condamne les partisans de la République.

## VIII. INTERVENTION DU ROI DE SARDAIGNE

2 OCT. Proclamation de Charles-Emmanuel III promettant aide et protection aux Corses, en son nom et au nom de la coalition anglo-austro-sarde. C'est une déclaration de guerre à la République de Gênes.

3 OCT. Commentaires diplomatiques de la Cour de Turin à ses ambassadeurs à Londres, à Vienne et à la diète de Francfort sur la proclamation de la veille ; le Roi n'a pas commis " l'odiosité " d'exciter une révolte de sujets contre leur souverain puisqu'ils étaient déjà en rébellion ; il n'a pas promis absolument aux Corses de les tirer de la domination génoise, mais il s'est engagé à assurer leur tranquillité par un traité de paix.

12 OCT. Le comte Rivarola quitte Livourne pour la Sardaigne avec les Corses qui avaient accepté de le suivre.

15 OCT. Le vice-amiral G. Rowley, commandant des forces anglaises en Méditerranée (et qui a reçu l'ordre de rentrer en Angleterre ordonne au commodore Townshend de se mettre aux ordres de Rivarola pour effectuer et soutenir un débarquement en Corse.

OCT. Les troupes françaises et espagnoles, renforcées par des effectifs génois, progressent en Italie malgré la forte opposition du roi de Sardaigne, à la tête de 25 000 hommes, et du comte de Schulenburg avec un nombre presque égal d'Autrichiens. En même temps, le roi de France conquiert la Flandre et le roi de Prusse remporte de nouveaux succès.

20 OCT. Par ordre du comte de Saint-Laurent il est payé à Sari et à Bonis 400 sequins pour les rembourser des dépenses du voyage et autres frais.

23 OCT. Rivarola débarque à Oristano. Suivi par ses officiers, il se rend, par voie de terre, à Cagliari, pour conférer avec le vice-roi de Sardaigne au sujet de l'expédition de Corse.

25 OCT. Arrivée à Bastia de Stefano de'Mari, commissaire général en remplacement de Giustiniani. Visconte de negro remplace Seproni à Aiacciu.

26 OCT. L'amiral Rowley informe S.M. sarde que toutes dispositions sont prises avec Rivarola pour que la flotte anglaise débarque et assiste le comte.

30 OCT. La flotte anglaise quitte Cagliari pour la Corse avec Rivarola et sa suite.

2 NOV. La flotte jette l'ancre devant les côtes de la Balagna. Rivarola envoie des officiers à terre avec des lettres.

3 NOV. Rivarola débarque et convoque une consulte des habitants de la Balagna.

9 NOV. Consulte à Spiluncatu. Les participants sont nombreux mais peu enthousiastes.

15 NOV. Rivarola, qui a soulevé le Nebbiu et les Costere, établit son camp à San Brancaziu.

16 NOV. La flotte anglaise, sous les ordres de Townshend, se présente devant Bastia.

17 NOV. Au camp de San Brancaziu, les provinces du Nebbiu et de la Balagna, les pieve de Talcini, Niolu, Ortu (Biguglia, Petrabugna) et Costere, ainsi que quelques habitants de la Terre du Commun, élisent général, avec les pouvoirs civils et militaires, le comte Dumenicu Rivarola. Celui-ci commande alors la marche vers Bastia pendant que Townshend exige, au nom de son roi, la reddition de la ville. Dans la soirée, Mari ayant refusé de remettre Bastia aux agresseurs, Townshend fait ouvrir le feu et bombarde la ville pendant 17 heures.

18 NOV. Par suite du mauvais temps, la flotte se retire pour ne pas être drossée à la côte. La municipalité demande au commissaire génois de capituler pour éviter la destruction totale de la ville. Mari refuse de le faire personnellement mais lui remet la citadelle et quitte la ville.

NUIT du 18 au 19 NOV. Mari, ses officiers et la plus grande partie de ses soldats, quittent Bastia par mer et se rendent à Aiacciu. Dès son arrivée, le commissaire organise la résistance à l'envahisseur. Il recrute dans les pieve (seule celle du Talavu, commandée par Deziu, de Pallega, oppose un refus) 15 compagnies de 60 hommes dans lesquels L. Ornano et Petru Cuneo acceptent le grade de lieutenant-colonel. Peu de temps après, M. Fozzano accepte le même grade à la tête de la Rocca. Ils seront congédiés après quelques mois.

21 NOV. Bastia accepte de capituler et se place sous la protection de S.M. sarde et de ses alliés.

Venturini, Gaffori et Matra, à la tête de la Terre du Commun, se joignent à Rivarola. (Les maladdresses de ce dernier, qui veut l'exclusivité dans le commandement, vont faire se dresser les Protecteurs contre lui).

21 NOV. La flotte anglaise arrive à Livourne pour se ravitailler et réparer les avaries causées par les canons de la citadelle de Bastia.

22 NOV. Rivarola et ses troupes pénètrent dans Bastia.

23 NOV. De Casale, le maréchal de Maillebois signale au comte d'Argenson, secrétaire d'Etat à la guerre, le danger qu'il y aurait à laisser les Anglais s'installer à San Fiurenu.

24 NOV. Rivarola informe la Cour de Turin du succès de son entreprise. Il demande une aide en argent



et en munitions et l'assistance de la flotte britannique pour faire la conquête d'Aiacciu, Bonifaziu et Calvi.

25 NOV. La flotte anglaise est de retour à Bastia. Townshend a une conférence avec les chefs corses (qu'il essaie de réconcilier) et accepte de participer à la prise d'Aiacciu.

29 NOV. Une circulaire de Rivarola annonce la prise de Bastia, San Pelegrinu et la Padulella aux habitants de la Balagna et leur commande de faire le blocus de Calvi, Algaiola et l'Isula Rossa.

1er DEC. A Gênes, l'Eccellentissima deputazione di Corsica délibère sur les moyens de conserver la Corse et propose aux assemblées, qui acceptent, de pourvoir à la défense d'Aiacciu, Calvi et Bonifaziu, et de mettre à prix la tête de Rivarola.

DEC. Lettre de Rivarola à L. Ornano pour l'informer de son intention de s'emparer de Calvi et Aiacciu et lui demander de conserver le Delà-des-Monts au service de la Patrie.

DEC. Les désaccords s'aggravent entre Rivarola et les autres chefs. Rivarola quitte Bastia pour San Fiorenzu.

10 DEC. Mann écrit à Rivarola qu'il a ordonné à l'amiral anglais de rester à son service.

12 DEC. Dans une lettre à Townshend, les Protecteurs accusent Rivarola d'abuser d'un pouvoir usurpé, dénoncent son tempérament agité et inquiet, etc. La veille, Rivarola, Venturini, Gaffori et Matra avaient signé une circulaire pour commander l'organisation militaire des pieve.

13 DEC. Lettre de Protecteurs à Gorzegno dans les mêmes termes que la lettre à Townshend.

14 DEC. Rivarola demande à Gorzegno d'envoyer un sujet apte à régler les différents qui l'opposent aux chefs insulaires.

DEC. Townshend réunit les chefs Corses à San Fiorenzu et obtient un accord provisoire ; Gaffori restera à Bastia ; Matra, à la tête de toutes les troupes corses, marchera sur Aiacciu ; Rivarola, après la prise d'Aiacciu, attaquera Calvi.

24 DEC. Lettre de Charles-Emmanuel à Rivarola : le Roi se réjouit de la prise de Bastia ; il espère que l'entreprise donnera une pleine liberté à la Corse, ce qui est l'unique objet de sa protection, sans avoir jamais pensé à acquérir un droit quelconque pour lui-même.

25 DEC. Attendant manqué contre le président Venturini.

30 DEC. L. Ornano attaque A.F. Matra qui était à Vivariu avec 6000 hommes et l'oblige à se retirer.

Fin 1745. Sur le continent italien, Français et Espagnols sont maîtres de tout le pays qui entoure la République de Gênes.

1746

Début 1746. Pierre-Paul de Guymont succède à M. de Jonville comme envoyé français à Gênes.

3 JANV. A Vienne, édit de Marie-Thérèse rédigé dans le même sens que celui de Charles-Emmanuel.

JANV. Des navires anglais surveillant constamment le golfe d'Aiacciu.

6 JANV. Anton Dumenicu Guagno, au nom de Rivarola, ordonne à la province de Vicu de s'armer pour aller attaquer Aiacciu.

8 JANV. Rivarola et Gaffori demandent à Deziu, de Palleca, de rassembler le plus possible de combattants pour une prochaine attaque d'Aiacciu.

9 JANV. Charles-Emmanuel concède à Townshend, sur sa demande, un ordre de rappel de Rivarola. Cet ordre ne sera pas utilisé.

JANV. Matra passe le col de Verde avec 700 hommes et reçoit des renforts d'Olmetu. Les Talavesi lui demandent de se retirer.

16 JANV. les Bastiais et les habitants de Ville, Lota et Cardu réclament la destitution de Gaffori et son

remplacement, à la tête de la ville, par Bastianu Colonna Ceccaldi.

21 et 22 JANV. Rivarola, puis Gaffori, quittent Bastia.

( ? ). Les habitants de la Balagna, assemblés à Marcassu, élisent leur propre général : Ghjuvan Tumasgiu Giuliani.

Fin JANV. A Calvi, Mari fait arrêter Mgr. Mariotti, accusé d'être en relations avec les chefs corses. L'évêque est envoyé dans les prisons de Gênes.

Début FEVR. Les Bastiais refusent l'entrée de la ville à Matra et Rivarola.

5 FEVR. Rivarola et une quarantaine de chefs corses demandent au roi de Sardaigne un secours de 25 000 sequins. La lettre est interceptée par les Génois.

15 FEVR. A Bastia, révolte populaire conduite par le patron de barque Francescu Patrimonio. Le drapeau génois est hissé sur la citadelle. 32 notables, accusés de connivence avec Rivarola, sont arrêtés. Une délégation est envoyée auprès du commissaire Mari, à Calvi, puis à Gênes.

FEVR. Matra, Ceccaldi et Rivarola font le siège de Bastia.

20 FEVR. Impression d'un tract par lequel les Génois se décident enfin à répondre aux édits de Charles-Emmanuel et de Marie-Thérèse et menacent de sévères châtiments les Corses qui y prêteraient foi.

1er MARS. Mari leur ayant demandé de lui remettre les prisonniers, les Bastiais écrivent aux assemblées génoises de leur épargner ce déshonneur.

3 MARS. Gian Francesco Maria Brignole, Doge de Gênes.

9 MARS. F. Patrimonio, qui s'est rendu à Gênes à la tête de la délégation bastiaise, fait savoir que les secours en vivres et en munitions sont à Capraia prêts à être envoyés à Bastia, mais que la République réclame des otages et qu'il serait bon de lui remettre les prisonniers pour en tenir lieu. Le gouvernement lui a assuré qu'aucune sanction ne sera prise contre eux pour leur action passée.

Nuit du 13 au 14 MARS. Furieux assauts, en cinq points différents, contre Bastia qui repousse toutes les attaques.

20 MARS. La population bastiaise, poussée par Matteu Mattei, envoie 26 prisonniers à Gênes sans attendre la garantie promise par Patrimonio.

29 MARS. Après avoir été retenus à Capraia par la tempête, les 26 prisonniers sont débarqués à Gênes.

Début AVR. Matra s'étant retiré, Rivarola maintient difficilement le blocus de Bastia. A Calvi, le commissaire Mari fait embarquer, pour Bastia, le marquis Giovan Angelo Spinola avec des troupes.

9 AVR. Le roi de France fait imprimer une " déclaration en faveur des Corses fidèles à la République de Gênes et contre ceux qui cherchent à se soustraire à sa domination ".

10 AVR. Pâques.

10 AVR. Les Bastiais font une sortie en force ; Rivarola doit se retirer.

25 MAVR. De San Fiorenzu, Rivarola écrit aux ministres des puissances protectrices pour les informer que l'ardeur des Corses tiédit du fait qu'elles n'ont envoyé aucun secours important.

3 MAI. Un chebec anglais, venant de Livourne, apporte de nombreuses copies imprimées de l'édit de Marie-Thérèse.

6 MAI. A Gênes, les prisonniers du 15 février passent en jugement : le lendemain, 5 sont décapités et 5 sont pendus ; quelques uns sont morts, d'autres mourront en prison, huit seront remis en liberté le 15 DEC.

6 MAI. Le duc de Newcastle écrit au vice-amiral Medley, commandant la flotte en Méditerranée, que l'Amirauté anglaise décide de retirer ses bateaux de l'entreprise de Corse ; jugeant celle-ci peu profitable aux intérêts britanniques et dangereuse pour l'escadre. (Cette décision a été prise après un rapport de Medley qui s'était plaint des désaccords entre les chefs corses et, spécialement, de Rivarola).

25 MAI. Dans une lettre à Medley, la Cour de Turin, sans contester les raisons de l'Amirauté, se dit

mortifiée de la décision de retirer la flotte des eaux de Gênes. Elle estime que l'honneur et la conscience exige d'en informer le peuple corse. En même temps, Gorzegno demande à Mann d'informer les insurgés et d'arranger, avec l'amiral Townshend, le transport des chefs qui voudraient s'exiler.

JUIN. Théodore est à Livourne, bien reçu par Mann et par le prince de Craon, président du conseil de régence de Toscane. Il est toujours en faveur auprès de François de Lorraine et même de la Cour de Vienne.

23 JUIN. Le commandant de la citadelle de Corti, assiégé depuis longtemps par Gaffori, obtient 12 jours de trêve avant capitulation. Les honneurs de la guerre lui seront accordés.

25 JUIN. Rivarola, Gaffori et Matra mettent les Bastiais au ban de la Nation et commandent le renforcement du blocus.

7 JUILL. Gaffori prend possession de la citadelle de Corti.

9 JUILL. Mort de Philippe V. Dès lors, l'Angleterre songe à négocier une paix séparée avec Madrid, et ses alliés craignent qu'elle ne donne son accord pour une cession de la Corse à l'infant Don Philippe.

JUILL. A Corti, consulte des responsables (Rivarola est absent). Ils déclarent la Corse indépendante sous la direction d'un gouvernement national : Venturini, président, Rivarola, Gaffori et Matra, protecteurs, assistés d'un Conseil suprême de 12 membres.

JUILL. Mann informe Rivarola de la décision de l'Amirauté anglaise et lui offre un bâtiment pour quitter la Corse. Rivarola refuse et envoie, auprès des alliés, son neveu l'abbé Luigi Zerbi, de Bastia, et le capitaine Luri.

19 JUILL. Les chefs corses renouvellent aux gens du Capicorsu l'interdiction de commercer avec Bastia et demandent des otages.

JUILL. Zerbi et Luri passent à Florence. Mann tente de les dissuader de poursuivre leur voyage mais leur accorde finalement un passeport.

24 JUILL. Zerbi et Luri, arrivés à Quartiziola, Q.G. sarde, remettent un mémoire des chefs corses qui demandent : l'assistance de la flotte britannique et des galères sardes ; le financement d'un bataillon corse de 1500 hommes pour attaquer les places du côté terre ; l'envoi d'un bataillon de troupes régulières pour la garde des places conquises ; un sujet, agréé par les alliés, pour administrer les dépenses de guerre ; du sel, des munitions et de l'artillerie avec des servants.

25 JUILL. Gorzegno, Richecourt et Villettes examinent les demandes des Corses et les rejettent. Les nécessités de la guerre maritime et de la campagne de Lombardie motivent leur refus. Seule, la Cour de Turin est disposée à protéger les Corses et Gorzegno promet de donner des ordres pour que des provisions soient envoyées de Sardaigne.

10 et 11 AOUT. Consulte à Sant'Antone di a Casabianca (encore une fois Rivarola est resté à San Fiorenzu) : on y prend des dispositions pour continuer la guerre.

AOUT. Défaites françaises et espagnoles en Italie. Autrichiens et Piémontais se préparent à envahir la République de Gênes que les escadres anglaises tiennent bloquée.

AOUT. Alors que les Bastiais avaient entamé des négociations avec les assiégeants pour une reddition de la ville, Mari y débarque à l'improviste et arrête les pourparlers.

24 AOUT. Marche générale sur Bastia.

2 SEPT. Après avoir dévasté les cultures et coupé les arbres fruitiers, les Corses cessent les hostilités autour de Bastia et rentrent chez eux.

( ? ). Nuceta, Ruspigliani, Antisanti, Vezzani, U Petrosu, Ghisoni, Vivariu et le Fiurmorbu refusent de payer les tailles au gouvernement national.

7 SEPT. Les Génois, vaincus, ouvrent leur ville aux troupes autrichiennes. La capitulation a été signée la veille. La République, taxée à 24 millions de livres, est complètement ruinée. Les Autrichiens libèrent Antone et Nicolò Rivarola, fils de Dumenicu, dans les prisons génoises depuis plus d'un an. Antone,

étudiant à Sienne, était venu à Oletta pour y chercher son frère. Ils furent faits prisonniers, sur un petit bateau toscan avec patente anglaise qui les ramenait à Livourne.

12 SEPT. De retour à Calvi après avoir confié Bastia à Giovan Angelo Spinola, Mari adresse un mémoire aux assemblées génoises : il insiste sur l'impossibilité de gagner l'affection des Corses et propose, une nouvelle fois, des méthodes sournoises pour semer la division ; il demande d'avoir recours aux alliés pour régler le problème corse.

17 SEPT. Supplique de Giovan Maria Lomellini, des comtes palatins de Lomellina, aux alliés anglo-austro-sardes, pour obtenir la restitution de ses fiefs de Balagna que la République lui a ravis.

10 OCT. Mann intervient auprès de Gorzegno pour que S.M. sarde et le marquis de Botta reçoivent Théodore. Il obtient satisfaction.

14 OCT. Arrivée d'un bateau, chargé de sel et de munitions, envoyé par le vice-roi de Sardaigne (des secours arrivaient ainsi de temps en temps).

13 et 14 NOV. Consulte à Orezza : des mesures sont prises pour améliorer le gouvernement de l'île et châtier les traîtres ; l'assemblée condamne la dispersion d'autorité entre les chefs qui habitent en des endroits différents et, pour y remédier, donnent la primauté au Conseil suprême.

17 NOV. Assisté par quatre vaisseaux anglais, Rivarola occupe Terravechja di Bastia.

30 NOV. Gênes, qui a payé les deux tiers de sa contribution de guerre et demandé grâce pour le tiers restant, s'entend répliquer que non seulement il fallait payer les 8 millions de livres mais aussi presque autant pour les troupes d'occupation.

5 DEC. Les Génois se révoltent. En quelques jours les Autrichiens sont chassés de la ville.

30 DEC. Gênes lance un appel aux Corses pour accroître ses forces militaires. Elle concède le pardon pour délits politiques ou autres à ceux qui s'engageront à la servir pendant trois ans.

Fin 1746. Premières conférences de Breda : l'Angleterre tente d'obtenir de l'Espagne une paix séparée : le représentant de Georges II a pour mission d'offrir la Corse à Don Philippe.

Vers 1746. Au cours d'un voyage à Malte, Francescu Antone di Natale, notable corse, et Fabrizio Grech, chargé des relations extérieures de Malte, forment le projet d'assujettir la Corse au Grand-Maître de l'Ordre. Francescu Antone entreprend plusieurs voyages à Livourne, à Turin, en Sardaigne et en Corse où il consulte les responsables insulaires. Il s'abouche, en particulier avec Francescu Maria Colonna da Bozi, qu'il met dans la confiance. La mort de Francescu Antone, à Livourne, met fin aux tractations.

1747

JANV. Théodore est à Florence, dans la misère, oublié des Corses. Il espère encore en la Cour de Vienne à laquelle il a exposé des plans.

JANV. Le marquis de Puysieux est nommé ministre des affaires étrangères de France.

8 FEVR. Consulte au couvent de Casinca. Les procureurs des pieve élisent une commission chargée d'examiner l'administration des chefs, composée de G. Aitelli, piuvanu du Borgu, de Ghjanfrancescu Bernardi, d'Ortiporiu, de Lisandru Vinciguerra, de Loretu, et de Bartulumeu Zuccarelli, de Corti.

3 MARS. Le Conseil suprême met en garde le Nebbiu et le Capicorsu contre les agissements d'éléments pro-génois et annonce l'envoi de troupes pour rétablir l'autorité du gouvernement national.

MARS. Formation, Florence, du régiment de Marine (colonel le grand-duc François) destiné à conquérir la Corse pour le compte de Marie-Thérèse avec l'aide de la flotte britannique et, peut-être, le concours de Théodore.

2 AVR. Pâques.

20 AVR. Consulte à Orezza. Les délégués tentent de recréer l'union nationale en offrant le pardon au Fiumorbu et à son chef Martinetti, en accédant à la demande du Capicorsu de ne pas envoyer de troupes et en lançant un appel au Delà-des-Monts. Rivarola et Giuliani sont chargés de se rendre auprès des puissances protectrices.

30 AVR. Trompant la surveillance de la flotte anglaise, le duc de Boufflers réussit à s'introduire dans Gênes où il se met à la tête de 5000 Français et 3000 Génois.

3 MAI. De San Fiurenzu, lettre de Rivarola à la Cour de Turin pour demander l'autorisation de venir personnellement sur place plaider la cause corse. L'autorisation ne sera pas donnée.

10 MAI. Francescu Maria Colonna, envoyé par Rivarola et les autres chefs, convoque une consulte des populations du Delà.

21 MAI. Consulte au couvent d'Ornanu. Les partisans de la République n'y assistent pas. Les participants sont divisés, les uns tenant pour la Nation, les autres pour la neutralité.

2 JUILL. Mort de Boufflers. - Les Autrichiens commencent à lever le siège de Gênes.

7 JUILL. Rivarola attaque Bastia, occupe Terravechja, mais ne réussissent pas à s'emparer de la citadelle.

9 JUILL. Rivarola informe la Cour de Turin de son entrée dans Bastia et demande des secours.

20 JUILL. 800 hommes des troupes génoises de Corse arrivent à Gênes.

31 JUILL. Domenico Maria Saporito, né à Monterosso (Gênes), est nommé évêque de Mariana en remplacement d'A. Saluzzo, décédé.

1er SEPT. Note de Charles-Emmanuel au chevalier Ossorio : agir auprès de la Cour de Londres pour qu'elle accorde à Rivarola le concours de la flotte, afin de l'aider à s'emparer de la citadelle de Bastia. Le roi indique que les raisons qui avaient fait partir la flotte anglaise : utilisation sur un autre théâtre d'opérations et mésentente entre les chefs insulaires, n'existent plus. Il fait ressortir la nécessité d'enlever cette escale aux vaisseaux français et espagnols.

1er SEPT. Le marquis de Bisay, qui succède provisoirement à Boufflers, envoie 500 soldats à Bastia (300 Génois, 100 Français, 100 Espagnols) sous les ordres du colonel Choiseul-Beaupré.

5 SEPT. Choiseul-Beaupré débarque à Bastia et attaque Rivarola qui est obligé de se réfugier à San Fiurenzu.

Nuit du 8 au 9 SEPT. Rivarola est assiégé par 1500 hommes sous les ordres du commissaire Mari, en personne.

12 SEPT. Mari donne l'assaut à San Fiurenzu et échoue. Il fait lever le siège avant l'arrivée de Giuliani avec des renforts.

SEPT. Théodore quitte la Toscane pour la Westphalie.

27 SEPT. Le lieutenant-général Louis-François-Armand de Vignerot du Plessis, duc de Richelieu, chargé du commandement des troupes alliées à Gênes, rejoint son poste avec de nouvelles troupes et de l'argent. La Cour de Madrid ayant aussi envoyé 3000 hommes, Gênes se trouve protégée de l'intérieur, pendant qu'à l'extérieur le maréchal de Belle Isle, par la prise du comté de Nice, tient en respect Autrichiens et Piémontais.

8 OCT. Choiseul-Beaupré est de retour à Gênes.

( ? ). L'amiral Byngh fait partir de Livourne, pour San Fiurenzu, le capitaine Stepney avec deux bateaux.

16 OCT. Les vaisseaux anglais arrivent à San Fiurenzu. Un conseil des chefs de la Nation se réunit aussitôt pour étudier une action combinée des insulaires et des nations protectrices. Rivarola et Giuliani décident de partir pour la Cour de Sardaigne.

19 OCT. Rédaction d'un mémoire adressé au ministre Gorzegno, signé par les cinq chefs corses qui demandent des troupes régulières, de l'argent pour les troupes nationales, de l'artillerie et l'assistance de la flotte anglaise.

20 OCT. Lettres de créance, signées Venturini, Gaffori et Matra, accréditant Rivarola et Giuliani auprès des Cours de Turin, Vienne et Londres.

22 OCT. Rivarola et Giuliani s'embarquent sur un bateau britannique. Ils arrivent à Turin au début de novembre.

12 NOV. Mgr. Saporito prend possession de son poste.

18 et 19 NOV. Un mémoire contenant les dispositions de S.M. sarde en faveur des Corses est adressé aux ministres de Londres et de Vienne.

( ? ). Un rapport de Mann à son gouvernement est favorable aux demandes corses.

( ? ). L'archiprêtre Orto débarque à Bastia, venant de Gênes : le duc de Richelieu l'a chargé de prendre contact avec les insurgés pour les inciter à préparer des négociations avec la République sous peine d'éprouver le dédain et les armes du roi de France. Mari, qui espérait obtenir le même résultat sans l'intercession de la France, mettra des entraves à la mission de l'archiprêtre.

4 DEC. Rapport de Villettes au duc de Newcastle sur la nécessité d'occuper la Corse et Capraia au nom de Georges II, afin d'empêcher Français et Espagnol d'envoyer des renforts à Gênes. C'est aussi l'avis de l'amiral Byngh.

11 DEC. Ayant appris que des Corses, conseillés par Mari, avaient convoqué une assemblée chargée de désigner des députés pour négocier avec Gênes ; Gaffori ordonne une marche sur Orezza où devait se tenir la consulte.

12 DEC. Consulte à Orezza. Les participants se dispersent sans attendre l'arrivée des Nationaux.

28 DEC. Giuliani revient de Turin avec un fils du comte Rivarola. (Rivarola s'est rendu à Vienne).

1748

1er JANV. Le comte d'Argenson signale au duc de Richelieu l'importance de la Corse, et de Calvi en particulier, pour la protection des convois français. Il l'autorise à y envoyer des secours en cas de besoin mais, auparavant, il convient d'engager la République à envoyer des munitions de guerre et de bouche dans Calvi.

13 JANV. Instructions de Puyzieux à Richelieu pour la mise en défense de Calvi.

JANV. Le roi de France accorde un subside supplémentaire de 1400 mille livres à la République dont 100 mille son adressées au commissaire Mari par l'intermédiaire de Bertellet, consul de France à Livourne.

29 JANV. Nouveau rapport de Villettes à Newcastle pour une occupation de la Corse en accord avec Turin et Vienne et après entente avec les insulaires.

5 au 7 FEVR. Consulte à Muratu. Discours d'ouverture de Giuliani qui fait connaître l'accord de Charles-Emmanuel sur les demandes des Corses et met en garde ses compatriotes, qui sont plus dangereux que les ennemis. La consulte décide d'une taxe pour entretenir un escadron volant, nomme un Magistratu de six membres chargés des causes civiles, demande au pape d'intervenir pour la libération de Mgr Mariotti, interdit le commerce avec Bastia et confisque des biens ecclésiastiques et ceux des traîtres.

29 FEVR. A Turin, signature d'une convention par laquelle le roi de Sardaigne et l'Impératrice - en son nom, le général comte Brown, commandant suprême en Lombardie - s'engagent à envoyer en Corse des troupes, de l'artillerie et de l'argent.

6 MARS. Cesare Cattaneo, Doge de Gênes.

11 MARS. Mémoire secret de Grech au bailli de Froullay, représentant, à la Cour de Versailles, de Mancel Pinto de Fonseca, le grand-maître de l'Ordre de Malte : le royaume de Corse devrait envoyer des députés au congrès d'Aix la Chapelle et demander qu'on leur donnât un prince neutre ; on en viendrait alors à penser tout naturellement au Grand-Maître... qui aura, au Congrès, un ambassadeur

extraordinaire chargé de suivre le projet.

14 MARS. Nouvelles recommandations de Puysieux à Richelieu sur l'intérêt de conserver Calvi.

26 MARS. Richelieu tente une attaque sur Savona où se prépare une expédition anglo-austro-sarde pour la Corse. Echec.

1er AVR. Richelieu fait partir M. de Fontète, capitaine au régiment de Queroy, pour inspecter Calvi, Aiacciu, Bonifaziu et Capraia, connaître leurs moyens de défense et leurs besoins. (Il enverra également l'ingénieur Verrier pour examiner l'état des fortifications).

6 AVR. Richelieu commence l'embarquement de 500 soldats destinés aux garnisons de Capraia, Calvi et Aiacciu. Le commandement de Calvi est confié, à M. de Varignon, lieutenant-colonel du régiment de Provence, assisté de Fontère. (Ces troupes n'arriveront en Corse qu'en MAI).

12 AVR. Décès, à Turin de Dumenicu Rivarola.

14 AVR. Pâques.

18 AVR. Edit du Conseil suprême pour l'administration de la justice, le paiement de la taxe prévue à Muratu et contre ceux qui distribueraient des tracts par lesquels la République promet faveurs et titres aux Corses qui veulent entrer à son service.

30 AVR. Signature, à Aix la Chapelle, des préliminaires de paix entre la France, l'Espagne et la Hollande. Il y est stipulé que la République de Gênes conservera ses possessions de 1740. (Théodore aurait essayé d'y faire valoir ses droits).

1er MAI. Trois bataillons savoyards et un bataillon allemand quittent Savona pour la Corse sous la protection de la flotte anglaise. A leur tête, le chevalier Giovanni Secondo Canale di Cumiana, brigadier des armées du roi de Sardaigne, colonel du régiment d'Asti.

3 MAI. Les Austro-Sardes débarquent à San Fiorenzu.

5 MAI. Ordonnance de Cumiana sur les rapports de ses troupes avec la population, en ce qui concerne le ravitaillement.

7 MAI. Conseil de guerre, à San Fiorenzu, entre Cumiana et les chefs corses. Ils décident d'attaquer Bastia.

MAI. Anton Francescu Colonna, poussé par sa sœur Bianca Rossi, soulève le Talavu.

16 MAI. Cumiana et les chefs corses font le siège de Bastia.

17 MAI. A.F. Colonna informe les populations du Delà qu'il a été élu général par le Talavu (Peretti conteste la validité de l'élection) et les invite à le reconnaître comme tel. Il convoque une consulte au couvent d'Istria.

MAI. Richelieu prépare hâtivement une expédition en Corse et, en attendant l'embarquement des troupes, envoie M. de Pédemont, lieutenant-colonel du régiment de Nivernais, à Bastia avec 10 000 livres et un manifeste. Pédemont se charge de ranimer l'ardeur chancelante des Bastiais, de consolider les fortifications et de recruter une troupe de 300 hommes.

## IX. DEUXIEME INTERVENTION FRANCAISE

22 MAI. Le marquis de Cursay, colonel du régiment de Tournaisis, s'embarque à Gênes pour introduire 400 soldats dans Bastia. Claude-François de Chauvelin, envoyé extraordinaire à Gênes lui a donné pour mission de conserver les places maritimes, d'animer le parti fidèle et d'intimider les rebelles au nom du roi de France, sans parler de les soumettre à la République.

23 MAI. Cumiana fait suspendre le bombardement de Bastia et somme la ville de se rendre. G.A. Spinola refuse.

26 MAI. Sortie désespérée des Bastiais. Cumiana lève le siège.

27 MAI. A Muru, grida du Magistratu de la Balagna contre les manifestes génois et les lettres qu'ils

envoient à des particuliers pour enrôler des Corses dans leur armée.

29 MAI. M. de Cursay et les Franco-Espagnols débarquent à Bastia.

30 MAI. Gaffori et Matra donnent l'ordre - qui sera peu suivi - aux communautés du Capicorsu d'envoyer un député à San Fiorenzu.

2 JUIN. (?) Consulte à Istria. L. Ornano y assiste et porte la contradiction à Colonna que l'assemblée refuse de le reconnaître comme général.

( ? ). Gaffori se rend à Turin demander de nouveaux secours. Les ministres sardes se refusent à tout engagement tant qu'il ne sera pas mandaté régulièrement par les communautés.

6 JUIN. Matra et Giuliani renouvellent l'ordre donné la semaine précédente au Capicorsu avec menace de sévir contre ceux qui ne l'exécuteraient pas. Nouvel insuccès.

10 JUIN. Proclamation de Cursay : il n'est pas venu pour faire la guerre aux Corses, mais en protecteur et en médiateur ; cependant il marchera contre ceux qui ne respecteront pas la volonté du roi de France.

16 JUIN. Les corporations bastiaises, craignant le retour des exilés sous couvert d'un pardon offert par Cursay, demandent à la République d'en proclamer l'interdiction.

17 JUIN. Le Magistratu de Bastia donne son avis favorable à la requête des corporations et prie le commissaire-adjoint de la transmettre aux assemblées génoises.

25 JUIN. Cursay fait attaquer la Padulella, vaillamment défendue par Dumenicu Antone Battisti, et réussit à s'en emparer.

28 JUIN. Le marquis Doria, plénipotentiaire de la République, signe les préliminaires de paix rédigés le 30 AVR. par les ministres de France, d'Espagne et des Etats généraux. La Cour de Vienne les avait acceptés le 27 MAI et celle de Turin le 31 MAI.

1er JUILL. Lettre au bailli de Froullay : malgré les décisions prises à Aix-la-Chapelle, le Grand Maître pense que la République pourrait entrer en pourparlers avec lui pour la cession de la Corse, comme elle a tenté d'autres fois de le faire.

4 JUILL. La municipalité de Bastia déclare déchu du droit de citoyenneté les Bastiais qui ont participé à la rébellion. A l'avenir, elle refusera ce droit aux Corses de l'intérieur.

8 JUILL. Les Français tentent en vain de surprendre Barbaghju.

12 JUILL. Les français occupent Nonza et Olmeta di Capicorsu.

26 JUILL. Les Français sont chassés de Nonza.

( ? ). Les chefs corses s'emploient à obtenir des procurations pour Gaffori.

28 JUILL. Mémoire de Gaffori au comte de Chavanne, plénipotentiaire sarde à Aix-la-Chapelle, pour le prier de soustraire la Corse à la domination génoise. Des mémoires semblables, et aussi inutiles, sont envoyés à d'autres ambassadeurs.

AOUT. Théodore se rend de Hambourg à Amsterdam.

( ? ). Les Français relèvent les troupes génoises à la Padulella et fraternisent avec les populations.

7 et 8 SEPT. Cumiana et M. de Saint-Aignan règlent les conditions de la suspension d'armes prévue à Aix-la-Chapelle et déjà appliquée sur le continent.

12 SEPT. A Patrimoniù, Cursay et Cumiana signent une convention d'armistice.

15 SEPT. Publication de la convention à Bastia et San Fiorenzu. Venturini, Matra et Giuliani la font publier à l'intérieur.

18 OCT. Traité d'Aix-la-Chapelle : le sort de la Corse est fixé par l'art.2 qui stipule un oubli général pour tout ce qui a pu être commis pendant la guerre qui vient de se terminer, et par l'art.14 qui remet la République de Gênes en possession de tous ses Etats.

21 et 22 OCT. Une consulte tenue à la Venzulasca et à laquelle participe Gaffori, revenu de Turin, renouvelle la déclaration de guerre aux Génois.

13 NOV. Cumiana a convoqué Gaffori, Matra et Giuliani à San Fiorenzu. Il leur demande de respecter



l'armistice et de se dessaisir de l'administration de la justice, puis qu'il annonce le prochain départ des troupes austro-sardes et son intention de leur confier le fort de San Fiorenzu. Il offre à Matra le grade de lieutenant-colonel dans le régiment Rivarola qui va être réformé.

14 NOV. Après avoir rapidement consulté des responsables du Nebbiu, de la Balagna et de l'intérieur, les trois chefs acceptent les propositions de Cumiana, excepté pour l'administration de la justice.

NOV. Dans une réunion à San Fiorenzu, de terribles accusations sont portées contre Matra. Il est déchu de son titre et déclaré traître à la patrie pour avoir obtenu, des Génois, la remise d'une dette de 70 000 livres qu'il avait contractée pour la location de terres, à Aleria, et avoir comploté avec les mêmes Génois pour leur livrer le fort de San Fiorenzu. Il lui est reproché également d'avoir intrigué pour prendre la succession de son beau-père Rivarola à la tête du régiment corse au service de la Sardaigne. Il sera mis en jugement à la prochaine consulte. Gaffori, beau-frère de Matra, est accusé d'interventions à la Cour de Turin pour lui obtenir le grade de colonel du régiment Rivarola.

NOV. Ayant appris les accusations portées contre les chefs corses, Cursay demande à Cumiana qu'il lui remette en dépôt, au nom de S.M. sarde, le fort de San Fiorenzu. Refus de Cumiana.

17 NOV. Cumiana quitte San Fiorenzu où il laisse seulement cent Piémontais. Aleriu Francescu Matra s'embarque avec lui.

20 et 21 NOV. Consulte à Orezza présidée par Giuliani. Les participants jurent devant le crucifix de ne pas se soumettre à la République. Création d'un tribunal suprême pour juger les traîtres. Matra est condamné à 3000 livres d'amende pour désertion ; il devra rendre compte de sa gestion des deniers publics.

2 et 3 DEC. A Biguglia, conférence entre Cursay et les Corses. Gaffori , Giuliani et quinze autres chefs signent une déclaration par laquelle ils se disent prêts à recevoir la loi que le roi de France voudra leur imposer. Ils chargent Cursay de transmettre une lettre et un mémoire au roi. Une assemblée générale du Royaume, sous la présidence du commandant français, est prévue pour le 14 JANV. à Corti.

6 DEC. Edit de Cursay contre les homicides. Les coupables ont quinze jours pour quitter l'île.

7 DEC. Cursay envoie M. de Castro auprès de M. de Belle-Isle, à Nice, et du comte d'Argenson, à Paris, pour les mettre au courant de la réunion de Biguglia et porter la lettre des Corses au Roi.

7 DEC. Dans une lettre destinée à être communiquée aux assemblées génoises, le commissaire-adjoint Speroni accuse M. de Cursay d'abus de pouvoir au détriment de la République.

10 DEC. Cursay demande au Delà-des-Monts d'élire ses procureurs pour l'assemblée de Corti.

12 DEC. Gaffori commande aux podestà d'envoyer, le 22 DEC., à Sant'Antone di a Casabianca, le tiers des hommes mobilisables. Ces troupes sont chargées de parcourir les pieve avec les soldats français pour punir crimes et délits.

16 DEC. Convocation pour l'assemblée de Corti, signée Venturini, Gaffori, et Giuliani.

20 DEC. Les Piémontais quittent San Fiorenzu.

23 DEC. San Fiorenzu est abandonné aux Français.

24 DEC. Réponse du comte d'Argenson à Cursay : satisfaction du Roi.

1748-1749. Première édition des " Mémoires historiques, militaires et politiques sur les principaux événements dans l'Isle et Royaume de Corse, depuis le commencement de l'année 1738, jusqu'à la fin de l'année 1741... ", de Louis-Armand Jaussin.

2 JANV. Cursay visite le fort de San Fiorenzu.

8 JANV. Cursay quitte Bastia pour Corti.

10 JANV. Mémoire de M. Guisard, à la République de Gênes, sur l'Etat de la Corse et les moyens de la pacifier. Cet officier français, chargé de suivre les affaires de Corse et d'assurer la liaison entre Chauvelin et Cursay, conclut à l'impossibilité de soumettre les insulaires par la force.

14 et 15 JANV. Consulte générale à Corti sous la présidence du marquis de Cursay assisté de Gaffori, Giuliani et L. Ornano. Les Corses acceptent avec enthousiasme le bon vouloir du roi de France et de son représentant dans l'île. De son côté, celui-ci agit, commande et légifère en plein accord avec les communautés et leurs représentants qualifiés, comme si la Corse n'avait jamais appartenu à la République, et cela au grand plaisir des Corses. Les populations devront élire quinze députés qui serviront d'intermédiaire entre elles et le roi de France, soit pour exprimer leurs désirs, soit pour recevoir les ordres de S.M. La citadelle de Corti est confiée aux Français. Des troupes françaises stationneront à San Fiorenzu, Corti, Casinca et Campulori.

15 JANV. Juste avant la fin de la consulte, Cursay apprend sa nomination au grade de brigadier général.

20 JANV. Cursay quitte Corti pour Aiacciu et une inspection du Delà.

23 JANV. Les troupes françaises s'accroissent de 1500 hommes.

( ? ). Théodore se rend à Londres.

15 et 16 FEVR. A Aiacciu, Cursay réunit les commissaires des pieve du Delà pour décider de l'administration de la justice, de la réparation des routes et de la perception de l'impôt. Des troupes françaises seront installées à Sartè, Istria, Ornanu, Bucugnanu et Vicu. Ces décisions sont prises en ignorant totalement le commissaire génois.

3 MARS. Cursay est en Balagna.

10 MARS. Cursay réunit les procureurs de la Balagna au couvent d'Aregnu. (Les députés de Calinzana, insinués par le commissaire Mari qui réside toujours à Calvi, déclarent ne pas adhérer aux décisions qui seront prises). Des postes français seront établis à l'Isula Rossa, Sant Riparata et Belgudè.

12 MARS. Cursay revient à Bastia.

28 MARS. Circulaire de M. de Pédemont, commandant les troupes françaises à Calvi, pour l'exécution des décisions prise le 10.

30 MARS. Lettre du Grand-Maître de l'Ordre de Malte... (à F.M. Colonna ?). Le Grand-Maître déplore que le congrès d'Aix-la Chapelle se soit séparé sans adopter pour la Corse la solution qu'il avait souhaitée. Toutefois il recommande de ne pas désespérer et souhaite qu'on trouve les moyens de poursuivre cette correspondance.

6 AVR. Pâques.

6 AVR. La population de Calinzana réaffirme sa fidélité à la République

19 AVR. A.F. Matra succède au chevalier Della Vella à la tête du régiment Rivarola.

21 et 22 AVR. Cursay réunit les quinze députés à San Fiorenzu pour leur dire que la volonté du Roi est que la Corse revienne sous l'obéissance de la République. Les députés sont atterrés et demandent à consulter leurs mandants. (Gaffori et Giuliani étaient, paraît-il, informés depuis longtemps par Cursay de cet aboutissement de sa politique, conforme d'ailleurs au traité d'Aix-la-Chapelle).

6 MAI. A Oletta, Cursay réunit les quinze députés et un procureur par pieve. Il réaffirme que la Corse doit se soumettre à la république et promet un règlement avantageux. Les Corses s'engagent à boire ce " calice amer " par respect pour le roi de France. Le capitaine Antone Costa, de Moriani, est désigné pour se rendre à la Cour présenter les suppliques des Corses pour une administration efficace et demander que les troupes françaises restent dans l'île pendant dix ans pour garantir l'application du nouveau règlement.

13 MAI. Cursay visite encore le Balagna. Le 14 il revient à Bastia.

6 JUIN. Cursay quitte Bastia pour Porti Vechju, Bonifaziu et Aiacciu. Il quitte Aiacciu le 21. Le 22 il est

à Corti, le 28 à Rustinu et le 29 à Bastia.

JUILL. Troubles sans conséquences dans le Nebbiu et en Balagna.

21 JUILL. Le Royal-Corse de Naples étant réformé, Pasquale Paoli est affecté au Royal-Farnese.

3 AOUT. Antone Costa est de retour, porteur de gratifications et de décorations pour les officiers français. Lui-même a reçu une pension de 400 livres et la Croix de Saint-Louis.

10 AOUT. Remise des décorations. Banquet. Bal.

25 AOUT. La Saint Louis est grandement fêtée à Bastia.

9 SEPT. Cursay fête sa promotion au grade de maréchal de camp.

SEPT. Sorba remet un mémoire au roi de France sur les moyens proposés par la République pour pacifier la Corse.

21 SEPT. 26 OCT. et 2 NOV. M. Guisard, qui s'est rendu en Corse, communique à M. de Chauvelin ses remarques sur les erreurs persistantes de la République en matière de gouvernement de l'île.

14 OCT. Rappel de M. de Guymont. Chauvelin reste seul chargé des relations avec Gênes.

20 OCT. et 2 NOV. Mémoires de Cursay à Chauvelin sur les observations et contre-propositions des Génois aux demandes des Corses que Paris avait transmises à la République.

1er NOV. M. de Cursay redonne vie à une société littéraire bastiaise : l'Academia de'Vagabondi.

NOV. Mort de Mgr Curli, évêque d'Aleria.

1749. Théodore est jeté dans les prisons de Londres. Il y restera jusqu'à sa mort.

1749. Pasquale Paoli est nommé primo alfiere du Royal-Farnese.

1750

( ? ). L'année s'écoule en conversations entre MM. De Chauvelin et Guisard, au nom de la France, et Carlo Domenico Durazzo et Domenico Pallavicini, au nom du Sénat de Gênes, pour l'établissement d'un règlement d'administration de la Corse. A Paris, Sorba présente les observations et protestations de la République à M. de Puisieulx et ne cesse de dénigrer M. de Cursay et les autres officiers français.

29 MARS. Pâques.

10 MARS. Agostino Viale, Doge de Gênes.

7 JUILL. Séance de l'Academia de'Vagabondi. Cursay met au concours les thèmes suivants : 1) des devoirs des sujets envers leurs souverains : 2) de l'utilité des lois et de la nécessité de les observer.

23 JUILL. Séance solennelle et publique de l'Academia avec distribution des prix.

SEPT. 17 familles grecques (72 personnes) s'enfuient d'Aiacciu et se rendent en Sardaigne pour échapper à l'arbitraire du commissaire De Negro et de leur compatriote le colonel Michele Stefanopoli.

23 SEPT. Matteu de Angelis, Corse de Nonza, est nommé évêque d'Aleria ; consacré à Rome le 27, il prend possession de son poste par procuration, à Gênes, début OCT. Le choix fut laborieux : dès le début de l'année, Chauvelin avait insisté pour la nomination d'un Corse, mais la République fit désigner l'abbé Ravenna, curé de St Vincent de Gênes, qui refusa ; Gênes récusé après intervention de Chauvelin. Mgr de Angelis sera tout autant dévoué à la République.

30 SEPT. Mort du maréchal de Saxe qui, un instant, avait rêvé de régner sur la Corse.

1750. Oudard-Feudrix de Bréquigny publie son " Histoire des révolutions de Gênes depuis son établissement jusqu'à la conclusion de la paix de 1748 ".

1751

17 FEVR. L'évêque d'Aleria quitte Gênes pour la Corse. Pour prendre possession de son diocèse, il attendra que les troupes françaises évacuent le palais épiscopal de Cervioni.

20 FEVR. Le bruit ayant couru que Cursay allait être rappelé, les chefs corses écrivent à M. de Belle-Isle pour lui faire part de leurs inquiétudes.

20 MARS. Mgr de Angelis s'installe à Cervioni.

21 MARS. De Versailles réponse de M. de Belle-Isle : l'absence de Cursay ne sera pas définitive ; il doit se rendre, pendant quelques semaines, auprès de Chauvelin pour arrêter définitivement le règlement d'administration que la République va octroyer à la Corse et que le roi de France entend garantir.

11 AVR. Pâques.

28 AVR. Cursay annonce son prochain départ pour Toulon dans un édit sur l'administration de la justice en son absence.

29 AVR. Cursay commande l'élection des podestà et padri del Comune avec possibilité de renouveler le mandat des municipalités en place.

Début MAI. Au Campulori, Cursay préside une assemblée chargée de choisir les députés de la Terre du Commun qui doivent l'accompagner à Toulon. Sont élus : Gaffori et Clemente Paoli. (La Balagna désignera Giudicelli, et le Delà le Dr Filippu Cuttoli, curé d'Olmetu).

MAI. M. de Fontête reçoit l'ordre d'évacuer le Delà-des-Monts et de rassembler les troupes françaises dans le Nebbiu.

20 MAI. Lettre du curé d'Olmetu à Puyseulx pour protester contre le départ des Français.

2ème quinzaine de MAI. Départ de Cursay et des députés (Gaffori excepté).

MAI. Francescu Mari Ornano, fils de Lucca, et Antone Francescu Rossi, officiers du Royal Corse, incitent les populations du Delà à s'opposer au départ des troupes françaises. Dans une consulte à Sta Maria, F.M. Ornano est élu général en remplacement de son père qui s'était désolidarisé des chefs du Deçà.

30 MAI. Gaffori et Giuliani demandent à la Cour de France de suspendre le départ des troupes.

7 JUIN. Venturini, Gaffori, Giuliani et d'autres chefs, réunis à Caccia, convoquent une consulte générale et menacent, en attendant, de sévir avec la plus grande rigueur contre les perturbateurs et les traîtres. Ils écrivent en France pour protester à nouveau contre le départ des troupes.

17 JUIN. Consulte à Orezza (le Niolu refuse d'y participer). On vote une constitution, pour un gouvernement indépendant de Gênes, qui sera applicable dès le départ des Français.

27 JUIN. Les Corses demandent encore au gouvernement français de surseoir à l'évacuation de l'île.

27 JUIN. Mgr Mariotti meurt dans les prisons de Gênes.

( ? ). Giovan Giacomo Grimaldi est nommé commissaire général en remplacement de St. de'Mari.

10 JUILL. Chauvelin (et, sans doute, Cursay avec lui) arrive à Bastia pour régler définitivement l'assujettissement de la Corse à la République. Le même jour il convoque les 15 députés et les procureurs des pieve qui, le 6 MAI 1749, à Oletta, s'étaient engagés à se plier à la volonté du roi de France.

25 JUILL. Chauvelin et Cursay reçoivent les députés à San Fiorenzu.

30 JUILL. Au 1er AOUT. A Oletta, Chauvelin préside une assemblée des députés et procureurs des pieve. Dans son discours d'ouverture, il menace de retirer les troupes françaises si les Corses refusent le règlement que l'on est en train d'établir à Gênes et que la générosité du roi de France essaie de rendre favorable aux Corses. Les délégués signent un acte de soumission à la République, leur souveraine, qui sera présenté au commissaire Grimaldi, à Bastia, par quatre députés : l'abbé d'Olmetu, Francescu

Graziani de Cassanu, Ghjuvan Teseu di a Brocca et Orsu Santu Casale d'Olmèta.

6 AOÛT. Les quatre députés, arrivés la veille à Bastia avec Chauvelin, sont reçus par Grimaldi et lui présentent l'hommage de la Nation. Le commissaire les remercie très aimablement puis se propose comme médiateur direct entre les Corses et la République.

13 AOÛT. Sur ordre de Chauvelin, des troupes sont prêtes à investir le Niolu qui demeurait réfractaire. Au dernier moment ses habitants font leur soumission.

20 AOÛT. Dans une lettre aux quinze députés, Chauvelin annonce son départ, se réjouit de la pacification de l'île et espère que les Corses continueront à mériter les attentions du roi de France par une obéissance inaltérable à leur légitime souverain et à son représentant le commissaire Grimaldi, un des plus illustres sujets de Gênes.

9 SEPT. Chauvelin, revenu à Gênes et qui a déjà eu deux conférences avec la commission du Sénat chargé d'élaborer le Règlement, écrit à la Cour de France pour l'informer de ses divergences avec la République : les Génois sont toujours les mêmes, écrit le plénipotentiaire français.

20 SEPT. Ghjiseppu Maria Massoni, de Calinzana, est nommé évêque de Sagone. Il est sacré à Rome le 26.

Fin SEPT. F.M. Ornano, qui s'était engagé envers Chauvelin à se démettre de ses fonctions de général du Delà, reçoit l'ordre du comte d'Argenson de rejoindre son régiment.

2 OCT. Projet de règlement établi par la République après les dernières conférences avec Chauvelin.

NOV. Gênes continue à accuser Cursay d'irrégularités et de despotisme et fait courir le bruit que le commandant français travaille à obtenir, pour lui même, la souveraineté de l'île.

NOV. Sur les ordres de Cursay, le chevalier de Viersay, commandant à Sartè, se porte dans l'Alta Rocca avec mille hommes pour imposer aux populations, trop soumises à la République, le respect dû aux armes du Roi.

10 NOV. Viersay arrive à Quenza dont il a convoqué les habitants. Ceux-ci, hivernant à Porti Vechju, ont cru ne pas devoir répondre à la convocation. Des hommes de bonne volonté s'entremettent pour que l'incendie du village soit différé. Cursay arrive le lendemain, accepte la proposition et la garantie des médiateurs et fait retirer les troupes.

10 et 11 NOV. Consulte au couvent d'Omessa : les Corses décident de s'unir aux Français pour réprimer les homicides.

18 NOV. Mambilla, commissaire de Bonifaziu, conseille à Grimaldi d'enjoindre aux populations de ne pas favoriser l'action irrégulière des Français.

25 NOV. Mgr Massoni prend possession de son siège.

25 NOV. Le commissaire Grimaldi signe un édit qui interdit aux Corses qui servent la République de répondre aux ordres des officiers français.

27 NOV. Décret du Sénat concernant les différents qui opposent Grimaldi et Cursay.

1752

JANV. Le commissaire Grimaldi met tout en œuvre pour soustraire la Corse à l'autorité des troupes françaises ; il fait occuper Porti Vechju, Quenza et les tours du littoral.

22 FEVR. Dans le journal The world, Horace Walpole lance une souscription publique en faveur de Théodore.

25 FEVR. Gaffori informe les seigneurs d'Ornano de l'excitation des populations après l'occupation de

Quenza par les Génois en violation du statu quo. Il les convie à une consulte générale à Orezza.

4 MARS. Graves incidents entre les troupes françaises et génoises au sujet du contrôle d'un bateau français dans le port de Bastia. Les Génois, qui prétendaient avoir l'exclusivité de la surveillance, menacent de faire feu sur une compagnie de grenadiers mise en place par Cursay.

MARS. Des milliers de Corses du Nebbiu, des Costere, du Rustinu et de la Casinca, offrent leurs services à Cursay qui, sagement, les refuse.

12 MARS. Protestation de Chauvelin au sujet des incidents de Bastia.

15 au 17 MARS. Consulte à Orezza. Les Corses décident de marcher contre Quenza si les troupes génoises ne sont pas retirées, mais, avant toute action, ils attendront la réponse à une note qui est envoyée à la Cour de Versailles. Le Delà, qui n'assiste pas à la consulte, est informé de cette détermination. Deux députés sont envoyés auprès de l'évêque d'Aleria pour lui enjoindre d'attribuer les bénéfices vacants aux prêtres les plus méritants. (Mgr de Angelis, dévoué au Prince, excluait les parents des insurgés ; il ne tiendra aucun compte de la sommation).

MARS. Le Règlement, définitivement mis au point, est envoyé au commissaire général mais n'est pas encore applicable, Français et Génois étant en désaccord sur les modalités de sa publication.

23 MARS. Cursay envoie à Grimaldi la lettre que les Corses lui ont envoyée d'Orezza en même temps que la note destinée à la Cour de France et lui fait entrevoir les funestes conséquences qui pourraient résulter de leur mésentente.

27 MARS. Circulaire de Grimaldi aux populations du Talavu, Istria et Ornanu pour justifier l'occupation de Quenza et les informer qu'il entend la maintenir.

29 MARS. Stefano Lomellini, Doge de Gênes. Il abdique le 3 JUIN.

2 AVR. Pâques.

13 AVR. Le gouvernement français demande à Chauvelin d'exiger de la République que le commissaire Grimaldi se rende au domicile de M. de Cursay pour lui présenter des excuses au sujet des incidents de Bastia et lui remette le capitaine qui avait mis en joue le lieutenant-colonel et le major-général du régiment de Tournaisis. (Huit jours seront donnés à Grimaldi qui s'exécutera).

26 AVR. Lettre des seigneurs d'Ornanu à Gaffori pour le dissuader d'une action contre Quenza.

8 MAI. Grimaldi demande à Cursay de ne plus s'immiscer dans l'administration de la justice. Refus du commandant français.

13 MAI. Circulaire des chefs corses aux commandants des pieve pour leur expliquer que la marche contre Quenza est différée en attendant la réponse de la Cour de France et leur dire qu'ils viennent de se porter à San Fiurenzu pour exposer à nouveau leurs préoccupations à Cursay. Ordre est donné de rester en état d'alerte, d'empêcher les troubles et les trahisons et de dresser une liste des Corses au service de Gênes.

5 JUIN. Grimaldi quitte Bastia avec deux galères pour une visite de la côte orientale. Cursay n'est pas informé de ce départ.

6 JUIN. Grimaldi accoste au Campulori où les Cottoni viennent lui rendre visite.

JUIN. Dans le Fiumorbu, Grimaldi est reçu par les Martinetti mais les populations lui demandent de se retirer.

JUIN. Gaffori pénètre dans le Campulori avec 200 hommes. Il arrête les Cottoni et certains de leurs adhérents et les envoie dans les prisons de Corti.

11 JUIN. Grimaldi est à Porti Vechju. Il envoie des émissaires dans le Delà-des-Monts pour annoncer sa visite.

13 JUIN. Les chefs corses, qui s'étaient mis en marche pour interdire toute collusion avec le commissaire génois, se réunissent dans l'Alisgiani. Ils adressent des félicitations aux gens du Fiumorbu et ordonnent aux commandants des pieve de surveiller les déplacements de Grimaldi.

14 JUIN. Le traité d'Aranjuez, entre l'Autriche, l'Espagne et la Sardaigne, stipule une alliance défensive et une garantie réciproque des possessions en Europe, prévenant ainsi une rupture d'équilibre en Italie.

15 JUIN. Grimaldi est à Quenza. Il rédige une proclamation par laquelle il remercie les populations qui lui ont manifesté leurs sentiments d'obéissance et les assure de sa protection.

JUIN. A Quenza, Grimaldi reçoit l'hommage de quelques notables du Talavu (les Abbatucci), d'Istria et d'Ornanu. Lucca Ornano l'invite à visiter sa pieve mais Grimaldi doit y renoncer car Ghjambattista Ornano, di Bachjolu, neveu de Lucca, a pris les armes pour s'y opposer. De Quenza, le commissaire passe à Livia chez Lillu Peretti, puis à Fozà où il reçoit Ghjambattista et Anton Marcu Pianelli, et Simone Galloni, tous d'Olmetu, etc. Pendant ce temps, les détachements français de Sartè, Tallà, Olmetu, etc... se tiennent prêts à répondre à tout acte d'hostilité.

7 JUIN. Giambattista Grimaldi, Doge de Gênes.

17 JUIN. Des seigneurs de Sartè sont à Fozà pour rendre hommage au commissaire. Recevant l'ordre de Viersay d'avoir à se présenter à lui, ils s'apprêtent à partir : Grimaldi les fait arrêter.

18 JUIN. Grimaldi s'embarque dans le golfe du Valincu et rejoint Aiacciu.

24 et 25 JUIN. Consulte à Peri, pieve de Celavu (Lucca et Paulu Francescu Ornano avaient empêché qu'elle se tienne sur leur territoire). Bachjolu Ornanu est élu général, assisté de Simone Peretti, du Talavu, Austinu Ortoli, de la Rocca, et Ghjacumu Filippu Calvese, d'Istria. L'assemblée interdit tout accommodement avec la République sans l'accord des patriotes de la Corse orientale et la garantie du roi de France.

28 JUIN. Edit de Grimaldi à la suite des menaces proférées à Peri contre les Corses dévoués à Gênes : ceux-ci doivent se défendre et se secourir les uns les autres ; la République leur accorde l'aide de ses troupes et l'asile des places qu'elle occupe.

5 JUILL. Grimaldi fait arrêter, et envoyer à Gênes, Ghjacumantone Forcioli, archidiacre de la cathédrale d'Aiacciu, parent de la femme de Bachjolu.

26 JUILL. Bachjolu fait attaquer Alata, fort dévoué à la République, mais l'arrivée de renforts oblige les assaillants à se retirer.

9 AOÛT. Avant d'hiverner à la plaine, les habitants de Quenza obtiennent le pardon des Français par l'entremise d'A. Ortoli et S. Peretti. Ils s'engagent à faire évacuer le village par les troupes génoises, ce qui sera fait.

19 AOÛT. Consulte général à Ghisoni. L'assemblée fait savoir à Cursay et à Chauvelin que les Corses sont décidés à ne pas souffrir les insultes des Génois, lesquels trahissent la parole donnée au gouvernement français. Signent Gaffori, Paoli, Ghjuvan Chirgu Casabianca, Santucci, Ciavaldini, Ornano, Ortoni et Peretti.

6 SEPT. Convention entre la Cour de France et la République sur la publication du Règlement. Celui-ci sera communiqué aux procureurs des pieve par Cursay qui exigera un acte d'acceptation ; il n'aura de valeur d'application qu'à partir du jour où il sera publié par le commissaire. Le Roi s'engage à retirer ses troupes avant six mois et à donner, à la République, un subside de 250 000 livres pour qu'elle assure la défense de l'île.

2 OCT. La convention du 6 SEPT est signée à Gênes par Chauvelin, pour la France, Francesco Maria Doria et Francesco Grimaldi, pour la République.

7 et 17 OCT. A Bastia, assemblée des procureurs des pieve convoquée par Cursay. Les Corses refusent le Règlement et envoient des députés à Chauvelin pour demander sa modification.

29 et 30 OCT. Consulte à Vallerustie. Les procureurs rendent compte de leur mandat. Election d'un gouvernement qui entrera en fonction dès le départ des Français.

30 NOV. Le gouvernement français, instruit du refus des Corses, informe la République qu'il exécutera les dispositions de la convention du 6 SEPT, concernant le retrait des troupes et le subside, mais il la

libère de son engagement d'appliquer le Règlement qu'il déclare nul. En même temps, il envoie M. de Puyol en Corse avec l'ordre de faire arrêter Cursay et de remettre le commandement des troupes au marquis de Courcy, colonel du régiment de Tournaisis.

Début DEC. Grimaldi rejoint Bastia après s'être longuement arrêté à Calvi.

9 DEC. Arrestation de Cursay. Il sera envoyé au Fort-Carré d'Antibes, transféré à la citadelle de Montpellier au bout d'un mois, et libéré six mois après pour être relégué sur ses terres.

1752. Carlu Rostini commence la rédaction de ses mémoires.

1753

## X. LE GOUVERNEMENT DE GHJUVAN PETRU GAFFORI ET L'UNION DES CORSES FORTIFIEE PAR L'ASSASSINAT DU GENERAL.

Début JANV. Consulte à Orezza : Ghjuvan Petru Gaffori est élu général.

12 JANV. Une commission, envoyée par le Conseil Supérieur, tente de faire adhérer la Balagna aux vues politiques de Gaffori. Le Conseil Provincial est renouvelé : Simon Ghjuvanni Giudicelli est élu président. La commission crée un Conseil d'inquisition où domine Ghjiseppu Maria Fabiani. Giuliani, qui s'oppose à la politique du général et désirerait ouvrir des négociations avec la République, est écarté du pouvoir.

JANV. Le Conseil Supérieur désigne une commission itinérante chargée de consolider l'union des Corses contre Gênes.

JANV. M. de Courcy reçoit l'ordre de préparer les troupes françaises à l'embarquement. Dès que les Corses apprennent la nouvelle, ils font savoir aux Français qu'ils s'opposeront à leur départ s'ils ne restituent aux Nationaux les postes qu'ils leur avaient confiés. Courcy délègue le major-général de Castries auprès de Gaffori pour le convaincre de lui permettre d'exécuter les ordres de son gouvernement. Le général corse se laisse faire.

6 FEVR. Les Français évacuent Corti protégés par un détachement corse sous les ordres d'Anton Francescu Gaffori, frère du général. A son arrivée à Bastia, Anton Francescu est invité à dîner par Grimaldi et à un entretien avec lui, jugé des plus suspects par les Nationaux.

FEVR. Les Français quittent la Corse.

16 FEVR. La commission itinérante est à Oletta. Elle ordonne à Ghjiseppu Mari Pietrasanta, lieutenant de la République à Ruglianu, d'évacuer le Capicorsu. Pietrasanta se retire à Bastia.

21 et 22 FEVR. Les Pères du Communs du Celavu, da la Cinarca et de Vicu, assemblés à Sari d'Orcinu, jurent fidélité à la République ; ils déclarent que l'administration de la justice, qui dépendait des Français depuis quatre ans, sera placée sous l'autorité du commissaire d'Aiacciu : Domenico Giustiniani, et du commissaire général ; une commission de sept membres est chargée d'assurer la liaison entre les populations et le commissaire.

24 FEVR. Le Cavru adhère aux décisions prises à Sari.

25 FEVR. Consulte à Orezza et circulaire du Conseil Supérieur pour l'administration de la justice : les podestats, pères du Commun et procureurs des pieve doivent élire trois députés par pieve chargés d'assister à des congrès mensuels convoqués par le Conseil.

4 MARS. Gaffori écrit aux communautés qui ont participé à l'assemblée de Sari : il condamne les décisions prises sans consulter le Deçà et la Balagna et leur demande de revenir à de meilleurs sentiments de patriotisme.



11 et 12 MARS. Consulte à Pitretu des populations du Talavu, Istria et la Rocca (l'Ornanu invité n'y participe pas) : le commissaire Grimaldi est prié de se rendre à Aiacciu pour y rencontrer des députés des pieve et conclure un arrangement avec eux.

MARS. Bastianu Poli, de Suarella, est envoyé auprès de Gaffori pour lui annoncer que l'application des décisions prises à Sari sera différée jusqu'à la réunion d'une consulte générale.

( ? ). Giuliani se fait élire " président-général " de la Balagna par les pieve de Pinu (Ziglia, Montemaïò) et Olmia. Il envoie son fils à Corti en informer Gaffori : celui-ci le fait arrêter.

16 AVR. Entrevue, à Corti, entre Gaffori et le Rd Gregoriu Salvini, député par la Balagna occidentale. Salvini obtient la promesse d'une consulte générale et la libération du fils Giuliani.

AVR. Coups de feu échangés entre les partisans de Fabiani et ceux de Giuliani.

22 AVR. Pâques.

26 AVR. Lettre de Grimaldi aux populations pour leur recommander l'union sous l'autorité de la République.

10 MAI. Le roi d'Angleterre interdit à ses sujets d'aider les insurgés corses.

MAI. Grimaldi fait publier une promesse d'amnistie générale si les Corses veulent revenir à l'obéissance de la République.

23 MAI. Consulte des populations du Nebbiu qui interdisent toute intervention des Corses de l'intérieur dans l'administration de la justice.

28 MAI. Une ordonnance de Louis XV interdit aux navires français d'introduire des armes et des munitions dans l'île.

10 JUIN. Consulte générale à Alisgiani sous la présidence de Gaffori. L'assemblée décide de chercher un accommodement avec la République. Si le commissaire Grimaldi donne son accord, le chanoine Anghjulu Ghjuvanni Suzzoni, de Cervioni, le Dr Anghjulu Galeazzi, Don Gregoriu Salvini et le Dr Gnaziu Filippu Cuttoli, curé d'Olmetu, lui seront députés pour présenter les revendications des Corses. Le Conseil Supérieur est renouvelé ; il s'installera à Corti et sera chargé de suivre les pourparlers.

25 JUILL. Les populations de la Corse occidentale, réunies au couvent d'Istria sur invitation de l'Ornanu, adhèrent aux décisions de la consulte d'Alisgiani. Gaffori est ainsi reconnu par toute la Nation.

30 et 31 JUILL. Consulte à Tuani des populations de la Balagna. Gaffori, qui promet de réconcilier les partisans de Fabiani et ceux de Giuliani, obtient les pleins pouvoirs pour unir la province à la Nation.

Début AOÛT. De Belgudè, avant de quitter la Balagna, Gaffori destitue Giuliani de sa charge de " président-général " et place la province sous l'autorité de Fabiani.

10 AOÛT. A Belgudè, le Conseil provincial de Balagna établi par Gaffori, ordonne l'obéissance à ce dernier.

13 AOÛT. De Malte, Grech adresse un mémoire au bailli de Froullay en réponse à deux mémoires de celui-ci datés des 24 et 31 MARS : les affaires de Corse s'embrouillent de plus en plus au détriment des Génois, il conseille de profiter de toutes les occasions pour négocier le rattachement de la Corse à Malte. Le Grand-Maître pouvant, peut-être, avoir lui-même l'accord des Génois moyennant le paiement d'une somme d'argent.

MI-SEPT. Grimaldi reçoit les quatre députés désignés à Alisgiani (auxquels on a ajouté Don Ignaziu Malgrani, curé de Bucugnanu, et Francescu Graziani, de Cassanu) qui lui remettent les demandes des Corses.

23 SEPT. Grimaldi envoie les demandes à Gênes. Ses commentaires sont très sévères et concluent que leur acceptation équivaldrait à l'abandon de l'île.

2 OCT. Au soir. A Corti, assassinat de Ghj.P. Gaffori par les membres de la famille de Ghjuvan Battista Romei qui se réfugient à Gênes. Anton Francescu, frère de Ghjuvan petru Gaffori, accusé de complicité, est jeté en prison où Faustina, l'épouse du Général, sœur d'Aleriu Francescu et Mariu Emmanellu Matra,

le fera tuer avant jugement.

OCT. Les députés de la Nation quittent Bastia.

22 et 23 OCT. Consulte générale à Corti. Pour continuer l'œuvre de Gaffori, le Conseil suprême est chargé d'administrer la Nation. Ses membres, à tour de rôle, exerceront l'autorité suprême ; les premiers sont : Carlu Grimaldi, Clemente Paoli, Santucci Tumasgiu et Simon Petru Frediani. Aucun arrangement avec Gênes n'est désormais possible.

5 NOV. Grimaldi, qui a reçu de Gênes les réponses aux revendications insulaires, demande aux députés de revenir à Bastia.

19 NOV. En exécution des décisions de la consulte de Corti, les pieve d'Istria, Ornanu et Talavu décident d'assurer la continuité du gouvernement dans le Delà-des-Monts.

25 NOV. Consulte à Bastelica : le Celavu et Vicu se réunissent aux pieve assemblées le 19.

8 DEC. Graziani et Salvini informent le commissaire Grimaldi qu'il ne leur est pas possible de répondre à sa convocation, n'ayant plus pouvoir pour poursuivre leur mission. (Les autres députés ne donnent aucune réponse).

1754

4 JANV. Le Conseil supérieur rassemble mille hommes, à Caccia, destinés à se rendre en Balagna avec la commission itinérante et mettre fin aux désordres causés par les partis Fabiani et Giuliani.

12 JANV. Accord réalisé en Balagna.

27 et 28 JANV. Le Conseil supérieur rédige un manifeste destiné aux puissances européennes. Alors que la plupart d'entre elles semblent se désintéresser du sort de la Nation corse, le Conseil veut attirer leur attention et les prévenir de la détermination des insulaires à se libérer de la domination génoise.

11 FEVR. Pacification du Nebbiu par les troupes venues de Balagna.

16 FEVR. La commission itinérante, qui avait décidé une marche dans le Capicorsu pour chasser de Roglianu une garnison génoise qui venait de s'y établir, accède au désir de cette province en renonçant à aller au delà d'Oletta mais émane une circulaire qui enjoint aux populations d'adopter la même attitude vis à vis des Génois, et le même type d'administration, que les autres provinces.

17 FEVR. Pasquale Paoli est confirmé dans le grade de sous-lieutenant. Il est en garnison à Porto Longone (île d'Elbe) et peut mieux ainsi suivre les affaires de Corse avec ses compatriotes installés à Livourne.

FEVR. A Rome, le chanoine Ghj.M. Natali, auditeur du cardinal Ferroni, et le marquis Bali Solari, ambassadeur de Malte auprès du Saint-Siège, négocient la cession de l'île à l'Ordre des Chevaliers de Saint Jean. Natali charge l'abbé Luigi Zerbi, installé à Livourne, de prendre contact avec le Conseil supérieur.

5 MARS. Carlu Grimaldi, Marcu Maria Ambrosi, Ghj.Ch. Casabianca, Cl. Paoli et Ghjambattista Buttafoco, président et consultants en exercice du Conseil supérieur, donnent pleins pouvoirs à l'abbé Zerbi pour offrir le gouvernement perpétuel de la Corse à Son Altesse de Malte.

7 MARS. Grimaldi fait réoccuper le Capicorsu.

8 AVR. Les troupes au service du Conseil supérieur pénètrent de nouveau en Balagna où des troubles sont signalés.

13 AVR. Une circulaire de Grimaldi informe les Corses que, s'ils persistent dans leur attitude, la République devra se départir de la complaisance dont elle a usé à leur égard jusqu'à ce jour.

14 AVR. Pâques.

14 AVR. Les villages de Balagna où des troubles avaient éclaté sont désarmés et donnent des otages qui seront envoyés à Corti. Parmi ceux-ci Ghjuvan Tumasgiu Giuliani.

7 au 16 MAI. Les soldats corses parcourent le Capicorsu pour chasser les Génois et percevoir l'impôt.

14 MAI. Luigi Zerbi se rend à Rome où, pendant 20 jours, il a des conférences avec Natali et Solari.

MAI. Le commissaire Grimaldi offre l'asile des présides aux Corses partisans de la République. En réalité, ce sont les justiciables du droit commun qui en bénéficieront.

16 MAI. Première d'une série de consultes, organisées en Balagna par le chanoine Orticoni, revenu de Naples où il habitait depuis que M. de Boissieux l'avait exilé en 1739. L'unanimité se fait derrière Orticoni qui est élu Surintendant général de la province, assisté de Don Carlu Mariani et Ghj. Fabiani.

JUIN. L'abbé Zerbi se rend à Malte traiter directement avec le Grand-Maître et y passe 24 jours. (Sa visite sera suivie de celle d'Antone Colonna da Bozzi qui a toute la confiance du gouvernement maltais).

11 JUIN. Gian Giacomo Stefano Veneroso, Doge de Gênes.

JUILL (?) Le commissaire Grimaldi est remplacé par Giuseppe Maria Doria qui reçoit des instructions modérées.

21 JUILL. Une lettre des capucins du Rustinu fait état d'un appel lancé par leur Provincial, le P. Gaetano, à Pasquale Paoli pour qu'il vienne en Corse soutenir la révolte.

6 AOUT. La République ordonne au commissaire général de perquisitionner chez le Provincial des Capucins.

Début SEPT. A Porto Ferrajo, Pasquale Paoli a une entrevue avec Luigi Zerbi. Il tente, sans succès, de lui montrer que la cession de la Corse à l'Ordre de Malte est une folie.

9 SEPT. De Versailles, Froullat informe le Grand-Maître que le roi de France a fait allusion au projet d'union de la Corse à Malte.

14 SEPT. Dans une lettre à Franceschi, Pasquale Paoli révèle qu'il reçoit de partout des lettres individuelles ou collectives qui le pressent de se rendre en Corse.

OCT. Antone Colonna, de retour de Malte, se rend à Rome pour prendre contact avec Solari. Il obtient un secours de 30 000 piastres qui aidera considérablement les Corses à poursuivre leur révolte.

17 OCT. De Longone, P. Paoli écrit à son père qu'il est décidé de passer en Corse pour se mettre au service de la patrie. (Un tel projet n'enthousiasmait pas Ghjacintu).

21 OCT. Nouvelle lettre de P. Paoli à son père pour le convaincre du bien-fondé de sa détermination.

12 NOV. Le Conseil supérieur commande une action dans le Niolu contre les parents des Romei, accusés d'avoir participé à l'assassinat de Gaffori.

17 NOV. Les troupes de la Nation attaquent Lozzi et font quatre tués et cinq blessés.

1755

5 JANV. Des chefs corses, réunis à Tavagna, décident de surprendre Bastia pendant la nuit.

20 JANV. Mille hommes en armes se dirigent vers Bastia. Des désaccords ayant surgi, ils se dispersent sans attaquer la ville.

17 MARS. Froullay écrit à Grech : " Les liaisons qui subsistent depuis longtemps entre la France et Gênes, viennent d'être resserrées. L'ambassadeur de Sardaigne à Londres, le comte Giuseppe di Viry, s'attend à une nouvelle intervention en Corse ". (Cette intervention n'est pourtant pas à envisager pour le moment ; en effet, le roi est occupé à étouffer les intrigues à l'intérieur de son Conseil et sa marine n'a

pas été renouvelée, tandis qu'à l'extérieur subsiste, seule, l'alliance peu sûre avec le roi de Prusse. Cependant, il est exact que la République reste dans la zone d'influence de la France, grâce au comte de Neuilly qui est à Gênes en mission spéciale).

30 MARS. Pâques.

21 et 22 AVR. Consulte générale au couvent de Caccia. On décide d'une constitution qui pourrait être inspirée par P. Paoli, mais l'assemblée est marquée par l'opposition entre Mariu Emmanuellu Matra et le Rd Gnaziu Venturini.

29 AVR (?) Antone Filippu Pasquale Paoli débarque à l'embouchure du Golu.

3 JUIN. Les vaisseaux français l'Alcide et Le Lys sont attaqués, et enlevés, sur les Bancs de Terre-Neuve par l'amiral Boscawen. C'est le prélude à une guerre entre la France et l'Angleterre pendant laquelle les Français s'installeront à nouveau en Corse.

24 JUIN. A Londres, Théodore signe une cédule par laquelle il abandonne " ses Etats " à ses créanciers.

## XI. LE GOUVERNEMENT DE PASQUALE PAOLI

13 et 14 JUILL. Consulte à Sant'Antone di a Casabianca. P. Paoli est élu général en chef de la révolte avec pleins pouvoirs militaires, politiques et économiques, sauf s'il s'agit des institutions de la Nation et des affaires étrangères. M.E. Matra, qui était à la tête d'un parti important dans les pieve de Fiumorbu, Castellu, Rogna, Alisgiani, Serra et Verde, aspirait également au généralat ; il est écarté par la consulte qui, sans mettre en doute son patriotisme, désapprouve ses vues politiques qui ont pour base un arrangement avec la République.

15 JUILL. Un manifeste annonce aux populations l'élection de Paoli.

Début AOUT. Matra envoie un émissaire à Petru Casale pour l'informer de son intention de s'opposer à Paoli si le commissaire général de la République lui accorde son soutien.

3 AOUT. Réunion à Corti. Conformément aux ordres reçus pendant la dernière consulte, P. Paoli organise la commission ambulante, composée de lui-même et de magistrats, chargée d'une tournée pour rechercher les auteurs de crime et assurer la pacification du pays avec la participation de troupes de soutien.

4 AOUT. La commission ambulante quitte Corti pour le Rustinu, l'Ampugnani et la Tavagna, après avoir publié un décret interdisant la vendetta.

7 AOUT. La commission éteint les inimitiés dans le Campulori.

9 AOUT. La commission opère à Verde, mais avec moins de succès.

10 AOUT. M.E. Matra se fait proclamer général à Alisgiani, pays de Tumasgiu Santucci, son plus fidèle soutien. Santucci a entraîné dans la rébellion les Cottoni et les Paganelli du Campulori, en mettant en avant le refus de Paoli de gracier Ferdinandu Agostini de San Ghjulianu leur parent commun.

11 AOUT. La commission ambulante, qui se rend de Verde à Orezza, est attaquée par Matra à Corniale, près du hameau du Prunellu, au-dessus de la route qui relie le Campulori à l'Alisgiani. Il y a des morts, des blessés et des prisonniers de part et d'autre. Paoli se réfugie au Campulori.

13 AOUT. Paoli arrive à Orezza. Sa suite est attaquée et dispersée par Matra.

14 et 17 AOUT. Des combattants, accourus nombreux des pieve voisines à l'appel de Paoli repoussent les hommes de Matra de pieve en pieve.

Nuit du 17 au 18 AOUT. Matra se réfugie au fort d'Aleria d'où il enverra sa famille à Bastia.

18 AOUT. Les troupes de Paoli occupent l'Alisgiani, le Campulori, Verde et Serra. Les maisons de

Santucci, Cottoni, Paganelli et Matra sont incendiées.

24 AOUT. De nombreux prisonniers arrivent à Corti où a été conduite également Faustina Gaffori.

26 AOUT. Pendant que Paoli licencie les hommes qui venaient de combattre victorieusement et se rend dans le Rustinu, Matra regroupe ses adhérents et se dirige vers Alisgiani et Orezza.

27 AOUT. Paoli rappelle ses troupes et se porte vers Orezza.

28 AOUT. Sur le point d'être encerclé, Matra bat en retraite et se réfugie une seconde fois à Aleria.

Début SEPT (?) Giovan Giacomo Grimaldi est renvoyé en Corse avec des troupes et prend pied à l'Isula Rossa. Après deux mois de vains efforts pour s'installer sur la côte défendue par les patriotes, il rejoindra Calvi par mer.

2 SEPT. Dans une lettre à Clemente Paoli, Matra annonce son intention de se soumettre.

SEPT. Des hommes de bonne volonté s'entremettent pour réconcilier Matra et Paoli. Pour consolider le rapprochement, on envisage de marier Francescu Gaffori, dit Cecchinu, fils de Ghjuvan Petru, et neveu de Matra, avec la fille unique de Clemente Paoli. En attendant, ils obtiennent la suspension des hostilités pendant tout le mois de septembre.

13 SEPT. Dans une lettre à P. Casale, Matra se plaint de n'avoir eu que des promesses verbales des Génois. Il se met à la disposition de Doria et Grimaldi, mais il ne pourra reprendre la lutte que s'il obtient des secours.

27 SEPT. Matra écrit à Ghjanfelice Valentini qu'il est décidé à quitter la Corse mais que le départ ne peut se faire avant quelques jours.

OCT. Matra quitte la Corse pour Livourne.

5 NOV. G.G. Grimaldi, qui vient de prendre le commandement de San Fiorenzu, interdit l'accès de la ville aux habitants du Nebbiu, ainsi que tout commerce entre le préside et la province.

8 NOV. Le gouvernement corse, ayant constaté la tiédeur des populations du Nebbiu à combattre les Génois, commande la mobilisation des gens en armes et les convoque pour le lendemain au couvent de Muratu. Sont exclus de cet ordre les gens d'Oletta, Poghju et Barbaghju qui résistent vaillamment au harcèlement des troupes de Grimaldi.

16 au 18 NOV. Consulte générale à Corti. La Corse se donne une constitution basée sur la souveraineté du peuple et la séparation des pouvoirs. Le pouvoir législatif reste confié aux consultes. L'exécutif est assuré par un Conseil d'Etat présidé par le Général et subdivisé en trois sections : politique, économique et militaire. Le pouvoir judiciaire est donné, suivant l'importance des délits, à des tribunaux situés au niveau de la paroisse, de la pieve, de la province ou de la Nation (Rota civile et Conseil d'Etat).

18 NOV. A San Fiorenzu, Grimaldi tente une sortie. Il est repoussé pendant qu'un détachement envoyé de Bastia par Doria est mis en pièces par les gens de Barbaghju.

26 NOV. Instructions destinées aux Inquisiteurs d'Etat chargés de surveiller ceux qui ont des relations avec des agents de la République.

NOV. 300 vaisseaux et bâtiments de commerce français sont enlevés par les Anglais. Nous sommes à la veille de la guerre de Sept ans.

2 DEC. Paoli installe son Q.G. à Muratu et convoque une consulte des populations du Nebbiu pour le surlendemain.

4 DEC. Réunion à Santu Petru pour organiser le blocus de San Fiorenzu.

DEC. Les Corses attaquent la ceinture défensive de San Fiorenzu et sont repoussés.

6 DEC. Rapport de Mgr de Angelis, évêque d'Aleria, au Sénat de Gênes, sur les événements survenus dans son diocèse.

11 DEC. Paoli installe son Q.G. en Casinca.

17 DEC. Ghjuvan Chirgu Casabianca et Ghjuvanni Rocca s'embarquent à Foce di Golu. Ils sont envoyés à Naples, par P. Paoli, pour solliciter des secours.

19 DEC. Mise à prix de la tête de Grimaldi.

Nuit du 23 DEC. Grimaldi fait mettre le feu aux moulins d'Oletta. Les patriotes arrivent trop tard pour empêcher l'incendie mais tuent plusieurs soldats parmi lesquels le capitaine Baccicalupo, bras droit de Grimaldi.

1756

6 JANV. Les évêques d'Aleria, Mariana et Nebbiu, qui résident à Bastia et s'obstinent à ne pas vouloir réintégrer leurs diocèses, écrivent au pape pour l'informer qu'une consulte des ecclésiastiques a été convoquée par le gouvernement national et qu'eux-mêmes ont été invités à y assister.

JANV.G.G. Grimaldi quitte la Corse.

16 au 17 JANV. Consulte des ecclésiastiques au couvent de Casinca. On décide de lancer un dernier appel aux évêques et aux provinciaux pour qu'ils reviennent au milieu de leurs fidèles ; en cas de refus, leurs revenus seront séquestrés et le clergé n'obéira plus à leurs ordres. L'abbé Gaffori, de Corti, et Anton Bastianu, de Loreto, sont désignés pour se rendre à Rome intercéder auprès du pape pour obtenir un visiteur apostolique. Le cardinal Ferroni, de Florence, est choisi comme protecteur du Royaume.

22 JANV. Paoli transporte son Q.G. à Orezza.

23 JANV. Réponse de Benoît XIV aux évêques : il condamne la convocation d'ecclésiastiques par des laïcs et approuve l'action des trois prélats.

27 JANV. Ayant appris que Paoli allait visiter la Corse occidentale, Gian Francesco Franzoni, commissaire de la République à Aiacciu, avertit les communautés qu'elles seront considérées comme rebelles, et traitées comme telles, si elles reçoivent le Général.

4 FEVR. Lettre de Paoli à Antone Rivarola : " Les affaires du Royaume vont bien. Les inimitiés sont éteintes, il n'y a plus de meurtres et les villages se livrent aux coutumières réjouissances du Carnaval, négligées depuis longtemps ".

Début MARS. Paoli passe dans le Delà-des-Monts. La plupart des pieve - la Rocca et Iстриa exceptées - acceptent son autorité. Santu Folacci, dit Santucci, est désigné pour représenter le gouvernement national.

22 MARS. Mémoire de la Cour de Versailles à M. de Pujol, chargé de mission temporaire à Gênes, pour examiner l'octroi de subsides réclamés par la République.

5 AVR. La France, qui désire conserver son influence en Méditerranée, accorde un subside de 600 000 livres à la République.

18 AVR. Pâques.

18 AVR. L'escadre française, commandée par l'amiral de la Galissonnière, accoste à Minorque. Les troupes, sous les ordres du duc de Richelieu, font le siège de Port-Mahon.

1er MAI. Premier traité de Versailles entre la France et l'Autriche. C'est l'aboutissement de la politique du renversement des alliances, préparé depuis le 3 SEPT 1755 au cours d'une entrevue secrète entre l'abbé de Bernis et le comte de Starhemberg et motivé par le rapprochement de la Prusse et de l'Angleterre.

19 MAI. M. de la Galissonnière défait la flotte anglaise venue au secours de Mahon. Le lendemain Port-Mahon capitule. Le mois suivant, alors que les hostilités ont commencé depuis longtemps tant au Canada que sur l'Atlantique et en Méditerranée, Louis XV déclare la guerre à l'Angleterre.

22 JUIN. Giacomo Grimaldi, Doge de Gênes.

## XII. TROISIEME INTERVENTION FRANCAISE.

14 AOÛT. Premier traité de Compiègne signé par le chevalier Antoine-Louis Rouillé, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et Guérin, secrétaire des commandements et finances du roi, au nom de Louis XV, et Agostini Paolo Domenico Sorba (fils de Ghjambattista), plénipotentiaire, au nom de la République. La France accorde à la République des subsides et sa protection ; elle reçoit en dépôt San Fiorenzu, Calvi et Aiacciu, prévenant ainsi un débarquement des Anglais.

27 SEPT. En réponse à une lettre de l'évêque d'Aleria, Benoît XIV fait savoir qu'il n'a pas pris de mesures contre les rebelles de Corse afin de ne pas accroître le mal et qu'il souhaite que Gênes favorise le retour des évêques dans leurs diocèses.

4 et 5 NOV. Consulte générale à Petralba. Les Corses jurent de rester unis quelles que soient les circonstances et interdisent le ravitaillement des présides. Ils condamnent le service auprès des princes ennemis ou étrangers : c'est donc une position de neutralité qu'adopte la Nation dans le conflit qui oppose les puissances européennes.

NOV. Six bataillons français débarquent en Corse, commandés par le marquis de Castries qui installe son Q.G. à Calvi.

23 NOV. De nombreux députés du Delà-des-Monts se réunissent à Corti pour apporter la participation de leurs provinces au gouvernement national : Bastianu Poli et Don Oraziu Ferri entrent au conseil d'Etat ; une commission est chargée de réprimer les meurtres et autres délits et de percevoir l'impôt : les députés adhèrent aux décisions de la consulte de Petralba.

24 NOV. Paoli écrit aux seigneurs d'Istria que leur devoir est de coopérer avec les autres notables pour le bien de la Patrie.

11 DEC. Mort de Théodore de Neuhoff, sorti quelques jours avant de prison. Ses obsèques seront célébrées le 15 en l'église Ste Anne de Soho.

1756. Mort, à Bastia, de Ghjuvanni Aitelli, âgé de 70 ans.

1757

JANV. M.E. Matra réapparaît en Corse.

Fin JANV. Entrevue entre M. de Castries et Salvatore Ginestra, envoyé de la Nation. Le commandant français assure les Corses de sa neutralité dans le conflit qui les oppose aux Génois ; les troupes françaises sont seulement destinées à défendre la Corse contre les Anglais.

Mi-MARS. 250 hommes, envoyés par P. Paoli, s'installent dans des maisons de campagne à proximité du fort d'Aleria. Matra les déloge.

27 MARS. Dans le Boziu, Paoli, accompagné de peu de troupes, est surpris par Matra. Il se réfugie dans le couvent.

28 MARS. Alors que les hommes de Matra forcent l'entrée du couvent, Clemente arrive au secours de son frère et oblige les assaillants à se retirer. Mariu Emanuellu est tué. Ses partisans se retirent à la Padulella, à San Pelegrinu et Bastia, les seules places aux mains des Génois.

10 AVR. Pâques.

18 AVR. Consulte à Orezza : mesure sévères contre ceux qui ont refusé l'amnistie offerte par Paoli après la mort de Mariu ; le fort Matra, les maisons d'Aleria, Casabianda et Vadina seront détruites ; les propriétés de Petru Casale seront louées au profit de la Nation ou dévastées ; les rapports avec les places génoises sont interdits mais le commerce reste libre avec celles occupées par les Français.

20 AVR. A Rome, tentative d'assassinat sur la personne du chanoine Natali, par des sicaires de la République.

22 AVR. Le commissaire Doria accorde l'impunité à ceux qui tueront Salvatore Murati et Tagliarinu de Venacu qui viennent d'occuper le Capicorsu. Il ordonne à Ghjanandria et à Lucca Ottavianu, frères Alessandrini, de Canari, de se constituer prisonniers avant trois jours.

1er MAI. Deuxième traité de Versailles entre la France et l'Autriche.

( ? ). Antone Matra, di Antonucciu, cousin germain de Mariu, soulève les pieve de Serra, Castellu, Rogna, Fiumorbu, et se dirige vers Corti. Sa marche est stoppée à Pedicorti par la résistance du capitaine Corazzini, ce qui permet l'arrivée des troupes du Delà, conduites par Petru Maria d'Apietu, et du Deçà, dirigées par P. Paoli. Antonucciu est obligé de battre en retraite.

MAI. Mgr de Angelis ayant excommunié les insurgés, P. Paoli fait arrêter son frère et son neveu et les taxe d'une amende de 4000 livres.

5 JUIN. Doria se plaint, auprès des assemblées génoises, de la présence, à Bastia, des partisans de Matra, désargentés et désœuvrés .

10 JUIN. Les assemblées génoises offrent le refuge sur le territoire de la République, et la solde de simple soldat, à Antonucciu, à Anghjulucciu (gendre de T. Santucci) et à leurs compagnons.

21 JUIN. Consulte en Casinca pour faire le point de la situation.

JUILL. Le maréchal de camp Noël de Jourda, comte de Vaux, remplace M. de Castries à la tête des troupes françaises.

19 JUILL. Paoli réunit une assemblée à Caccia. On discute de la conduite à tenir en cas d'un débarquement anglais suivi d'hostilités avec les Français. L'accord se fait pour observer la plus stricte neutralité.

19 AOUT. Quelqu'un ayant insinué que les sympathies de Paoli allaient à l'Angleterre, le comte de Vaux promulgue un édit promettant châtement aux Corses qui prendraient parti pour les ennemis de la France.

20 AOUT. M. de Vaux envoie un de ses officiers à Marcassu auprès du Conseil provincial pour lui annoncer en premier l'édit de la veille.

24 AOUT. Paoli tente, en vain, de s'emparer de la tour de San Pelegrinu.

31 AOUT. Le Conseil de la province de Balagna assure M. de Vaux de l'amitié des Corses pour les Français et réaffirme les conclusions de la consulte du 19 JUILL.

SEPT. A l'instigation de sa sœur Bianca, qui manœuvrait d'autre part en faveur des Français tandis que lui-même ne reniait pas ses accords avec Malte, Antone Colonna convoque les pieve d'Istria, Ornano, Talavu et la Rocca au couvent d'Olmetu et se fait élire général. (Tout en reconnaissant le gouvernement de Paoli pour le Deçà-des-Monts, le Delà recherche une autonomie d'administration).

29 OCT. Consulte au couvent de la Mezana. A. Colonna élargit le champ de son influence.

10 DEC. Paoli passe dans le Delà-des-Monts. Pendant 20 jours, accompagné par S. Folacci et A.

Colonna, il visite les pieve (sauf la Rocca), tient des consultes, toujours accueilli chaleureusement par les populations. Près d'Aiacciu, il a des contacts avec des officiers français, au grand désespoir du commissaire génois : Teramo Maggiolo.

11 DEC. M. de la Vallière avait été chargé par M. de Castries de recruter un escadron de 160 cavaliers grecs et corses. La levée de cette troupe, facilitée par Bianca Rossi, se faisait normalement lorsque Sorba fit des remontrances au gouvernement français : Louis XV fait savoir à la République qu'il espère qu'elle ne s'opposera pas à la formation d'un tel escadron.



19 DEC. Ghjuliu Matteu Natali est fait évêque d'Abdera, in partibus infidelium.

1758

JANV. Dès le retour du Delà-des-Monts, Paoli s'emploie, avec la plus grande réussite, à compléter les structures de la Nation.

15 JANV. Mgr de Angelis demande une nouvelle fois que les foudres du Saint-Père s'abattent sur la Corse où, dit-il, " il y a à peine l'ombre de la religion ". Il réclame la suspension a divinis des prêtres qui prennent parti pour la Nation.

20 MARS. Mort d'Antone Buttafoco.

26 MARS. Pâques.

AVR. Paoli est à Aregnu. Il prend la décision de fonder le port de l'Isula Rossa pour battre en brèche le commerce de Calvi.

12 AVR. Bianca Rossi fait une entrée remarquée à Aiacciu sous la protection des troupes françaises.

13 AVR. Le commissaire d'Aiacciu adresse à Sorba un rapport sur l'arrivée de Bianca et des hommes de sa suite qui se promènent librement en ville, arborant la cocarde française. Ce rapport sera transmis à M. de Bernis, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de France depuis juin 1757.

13 AVR. Mgr de Angelis ayant mis au concours les cures vacantes de Casamacciuli et Aregnu et convoqué les candidats à Bastia, Paoli interdit au vicaire général d'Aleria d'afficher les convocations, sauf si l'évêque accepte de faire subir les épreuves à Cervioni, suivant l'usage, ou en tout autre lieu du diocèse d'Aleria.

18 AVR. Mgr de Angelis demande l'autorisation de nommer les deux curés sans concours préalable. Le pape accordera l'autorisation mais les titulaires, rejetés par le gouvernement corse, ne prendront possession de leurs paroisses que bien plus tard.

2 MAI. Consulte du parti pro-génois à Istria.

19 MAI. Une partie de la seigneurie d'Istria s'unit à la Rocca pour jurer fidélité à la République.

Fin MAI. Nouvelle intervention de Sorba auprès du gouvernement français pour condamner les agissements de M. de La Vallière, au sujet de l'admission des Corses dans l'escadron qu'il est chargé de constituer et des contacts de l'officier français avec P. Paoli.

11 JUIN. Sorba demande officiellement le renvoi des Corses du régiment La Vallière ; (la République avait autorisé le recrutement des Grecs).

21 JUIN. M. de Belle-Isle rappelle au comte de Vaux que les troupes françaises ne peuvent accorder leur protection à Bianca Rossi, Lillu Peretti et tous ceux que la République considère comme rebelles. Ces entorses au règlement sont jugées désagréables (sans plus) par le nouveau ministre de la guerre.

6 JUILL. Carlo Rezzonico, Vénitien, est élu pape en remplacement de Benoît XIV décédé le 2 mai. Consacré le 16, il prend le nom de Clément XIII. Le nouveau pape fait siennes les préoccupations de son prédécesseur au sujet des affaires religieuses de la Corse. Afin de les régler au mieux des intérêts de l'Eglise, il nomme une commission composée des cardinaux Spinelli, Ciavaldini, Galli, Rezzonico et Torrigiani ; secrétaire : Mgr Antonelli.

26 JUILL. Les Génois ayant obtenu la nomination d'un Provincial par bref pontifical, P. Paoli interdit aux religieux de lui prêter obéissance.

( ? ). Francescu Maria Ornano, qui venait d'être fait chevalier de St Louis et élevé au grade de colonel commandant du Royal-Corse, réapparaît en Corse pendant quelque temps, sans doute pour voir son vieux

père Lucca, mais peut-être aussi pour des raisons politiques car on note qu'il reçoit des lettres du maréchal de Belle-Isle. Pendant le peu de temps qu'il reste en Corse, il recommande l'union sous l'autorité de Paoli.

31 JUILL. La commission cardinalice arrête le principe d'un visiteur apostolique pour la Corse.

3 AOÛT. Clément XIII notifie à la République la décision d'envoyer un visiteur.

22 AOÛT. Matteo Franzoni, Doge de Gênes.

30 AOÛT. Consulte à la Mezana. A. Colonna est élu commandant du Delà, subordonné au gouvernement national. Il réussit à rallier les dissidents de la pieve d'Istria.

5 SEPT. Edit de Paoli contre les habitants de San Fiorenzu qui œuvrent en faveur de la République.

15 et 17 SEPT. Consulte générale à Santu Petru (Nebbiu). Des mesures sont prises pour compléter ou améliorer l'administration générale et la justice. On décide le recrutement de six compagnies soldées.

1er OCT. A. Colonna, qui avait demandé à la municipalité d'Aiacciu d'adhérer à la révolte et n'avait pas reçu de réponse, condamne les Anciens à des peines pécuniaires et met les habitants en demeure d'opter entre la Corse et Gênes.

4 OCT. Réunion de la municipalité d'Aiacciu pour régir contre les agissements de Colonna. Dès ce moment, l'influence de ce dernier sera en baisse dans les pieves où les Anciens ont des parents.

OCT. Une consulte tenue dans l'Ornanu, condamne la politique de Colonna et désigne comme général Bachjolu Ornano.

30 OCT. Ordre de Paoli aux capitaines et aux habitants des pieves du Capicorsu de s'opposer par les armes aux incursions génoises faites à partir de Bastia ou de Roglianu.

4 NOV. Pietrasanta, toujours lieutenant à Roglianu, interdit la publication des ordres de Paoli.

13 DEC. Disgrâce du cardinal de Bernis. Le duc de Choiseul qui lui succède aux affaires étrangères sera l'artisan du rattachement de la Corse à la France.

1758. Don Ghjiseppu Camellu Ottavi, d'Aiacciu, vicaire général de Mgr de Angelis, est nommé vicaire apostolique d'Aleria, ce qui lui permet d'administrer le diocèse sans dépendre de l'évêque. Ce titre ayant été obtenu par les Génois, en accord avec Mgr de Angelis, Ottavi croit bon de ne pas demander l'autorisation du gouvernement national : Paoli lui refusera l'exequatur.

1758. Première édition de la célèbre " Giustificazione della Rivoluzione di Corsica... ", parue sans nom d'auteur mais rédigée par le chanoine Gregoriu Salvini, de Nesce di Balagna.

1759

JANV. Le commissaire général Doria est remplacé par Gian Battista de Soprani.

JANV. Les chanoines d'Aleria, à deux exceptions près, décident l'élection d'un vicaire capitulaire. Ils demandent l'autorisation au métropolitain de Pise qui en acceptera le principe.

3 FEVR. Avec l'accord du chapitre, le gouvernement national démet le chanoine Ottavi de ses fonctions.

FEVR. Choiseul décide de rappeler les troupes de Corse et arrête l'octroi de subsides à la République.

Début MARS. Le commissaire génois tente de s'emparer de Furiani ; ses troupes sont repoussées.

MARS. En violation des dispositions du traité de Compiègne, M. de Vaux s'installe au couvent d'Alzipratu et s'y fortifie. Le Conseil provincial de Balagna charge le capitaine de Ziglia d'obtenir le départ des Français à l'amiable ou de les déloger.

25 MARS. Mort de Mgr Centurione, évêque d'Aiacciu.

25 MARS. A Furiani, le chanoine Gnaziu Felce, d'Alisgiani, et le P. Leonardu Grimadi, de Valle di

Campulori, pendant deux heures, prêchent devant les Corses chargés de la défense du village et les incitent à poursuivre leur juste guerre contre la République.

26 MARS. Le capitaine de Ziglia chasse les Français du couvent d'Alzipratu (Le comte de Vaux était rentré à Calvi. Sans doute avait-il déjà reçu l'ordre d'évacuer la Corse pour renforcer la défense de la Provence menacée par les Anglais et qui avait été dégarnie pour les besoins de la guerre d'Allemagne).

28 MARS. Doléances de Mgr Massoni au Saint-Siège contre Paoli au sujet des revenus de l'évêché.

1er AVR. Giovan Giacomo Grimaldi est envoyé une nouvelle fois en Corse. Il est chargé de se mettre à la tête des troupes génoises pour rompre le blocus de Bastia.

AVR. Les Français quittent la Corse.

### XIII. LE VISITEUR APOSTOLIQUE

12 AVR ? Le chapitre d'Aleria désigne Don Gnaziu Felce comme vicaire apostolique.

15 AVR. Pâques.

17 AVR. G.G. Grimaldi sort de Bastia avec un corps de 2000 hommes et se fortifie à San Pancraziu et Poretta.

19 AVR. Le métropolitain de Pise confirme l'élection de Felce.

25 AVR. Grimaldi occupe Paternu.

30 AVR. Mgr de Angelis demande aux assemblées génoises d'intervenir à Rome pour que le pape annule l'élection de Felce et celle du chancelier de l'évêché : Martinu Astima. Il demande également que soient poursuivies les opérations de guerre dont le but est la destruction de Furiani.

1er MAI. Grimaldi fait commencer un bombardement de 20 jours contre Furiani.

12 MAI. Edit de Felce pour annoncer sa nomination et une prochaine visite du diocèse.

16 MAI. Giuseppe Scipione Casali, agent de la République à Rome, informe le Sénat qu'il ne perd pas de vue les allées et venues de Mgr Cesare Crescenzo de Angelis, évêque de Segni, qui s'était rendu auprès du Saint-Siège et venait de retourner dans son diocèse. A cette date, le pape avait déjà pris la décision d'envoyer un visiteur apostolique en Corse et le card. Torrigiani, secrétaire d'Etat, avait convoqué secrètement l'évêque de Segni qui avait accepté. Il faut croire que le secret avait été bien peu préservé.

20 MAI. Les Génois attaquent Furiani de tous côtés. Une sortie des Corses les met en fuite. (Après sa défaite, G.G. Grimaldi quitte définitivement la Corse et, de Gênes s'exile à Venise jusqu'à sa mort).

20 MAI. Un édit de l'évêque d'Aleria interdit aux prêtres et aux fidèles d'obéir à Felce.

21 MAI. L'archevêque de Pise écrit à Paoli que le St Siège n'a pas ratifié le choix de Felce au poste de vicaire apostolique. Il lui demande de bien accueillir Ottavi.

26 MAI. La Congrégation générale des cardinaux choisit Mgr de Angelis, évêque de Segni, pour une visite apostolique en Corse.

29 MAI. Mgr de Angelis, évêque d'Aleria, qui a eu connaissance de la décision du pape concernant Felce, renouvelle l'interdiction d'obéissance et déclare le chanoine déchu de toutes prérogatives et du droit de confession.

Mi-JUIN. Réunion, à Lucciana, des représentants du clergé. Felce, représentant le diocèse d'Aleria, et Orsattoni, au nom des diocèses de Mariana et Nebbiu, sont chargés de mission auprès du pape et s'embarquent pour Rome.

16 JUIN. Lettre de Paoli au cardinal Torrigiani pour recommander le choix de Felce, désiré par tout le diocèse.

- 30 JUILL. La Congrégation du Saint-Office annule la nomination du vicaire d'Aleria.
- AOUT. Malgré l'opposition de la République, Mgr Crescenzo de Angelis continue à préparer sa visite et choisi comme " théologue " le P. Tommaso Struzzieri, religieux passioniste. Le 7 AOUT, le supérieur des Passionistes donne son accord.
- 10 AOUT. Mémoire de l'évêque d'Aleria à la congrégation du St-Office pour désapprouver l'envoi d'un visiteur.
- 14 AOUT. L'archevêque de Pise informe le chanoine Ottavi, qui s'est retiré à Aiacciu, qu'il a désigné pour le suppléer Salvatore Ciceretti, doyen du chapitre d'Aleria.
- 19 et 20 AOUT. Consulte générale à Corti. Les représentants du Delà-des-Monts réclament une visite du Général pour l'établissement d'un gouvernement régulier, Paoli ne pouvant se déplacer, par crainte des entreprises génoises dans la région de Bastia, envoie trois sujets chargés d'organiser quatre Conseils provinciaux et prévoit une consulte qui se tiendra ultérieurement à Peri.
- 21 AOUT. Paoli annonce au Conseil de Balagna que Felce et Orsattoni sont de retour et qu'ils ont obtenu l'envoi d'un Visiteur.
- SEPT, OCT. Lettres de Paoli pour préparer la réception du Visiteur.
- 18 SEPT. Clément XIII rend officielle la nomination du Visiteur apostolique pour les diocèses d'Aleria, Mariana et Nebbiu.
- 18 SEPT. Paoli ordonne au Conseil de Balagna de faire arrêter les ecclésiastiques qui prêteraient obéissance à l'évêque d'Aleria déclaré ennemi de la patrie.
- 20 SEPT. Protestation de G. Casali auprès du card. Torrigiani : l'envoi d'un Visiteur est inopportun, anormal, fâcheux et nuisible.
- 21 SEPT. Date prévue pour le départ de Mgr C. de Angelis. Ce départ est retardé parce que la Cour de Rome a été informée que des galères génoises sillonnent la mer entre Pianosa et Bastia avec l'ordre d'arrêter le Visiteur.
- 18 OCT. La République interdit aux évêques d'Aiacciu, Aleria et Sagone d'exécuter ou publier, sans son consentement préalable les ordres de leur métropolitain. Même interdiction pour les ordres du doyen Ciceretti.
- 24 OCT. Jugeant que la guerre de propagande est aussi importante que la lutte armée, Paoli demande à Antone Rivarola, consul Sarde à Livourne, et à l'abbé Zerbi, à Naples qu'ils lui procurent une petite imprimerie.
- OCT. Les Généraux des ordres religieux, qui avaient accordé des commissaires pour remplacer à l'intérieur de l'île les Provinciaux enfermés dans les présides, se rétractent et conseillent aux prédicateurs d'inciter les populations à obéir à Gênes.
- 11 NOV. Lettre de Ghjacintu Paoli à son fils Pasquale : l'envoi du Visiteur est retardé mais non annulé.
- 22 et 25 DEC. Lettres du card. Torrigiani à Carros, commandant les galères pontificales stationnées à Civitavecchia, pour lui demander de préparer un plan afin de débarquer le Visiteur en Corse.
- 24 DEC. En attendant de pouvoir établir un gouvernement stable de la Rocca, Paoli nomme Anton Peretti, de Livia, son lieutenant dans la province. (Santu Folacci représentait le gouvernement national dans la pieve de Cavru et Celavu, Ghjan Dumenicu Peretti à Istria, Ornanu et Talavu ; Antone Colonna à la Mezana).
- 28 DEC. Benedetto Andrea Doria est nommé évêque d'Aiacciu ; il succède à son oncle.

JANV. A Naples, Luigi Zerbi embauche un typographe : Domenico Ascione, et procure une imprimerie qui sera installée au couvent de Campulori, sous la responsabilité du P. Leonardu Grimaldi.

21 JANV. Paoli reproche au Dr Cuttoli, curé d'Olmetu, de s'engager à la suite de son évêque dans une voie de conciliation avec les Génois.

Fin JANV. Le blocus de Bastia est effectif mais les Génois travaillent à chasser les Corses de Furiani et menacent la tour de Centuri qui sera bientôt occupée.

10 au 14 FEVR. Attaque de San Fiorenzu : Clemente Paoli, côté terre, Tiborziu Murati, côté mer, réussissent à investir la ville mais doivent se retirer après l'arrivée de renforts.

16 MARS. Paoli demande à Rivarola d'essayer d'obtenir de la Régence le rappel d'Antone Matteu Arena, vice-consul de S.M. Impériale à San Fiorenzu. Les Génois avaient envisagé de le mettre à la tête d'un escadron volant et de le séparer ainsi de ses frères qui avaient embrassé la cause nationale.

Nuit du 18 au 19 MARS. Deux grosses barques armées, parties quelque jours avant de Gênes et chargées d'interdire l'accès de la Corse au Visiteur, sont drossées à la côte, au sud de Bastia, par un coup de vent.

18 au 24 MARS. 237 notables et ecclésiastiques de la Rocca signent une proclamation en faveur de la République.

6 AVR. Pâques.

7 AVR. Mgr de Angelis et son théologue quittent Rome. Le soir ils sont à Civitavecchia et s'embarquent aussitôt sur une galère pontificale qui les mène à Talamone où ils attendront de pouvoir déjouer la surveillance génoise pour se rendre en Corse.

13 AVR. Le commissaire général De Sopranis annonce au Sénat qu'il a été informé par le consul de Gênes à Civitavecchia que le Visiteur avait quitté cette ville. Le commissaire avait aussitôt envoyé deux galères et une chaloupe armée, sous le commandement du capitaine Cesare de Franchi, pour surveiller les côtes.

14 AVR. Un édit de la République commande de s'emparer du Visiteur et de le conduire à Gênes. Une prime de 6000 écus romains est offerte à qui permettra son arrestation. De toute façon, il est interdit de lui obéir.

16 AVR. Le Sénat renouvelle l'ordre donné à De Sopranis d'interdire par tous les moyens le débarquement du Visiteur.

17 AVR. La galère pontificale quitte Talamone pour la Corse. Les vents contrarient son voyage.

21 AVR. Le commissaire, jugeant insuffisants les moyens mis à sa disposition, demande un autre bateau.

23 AVR. Malgré les efforts du capitaine de Franchi, contre lequel le Sénat demandera l'ouverture d'un procès, le Visiteur débarque A Prunete de Campulori. Il est reçu à Cervioni par Ghjiseppu Sarbaggi au nom du gouvernement national.

23 AVR. Paoli annonce aux Conseils provinciaux l'arrivée du Visiteur et convoque une consulte pour le 10 mai. Il commande des feux de joie, des illuminations aux fenêtres, des salves de mousqueterie, pendant trois soirs, et l'exposition du Saint-Sacrement pour remercier Dieu et lui demander de protéger la Nation.

27 AVR. Mgr C. De Angelis inaugure la Visite par une messe solennel dans la cathédrale de Cervioni. Brillant sermon du P. Tummaso.

7 MAI. En un consistoire secret, Clément XIII expose la situation faite par Gênes au Visiteur; il demande aux cardinaux de lui communiquer, par écrit, leur avis sur la conduite à tenir.

9 et 11 MAI. Congrégations générale pour étudier les relations du Saint-Siège avec Gênes, au sujet du Visiteur.

10 et 12 MAI. Consulte générale à Corti. Dès le premier jour, sur demande du P. Tommaso, l'assemblée décrète supprimer l'ingérence du gouvernement dans l'administration des revenus ecclésiastiques des diocèses soumis à l'autorité du Visiteur apostolique; les revenus des autres diocèses seront bloqués en

attendant la décision du pape. Le lendemain, un décret déclare l'édit génois du 14 AVR, contraire à la religion, insultant pour le pape, dangereux pour la sûreté et la tranquillité de la Nation, et ordonne qu'il soit brûlé sur la place publique. L'assemblée décide, en outre, d'adresser une lettre à Clément XIII pour exprimer la gratitude de la Nation.

14 MAI. Lettre du pape pour protester contre l'édit du 14 AVR.

15 MAI. Un bref de Clément XIII déclare nul et non avenu l'édit du 14 AVR.

15 MAI. Mémoire de la République destiné aux Cours européennes pour leur demander de déclarer irrégulière la conduite de la Cour de Rome.

19 et 20 MAI. Rencontre du Visiteur avec Pasquale Paoli.

20 et 22 MAI. Consulte à Corti. Le gouvernement national déclare la guerre maritime à la République. Désormais, des bateaux battant pavillon à tête de Maure et soumis aux règlements internationaux seront arimés en course contre les Génois. Un service de santé est institué; son président est Ghjuvan Carlu Cottoni, du Campulori. Les affaires diocésaines sont désormais du ressort du Visiteur.

23 MAI. Nouvel édit génois qui confirme celui du 14 AVR.

23 MAI. Convoqués par Tommaso Spinola, commissaire, 25 notables de la Rocca se réunissent à Bonifaziu. Les partisans de la République en cette province sont de moins en moins nombreux.

30 MAI. Le Visiteur nomme les collecteurs de dîmes: le chanoine Ghjan Dumenicu Cottoni pour Aleria; Orsu Paulu Viterbi, piuvanù de la Penta, pour Mariana; le Dr Filippu Renucci, curé de Rapale, pour le Nebbiu.

21 JUIN. Dans une réponse à la lettre pontificale du 14 MAI, le Sénat de Gênes établit un distinguo entre les droits de l'Eglise et ceux du Prince et signale que la présence du Visiteur enhardit les rebelles.

26 JUIN. Par une lettre à Rivarola, Paoli offre aux Juifs de s'établir en Corse où ils pourront conserver leurs lois propres.

16 JUILL. Arrivée à Bastia de Domenico Ivrea, commissaire général en remplacement de G.B. De Sopranis. Avec lui débarque le régiment d'Albenga fort de 800 hommes.

JUILL. Par l'intermédiaire du ministre de France, la République tente d'entamer des conversations avec la Cour de Rome pour le rappel du Visiteur.

Fin JUILL. Ivrea prépare une attaque de Furiani qui n'a aucune chance de réussite.

8 AOÛT. Les Génois tentent, en vain, un débarquement à la plage de Feringule.

13 AOÛT. Par l'intermédiaire des vicaires forains, Paoli demande une contribution volontaire au clergé. Il obtiendra largement satisfaction.

23 AOÛT. Les représentants de la totalité des communautés de la Rocca, réunis au couvent du Campulori, déclarent se soumettre au gouvernement national.

10 SEPT. Agostino Lomellini di Bartolomeo, Doge de Gênes.

SEPT. Paoli fait réparer la tour de Nonza et y installe des troupes.

20 SEPT. Lettre pastorale du Visiteur pour annoncer aux prêtres et aux populations qu'il va entreprendre la visite des diocèses.

NOV. Les Corses s'emparent de la tour de Mortella qui commande l'entrée du golfe de San Fiorenzu.

DEC. Date probable de la parution du premier numéro des Raggiugli dell'Isola di Corsica, gazette officielle du gouvernement national.

7 DEC. Paoli fait occuper la tour de Centuri après avoir fait prisonniers la garnison qui la commandait.

#### XIV. VERS L'INDEPENDANCE

1761

30 JANV. les Nationaux s'emparent des tours de Girolata et de l'Imbutu.

12 FEVR. Paoli quitte le Campulori pour le Moriani, la Tavagna et la Casinca afin d'organiser l'attaque de San Pelegrinu.

FEVR. Ayant appris que la République s'est décidée à chercher un accommodement avec les Corses, Paoli réunit les responsables de la révolte à Isulacciu di Tavagna. A l'unanimité, ils s'engagent à refuser toute proposition de paix.

18 FEVR. L'artillerie corse bombarde la tour de San Pelegrinu sans l'entamer. Après cinq jours, le siège sera transformé en blocus.

28 FEVR. La garnison de San Pelegrinu tente une sortie et échoue.

22 MARS. Pâques.

9 MAI. La République offre la paix aux Corses en leur promettant une amnistie générale et l'extension des " concessions gracieuses " accordées au temps de Pier Maria Giustiniani. Elle annonce l'envoi d'une députation munie de pleins pouvoirs et demande aux insulaires de collaborer avec elle à l'établissement d'une paix durable.

11 et 12 MAI. Consulte générale au couvent de Casinca.

12 MAI. La consulte est interrompue par l'annonce d'un débarquement génois à la plage du Fiumorbu. Les congressistes prennent les armes pour chasser l'ennemi. Ce débarquement s'était fait à l'appel de Ghjacumu Martinetti par un détachement parti de Bastia et commandé par Don Filippu Grimaldi, de Poghju di Moriani, colonel au service de la République.

13 MAI. Le Saint-Siège adresse, à ses représentants auprès des Cours européennes, un mémoire sur les différents qui l'opposent à la République de Gênes.

Mi-MAI. Arrivée à Bastia de l'Eccellentissima Deputazione composée des sénateurs Domenico Pallavicini, Marcellino Durazzo, Giovan Bastiano Spinola (dit Zecchino), Checco Pallavicini et Geronimo Curli. Elle est accompagnée par les colonels Ghjuvan Lorenzu de'Petroni, Vincenti et Antone Bastianu Caraffa, le lieutenant colonel Mariu Emmanuellu Cottoni, de Sant'Andria di Campulori, les majors Quenza et Guarini, les capitaines Ghjacumu Dante Grimaldi, de Caccia, et Limperani, de Casinca, que la République destine à convaincre les populations d'accepter la paix qui leur est offerte.

MAI. Les capitaines Grimaldi et Limperani tentent de se rendre dans leurs villages ; ils sont arrêtés. Limperani est enfermé dans la tour de Furiani ; Grimaldi est reconduit à Bastia sous les huées des populations.

24 MAI. Manifeste de la Nation faisant connaître les conclusions de la consulte commencée le 11 mai, interrompue puis reprise :.. les Corses exigent, comme préliminaires à toute négociation, la reconnaissance de leur indépendance et l'évacuation totale du territoire ; ces conditions étant remplies, ils s'engagent à préserver la dignité et les intérêts de la République ;.. imposition exceptionnelle de un pour mille sur les biens meubles et immeubles ;.. Corti devient le siège du gouvernement ;.. frappe d'une monnaie ;.. établissement du papier timbré ;.. D.F. Grimaldi sera pendu en effigie ;.. mesures contre les agents de Gênes et les traîtres à la Nation.

2 JUIN. Sur demande de Sorba. Choiseul fait savoir aux officiers du Royal-Corse qu'ils n'ont pas à prendre parti contre la République.

14 JUIN. Lettre du Visiteur : " Les Corses sont plus unis et plus déterminés que jamais pour refuser toute sujétion à la République ".

15 JUIN. Le Visiteur réunit un chapitre général des frères mineurs réformés.

( ? ). Ghjiseppu Barbaggi épouse la fille de Clemente Paoli.

11 JUIL. A Livourne, Cialvaldini, Negretti et Rivarola sont chargés de faire préparer les matrices monétaires, d'acheter du cuivre et d'embaucher un spécialiste.

17 JUIL. Les Génois évacuent San pelegriu où ils ne laissent que des ruines.

19 JUIL. Tandis que Giovan Battista Sauli, nouveau commissaire général, arrive à Bastia, les six sénateurs quittent la Corse.

Début AOÛT. Paoli visite le Capicorsu et y séjourne pendant près de deux mois pendant lesquels il organise le siège de Macinaghju, le seul port resté aux mains des Génois.

18 SEPT. Réunion, à Tallà, des représentants des huit communautés de la Rocca qui décident de se fédérer entre elles et avec les pieve d'Istria, Ornanu et Talavu sous l'autorité du gouvernement national.

SEPT. Réapparition d'Antonucciu Matra.

( ? ). Filippu Maria Costa, du Moriani, ancien officier du Royal-Corse, complotte en faveur de la France.

( ? ). Les pieve du Delà-des-Monts, à l'unanimité, organisent une marche contre Antone Colonna, partisan du rattachement de la Corse à Malta ou à la France. Colonna réussit à s'enfuir et à vivre caché jusqu'à sa mort qui survient très peu de temps après.

NOV. A. Matra s'empare du fort d'Aleria par surprise et y installe ses adhérents.

8 DEC. Sur ordre du gouvernement national, Santu Folacci attaque Apiettu et arrête Don Ottaviu Colonna d'Istria et Ghjambattista Pianelli qui ont pris parti pour Matra.

1762

4 JANV. L'Angleterre déclare la guerre à l'Espagne. (La nouvelle, rapidement connue, fait espérer aux Corses que les grandes puissances, occupées ailleurs, n'interviendront plus dans le conflit qui les oppose aux Génois et que ceux-ci seront jetés à la mer. Paoli manœuvre pour que les Anglais, à l'instar des Toscans et des Napolitains, viennent commercer avec la Nation. De leur côtés, les Génois feront courir le bruit d'un imminent débarquement de Français ou d'Espagnols).

Début JANV. Manifeste de la Nation, destiné aux puissances européennes, pour expliquer le refus de composer avec l'Eccellentissima Deputazione.

JANV. Mort d'Elisabeth de Russie. Pierre III, qui lui succède, fait la paix avec Frédéric II, ce qui laisse prévoir la fin prochaine de la guerre de Sept ans.

MARS ( ? ) La zecca de Muratu, organisée par Ghjiseppu Barbaggi, émet les premières monnaies. Le surintendant des Finances est Francescu Saveriu Canelli. Il est assisté de Ghjambattista Casabianca et de Ghjuvan Chirgu Buttafocu.

MARS. Les Corses apprennent qu'Aleriu Francescu Matra, qui se trouve en Sardaigne au service de Charles-Emmanuel, envisage de revenir en Corse pour combattre Paoli. La République lui a offert le grade de Maréchal, une pension annuelle de 10 000 livres et l'entrée dans la noblesse génoise.

MARS-AVR. Paoli fait construire la tour de Fornali afin de contrôler la navigation dans le golfe de San Fiorenzu.

11 AVR. Pâques.

AVR. Les Génois fortifient San Pelegriu, qu'ils ont de nouveau occupé, résistent à Macinaghju et conservent l'Algaiola, pendant que les partisans de Matra sont encore dans le fort d'Aleria.

AVR. Les prisonniers politiques détenus dans la citadelle de Corti se révoltent, s'emparent des armes, et obtiennent le libre passage pour rentrer chez eux.



AVR-MAI. A. Matra soulève la vallée du Tavignanu et s'installe à Pedicorti d'où il prépare l'attaque de Corti. Pendant ce temps, F.M. Costa recrute des volontaires dans l'Alisgiani et à Orezza pour soutenir l'action de Matra.

9 MAI. Informé des succès des rebelles, Paoli quitte précipitamment le Capicorsu où il faisait le blocus de Macinaghju et surveillait la construction de navires.

12 MAI ( ? ) Paoli attaque Pedicorti. Après un furieux combat, Matra se retire à Aleria.

23 au 25 MAI. Consulte générale à Corti ; .. création d'une Junte de guerre chargée de châtier les ennemis de la Patrie ; .. en prévision d'un prochain traité en Europe établissant la paix, des pleins pouvoirs sont donnés à Paoli pour régler toute affaire diplomatique qui n'envisagerait pas le retour de la Corse sous la domination génoise ; exemption de taxes pour les héritiers des morts pour la Patrie ; .. autorisation aux patrons de barques bastiais de commercer dans les ports de la Nation.

6 JUIN. Le doge de Gênes accorde sa première audience à M. Boyer de Fonscolombe, envoyé par Choiseul pour surveiller la conduite des Génois dans la guerre anglo-espagnole et suivre les affaires de Corse.

16 JUIN. Edit de la Junte portant confiscation des biens des corses au service de Gênes.

Fin JUIN. Le commissaire Sauli envoie des renforts à San Fiurezu.

2 JUILL. Venant de Cagliari, A.F. Matra, qui a accepté les propositions génoises, fait escale à Aiacciu : il se rend à Turin pour donner sa démission de lieutenant-colonel.

Nuit du 17 au 18 JUILL. 150 volontaires nationaux tentent de surprendre l'Algaiola et échouent.

AOUT. A.F. Matra arrive à Bastia. Après avoir diffusé un manifeste imprimé à Gênes pour appeler les Corses à abandonner Paoli, il se met en campagne, débarque à la Padulella, où il s'empare de la tour, et soulève la Tavagna en sa faveur.

25 AOUT. Carlo Spinola commissaire d'Aiacciu, arrive en Corse pour succéder à Francescu Maria Spinola dont le gouvernement avait été un échec.

2 SEPT. Les patriotes occupent la Tavagna.

SEPT. Les partisans de Matra, chassés de Tavagna, débarquent à Siscu ; chassés par les habitants de Nonza et du Nebbiu, ils se réfugient à Bastia.

7 SEPT. Manifeste du Conseil d'Etat pour réfuter les arguments de Matra.

13 SEPT. Mémoire politique de Boyer de Fonscolombe : il préconise la cession de la Corse au roi de Sardaigne et des compensations territoriales à la République.

27 SEPT. Des colonnes volantes de patriotes, commandées par Lucca Ottavianu Alessandrini, Ghjanantone Arrighi, Ghjancarlù Saliceti et Ghjacumu Filippu Gaffori, attaquent A.F. Matra à Antisanti et l'obligent à se réfugier à Aleria. Le village est incendié.

3 NOV. Préliminaires de paix à Fontainebleau.

24 au 26 NOV. Consulte générale à Corti : on décide la levée de deux régiments de 300 hommes chacun (la nomination des colonels est laissée au choix de Paoli qui désignera Ghjambattista Buttafoco, di Tittu, du Viscuvatu, et Dumenicu Baldassari, capitaine au Royal-Corse) ;.. la Junte est confirmée dans ses fonctions pour un nouveau semestre ; - on crée un emploi de sous-intendant des Finances par pieve ;.. le pouvoir des podestà, en matière judiciaire, est étendu ;.. on exécutera la frappe de la monnaie nationale et celle-ci sera seule acceptée pour le paiement des taxes et impôts.

25 NOV. Rodolfo Emilio Brignole Sale, Doge de Gênes.

21 DEC. Le Royal-Corse est incorporé au Royal-Italien.

JANV. Le P. Girolamo Maria Vernizzi, Général des Servites, envoie en Corse le P. Bonfigliu Guelfucci, de Belgudè, pour visiter les couvents de son ordre. Le P. Guelfucci s'installe à Corti et devient le conseiller de Paoli. Les Génois demandent aussitôt son rappel. La Cour de Rome, le P. Vernizzi, le Visiteur, interviendront pour que Guelfucci quitte la Corse, mais Paoli, inflexible, refusera de donner satisfaction à la République. (Guelfucci est l'auteur de *Memorie per servire alla storia delle rivoluzioni di Corsica*, rédigées en 1783).

JANV. Moretti, imprimeur, succède à Domenico Ascione.

2 FEVR. Consulte générale à Corti à laquelle assistent les représentants du clergé. On rédige un mémoire à l'intention des Cours européennes qui se préparent à la paix afin de les informer que les Corses refusent à jamais de revenir sous la domination génoise. Des mesures sont prises pour l'exploitation des mines de plomb et d'argent, pour l'implantation d'une fonderie à Muratu, pour le moulin à poudre et une fabrique d'armes à Cervioni.

10 FEVR. Traité de Paris qui termine la guerre entre la France et l'Angleterre. La France cède le Canada, l'Hindoustan, le Sénégal ; Grenade et les Grenadines à l'Angleterre, la Louisiane à l'Espagne ; dépossédée de son empire colonial lointain, elle pourra, tout à loisir s'intéresser à la Corse.

15 FEVR. Paix de Hubertsbourg qui termine la guerre de Sept ans sur le plan continental.

MARS. De nouvelles troupes génoises arrivent à Bastia ; elles sont envoyées à Aleria sous les ordres d'A.F. Matra et du colonel Bustoro.

MARS. Sur demande des Turcs et des Grecs, des bâtiments battant pavillon corse sont séquestrés dans le port de Livourne alors que la République de Toscane (comme le royaume de Sardaigne) avait reconnu ce pavillon. Par sa diplomatie, Paoli obtiendra peu après la levée du séquestre.

20 MARS. Edit du gouvernement national interdisant les représailles contre les navires toscans.

3 AVR. Pâques.

AVR. Matra s'introduit dans la pieve de Serra : il occupe Zalana, Ampriani, Tallone et le couvent de Zuani. Aussitôt les Nationaux se mettent en marche et encerclent les troupes de Matra.

21 AVR. La tour de Sagone, utilisée par les Génois pour protéger le transport des bois d'Aitone, est attaquée par les Corses. L'entreprise échoue mais sera entreprise avec succès quelques jours après.

4 MAI. Délogé de Zalana, Matra se retire à Aleria d'où il passera à Bastia avec ses troupes.

MAI. La garnison de la tour de Fornali arraisonne une pinque génoise battant pavillon français. Le gouvernement national ayant alerté le consul français à Livourne, deux chebecs armés viendront, le 18 JUIN, récupérer le navire, emmenant deux jeunes Corses rencontrés sur une barque dans le port de San Fiorenzu. Paoli obtiendra le retour des jeunes gens mais la France exigera, en contre partie, la libération de F.M. Costa, condamné à mort et détenu dans la prison de Corti. Costa, envoyé en résidence surveillée en Balagna, recommencera ses intrigues et sera à nouveau emprisonné.

11 JUIN. Le Conseil suprême interdit toute relation avec les Sardes qui introduisent dans l'île du bétail volé.

16 JUIN. Pendant qu'ils opèrent un mouvement de diversion contre Olmeta di Capicorsu, les Génois se fortifient dans la plaine de San Pancraziu ; leur artillerie commence le bombardement de Furiani sans faire trop de dégâts parce que trop éloigné.

30 JUIN. Les Génois enlèvent un poste tenu par les Corses au col de San Chirgu. Ils y installent leur artillerie qui fait beaucoup de dégâts dans le village de Furiani.

18 JUILL. Les Génois montent à l'assaut de Furiani. Après une heure de durs combats, ils doivent se retirer poursuivis par les Corses.

20 JUILL. Les Génois rentrent à Bastia. Ils ont perdu des centaines d'hommes.

7 AOÛT. Paoli adresse à Rivarola des mémoires à distribuer aux Cours européennes, plus un mémoire particulier pour la Cour de France.

9 AOÛT. Paoli entreprend une visite des ports.

22 AOÛT. Lettre de Paoli à Rivarola : " Les Français se saisiront du premier prétexte pour revenir en Corse... "

AOÛT. Sebastiano Batini, stampatore camerale, remplace Moretti.

AOÛT. Sorba fait admettre par le cabinet de Versailles le principe d'une nouvelle expédition en Corse. En même temps, la République essaie d'obtenir l'envoi de troupes espagnoles en Corse, négligeant, à tort, le pacte de famille entre les Bourbons de France et ceux d'Espagne.

16 SEPT. Le duc de Praslin, ministre des affaires étrangères, communique à la République de Gênes un projet de convention avec la France pour l'envoi de troupes en Corse et la remise en vigueur des anciens traités des subsides. Le roi de France, qui exige la cession définitive de places maritimes, s'opposera à son application tant que la République n'aura pas donné son accord formel. Les places demandées par les Français sont : Aiacciu, Calvi et San Fiurenzu. Il semble que les vues françaises du moment soient de laisser aux Corses la liberté de chasser les Génois de Bastia et San Fiurenzu, rendant possible, par la suite, un arrangement avec les seuls Nationaux.

19 SEPT. Mise en fonction de la Rota civile, cour de justice composée de trois juges à vie et siégeant au criminel, assistés d'un jury de six pères de famille.

21 SEPT. La République de Gênes, qui n'a pu obtenir le retour du P. Guelfucci, expulse les Servites de son territoire.

22 SEPT. Paoli passe dans le Delà-des-Monts.

30 SEPT. Paoli est à Vicu où il passera quelques jours.

17 OCT. Tentative malheureuse des Nationaux pour s'emparer d'Aiacciu. Pendant que Paoli bloque la ville, Ghjiseppu Maria Masseria, d'Aiacciu, s'introduit dans la citadelle pour s'en emparer. Il échoue devant la résistance inattendue de la garde génoise. Son fils aîné est tué ; lui-même, grièvement blessé, sera soumis à la torture et mourra le surlendemain.

NOV. Poursuivant sa visite des pieve du Delà, Paoli prend connaissance d'un désaccord entre le Dr Ghjacumu Petru Abbatucci, de Zicavu, lieutenant-général des pieve d'Ornanu, Istria et Talavu, et Ghjambattista Ornano, conseiller d'Etat en exercice. Paoli les fait conduire à Corti et emprisonner. Alors que Bachjolu sera relâché peu de temps après, Ghjacumu Petru restera de longs mois en prison.

16 NOV. Paoli est à Fozà.

20 au 22 NOV. Consulte à Sartè en présence de Paoli qui termine sa visite de la Corse occidentale : la province de la Rocca est unanime à reconnaître le gouvernement national.

27 NOV. Aleriu Francescu Matra écrit au Sénat de Gênes que la maladie sévit parmi les soldats et que leur mauvais équipement et les soldes impayées ne permettent pas les succès militaires ; les Corses restés fidèles à la République sont isolés, privés de leurs revenus et, comme les denrées se font rares, donc chères, leur zèle tiédit.

NOV. Le chevalier de Valcroissant, officier français, débarque à Ersa. Il se présente comme un simple voyageur ami des Corses, alors qu'il est chargé de mission par le gouvernement français, et se met immédiatement à la recherche de Paoli. (Paoli arrive à Corti le 1er DEC).

9 DEC. Paoli et Valcroissant conviennent d'un traité d'amitié entre la France et la Corse... applicable une fois les Génois boutés hors de l'île.

26 au 29 DEC. Consulte générale à Corti. Les députés confirment les décisions prises par Paoli et, en particulier, l'institution de la Rota civile. Ils parachèvent l'organisation de la Nation et décident la création d'une Université.

26 DEC. Décès à Naples de Ghjacintu Paoli âgé de 86 ans.

1764

2 JANV. Sur les instances du roi de Sardaigne, Paoli renouvelle l'Edit du 11 JUIN 1763.

11 JANV. Paoli demande au Conseil provincial de la Rocca d'entreprendre une action militaire du côté de Bonifaziu.

23 JANV. les patriotes s'emparent de la tour de Figari.

14 FEVR. Le P. Francescu Antone Mariani, de Curbara, des Mineurs de l'Observance, se rendant à Pise, est poussé par les vents aux Prunete di Campulori : il est requis pour rester dans l'île et y préparer l'organisation d'une Université.

22 FEVR. Edit de Santu Folacci et du Conseil provincial du Celavu, Cinarca et Cavru adressé à la municipalité d'Aiacciu pour la mettre en demeure de refuser l'entrée de la ville aux traîtres et aux meurtriers.

27 FEVR. A Versailles, Choiseul et Valcroissant rédigent une réponse au projet de traité du 9 DEC. Valcroissant est chargé de revenir en Corse poursuivre les tractations avec le général Paoli et l'informer que la France a décidé d'envoyer des troupes dans l'île, mais que celles-ci ne sont pas destinées à faire la guerre aux insulaires.

2 MARS. Paoli écrit au cardinal Torrigiani de ne pas interpréter son refus de laisser sortir le P. Guelfucci comme un manque de respect envers le Saint-Siège. Parmi les raisons de ce refus, la principale est qu'il ne veut pas que la République ait gain de cause.

2 MARS. Nouvel édit du Conseil provincial de Celavu, Cinarca et Cavru, sous forme d'ultimatum. La municipalité a 24 heures pour chasser les indésirables de la ville, sous peine d'endosser la responsabilité de ces derniers. Elle s'exécutera.

( ? ). Des jeunes gens de Vicu s'emparent de la tour d'Omigna, la seule restée aux mains des Génois entre Calvi et Aiacciu.

7 MARS. L'aventurier Joseph Gorani débarque à San Fiurentzu en compagnie d'un moine corse : le P. Ghjacintu Caccialepri.

10 MARS. De Bastia, où il est arrivé l'avant veille, Gorani se dirige vers Corti.

12 MARS. Gorani est à Corti.

22 MARS. Gorani est de retour à Bastia où il s'embarquera pour Cagliari. Il a conçu l'utopique projet de dépopulariser Paoli et de se faire élire roi de Corse, puis, après s'être emparé de Gênes, de se faire céder la Sardaigne et l'île d'Elbe, se constituant ainsi " une très jolie monarchie ".

Fin MARS ou début AVR. Valcroissant arrive en Corse et rencontre Paoli au Viscuvatu.

26 MARS. Edit fixant le cours des monnaies étrangères. Cet édit a été rendu nécessaire par l'extension du trafic maritime.

Début AVR. Les Génois abandonnent Aleria et la Padulella. Ghj. Barbaggi fait occuper Erbalonga et Acchille Murati s'empare de Brandu.

AVR. La Chartreuse de Pise, héritière des biens de la Gorgone, convaincue que le général Paoli entrera bientôt dans Bastia avec ses troupes, décide d'évacuer ses archives qui sont dans cette ville. Le bateau est pris par les Turcs et envoyé à Tunis. Les archives seront récupérées au cours de l'été moyennant 20 sequins de Venise.

22 AVR. Pâques.

8 MAI. Instructions de la République à Sorba pour vaincre la résistance des Français au sujet de l'envoi de troupes en Corse. Les Génois, qui sentent qu'ils sont sur le point d'être chassés de l'île voudraient le

rapide secours des soldats du roi de France et la garde, par ceux-ci, de Bastia et San Fiorenzu, conjointement, et de préférence, aux autres places maritimes. Sachant que le Roi n'accepte pas de faire la guerre aux insulaires, ils sont prêts à envisager toutes les mesures qui conduiront à une pacification immédiate, y compris l'octroi de l'autonomie interne.

22 MAI. Ouverture d'une consulte générale à Corti avec participation du clergé : les députés votent 36 propositions relatives à l'organisation civile, la justice, l'économie, l'Université, etc.

Fin MAI. Don Ghjacumu Abbatucci, capitaine au service de Venise, arrive à Corti et obtient la libération de son frère Ghjacumu Petru contre l'engagement d'un exil volontaire de trois ans, l'embarquement devant avoir lieu avant dix jours.

9 JUIN. De Gênes, le marquis de Chauvelin envoie à M. de Praslin un rapport qui contient un bel éloge de Pasquale Paoli.

13 JUIN. Lettre de Paoli au card. Torrigiani pour faire l'éloge du Visiteur, qui va partir le lendemain, et demander que la Visite ne soit pas interrompue.

14 JUIN. Mgr C. de Angelis quitte la Corse. Le P. Tommaso reste dans l'île avec le titre de vicaire général du Visiteur.

JUIN. Une junte de guerre reçoit l'ordre de faire exécuter le décret portant exil du Dr Abbatucci qui refuse de quitter la Corse.

JUIN. Paoli renforce le blocus de San Fiorenzu avec l'espoir d'obtenir la capitulation de la ville avant une nouvelle intervention française.

JUIN. Mauvaise récolte de céréales.

20 JUILL. Manifeste du Dr Abbatucci pour proclamer son innocence et demander le soutien des populations dans le cas où on viendrait l'arrêter.

1er AOÛT. Circulaire d'application de l'art.33 de la dernière consulte concernant la confiscation des biens des Génois et des rebelles à la Nation.

2 AOÛT. Ghj.P. Abbatucci investit le couvent d'Istria et fait prisonnier les membres de la junte qui délibéraient sur son arrestation. Le même jour il convoque les populations de Delà à assister à une consulte.

5 AOÛT. 59 notables de la Rocca, Istria, Ornanu et Talavu, proclament l'innocence d'Abbatucci et exigent de la junte la renonciation à la mission qui leur a été confié.

## XV. QUATRIEME INTERVENTION FRANCAISE

6 AOÛT. Deuxième traité de Compiègne entre la France et la République de Gênes, signé par Choiseul et Sorba. La France reçoit en dépôt pour quatre ans : Bastia, Aiacciu, San Fiorenzu, Calvi et Algaiola.

9 AOÛT. Le Général et le Conseil d'Etat commandent aux Conseils provinciaux de s'opposer aux menées d'Abbatucci.

13 AOÛT. Ratification du traité du 6 AOÛT.

18 AOÛT. Proclamation d'Abbatucci qui s'est fortifié à Zicavu et dans tout le Talavu : il reste fidèle à la Nation mais entend défendre sa sécurité.

AOÛT. Des officiers français débarquent en Corse, proposent leurs bons offices pour une pacification de l'île et écrivent des lettres contre le gouvernement national. (L'un deux est-il le futur général Dumouriez ?)

26 et 27 AOÛT. Combat naval, dans le golfe de San Fiorenzu, entre deux vaisseaux corses et une flottille

génoise qui apporte des troupes et du ravitaillement à la ville. Malgré les pertes, les Génois réussissent à approvisionner San Fiorenzu.

31 AOUT. Matteu Buttafoco, capitaine aide-major au régiment Royal-Italien stationné à Mézières, après avoir lu dans le Contrat social les appréciations flatteuses de J.J. Rousseau sur les Corses, demande à l'exilé de Môtiers-Travers de rédiger une constitution pour la nation corse.

AOUT ou SEPT. Giovanni Donnini, imprimeur, adjoint à Batini.

Début SEPT. Ghjuvan Lorenzu Petriconi, Dante Grimaldi et Astolfi de Cervioni, officiers au service de la République, obtiennent leur licenciement et se retirent en Corse. Avec eux débarque Cesaru Petriconi, fils de Ghjuvan Lorenzu, officier au service de la France, chargé de mission auprès de Paoli. Le Général reçoit froidement l'envoyé de Choiseul ; sans doute parce que deux officiers français, débarqués incognito, suscitent, dans le Delà-des-Monts, des mouvements contre le gouvernement national et que le chevalier Filippu Maria Costa, venu, de France, se livre aux mêmes manœuvres dans le Deçà. (Paoli fait arrêter ce dernier).

SEPT. M. de Valcroissant, nommé lieutenant-colonel et affecté aux troupes destinées à la Corse, est chargé de mission à Gênes par Choiseul. C'est sa dernière ingérence dans les affaires de Corse car, au retour, il donne sa démission.

14 SEPT. Le commissaire général Sauli quitte la Corse en compagnie du maréchal Matra. Il est remplacé par Agostino Speroni, vice gerente.

22 SEPT. Réponse de Rousseau à Buttafoco : ce n'est pas un refus, mais il fait valoir tous les empêchements (âge, santé, ignorance de la Corse) qui le font hésiter à entreprendre un tel travail.

3 OCT. Buttafoco invite Rousseau à venir en Corse pour y travailler aux institutions politiques du nouvel état.

12 OCT. Pour revaloriser les fonctions du vicaire général du Visiteur, le pape nomme le P. Tommaso Struzziéri évêque titulaire de Tiene.

15 OCT. Rousseau fait savoir à Buttafoco que son état de santé l'empêche de venir en Corse pendant la mauvaise saison. Il demande une documentation complète sur l'île et promet un plan dans un an et demi et un travail définitif après trois nouvelles années.

22 au 25 OCT. Consulte extraordinaire, à Corti, à l'occasion de la venue imminente des Français. Les députés décident de maintenir l'interdiction de commercer avec les présides ; les Français ne pourront pénétrer à l'intérieur de l'île sauf autorisation spéciale du Général de la Nation ; toute proposition de paix qui ne tiendra pas compte des préliminaires de 1761 sera rejetée ; Paoli est chargé d'adresser une protestation au roi de France et de demander la médiation des Cours amies.

23 OCT. Choiseul écrit à Matteu Buttafoco de se rendre à Paris pour le service du roi. Buttafoco, qui avait obtenu un congé pour se rendre en Corse, recevra cette lettre à Toulon. A son arrivée à Fontainebleau, le ministre lui fait connaître que le Roi avait décidé le rétablissement du Royal-Corse qui, à la paix, avait été incorporé dans le Royal-Italien, et qu'il l'avait agréé comme colonel-commandant de ce corps. En réalité, après la démission de Valcroissant et l'échec de C. Petriconi, Choiseul est à la recherche d'un intermédiaire entre le gouvernement français et P. Paoli.

9 NOV. Circulaire de Paoli aux podestà et aux capitaines des pieve pour leur commander de se trouver, le 11, à Fozà accompagné du plus grand nombre possible de gens en armes. Lui-même s'y trouvera à la tête des troupes régulières. Une expédition sera organisée contre le couvent d'Istria où se sont retranchés les partisans d'Abbatucci.

11 NOV. Choiseul demande à Buttafoco de passer en Corse pour étudier les moyens de compléter le Royal-Corse en officiers et soldats.

NOV. Edit de Louis XV bannissant de France la Congrégation de Jésus.

25 NOV. Edit du Général et du Conseil d'Etat portant érection d'une université à Corti. Les professeurs

sont : le P. Francescu Antone Mariani de Curbara (recteur) : droit civil, droit canon, éthique ; le P. Bonfigliu Guelfucci de Belgudè : théologie et histoire de l'Eglise ; le P. Anghjulu Stefani de Venacu : morale ; le P. Leonardu Grimaldi du Campulori : philosophie et mathématique ; le P. Ghjuvan Battista Ferdinandi de Brandu : rhétorique.

( ? ). Matteu Buttafoco arrive en Corse.

10 DEC. Les Français arrivent dans le golfe de San Fiorenzu. Les jours suivants les troupes seront réparties dans les places maritimes prévues par le traité de Compiègne. Elles sont placées sous les ordres des maréchaux de camp : Louis-Charles comte de Marbeuf, commandant en chef, et La Tour du Pin. Une lettre de Marbeuf pour Paoli est remise à Ghj. Barbaggi et à Petru Boccheciampe qui faisaient le blocus de San Fiorenzu.

12 DEC. Après accord entre les Cours de Rome et de Turin, le P. Struzzieri se rend en Sardaigne pour être consacré évêque. La possibilité d'une consécration par Mgr Massoni, seul évêque demeurant en Corse, avait été écartée, car le titulaire de l'évêché de Sagone était malade... et favorable aux Génois.

23 DEC. Mgr struzzieri est consacré par l'archevêque de Sassari dans sa chapelle privée, toutes portes fermées.

28 DEC. Marbeuf qui avait débarqué à Aiacciu, puis s'était rendu à Calvi, s'embarque pour Bastia.

1765

1er JANV. Embarqué la veille à Porto Torre, Mgr Struzzieri est de retour en Corse.

3 JANV. Inauguration de l'Université de Corti.

5 JANV. Paoli adresse une protestation à la Cour de France contre l'occupation des places maritimes, et San Fiorenzu en particulier. Il est dans l'obligation d'en appeler aux souverains d'Europe.

9 JANV. Premiers cours à l'université.

12 JANV. Après avoir été déporté jusqu'à Livourne par les vents contraires, Marbeuf arrive à Bastia.

19 JANV. Proclamation de Marbeuf portant licenciement des militaires corses au service de Gênes dans les présides. (L'installation des Français dans les places maritimes comportait le départ de toutes les troupes de la République).

21 JANV. Réunion, à Gênes, de la Giunta di Giurisdizione pour étudier la situation résultant de la consécration de Mgr Struzzieri. Après avoir discuté de l'opportunité de remontrances diplomatiques auprès des Cours de Rome et de Paris et d'une action contre le prélat, elle s'ajourne sans rien décider.

22 JANV. Paoli, qui est au couvent d'Ornanu, conseille à la province de la Rocca de faire une démonstration de force devant Zicavu.

Fin JANV. Les Nationaux renforcent la surveillance aux portes d'Aiacciu pour interdire l'échange de denrées entre les habitants de la campagne et ceux de la ville. La Tour du Pin, commandant à Aiacciu, fait une sortie en compagnie de son commissaire à la guerre et de C. Spinola et arrête une patrouille de quatre hommes.

19 JANV. Mario Gaetano Della Rovere, Doge de Gênes.

31 JANV. La Tour du Pin écrit au Conseil provincial de Cavru qu'il considère comme un acte d'hostilité la confiscation des denrées.

1er FEVR. Santu Folacci et Vincetellu Gentili adressent une proposition au commandant français au sujet de l'arrestation de la patrouille.

Début FEVR. Le Tour du Pin opère de nouvelles sorties et procède à des arrestations.

12 FEVR. Réponse de Choiseul à la protestation de Paoli. Le ministre rappelle les tractations qui ont conduit à l'envoi de troupes en Corse et renouvelle les sentiments pacifiques du Roi, mais il entend que des bons rapports s'établissent entre les soldats français et la Nation, faute de quoi la France saura faire respecter ses armes.

FEVR. Les frères Abbatucci se réfugient à Aiacciu sous la protection des Français.

12 MARS. Paoli rappelle à Choiseul les dispositions de la consulte de 1761 et souhaite que le Roi oblige les Génois à les accepter ou, tout au moins, retire ses troupes, laissant la Corse et la République régler leurs différents par les armes. A cette lettre sont joints un mémoire que Paoli compte adresser aux Cours étrangères et un mémoire pour le Roi de France. Le Général demande également que M. Buttafoco soit nommé colonel propriétaire du Royal-Corse.

MARS. Sous prétexte de l'échange de prisonniers entre Gênes et la Corse, Marbeuf obtient une entrevue de Paoli. En réalité le commandant français désire s'entretenir de la liberté de commerce entre les présides et l'intérieur. Il obtient l'ouverture de marchés les mercredi et samedi : au dessous de Furiani et près d'Erbalunga pour la garnison de Bastia, à la tour de Fiuminale d'Oletta pour celle de San Fiurenzu, à la tour de Caldanu pour celle de Calvi, et Algaiola, sous Alata pour celle d'Aiacciu.

24 MARS. Rousseau renonce à s'occuper des institutions politiques de la Corse, mais il accepterait que l'île lui offre un asile pour y finir ses jours qu'il occuperait à écrire une histoire de la Corse.

MARS. Ghj.P. Abbatucci quitte Aiacciu pour le continent italien. Il se rend à Venise chez son oncle : le colonel Paganelli.

7 AVR. Pâques.

11 AVR. Au nom de Paoli, Buttafoco offre à Rousseau un asile en Corse et la liberté d'y vivre à son gré.

MAI. La Tour du Pin est rappelé. Le commandement d'Aiacciu est confié à son second : M. de Poulariès, lieutenant-colonel. Pour couvrir sa disgrâce, on le charge de porter à Paris un plan de paix entre la République et la Corse, établi par Paoli à la demande de Choiseul. Ce plan prévoit que la République abandonne définitivement la Corse qui restera gouvernée en sa forme actuelle ; de plus, elle lui donne en fief Bonifaziu et Capraia ; en contre-partie, la Corse s'engage à lui payer un tribut de 40 000 livres, à lui fournir un corps de troupes en cas de guerre et à désigner un port où les Génois pourront commercer en franchise ; le roi de France serait médiateur et garant.

13 MAI. Mgr Massoni meurt à Spiluncatu où il était retenu en otage par les troupes paolistes. Il sera enseveli le 1er JUIN à Calinzana.

20 au 26 MAI. Consulte générale à Corti. Paoli expose les raisons de son attitude vis à vis des Français : création de marchés ; passeports accordés aux officiers. L'assemblée lui donne quitus et, passant à l'ordre du jour, prend des mesures pour encourager l'agriculture, la navigation, le commerce, etc. Le gouvernement, et particulièrement le Général, est chargé de promouvoir une politique des jeunes en leur confiant les charges correspondantes à leur mérite.

21 MAI. Choiseul invite Paoli à envoyer un homme de confiance à la Cour de France pour négocier la paix. Il l'informe que M. de Buttafoco a été retenu comme colonel-commandant du Royal-Corse ; il lui offre, pour lui ou pour son frère, la place de colonel-propriétaire.

26 MAI. Rousseau écrit à Buttafoco qu'il renonce à son projet de s'installer en Corse, le roi de Prusse lui ayant garanti, sinon la tranquillité, du moins la sûreté à Môtiers-Travers.

5 JUIN. Ghj.M. Natali est nommé évêque de Tivoli.

17 JUIN. Lettre de Paoli à Choiseul : le Général se réjouit de l'acceptation par S. M. des préliminaires de la consulte de 1761 comme base de discussion d'un traité de paix et apporte des précisions au sujet de l'indemnisation des Génois, et de Bonifaziu. Il refuse, pour lui et son frère, de passer au service de la France.

23 JUILL. Par suite de la mauvaise récolte, le gouvernement national interdit d'exporter des céréales.



10 SEPT. Mort, à Segni, de Mgr C.C. de Angelis.

14 SEPT. Le card. Torrigiani informe Mgr Struzzieri que le pape le charge de continuer l'œuvre du défunt Visiteur.

20 SEPT. Le pape nomme Mgr Struzzieri Visiteur apostolique.

OCT. Paoli se rend aux portes d'Aiacciu pour recevoir l'hommage de la ville. Les habitants, et même les officiers français, accourent aux Salines pour acclamer le Général. Paoli accorde des faveurs aux Ajacciens, garantissant aux possédants les propriétés qu'ils ont en dehors de la ville, aux autres la liberté de commercer, aux patrons de barques la libre navigation. Cet événement incitera les populations de Bastia et San Fiorenzu à se mettre sous la protection du Général et des habitants de Bonifaziu l'inviteront à occuper le seul préside resté aux mains de Génois.

11 OCT. James Boswell, biographe écossais, s'embarque à Livourne pour la Corse. Après un voyage de deux jours, il débarque à Centuri puis se rend à Muratu chez Barbaggi qui informe Paoli et en reçoit l'ordre de le faire conduire à Suddacarò. Boswell passera six semaines en Corse, dont une en compagnie du Général. L'idée de ce voyage lui était venue en DEC. 1764 alors qu'il rendait visite à Jean-Jacques Rousseau.

22 OCT. Edit de Pasquale Paoli: étant données les preuves de leur attachement à la cause commune, les Ajacciens sont autorisés à se pourvoir devant les ports de la Nation ; leurs bateaux pourront accoster dans les ports de l'île contrôlés par les Nationaux.

( ? ). Carlo Spinola, commissaire d'Aiacciu, est remplacé par Gian Battista Albora.

2 NOV. Edit de Paoli portant création d'une Giunta di esecuzione composée des commissaires des pieve du Delà-des-Monts et chargée de faire réparer les routes, d'arrêter les bandits, les voleurs et les séditieux et de faire payer les taxes en retard.

4 NOV. Paoli quitte Suddacarò pour Corti.

NOV. G.P. Abbatucci débarque à la Solenzara et se constitue prisonnier, déclarant se repentir. (Il deviendra l'ami et le conseiller de Paoli).

15 NOV. Ordonnance du roi de France rétablissant le Royal-Corse en sa forme première ; Matteu Buttafoco en sera le colonel-commandant et le marquis du Luc-Ventimille colonel-propriétaire.

9 DEC. Lettre de Sorba au comte de Marbeuf pour le louer de ses rapports au ministre qui relatent la mauvaise foi de Paoli contrairement aux assertions de Buttafoco qu'il souhaite voir revenir en France pour se mettre à la tête de son régiment.

26 DEC. Paoli ayant accepté de laisser partir le P. Guelfucci à condition qu'il soit son représentant à Rome, Torrigiani s'empresse d'écrire à Mgr Struzzieri que Guelfucci est attendu comme un religieux obéissant aux ordres du pape et non comme un ambassadeur.

1766

18 MARS. Choiseul demande, de nouveau, à Paoli, des propositions de paix pour être transmises à la République.

30 MARS. Pâques.

16 AVR. Paoli promet à Choiseul un plan de paix établi par les représentants du peuple corse.

18 MAI. Le Général, le Conseil d'Etat et les principaux responsables insulaires, réunis à Corti, adressent au roi de France un projet d'accommodement avec Gênes. Ce projet est semblable à celui envoyé en mai 1765. Une lettre de Paoli à Choiseul indique que, dans le cas où la République croirait un tel accommodement contraire à sa dignité, on pourrait convenir d'une trêve de 10 ou 12 ans semblable à celle conclue entre l'Espagne et les Pays-Bas : Gênes retirerait de l'île ses troupes et ses représentants et

la France, qui garantirait la trêve, occuperait une place maritime. Paoli précise, en outre, qu'il reste fidèle aux engagements pris avec M. de Valcroissant.

20 MAI. La consulte délibère que, dans le cas d'un accord avec la République, les habitants des présides et les Corses de l'intérieur seront considérés comme les fils d'une même patrie. L'assemblée apporte des modifications à la représentation des pieve et à l'administration de la justice.

JUIN. Succédant à Canelli, Marcu Maria Carli prend ses fonctions de surintendant des Finances.

10 JUIN. Choiseul à Paoli : " J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 du mois dernier et le projet de la patrie de la Nation corse qui vous a choisi pour son général ainsi que votre mémoire concernant la pacification de l'île ". Le projet a été communiqué au gouvernement de la République.

JUILL. Paoli confisque, au profit de la Nation, les propriétés des Génois et de leurs partisans.

22 JUILL. Lettre de Paoli à l'inspecteur des hôpitaux militaires français en Corse faisant état de la réussite de la première vaccination antivariolique qui a eu lieu à Sartè.

26 JUILL. Paoli ayant protesté contre les termes de la lettre du 10 juin, Choiseul précise que le projet d'accommodement a été présenté au ministre de Gênes " comme un ouvrage concernant les sentiments unanimes de la Nation corse ".

14 AOÛT. A Boston, une association de patriotes américains, les " Fils de la liberté ", portent un toast " au succès du général Paoli et des Corses en lutte ".

8 SEPT. Les Nationaux entreprennent le blocus de Bonifaziu.

29 SEPT. Buttafoco, qui a rejoint son régiment, adresse deux mémoires à Choiseul : le premier, qu'il a rédigé le 6 SEPT., prévoit un traité de paix entre Gênes et la Corse et réaffirme l'indépendance de l'île ; le second, rédigé le 8 SEPT., envisage l'impossibilité d'un accord et propose que la France consente une aide à la Nation pour l'aider à se soustraire au joug génois et à rentrer dans l'alliance et sous la protection du Roi.

OCT. Entrevue Paoli-Marbeuf dans la plaine de la Mezana.

6 DEC. Dans une lettre au comte A. Rivarola, Paoli fait état de rumeurs selon lesquelles la République aurait rejeté le projet d'accommodement présenté par les Corses. Il prévoit quelle en sera réduite à demander une prolongation de l'occupation française et que le Roi ne sera pas fâché que l'Europe s'accoutume à la présence française dans l'île. Le Général en arrive à envisager une alliance avec les Turcs d'Alger et de Tunis.

DEC. Paoli s'étant attaqué aux immunités ecclésiastiques en matière de justice, ses relations avec le Visiteur se font difficiles. Malgré les requêtes de Mgr Struzzieri au Général, ses protestations auprès du Saint-Siège et l'intervention de Clemente Paoli et du P. Mariani, Paoli restera inflexible.

1767

JANV (?) Paulu Mattei, de Centuri, revenant de France où ses affaires l'avaient appelé au mois de DEC., est obligé, par le mauvais temps de faire escale à l'île de Capraia. Il prend des renseignements sur la garnison génoise et, à peine arrivé en Corse, soumet à Paoli un plan de conquête qui est approuvé.

JANV. FEVR. Le conflit entre Paoli et Mgr Struzzieri devient plus aigu. Le Général tente de discréditer le Visiteur auprès du Saint-Siège, particulièrement par l'intermédiaire de son agent : l'abbé Alessandrini. Dans un mémoire à la Cour de Rome, il reconnaît la bonne foi du Visiteur mais l'accuse d'inexpérience.  
20 au 30 JANV. Consulte, à Corti, du gouvernement et des principaux responsables de la politique corse.

Des mesures sont prises pour suivre la guerre lorsque les Français quitteront l'île et l'on met au point, dans le plus grand secret, la conquête de Capraia. Pendant le congrès, M. Buttafoco débarque à Aiacciu, se rend à Corti et confirme le rejet, par la République du plan d'accommodement.

27 JANV. Un manifeste du Général et du Conseil d'Etat appelle les Corses à se préparer à reprendre la lutte après les quatre années de présence française. L'opportunité de ce combat sera le thème principal de la consulte ordinaire du mois de mai.

31 JANV. Dans une lettre à Choiseul, Paoli reprend les propositions du 18 MAI 1766. Buttafoco est chargé de porter la lettre au ministre ainsi qu'un appel au roi de France et un mémoire destiné aux princes européens pour les prier d'intercéder auprès de S.M. pour quelle retire ses troupes de Corse.

3 FEVR. Marcello Durazzo, Doge de Gênes.

5 FEVR. Entrevue Paoli-Struzzieri. Le Visiteur supplie ou menace, le Général reste inflexible.

6 FEVR. Informé que Ghjiseppu Barbaggi, Acchille Murati (commandant d'Erbalunga) et Ghjambattista Ristori (commandant de Furiani) dirigent des troupes vers Macinaghju, A. Speroni dépêche une felouque au commissaire génois de Capraia pour l'informer d'un débarquement possible et lui envoie de la farine et de l'argent.

16 FEVR. Dans la soirée, 200 hommes, sous le commandement de Murati et Ristori, s'embarquent sur 14 gondoles et se dirigent vers Capraia.

17 FEVR. Vers quatre heures du matin, la flottille débarque au Ceppo. Les Corses sont reçus chaleureusement par les habitants de Capraia.

19 FEVR. Capraia : la tour de Sinopito et celle du port capitulent. Les Corses entreprennent le siège de la citadelle où la garnison génoise s'est réfugiée.

Début MARS. Une escadre génoise commandée par le sénateur Agostino Pinelli, paraît devant Capraia ; pendant tout le mois elle tourne autour de l'île, tirant de rares coups de canon contre les positions corses, mais n'opère aucune tentative de débarquement.

2 MARS. Réunion du " Petit Conseil " de la République. Un des membres envisage la cession de la Corse à la France.

16 MARS. Instructions des assemblées génoises à Sorba : il est question de céder la Corse au roi de France.

23 MARS. Dure réponse de Choiseul à Paoli : le ministre reconnaît le droit de souveraineté de Gênes sur la Corse, lequel subsiste, dit-il même lorsque l'occupation cesse. La Nation corse ne peut prétendre obtenir la cession de ce droit sans offrir de compensations. En conséquence, le Roi propose deux solutions, sa préférence allant à la première : a) la Corse offre, en compensation de la perte du droit de souveraineté, de laisser à Gênes le titre de roi de Corse, lui permet de conserver quelques places et s'engage à lui rendre un hommage annuel comme le roi de Naples le rend au pape : b) pendant une trêve de 10 ou 15 années, les places maritimes sont partagés entre Gênes et la Corse, la France en gardant une.  
- Choiseul met en garde le Général contre le rejet de ces propositions.

2 AVR. Charles III d'Espagne fait arrêter les Jésuites et les embarque pour Civitavecchia. (Le pape leur ayant refusé l'entrée du port, ils erreront en Méditerranée jusqu'à ce que la République de Gênes leur accorde de s'installer en Corse, au grand déplaisir du roi de France.

2 AVR. L'escadre génoise se présente en ordre de bataille devant Capraia, attaque deux postes tenus par les Corses et tente de ravitailler la citadelle. Repoussés par le tir des positions corses, les bâtiments se retirent à La Spezia.

16 AVR. Les bateaux génois paraissent encore devant Capraia ; gênés par le vent, ils se retirent dans les ports de l'île d'Elbe et de Toscane.

19 AVR. Pâques.

20 AVR. Ristori quitte Capraia.

3 MAI. L'escadre génoise, devant Capraia depuis deux jours, débarque Antone Matra à la tête d'un détachement de 150 hommes. Celui-ci doit se retirer laissant des morts et des prisonniers

10 MAI. Mgr Struzziéri au card. Torrigiani, au sujet de Paoli : " Je crains fort que le succès de ses entreprises ne le rende davantage inflexible " .

11 MAI. Nouvelles instructions à Sorba dans le sens de celles du 16 mars.

18 MAI. La flotte génoise est de nouveau devant Capraia mais se contente de rester en observation pendant quelques jours.

22 MAI. Un premier contingent de Jésuites arrive dans le port de Bastia. Marbeuf s'oppose à leur débarquement. (Le Commandant français recevra bientôt l'ordre de son gouvernement de ne pas interdire l'installation des Jésuites en Corse si la République le désire, mais les troupes du Roi devront immédiatement évacuer les places maritimes qui accueilleront ces religieux.

26 MAI. Paoli, qui était dans le Capicorsu depuis mars, arrive à Corti pour présider la consulte.

28 au 4 JUIN. Consulte générale. L'assemblée vote une imposition extraordinaire de un pour mille des biens meubles et immeubles.

29 MAI. Le fort de Capraia capitule. Le commissaire génois Bernardo Ottone avait demandé, pour la garnison, l'autorisation de s'embarquer avec armes et bagages. Murati accepte qu'elle quitte l'île mais refuse toute autre concession.

3 JUIN. Dumenicu Arrighi, président de séance, annonce à la consulte la capitulation de Capraia. Un courrier, arrivé la veille de Macinaghju, avait apporté la nouvelle à Paoli.

3 JUIN. Après avoir délibéré sur les propositions de Choiseul datées du 23 MARS, la consulte accepte que le Sénat de Gênes conserve le titre de roi de Corse et qu'hommage soit rendu à la République chaque fois qu'un nouveau général sera élu à la tête de la nation, mais refuse que les Génois conservent des places dans l'île. Toutefois, si la République désire sauver la face, on peut admettre le compromis suivant : dans le traité, la Corse laisse Bonifaziu à la République, tandis que par un article séparé et secret la République s'engage à céder la dite place à la Corse ayant deux ou trois ans, la Nation acceptant de lui payer, en compensation, un tribut annuel.

5 JUIN. Une circulaire du Général et du Conseil d'Etat annonce la prise de Capraia, ancienne dépendance du Royaume, et demande aux municipalités de réserver un jour pour fêter l'évènement et aux prêtres de commander des prières d'action de grâce.

JUIN. Barbaggi est envoyé à Capraia avec le titre d'intendant général.

12 JUIN. Sorba rédige un projet d'accommodement qui est un compromis entre les exigences des Corses et celles de la République.

22 JUIN. Sorba reçoit l'ordre, des assemblées génoises, d'offrir la Corse au roi de France et de donner une prompte réponse.

JUIN. Les Génois introduisent 300 hommes, des vivres et des munitions dans Bonifaziu toujours assiégé du côté terre.

4 JUILL. Au nom de la République, Sorba propose à la France de lui abandonner la souveraineté de la Corse.

15 JUILL. Paoli accorde asile et protection aux Jésuites sur le territoire contrôlé par l'armée nationale.

25 JUILL. Choiseul à Paoli : cédant aux désirs réitérés de la Cour de Madrid, le Roi n'empêchera pas l'installation des Jésuites à Calvi, Aiacciu et Algaiola, mais retire ses troupes de ces places, " avec d'autant plus d'assurance qu'il espère que, pour égard pour sa médiation, vous attendiez l'expiration des quatre ans du dépôt convenu pour faire aucune opération contre ces places ". (L'incident des Jésuites a retardé l'envoi à Gênes du mémoire du 3 juin ; Choiseul fait des réserves au sujet de Bonifaziu et signale que ce mémoire ne parle pas de Capraia).

30 JUILL. Les Français ont évacué les trois places maritimes. Paoli demande au Conseil provinciale de la

Rocca d'interdire les dévastations sur le territoire d'Aiacciu. Algaiola a été occupé par les Corses. Calvi est bloqué.

5 AOÛT. Paoli promet à Choiseul de ne pas occuper les présides si les français doivent y retourner mais signale que la neutralité n'est pas possible envers les Génois. Pour la question de Capraia il s'en remet aux décisions de S.M.

9 AOÛT. Dans le port d'Aiacciu les bateaux chargés des troupes françaises sont à l'ancre et les navires espagnols ont commencé à débarquer les Jésuites, lorsque Francescu Gaffori à la tête de 10 000 Corses, s'introduit dans la ville. Le commissaire Albora s'enferme dans la citadelle avec 150 hommes de troupes régulières et les Grecs et menace de bombarder les maisons. M. de Poulariès intervient pour interdire les hostilités et envoie une estafette à Marbeuf.

11 AOÛT. M. Jadart, commissaire des guerres envoyé par Marbeuf, arrive à Aiacciu. En traversant Corti, il avait eu une entrevue avec Paoli. Jadart obtient de Gaffori et Albora que les hostilités ne soient pas engagées. Le premier promet d'évacuer la ville si la gestion est assurée par la municipalité ; le commissaire génois dit ne pas être en droit de prendre des engagements et en réfère à la République.

25 AOÛT. Une felouque apporte l'accord du Sénat de Gênes à la médiation de M. Jadart, mais la République demande que les choses restent en l'état où elles étaient lorsque les Français occupaient Aiacciu et que le commissaire puisse rentrer en ville pour juger au civil et au criminel.

28 AOÛT. Gaffori retire ses troupes de la ville.

31 AOÛT. Paoli informe le Visiteur qu'il interdit aux Jésuites de se déplacer en dehors des résidences qui leur sont assignées.

12 SEPT. Choiseul remercie Paoli d'avoir accédé au désir du Roi. Par le même courrier il demande à Marbeuf d'envoyer deux compagnies à Calvi et deux à Aiacciu. La République n'a pas encore donné de réponse au mémoire des Corses et le ministre pense qu'elle négocie ailleurs qu'en France. Enfin, il signale que pour la sûreté d'un arrangement qui pourrait être fait il sera nécessaire que la France garde deux places en propriété.

14 SEPT. Mémoire de la Nation au pape sur les différents qui l'opposent au Visiteur.

OCT. Charles-Emmanuel III fait occuper les îles comprises entre la Sardaigne et la Corse (Maddalena, Caprera, etc.) lesquelles, de temps immémorial, appartenaient à la ville de Bonifaziu.

OCT. La zecca est transférée de Muratu à Corti.

20 OCT. Dans une lettre confidentielle à Paoli, Choiseul fait remarquer qu'il n'est pas naturel que le Roi se mêle des affaires de Corse sans en tirer un avantage et que cet avantage ne peut être autre que celui d'y conserver des points utiles à la navigation de ses sujets. Il demande que Buttafoco lui soit envoyé pour exposer les intentions du Général ; lui-même lui communiquera en entier son système sur la Corse.

Fin OCT. Consulte à Corti.

22 NOV. Paoli annonce à Choiseul que Buttafoco est chargé de se rendre à la Cour de France pour discuter des moyens que le Roi veut adopter pour assurer la liberté et l'indépendance de la Nation tout en conciliant les intérêts de la France avec ceux de la Corse. Ignorant où en sont les négociations entre la France et la République, Paoli informe le ministre qu'il n'est pas autorisé à aller au-delà des conclusions du mémoire du 3 JUIN. (Choiseul possède-t-il déjà un projet génois accordant l'autonomie interne à la Corse mais se réservant Aiacciu, Calvi et Bonifaziu avec, tout autour, de larges portions de territoire ? Quoiqu'il en soit, le ministre ne le portera pas à la connaissance du Général).

2 et 4 JANV. Entrevues Choiseul-Buttafoco. Le ministre fait connaître que la République a offert à la France son droit de souveraineté sur la Corse et, en même temps, négocié avec l'Espagne une relève des troupes françaises à la fin des quatre années prévues. Le roi de France, soucieux de la sécurité des Bourbons en Méditerranée, est prêt à donner son accord pour une occupation espagnole mais préfère s'entendre avec la Nation corse et, pour cela, réclame Bastia, San Fiorenzu et le Capicorsu en toute propriété contre sa garantie de l'indépendance nationale pour le reste de l'île.

4 JANV. Buttafoco remet un mémoire à Choiseul : il demande que la France obtienne de la République la cession de son droit de souveraineté puis en fasse don aux Corses en prenant sous sa protection et garantie la liberté et l'indépendance de la Nation. En reconnaissance, la Corse donnerait à la France la garde militaire (et non la propriété) de Bastia et San Fiorenzu et adhérerait, si S.M. le désire, au pacte de Famille des Bourbons.

8 JANV. En réponse au mémoire de Buttafoco, Choiseul confirme, par écrit, les présentations du Roi sur Bastia, San Fiorenzu et le Capicorsu et les présente comme une condition sine qua non à toute négociation avec les Corses.

9 JANV. Buttafoco communique à Paoli la lettre de Choiseul et demande des instructions.

5 FEVR. Dans une lettre à Buttafoco, Paoli rejette les propositions françaises faisant valoir les inconvénients d'un démembrement de l'île et la jalousie des puissances européennes. Dans cette lettre, le Général fait état d'une mission du prêtre Gavi, envoyé de Gênes pour traiter directement et secrètement avec les Corses.

13 FEVR. Paoli met fin au rôle de Buttafoco. Il lui demande, avant de cesser sa mission, de faire savoir au Roi que le refus des Corses n'est pas répugnance mais simple désir de préserver l'avenir et de le prier de dissuader les Espagnols d'envoyer des troupes en Corse et de faire remettre San Fiorenzu aux Nationaux avant le départ des troupes françaises.

FEVR. Mgr Struzziere porte à la connaissance des Conseils provinciaux les ordres de la Cour de Rome qui interdisent, sous peine d'excommunication, d'obéir à la circulaire de Paoli qui porte atteinte aux immunités ecclésiastiques.

FEVR. M. de Boufflers est à Antibes d'où il veut s'embarquer pour la Corse et rencontrer Paoli pour lequel il a de l'admiration. Il en est empêché par ordre du ministère.

21 FEVR. Les assemblées génoises précisent les conditions de la cession de la Corse à la France.

28 FEVR. Mémoire de Buttafoco à Choiseul, conformément aux instructions antérieures au 12 FEVR.

1er MARS. Entrevue Choiseul-Buttafoco pour discuter du mémoire de l'avant-veille.

3 MARS. Choiseul fait savoir à la République que le Roi n'a pas cru bon d'accepter la cession, sans réserves, des droits qu'elle avait sur la Corse, mais qu'il est prêt à prendre l'île en dépôt... (suivent les conditions qui seront stipulées dans le traité de Versailles du 15 mai).

12 MARS. Choiseul écrit à Buttafoco que les négociations sont rompues : " ... vous pouvez retourner en Corse quand bon vous semblera... S.M. fera savoir ses intentions au général Paoli lorsque les circonstances permettront que le Roi fasse savoir ce qu'il pense sur la situation de l'île de Corse ".

MARS. Buttafoco quitte Versailles après avoir adressé à Choiseul un mémoire conforme aux instructions du 13 FEVR. Avant de partir il a connaissance de rumeurs selon lesquelles le Roi enverrait de nouvelles troupes en Corse. Ces rumeurs se confirment à son arrivée en Provence. Il écrit d'Antibes pour questionner Choiseul.

3 AVR. Pâques.

3 AVR. Choiseul à Buttafoco : Paoli ne doit pas s'inquiéter de l'envoi de troupes ; il s'agit d'un simple changement de garnison. En même temps, le ministre demande à Buttafoco de revenir mais celui-ci ne recevra cette lettre qu'après son arrivée en Corse.

8 AVR. Les assemblées génoises donnent pleins pouvoirs à Sorba pour signer un traité avec la France.

Début MAI. Les troupes génoises reçoivent l'ordre de se préparer à quitter la Corse.

10 MAI. Daniel-Marc-Antoine Chardon est nommé intendant des troupes françaises en Corse.

13 MAI. Pleins pouvoirs du Roi à M. de Choiseul pour signer un traité avec Gênes.

## XVI. LA CORSE FRANCAISE

15 MAI. Traité de Versailles signé par Choiseul et Sorba : la République cède provisoirement, à la France, ses droits sur la Corse ; elle se réserve d'en réclamer la restitution le jour où elle sera en état de solder les dépenses occasionnées par l'expédition française ; le Roi garantie les possessions continentales de la République et s'engage à lui restituer Capraia ; en un article séparé et secret, le Roi offre une somme de 200 000 livres pendant 10 ans.

18 MAI. Le marquis de Chauvelin reçoit le commandement des troupes françaises.

10 MAI. Deux bataillons du régiment Bretagne débarquent à Aiacciu.

22 MAI. Consulte générale à Corti. Paoli se rend compte de ses négociations avec Choiseul et pose le problème de l'arrivée de nouvelles troupes dont on ne connaît pas la mission. Carlu Bonaparte lance un appel à la jeunesse pour la défense de la liberté. L'assemblée décide la guerre à outrance, ordonne la levée en masse, crée une Giunta di osservazione chargée de réprimer la subversion et vote un impôt extraordinaire de quatre pour mille des biens productifs et de un pour dix des revenus ecclésiastiques.

28 MAI. Le Doge et les assemblées génoises ratifient le traité.

29 MAI. Arrivée, à Aiacciu, de deux bataillons du régiment d'Anhalt, et du comte Jean-François de Narbonne-Pelet, maréchal de camp, qui a la responsabilité de la ville. Dans la nuit, Narbonne envoie 300 soldats à Bonifaziu.

29 MAI. Choiseul écrit à Paoli que les troupes envoyées en Corse ne doivent pas inquiéter la Nation et que M. de Chauvelin est chargé de négocier avec lui un arrangement avec la République. Cette lettre est adressée à Buttafoco qui la reçoit alors qu'il est dans le Capicorsu prêt à s'embarquer pour la France. Dans la lettre d'accompagnement, le ministre dit de Paoli : " ... le meilleur parti qu'il ait à prendre, est de se tenir tranquille, et de ne suivre en tout et pour tout que les impressions de la France ".

Fin MAI. Un bataillon du régiment Médoc débarque à Calvi. Les Corses qui sont sous les armes prennent position dans le Nebbiu, le Capicorsu et à Alata.

1er JUIN. La garnison génoise d'Aiacciu quitte la Corse. Les Français prennent possession de la citadelle et y plantent la bannière royale.

12 JUIN. Buttafoco, qui est à Mursiglia, reçoit la lettre de Choiseul ; celle destinée à Paoli n'est pas jointe : elle a dû être acheminée directement par Marbeuf. Buttafoco conseille au Général de ne pas faire la guerre aux Français.

15 JUIN. Le commandant français d'Aiacciu interdit aux commerçants de vendre des munitions de guerre aux Nationaux.

16 JUIN. Deux bataillons français débarquent à Bastia et s'ajoutent aux quatre qui y sont déjà.

19 JUIN. Au moment de partir pour Versailles, Buttafoco est informé que Paoli a reçu de Choiseul une lettre dont les termes ne sont pas alarmants. Buttafoco implore à nouveau le Général de ne pas entreprendre une guerre commandée par le désespoir et, ne pouvant avoir l'indépendance sous la protection de la France, d'accepter sa domination.

21 JUIN. Le commissaire génois quitte Bastia.

22 JUIN. Quatre bataillons français arrivent à San Fiurenzu. Le commandement de la ville est assumé par

M. de Grandmaison, maréchal de Camp.

23 et 24 JUIN. A Bastia, la France prend possession de sa souveraineté par des cérémonies publiques auxquelles s'associent la municipalité et la population.

JUIN. Ordonnance royale portant création du Conseil supérieur, la plus élevée des juridictions de l'île.

4 JUILL. Un député du bey de Tunis débarque à Porti Vechju apportant des cadeaux à Paoli pour le remercier d'avoir donné la liberté à un bateau qui était pourtant une prise légitime.

8 JUILL. L'intendant Chardon est nommé président du Conseil supérieur.

29 JUILL. Marbeuf écrit à Paoli pour le sommer de retirer ses soldats de Barbaghju et Patrimoniu, afin de laisser aux Français la libre communication entre Bastia et San Fiorenzu, et de lui remettre l'Isula Rossa, il se porte dans la nuit à Teghjime avec 2000 hommes et donne l'ordre à M. de Grandmaison de sortir de San Fiorenzu.

1er AOÛT. Après deux jours de durs combats et de lourdes pertes, les Français s'emparent de Patrimoniu et Barbaghju.

5 AOÛT. Un édit de Louis XV annonce que Gênes a volontairement cédé à la France ses droits de souveraineté sur la Corse. Le Roi promet à ses nouveaux sujets l'oubli des troubles antérieurs à la cession et souhaite qu'ils ne le mettent pas, par leur rébellion, dans l'obligation de détruire un peuple adopté avec tant de complaisance.

5 AOÛT. Grandmaison s'empare de Feringule et Marbeuf occupe Erbalonga.

6 AOÛT. Une frégate, détachée de l'escadre anglaise, accoste à Fornali. Deux officiers (des familles Stuart et Hamilton) ont une conférence avec Paoli.

12 AOÛT. De Compiègne, Choiseul écrit à Buttafoco, qui est à Paris, que Paoli " a eu de l'audace " de faire attaquer les troupes de S.M. " Cette hostilité a occasionné une petite affaire qui servira de correction, à ce que j'espère, à Paoli et à ceux qui lui obéissent, mais qui ne permet d'entamer aucune négociation avec un homme qui a osé manquer aussi essentiellement au Roi ". Choiseul demande à Buttafoco de retourner en Corse, avec M. de Chauvelin, pour conseiller le général Paoli.

15 AOÛT. Comme il y a deux ans, les " Fils de la liberté " de Boston portent un toast " au véritable héros Pasquale Paoli, et à tous les vaillants Corses ".

16 AOÛT. Les patriotes corses défont mille français et Calvais venus pour s'établir au-dessus de Lumiu.

19 AOÛT. Dans une lettre à Rivarola, Paoli se plaint de la passivité des Anglais et de l'attitude hostile des gouvernement de Naples et de Toscane.

20 AOÛT. Marbeuf et Grandmaison, combinant les mouvements de leurs troupes, progressent légèrement dans le Capicorsu.

20 AOÛT. De Toulon, ordonnance de Chauvelin portant obligation aux navires corses de remplacer le pavillon national par le pavillon du Roi. Une deuxième ordonnance offre la protection royale aux villages qui ouvriront leurs portes aux troupes françaises et toutes les rigueurs de la guerre à ceux qui résisteront.

24 AOÛT. Trois colonnes françaises se dirigent vers Nonza : celle du comte de Marbeuf partie de Siscu, celle du comte de Coigny parti d'Olmata, celle du comte de Grandmaison par le bord de mer. Après deux jours de siège et de bombardement continu par les bateaux de guerre, les Corses, Ghj. Barbaggi à leur tête capitulent.

26 AOÛT. Buttafoco débarque à Calvi. Suivant les directives de Choiseul seul, il écrit à Paoli d'abandonner l'idée d'indépendance et de se soumettre à la France.

26 AOÛT. M de Chauvelin, lieutenant-général des troupes de S.M. et gouverneur général du Royaume de Corse débarque à San Fiorenzu. (Chauvelin enverra les PP. Morazzani et Guasco à Paoli pour convenir d'un armistice de deux mois. Cette proposition n'aura pas de suite car le Général ne l'accepte que si les Français réintègrent les présides. Il leur accorde tout au plus la libre communication entre Bastia et San Fiorenzu).



27 AOUT. Chauvelin publie l'édit royal du 5 AOUT et ses ordonnances datées de Toulon.

29 AOUT. Le gouvernement national convoque une consulte pour étudier la situation résultant de l'inattendue et injuste attaque des Français contre Barbaghju et Patrimoni et de la publication de l'édit du Roi faisant état d'un transfert de souveraineté.

29 AOUT. Chardon commande l'expulsion des Jésuites établis à Bastia. (Huit jours plus tard ce sera le tour des Jésuites d'Aiacciu).

30 AOUT. De Bastia, Buttafoco lance un dernier appel à Paoli pour une soumission au roi de France. (Désormais, par ordre de ses supérieurs, toute correspondance avec Paoli lui est interdite).

AOUT. Choiseul averti M. de Coigny, commandant de la place de Toulon, que les Corses pris les armes à la main seront enfermés dans la Grosse Tour.

AOUT. Par souscription nationale, Boswell collecte 700 livres sterling qu'il transforme en armes et munitions expédiées en Corse.

Nuit du 4 au 5 SEPT. Toutes les troupes françaises sortent de Bastia pour une offensive générale. Les soldats sont répartis en trois colonnes : celle de droite sous les ordres de Grandmaison ; celle de gauche dirigée par Coigny ; celle du centre commandée par Marbeuf. Lors de son déploiement, cette dernière se subdivisera en deux unités : celle de gauche dirigée par M. de d'Arcambal, celle de droite par le baron de Juigné.

5 SEPT. Les Français s'empare de Poghju d'Oletta et Biguglia. Dans la soirée ils pénètrent dans Furiani après que ses défenseur aient décroché. Les Corses se retirent en Casinca.

8 SEPT. Arcambal investit la Casinca déjà gagnée à la France par les partisans de Buttafoco. Les Français occupent le Viscuvatu, la Venzulasca, Loretu et Penta.

Nuit du 9 au 10 SEPT. Contre-attaque corse en Casinca ; une partie du Viscuvatu est déjà aux mains des Nationaux lorsque l'arrivée de renforts les oblige à se retirer.

10 SEPT. 69 prisonniers corses arrivent à Toulon.

Nuit du 10 au 11 SEPT. Les Corses attaquent Penta : M. Bellot, capitaine du Rouergue, est forcé de se rendre.

11 SEPT. Le commandant corse qui gardait Capraia livre l'île à M. de Joannez, aide -major du Rgt Languedoc.

Nuit du 12 au 13 SEPT. Les Corses attaquent Loretu. Ils remontent à l'attaque jusqu'à quinze fois, mais Juigné à la tête du Rgt de Soissonnais résiste victorieusement.

13 SEPT. Un deuxième convoi de prisonniers corses (34 officiers, 102 soldats) arrive à Toulon. Parmi ces prisonniers Ghj. Barbaggi et six Capitaines : Antone Gentili, né à San Fiurenzu, aide de camp de Barbaggi, Ghjiseppu Franceschi, né à Brandu, Anghjulu Luigi Petriconi, de Soriu, Francescu Sebastiani, du Capicorsu, Ghjuvanni Antoni, de Patrimoni, et Luigi Calvelli, du Capicorsu.

14 SEPT. Les Français, qui avaient conquis tout le Nebbiu, s'étaient installés solidement à Santu Niculaiu. A 5 heures du matin, 4000 Corses attaquent le Camp. La bataille fait rage jusqu'à 3 heures de l'après midi. Pendant ce temps, les Nationaux s'emparent de Muratu et menacent de couper les troupes françaises sur leurs arrières. A 10 heures du soir, Grandmaison, qui a perdu beaucoup de soldats et plusieurs officiers, lève le camp et se retire sur Oletta, abandonnant une partie des équipages et l'hôpital ambulancier.

Nuit du 16 au 17 SEPT. Les Corses se portent au pont du Golu obligeant les Français à évacuer la Casinca pour ne pas être encerclés.

17 SEPT. Grandmaison opère une sortie victorieuse contre les Corses qui harcelaient son Q.G. d'Oletta.

18 SEPT. Les Corses tiennent une consulte et décident de poursuivre la guerre à outrance. Pendant ce temps, les Français évacuent la Casinca et retirent leurs troupes sur Bastia ne conservant qu'un poste avancé dans le village du Borgu sous les ordres du colonel Henri-François-Hyacinthe de Frolois de

Ludre, neveu du duc de Choiseul, avec 500 hommes et trois pièces de canon. Après la consulte, les Corses occupent les maisons extérieures du Borgu et y tiennent un conseil de guerre.

28 SEPT. Un conseil de guerre, assemblée par Chauvelin, opte pour la défensive jusqu'à l'arrivée de dix bataillons qu'on attend de France.

4 OCT. Paoli écrit à Ghj.B. Ristori, prisonnier sur parole dans Bastia et qui s'était fait l'interprète des volontés de M. de marbeuf, qu'il ne comprend pas que le Roi incite les Corses à se soumettre en vertu d'un traité conclu avec la République dont on refuse de révéler le contenu.

Nuit du 6 au 7 OCT. Les Corses s'introduisent dans les maisons du Borgu qui font face à la mer. A la pointe du jour ils occupent une maison, située à mi-côte, que défendait un lieutenant et 20 hommes, isolant M. de Ludre, sans eau, dans le haut du village où il s'était fortifié.

8 OCT. Chauvelin envoie d'Arcambal avec huit compagnies de grenadiers pour dégager Borgu ; ils doivent rebrousser chemin.

9 OCT. Toutes les troupes françaises disponibles sortent de Bastia pour aller au secours de la garnison du Borgu, pendant que Grandmaison attaque à Olmeta pour faire diversion. La bataille se poursuit, terrible, pendant toute la journée. A la nuit, Chauvelin ordonne la retraite et M. de Ludre doit capituler. Les Français ont des centaines de tués, dont deux colonels et de nombreux officiers, et un grand nombre de blessés parmi lesquels M. de Marbeuf.

OCT. Tous les Buttafoco abandonnent Paoli.

OCT. Quatre nouveaux bataillons débarquent à San Fiurengu et quatre à Calvi.

NOV. Découverte d'un complot pour livrer Paoli aux Français, Matteu Massessi, fils de Ghjiseppu Maria le grand-chancelier de la Nation, s'était chargé de son exécution.

9 NOV. Les troupes françaises ont terminé leur installation dans les quartiers d'hiver ; elles occupent le Capicorsu, Bastia, et Biguglia, San Fiurengu et Oletta, et communiquent entre elles par une chaîne de redoutes. Les postes avancés des Corses sont à Borgu, Lucciana, Muratu, Rapale, Vallecalle et Olmeta.

13 NOV. Au couvent des capucins de Sant Riparata, Paoli reçoit de nouveau les PP. Morazzani et Guasco, envoyés par Chauvelin pour négocier le terrain conquis.

14 NOV. Conspiration pour s'emparer de l'Isula Rossa. Elle est organisée par l'officier d'état-major Charles-François Dumouriez qui avait conservé des accointances depuis son passage dans la province en 1764. (Le futur général avait été rappelé d'Espagne pour faire la campagne de Corse où il gagnera ses galons de colonel). Dumouriez arrive devant la place avec le vaisseau de guerre Le Provence, appelé par l'abbé Ghjanandria Fabiani qui pensait avoir gagné son parent commandant de l'Isula Rossa. En réalité celui-ci leur avait tendu un piège : lorsque le 17 ils tentent de débarquer, ils sont reçus à coups de fusil.

15 NOV. Un manifeste rend publiques les propositions de Chauvelin et la réponse de Paoli.

NOV. Le Royal-Corse est envoyé à Toulon pour être embarqué. Les officiers corses refusent d'aller combattre leurs compatriotes.

( ? ). Cesare Petriconi et le comte Perez, qui ont embrassé la cause française, acceptent de former deux légions corses pour combattre les Nationaux. Perez tente de soulever le Delà-des-Monts mais la Giunta di Osservazione, par une répression immédiate, empêche tout mouvement séditionnel.

DEC. Afin de suppléer aux défections, Paoli écrit des lettres aux Corses de l'extérieur capables d'assurer un commandement dans l'armée nationale et leur demande de regagner la patrie.

24 DEC. Installation du Conseil supérieur.

28 DEC. Chauvelin, rappelé à la Cour, s'embarque à San Fiurengu.

Fin 1768. Un marchand et contrebandier de Boston, adversaire des Anglais, donne le nom de Paoli à l'un de ses bateaux.

1769

Nuit du 1er au 2 JANV. Paoli tente de surprendre San Fiorenzu. L'alerte ayant été donnée, les Corses renoncent à franchir le mur d'enceinte.

19 JANV. Choiseul s'entretient avec le comte de Vaux sur les affaires de Corse.

22 JANV. Antonucci Matra, venant de Gênes, arrive en Corse pour une mission dont on ignore le motif.

2 FEVR. Mort de Clément XIII.

13 FEVR. L'abbé Francescu Antone Saliceti, ses parents et ses amis quittent Oletta occupé par les soldats de M. d'Arcambal. Ils avaient promis à Paoli de faciliter, de l'intérieur, l'attaque du village, mais le Général venait de changer d'objectif. Leur projet est aussitôt découvert et on procède à des arrestations.

Nuit du 13 au 14 FEVR. Les Corses s'emparent de Barbaghju, où ils ont été introduits par les habitants, et s'installent à Teghjime.

15 FEVR. Marbeuf chasse les Nationaux de Teghjime et encercle Barbaghju.

16 FEVR. Les Français reprennent Barbaghju.

20 FEVR. De Vaux est nommé commandant en chef des troupes françaises en Corse.

MARS. Charles-Emmanuel III informe Viry, son ministre à Londres, que les Corses subissent des échecs et que les Français vont recevoir de nouveaux renforts.

5 MARS. Marbeuf commet M. de Pujol pour instruire le procès des habitants d'Oletta arrêtés pour crime de trahison.

11 MARS. De Vaux quitte Paris.

15 au 17 MARS. Paoli tient une consulte extraordinaire au couvent de Casinca. L'assemblée décrète la mobilisation générale de 16 à 60 ans. Les ecclésiastiques qui n'ont pas charge d'âmes sont eux-mêmes requis pour la garde de postes à l'arrière du front.

26 MARS. Pâques.

Premiers jours d'AVR. De nombreux bataillons d'infanterie et de cavalerie s'embarquent à Toulon pour la Corse.

9 AVR. De Vaux débarque à San Fiorenzu.

10 AVR. A Philadelphie, les " Fils de la Liberté " fêtent l'anniversaire de la naissance de Paoli. Des 45 toasts portés, 7 le sont à Paoli et à la Corse.

Début AVR. Paoli a enfin connaissance du traité de Versailles ; il le fait imprimer et divulguer.

22 AVR. Ordonnance royal commettant Chardon pour instruire et juger le procès de la " conspiration " d'Oletta.

26 AVR. En présence de Lord Pembroke, Paoli passe la revue de ses troupes réunies en Casinca. (L'aide anglaise à la nation corse est importante sans aucun engagement de la part du gouvernement de Georges III).

28 au 30 AVR. Les troupes françaises sortent de Bastia pour une attaque généralisée.

1er MAI. Les deux armées sont face à face. De Vaux a installé le gros de ses troupes, soit 20 bataillons plus la cavalerie, dans la plaine d'Oletta ; 90 " volontaires " conduits par le chevalier de Viomesnil sont disposés en avant ; à gauche, Marbeuf avec 3000 hommes et la cavalerie de la légion Soubise s'est porté jusqu'au Bevincu ; à droite, 2000 hommes commandés par M. d'Arcambal occupent la région comprise entre Oletta et San Fiorenzu. De son côté, Paoli a établi son Q.G. à Muratu et a fait occuper par ses milices les hauteurs de Tenda qui contrôlent les vallées de l'Alisu, l'Ostriconi et le Golu.

3 MAI. De Vaux commande des tirs d'artillerie sur Olmeta.

4 MAI. M. de Narbonne et le marquis de Luker accentuent leur pression, l'un dans le Delà-des-Monts,

l'autre en Balagna. Marbeuf fait avancer la cavalerie jusqu'au Golu.

5 MAI. A l'aube, M. De Vaux et son adjoint le lieutenant-général de Bourcet commandent l'offensive générale des troupes françaises : le maréchal de camp d'Arcambal s'avance sur Pieve ; le lieutenant-général marquis de Boufflers bouscule les Nationaux entre Rapale et Vallecalle ; le chevalier de Viomesnil enlève Bigornu ; Marbeuf s'empare du Borgu que défendait Carlu Raffaelli ; le marquis Descoulombre appuie ces mouvements avec 16 bataillons et toute l'artillerie. Paoli quitte Muratu et ordonne la retraite. Clemente Paoli, le comte Gentili, Acchille Murati et Dante Grimaldi abandonnent leurs positions aux Français. A 10h., les premiers éléments de l'armée du Roi atteignent l'objectif assigné par De Vaux ; le soir, toute l'armée campe sur le plateau de Santu Niculaiu.

7 MAI. Nouvelle marche en avant des Français : M. De Vaux occupe Lentu et M. d'Ogny le col de San Ghjacumu qui domine Petralba et la vallée de l'Orticoni, c'est à dire la communication avec la Balagna ; sur les arrières, d'Arcambal, de Viomesnil et M. d'Ampus occupent Sorriu, San Gavinu et Santu Petru, tandis que de Boufflers continue à fortifier le camp de Santu Niculaiu. Les Corses tentent de reprendre la Bocca San Ghjacumu mais sont repoussés.

8 MAI. Les Corses se lancent à l'assaut de Lentu et de la Rocca San Ghjacumu ; ils bousculent les Français et sentent que la victoire est à leur portée, mais Paoli, qui surveille les opérations d'une hauteur de l'autre côté du Golu, a négligé de protéger les flancs. Deux colonnes françaises sortent de Bigornu et Canavaghja ; les Corses, pris à revers, sont forcés à une retraite désordonnée vers le pont du Golu sous le feu plongeant des armes françaises. De l'autre côté du Golu, Gentili, obéissant aux ordres reçus, refuse le passage du pont jusqu'à ce que Paoli lui commande de se retirer. La nuit met fin au combat qui se termine dans la plus grande confusion.

9 MAI. Narbonne occupe Apiettu et le couvent de la Mezana. Marbeuf s'empare de Vignale et l'incendie.

10 MAI. De Boufflers et d'Arcambal prennent Petralba et Nuvella.

16 MAI. Les Français passent le Golu et campent au-dessus de Valle di Rustinu.

17 MAI. De Vaux occupe le Rustinu tout en respectant Merusaglia que Clemente Paoli quitte pour Corti où était réfugié son frère après y avoir envoyé Francescu Gaffori et Ghjuvan Lorenzu Petriconi.

18 et 19 MAI. Jonction de la colonne Marbeuf avec le gros de l'armée.

20 MAI. Les Français occupent Omessa. Paoli se retire à Vivariu.

22 MAI. De Vaux pénètre dans Corti.

23 MAI. La Balagna dépose les armes.

24 MAI. Acchille Murati, Petru Colle, du Rustinu, et les responsables de la Balagna, soit près de 180 hommes, s'embarquent à l'Isula Rossa sur un bateau anglais qui les emporte à Oneglia.

24 MAI. L'intendant Chardon quitte Bastia pour Corti.

25 MAI. D'Arcambal prend possession de l'Isula Rossa.

25 MAI. Dernier numéro des Ragguagli.

2 JUN. Paoli quitte Vivariu pour Bucugnanu, puis Bastelica, la Rocca et Porti Vechju.

6 JUIN. Après quatre jours de combats, l'armée française occupe Vivariu.

8 JUIN. Les troupes de M. De Vaux font leur jonction avec celles de M. de Narbonne.

13 JUIN. Pasquale Paoli, son frère Clemente et 340 patriotes s'embarquent à Porti Vechju pour Livourne.

Le 19 SEPT. Le Général est à Londres qu'il a choisi pour son exil.

Le départ du Père de la Patrie met un terme à quarante années de révolte armée contre la République de Gênes. Jusqu'en 1755, et si l'on excepte la courte période pendant laquelle régna Théodore, cette révolte avait revêtu un caractère négatif : les Corses avaient décidé de rejeter la tutelle génoise sans statuer sur l'avenir de la nation ; une nouvelle dépendance semblait plus probable que la souveraineté et les Corses avaient pris l'habitude de dire qu'ils acceptaient de se donner au diable, celui-ci pouvant être turc... ou gaulois. Et puis le grand Pasquale Paoli était venu avec son génie politique qui fit l'admiration des penseurs de l'époque et il avait fait de l'indépendance nationale le moteur de la révolte.

Aussi, après les événements de 1769, les Corses éprouvent un sentiment de frustration et, comme ils ne s'attendaient pas à une telle attitude du roi de France, ils en sont abasourdis.

Certes, il y avait ceux qui avaient opté pour la France dès 1768 ; il y aura, comme partout et toujours, ceux qui se mettent dans le sillage du vainqueur ; il y aura ceux qui résisteront les armes à la main ; mais la grande majorité demeure accablée, sans réaction, sans même une dernière imprécation contre la République de Gênes. Vingt ans plus tard, un officier des troupes d'occupation constate encore " ce chagrin d'avoir été soumis ", et il précise : " ils ne peuvent s'habituer à l'idée de ne pas redevenir une nation indépendante ".

La perte de la souveraineté n'est pas suffisante à expliquer une déception qui durera des décennies. Il y a aussi, et surtout, l'affront infligé aux Corses en décidant de leur sort par un arrangement direct avec la République. Le responsable de cette atteinte grave au tempérament des insulaires c'est M. de Choiseul ou, plus exactement, la Diplomatie.

En 1767, Choiseul refuse la donation proposée par la République, car il sait qu'en matière internationale toute rupture d'équilibre est source de conflits. Il préfère négocier le traité du 15 MAI 1768 qui comporte un transfert de souveraineté mais aussi un article par lequel " le Roi s'engage à conserver sous son autorité et administration toutes les parties de la Corse qui seront occupées par les troupes françaises jusqu'à ce que la République en demande à la France la restitution ". Ces termes ouvrent la porte à une reculade au cas où d'autres puissances européennes, et l'Angleterre en particulier, manifesteraient une opposition formelle. Mais le même article donne la possibilité, à la France, de conserver la Corse indéfiniment car la République, en demandant la restitution, doit être " en état de solder la dépense que l'expédition actuelle de troupes et les frais de leur entretien en Corse pourront occasionner ".

Si habile soit-elle, la machination de M. de Choiseul ne devient efficace que si les dépenses occasionnées par l'expédition sont importantes et hors de proportions avec les possibilités de la République, même avec une aide cachée. Aussi le traité de Versailles n'est pas publié immédiatement et les Corses, tenus dans l'ignorance, se battent avec courage et succombent désenchantés.

Cette façon d'entrer dans la pensée des Corses de 1769 est certes simpliste et mériterait une analyse approfondie, mais ce que l'on ignore c'est la réaction des Génois, celle du peuple de Gênes qui, sans doute, ne comprenaient pas que les Serenissimi Doge, Governatori e Procuratori puissent apporter une si pauvre conclusion à des siècles de leur histoire.

## INDEX DES NOMS DE PERSONNES

ABBATUCCI (les)  
ABBATUCCI D.GHJ.  
ABBATUCCI GHJ.P  
AGOSTINI  
AITELLI  
ALBORA  
ALESSANDRINI (abbé)  
ALESSANDRINI C.F.  
ALESSANDRINI GHJ.A.  
ALESSANDRINI L.O.  
AMBROSI GHJ.GHJ.  
AMBROSI M.M.  
AMELOT  
AMPUS  
ANGELIS C.C.  
ANGELIS M  
ANGELO A.F.  
ANGELO G.  
ANGERVILLIERS  
Anghjulucciu  
Anton Bastianu  
ANTONELLI  
ANTONI  
APROSIO  
ARCAMBAL  
ARENA  
ARGENSON  
ARRIGHI  
ARRIGHI D.  
ARRIGHI GHJ.A.  
ARRIGHI GN.  
ASCAMIO  
ASCIONE  
ASTIMA  
ASTOLFI  
AVARRY  
BACCICALUPO  
BACCIOCCHI  
Baghjolu, v. ORNASIO GHJ.B.  
BALBI C.  
BALBI F.M.  
BALDASSARI  
BALESE  
BALISONE GHJ.M.

BALISONI  
BARBAGGI  
BARNABO  
Bartolò v. SETA B.  
BATH  
BATINI S.  
BATTAGLINI  
BATTINI F.  
BATTISTI A.N.  
BATTISTI D.A.  
BEAUJEU  
BELLE-ISLE  
BELLOT  
Benoît XIV  
BERNARDI C.  
BERNARDI GHJ.F.  
Bernardinu (Padre)  
BERNIS  
BERTELLET  
BERWICK  
BIANCHERI  
BISAY  
BALSI  
BOCCHECIAMPE  
BOERIO  
BOGINO  
BOISSIEUX  
BONAPARTE  
Boniface VIII  
BONIS  
BORGHETTI  
BOSCAWEM  
BOSWELL  
BOTTA  
BOUFFLERS (duc de)  
BOUFFLERS (marquis de)  
BOURBONS  
BOURCET  
BOYER DE FONSCOLOMBE  
Brandone  
BREITWITZ  
BREQUIGNY  
BRETEUIL  
BRIGNOLE  
BRIGNOLE G.F.M.  
BRIGNOLE SALE F.

BRIGNOLE SALE R.E.  
BROCCA  
BROWN  
BUSTORO  
BUTTAFOCO (les)  
BUTTAFOCO A.  
BUTTAFOCO GHJ.B.  
BUTTAFOCO GHJ.C.  
BUTTAFOCO M.  
BUTTAFOCO O, v. GINESTRA.  
CACCHIONE  
CACCIALEPRI  
CALVELLI un des Noble-Douze  
CALVELLI L.  
CALVESE  
CAMPOFIORITO  
CAMPREDON  
CANELLI  
CANEVARO  
CANEVARO D.M.  
CAPONE  
CARAFFA  
CARBUCCIA cap. Au Royal-Corse  
CARBUCCIA D.  
CARDI  
CARLI  
CARROS  
CARTERET  
CASABIANCA, prêtre  
CASABIANCA GHJ.B.  
CASABIANCA GHJ.C.  
CASABIANCA O.P.  
CASALE O.S.  
CASALE P.  
CASALI  
CASALTA  
CASTINETA, v. AMBROSI GHJ.GHJ.  
CASTRIES  
CASTRO  
CATTANEO C.G.  
CATTANEO C.  
CATTANEO N.  
CECCALDI A.  
CECCALDI (B. COLONNA)  
CENTURIONE B.  
CENTURIONE G.



CENTURIONE G.M.  
CERVONI F.  
CERVONI GHJ.B.  
CHAMPGRAND  
CHARDON  
Charles III  
Charles VI  
Charles-Albert  
Charles-Emmanuel III  
CHATEL  
CHAUVELIN CL.F.  
CHAUVELIN G.L.  
CHAVANNE  
CHIARELLI  
CHOISEUL  
CHOISEUL-BEAUPRE  
CIAVALDINI  
CIAVALDINI cardinal  
CIALVALDINI C.  
CIAVALDINI L.  
CICCERETTI  
CLEMENT XII  
CLEMENT XIII  
CLERI CO.  
CLETER  
COIGNY  
COINCY  
COLLE  
COLMENERO  
COLONNA A.  
COLONNA A.F.  
COLONNA S.  
COLONNA DA BOZZI A.  
COLONNA DA BOZZI B. ép. ROSSI  
COLONNA DA BOZZI F.M.  
COLONNA D'ISTRIA  
COMEIRAS  
CONSALVI  
CONTADES  
CONTRI  
CORAZZINI  
CORTANZE  
COSTA A.  
COSTA B.  
COSTA F.M.  
COSTA GHJ.

COSTA GHJ.P.  
COTTONI (les)  
COTTONI GHJ.C.  
COTTONI GHJ.D.  
COTTONI M.E.  
COURCY  
COUTLET  
CRAON  
CUMBERLAND  
CUMIANA  
CUNEO  
CURLI  
CURLI G.  
CURLI G.B.  
CURLI G.G.  
CURSAY  
CUTTOLI F.M.  
CUTTOLI GN.F.  
DAUN  
DESCOULOMBRE  
Deziu, de Pallega  
DONATI  
DONNINI  
Don Philippe  
DORIA  
DORIA B.A.  
DORIA C.  
DORIA D.  
DORIA F.M.  
DORIA G.M.  
DREVITZ  
DROST, oncle de Théodore  
DROST M.  
DUFOR  
DUMOURIEZ  
DUPONT  
DURAND D'OGNY  
DURAZZO C.D.  
DURAZZO C.E.  
DURAZZO GHJ.P.  
DURAZZO M.  
DURAZZO M. dit Michele Fozzano  
DURAZZO ST;  
Elizabeth de Russie  
Eugène de Savoie  
FABIANI GHJ.A.

FABIANI GHJ.M.  
FABIANI S.  
FARINOLE  
DEDELI  
FELCE  
FENELON  
FERDINANDI  
FERRI  
FERRONI  
FIECHI  
FILINGHIERI  
FLEURY  
FOLACCI  
FONSECA  
FONTETE  
FORCIOLI  
FORNARI  
FOZZANI M. v. DURAZZO Michele  
FRANCESCHETTI  
FRANCESCHETTI, major génois  
FRANCESCHETTI  
Francescu Antone di Natale  
FRANCHI  
François de Lorraine  
FRANZINI  
FRANZONI G.F.  
FRANZONI M.  
Frédéric II  
FREDIANI N.  
FREDIANI S.P.  
FROULAY  
Gaetano (P.)  
GAFFORI (abbé)  
GAFFORI Noble-Douze  
GAFFORI A.F.  
GAFFORI FAUSTINA née MATRA  
GAFFORI F.  
GAFFORI GHJ.F.  
GAFFORI GHJ.PAULU  
GAFFORI GHJ.Petru  
GAGLIARDI  
GALEAZZI  
GALISSONNIERE  
GALLI  
GALLONI A.  
GALLONI S.

GASTALDI  
GAVI consul  
GAVI prêtre  
GAVINI  
GENOVESI  
GENTILE  
GENTILI comte  
GENTILI A  
GENTILI V.  
Georges II  
Georges III  
Ghjuvan Felice, de Ficaghja  
GIABICONI D.A.  
GIABICONI M.A.  
GIAFFERI A  
GIAFFERI L.  
GINESTRA P.S.  
GINESTRA S.  
Giocante da Leca  
GIOCANTI  
GIOVANNONI P.F, di SALICETU  
GIRENTON  
GIUDICELLI  
GIULIANI  
GIUSEPPI  
GIUSTINIANI D.  
GIUSTINIANI P.M. évêque  
GIUSTINIANI P.M. comm.  
GIUSTINIANI (P. T. M.)  
GOLDONI  
GOLDWORTHY  
GORANI  
GORZEGNO  
GRANDMAISON  
GRAZIANI  
GRAZIETTI  
GRECH  
Grégoire VII  
GRIMALDI cap. Au Royal-Corse  
GRIMALDI C.  
GRIMALDI D.  
GRIMALDI D.F.  
GRIMALDI F.  
GRIMALDI G.  
GRIMALDI G.B.  
GRIMALDI G.G.

GRIMALDI(P. Isaià)  
GRIMALDI (P. Leunardu)  
GRIMALDI L.  
GRIMALDI O.  
GRITTA  
GROPALLO  
GUAGNO  
GUARINI  
GUASCO  
GUELFUCCI  
GUERIN  
GUICCIARDI  
GUISARD  
GUYMONT  
HAMILTON  
HARRINGTON  
Ilaro (chanoine, dit chanoine)  
Guagnu  
IMPERIALE, cardinal  
IMPARIALI L.  
IMBERT  
Innocent II  
ISLAY  
IVREA  
JADART  
JAUSSIN  
Jean d'Aragon  
JOANNEZ  
JONVILLE  
JUIGNE  
KULMBA  
LACOMBE  
LARNAGE  
LAROCHE  
LA TOUR DU PIN  
Léonard (P.)  
LAVALLIERE  
LIMPERANI  
LEZZE  
LICHTENSTEIN  
LIMAROLA  
LIMPERANI d'Orezza  
LIMPERANI, podestà de Bastia  
LOMELLINI A.  
LOMELLINI A di Bartolomeo  
LOMELLINI C.M.

LOMELLINI G.M.  
LEMELLINI ST.  
LORENZI  
Louis XV  
LUC VINTIMILLE  
LUCCIONI  
LUDRE  
LIKER  
LURI  
LUSINCHI GHJ.F.  
LUSINCHI M.A.  
LUSSAN  
MAGGIOLO  
MAILLEBOIS  
MALGRANI  
MAMBILLA  
MANN  
MARBEUF  
MARCHELLI  
MARENGO  
MARI B.  
MARI C.  
MARI F.  
MARI G.B.  
MARI G.B. comm.  
MARI L.  
MARI ST.  
MARIANI de Corti  
MARIANI D.M.  
MARIANI Don c.  
MARIANI F.A.  
Marie-Thérèse d'Autriche  
MARIOTTI  
MARTINETTI (les)  
MARTINETTI GHJ.  
MASSEI (les)  
MASSEI R.  
MASSERIA  
MASSESSI GHJ.M.  
MASSESSI M.  
MASSONI  
MATRA AL F.  
MATRA A.  
MATRA M.E.  
MATRA S.  
MATTEI M.

MATTEI P.  
MATTHEWS  
MAUREPAS  
MEDICI G.G.  
MEDICI O.  
MEDLEY  
MIREPOIX  
MONGIARDINO  
MONTALLEGRO  
MORACCHINI  
MORATI (les)  
MORATI F.M.  
MORATI P.P.  
MORAZZANI (P.)  
MORAZZANI A.  
MORETTI  
MURATI cap. au Royal-Corse  
MURATI A.  
MURATI S.  
MURATI T.  
NARBONNE PELET  
NATALI F.  
NATALI F.M.  
NATALI GHJ.N.  
NATALI GHJ.M.  
NEGRETTI  
NEGRO  
NEIL BROWN  
NEUHOFF Frederic  
NEUHOFF Theodore  
NEUILLY  
NEWCASTLE  
NOAILLES  
ORECCHIONE  
ORMEA  
ORNANO F.M.  
ORNANO GHJ.B. dit Bachjolu  
ORNANO L.  
ORNANO P.F.  
ORSATTONI  
Orsuvechju  
ORTALI  
ORTICONI cap. au Royal-Corse  
ORTICONI E.  
ORTO  
ORTOLI

OSSONVILLE  
OSSORIO  
OTTAVI  
OTTAVIANI  
OTTONE  
OZERO  
PAGANELLI (les)  
PAGANELLI colonel à Venise  
PAGANELLI F.  
PAGET  
PALLAVICINI C.  
PALLAVICINI D.  
PALLAVICINI G.F.  
PALLAVICINI G.L.  
PALLAVICINI P.G.  
PANZANI (les)  
PANZANI C.F.  
PAOLI CL.  
PAOLI GHJ.  
PAOLI P.  
PAOLI P.M.  
PATRIMONIO  
Paulu Francescu di l'Ornanu  
PEDEMONT  
PELOUX  
PEMBROXE  
PENSA  
PERALDI  
PERETTI (les)  
PERETTI A.P.  
PERETTI GHJ.D.  
PERETTI L.  
PERETTI S.  
PEREZ  
PETRASANTA  
PETRICONI A.L.  
PETRICONI C.  
PETRICONI GHJ.S.  
PETRICONI GHJ.L.  
Petru Maria d'Apiettu  
Philippe V.  
PIANELLI A.M.  
PIANELLI GHJ.B.  
Pichjolu de Ficaghja  
Pierre III  
PIETRANSANTA GHJ.M.



PIETRI GHJ.F.  
PIETRI P.S.  
PIGNON  
PINELLI A.  
PINELLI C.  
PINELLI F.  
PIPPO  
PIZZINI  
POGGI GHJ.L.  
POGGI S.  
POLETTI  
POLETTI N.  
POLETTI servite  
POLI  
POLIGNAC  
POMPILIANI  
POGGI DE'CITERINI  
POULARIES  
PRASLIN  
PUJOL  
PUYOL  
PUYSIEULX  
QUENZA  
RAFFAELLI C.  
RAFFAELLI M.A.  
RAFFAELLI S.  
RAFFALLI C.F.  
RAKOCZY  
RAVENNA  
RENUCCI  
REZZONICO  
RICHECOURT  
RICHELIEU  
RICHELMI  
RISTORI C.  
RISTORI GHJ.B.  
RISTORI S.  
RIVAROLA vice-roi de Sardaigne  
RIVAROLA A.  
RIVAROLA D.  
RIVAROLA F.  
RIVAROLA N.  
ROBERT  
ROCCA  
ROMEI (les)  
ROMEI GHJ.B.

ROSSI Bianca, v. COLONNA.  
ROSSI A.F.  
ROSSI F.S.  
ROSTINI  
ROUILLE  
ROUSSEAU  
ROUSSET  
ROVERE  
ROWLEY  
SAINT-AIGNAN  
SAINT-GIL  
SAINT-LAURENT  
SALICETI cap au Royal-Corse.  
SALICETI F.A.  
SALICETI GHJ.C.  
Saliceti v. GIOVANNONI  
SALIS  
SALUZZI évêque  
SALUZZO Gouverneur  
SALVINI  
SANTUCCI  
SAPORITI archevêque de Gênes  
SAPORITO D.M.  
SARI  
SARTORIO  
SASSELANGE  
SAULI  
SAURIN  
Schizzettu, v. CERVONI GHJ.B.  
SCHMERLING  
SCHMETTAU  
SCHULENBURG  
SERRAVALLE  
SETA  
SAXE  
SABASTIANI  
SICURANI  
SILVA  
Simon Ghjuvanni du Campulori  
SINGLANDE  
SINIBALDI  
SOLARI (BALI)  
SOPRANI  
SOPRANIS G.B.  
SORBA A.  
SORBA GHJ.B.

SPERONI A.  
SPERONI G.B.  
SPINOLA (cardinal)  
SPINELLI  
SPINOLA C.  
SPINOLA D.M.  
SPINOLA F.M.  
SPINOLA G.A.  
SPINOLA G.B.  
SPINOLA G.  
SPINOLA N.  
SPINOLA T.  
STARHEMBERG  
STEFANI piuvanu  
STEFANI A.  
STEFANINI  
STEFANOPOLI  
STEPNEY  
STRAFORELLI  
STRUZZIERI  
STUART  
SUSINI GHJ.A.  
SUSINI V.  
SUZZONI  
TADDEI A.F.  
TADDEI M.  
Tagliarinu, de Venacu  
TAVERA  
TENCIN  
Theodore, v. NEUHOFF  
TOMMASINI  
TORRIGIANI  
TOWNSHEND  
VALCROISSANT  
VALEMBERG  
VALENCE  
VALENTINI  
VARENNE  
VARIGNON  
VAUX  
VELA  
VELLA  
VENCE  
VENEROSO G.G.  
VENEROSO G.  
VENEROSO ST.

VENTURINI  
VERNIZZI  
VERRIER  
VESCOVALI  
VIALE  
VIALIS  
VIERSAY  
VILLAPS  
VILLEMUR  
VILLETES  
VINCENTI  
VINCENTI V.  
VINCIGUERRA F.  
VINCIGUERRA L.  
VINCIGUERRA T.  
VINS  
VINUFS  
VIOMESNIL  
VIRY  
VITERBI  
VITERBI O.P.  
VITTINI Noble-douze  
VITTINI A.  
WACHTENDONCK  
WALDEGRAVE  
WALDSTEIN  
WALPOLE  
WASNER  
WURTEMBERG  
ZANOBI  
ZERBI  
ZICAVO chanoine  
ZICAVO F.M.  
ZIZEMDORF  
ZUCCARELLI